

**LES BESOINS DE SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LE TERRITOIRE DU VAL D'AMBOISE :**

**DIAGNOSTIC, ENJEUX ET ACTIONS**

**Tuteur :** HAMDOUCH Abdelillah

**Etudiants :** BARBUSSE Florent  
FORESTIER Pauline  
URBAIN Anne-Laure  
VALLEE Pascaline



## REMERCIEMENTS :

Nous tenons, dans un premier temps, à remercier notre tuteur, Monsieur Abdelillah HAMDOUCH, Professeur des Universités à l'Ecole Polytechnique de l'Université François Rabelais de Tours, Département Aménagement et CITERES, pour son encadrement et pour l'aide apportée tout au long de ce projet.

Nous remercions également notre maître de stage, Madame Marie-Line DESLANDES, Responsable du Service Développement Economique à la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour ses conseils avisés et l'attention portée à la qualité de notre travail.

Nous souhaitons également remercier les autres membres de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, et plus particulièrement :

Monsieur Denis COURTOIS, Directeur général des services de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour son accueil et pour nous avoir fait découvrir notre environnement de travail ;

Monsieur Claude COURGEAU, Président de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, et Madame Isabelle GAUDRON, Vice-présidente de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour leur présence et leurs remarques lors de nos présentations ;

Madame Delphine ROUX, qui assure le secrétariat général à la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour sa sympathie et sa disponibilité ;

Madame Sandra LAGEDAMON, Chargée de communication à la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour l'intérêt porté à notre travail ;

Monsieur Fabien QUINTIN, Responsable du service Marchés-Achats à la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour ses conseils et son aide dans le domaine informatique ;

Les secrétaires à l'accueil de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, pour leur accueil et leur disponibilité.

D'autre part, nous souhaitons adresser nos remerciements à Monsieur Vincent GARCIA, président du GEIDA, ainsi qu'à tous les responsables d'entreprises que nous avons rencontré au cours de notre stage collectif, pour le temps qu'ils nous ont consacré, mais aussi pour toutes les informations et les remarques dont ils nous ont fait part.

Enfin, nous souhaitons exprimer notre gratitude à Madame Pascaline ROBIN, responsable du Secrétariat des stages à Polytech'Tours, pour sa disponibilité et son soutien.



## INTRODUCTION :

Au cours de la quatrième année d'étude à l'école Polytech'Tours, département Aménagement & Urbanisme, un stage collectif de douze semaines doit être effectué au sein d'un organisme nous confiant une mission. Ainsi, la Communauté de Communes du Val d'Amboise (CCVA), structure intercommunale du département de l'Indre-et-Loire, nous a-t-elle sollicités pour la réalisation d'une mission portant sur les besoins de services aux entreprises implantées sur son territoire. En effet, celui-ci s'avère être le deuxième pôle industriel le plus important du département après l'agglomération tourangelle. De fait, la commune d'Amboise ainsi que les huit autres communes qui lui sont associées comptent quatre zones d'activités et regroupent plus de quatre mille salariés. Ce pôle industriel se distingue notamment par la présence de nombreuses Très Petites Entreprises (TPE) puisqu'elles représentent les quatre cinquièmes des entreprises présentes. Celles-ci sont particulièrement portées sur des activités comme la métallurgie ou la plasturgie.

Afin de pérenniser et d'étoffer encore plus cette économie qui constitue un élément majeur du dynamisme du Val d'Amboise avec l'activité touristique, la collectivité se doit de répondre au mieux aux besoins et attentes des entreprises qui y sont implantées mais aussi aux éventuels entrepreneurs qui envisagent de démarrer une activité. C'est pour cette raison que la CCVA nous a confié cette mission.

Sa réalisation s'est déroulée selon trois étapes. Tout d'abord, il est apparu nécessaire de consacrer le début du stage à nous approprier le territoire et les différentes notions à mobiliser dans le cadre de la mission. La première partie de ce rapport est donc consacrée à l'étude du territoire du Val d'Amboise et à la définition de notions comme les « services aux entreprises ». Après ce premier travail théorique, l'application au territoire d'Amboise a pu être réalisée. La deuxième partie de ce rapport rassemble donc les services aux entreprises déjà présents sur le territoire et ceux manquants ou à améliorer et constitue donc un diagnostic de l'offre et de la demande en matière de services aux entreprises. Ceci nous a permis de passer à la troisième étape de notre stage par la confrontation de l'offre et de la demande afin de déterminer les enjeux et perspectives de développement économique. A l'aide de l'étude du développement économique d'autres territoires d'Indre-et-Loire et au regard des enjeux dégagés, des propositions d'actions sont présentées dans la troisième partie de ce rapport. La CCVA dispose ainsi de pistes de réflexion qu'elle pourra mettre en œuvre afin de renforcer l'attractivité de son territoire aux yeux des entreprises grâce à la présence des services dont elles ont aujourd'hui besoin.



## SOMMAIRE :

REMERCIEMENTS :	3
INTRODUCTION :	5
<b>1<sup>ERE</sup> PARTIE : APPROPRIATION DU TERRITOIRE ET DES DIFFERENTES NOTIONS A MOBILISER DANS LE CADRE DE LA MISSION CONFIEE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE (CCVA)</b>	<b>11</b>
<b>I. APPROPRIATION DU TERRITOIRE DU VAL D'AMBOISE ET REALISATION D'UN DIAGNOSTIC ECONOMIQUE :</b>	<b>11</b>
<u>A. Méthode utilisée pour s'approprier le territoire et réaliser le diagnostic économique : ....</u>	<u>11</u>
1. Réalisation d'un diagnostic économique du territoire de la CCVA et de son environnement :	11
2. Etude des quatre zones d'activités de la CCVA :	12
<u>B. Un territoire situé dans la zone d'influence de Tours :</u>	<u>14</u>
1. La CCVA, un regroupement de neuf communes autour d'Amboise :	14
2. La CCVA, un EPCI appartenant à l'aire urbaine de Tours :	16
<u>C. Un territoire dynamique bénéficiant de la proximité de Tours :</u>	<u>22</u>
1. Une population croissante et au niveau de vie élevé :	22
2. Un dynamisme économique reposant principalement sur deux types d'activités :	26
3. Un territoire riche de quatre zones d'activités d'importance :	28
4. Un tissu dense de microentreprises du secteur industriel :	33
<b>II. ETUDE THEORIQUE DES DIFFERENTES NOTIONS A MOBILISER DANS LE CADRE DE LA MISSION :</b>	<b>36</b>
<u>A. Méthode mise en œuvre pour parvenir à une définition de la notion de services aux entreprises :</u>	<u>36</u>
1. Utilisation de la Nomenclature d'Activités Française (NAF) établie par l'INSEE :	36
2. Reconsidération de la notion de services aux entreprises :	36
<u>B. Définition de la notion de services aux entreprises :</u>	<u>37</u>
1. Diverses définitions théoriques peuvent être utilisées comme point de départ :	37
2. La Nomenclature des Activités Françaises (NAF) répertorie les activités économiques des entreprises :	37
3. Elaboration de notre propre définition et élargissement de la notion de services aux entreprises :	39
<u>C. Etude des modes de réalisation des services aux entreprises en France et notion d'externalisation :</u>	<u>39</u>
1. Les services aux entreprises, un secteur de poids dans l'économie française :	39
2. Un phénomène d'externalisation qui prend de l'ampleur :	40

3. Un recours à l'externalisation qui dépend du type de services et de la taille des entreprises :.....	44
4. Les grands groupes de services en situation de force face aux PME : .....	48
<b>2<sup>IEME</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE EN MATIERE DE SERVICES AUX ENTREPRISES .....</b>	<b>51</b>
<b>I. DIAGNOSTIC DE L'OFFRE EN SERVICES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA ET SUR CELUI DE TOUR(S)PLUS :</b>	<b>51</b>
<b>A. Méthode employée pour mener à bien ce diagnostic : .....</b>	<b>51</b>
1. Diagnostic de l'offre en prestations de services existante sur Tour(s)Plus :.....	51
2. Diagnostic de l'offre en prestations de services existante sur la CCVA : .....	52
<b>B. Une offre en prestations de services inégale dans la CCVA : .....</b>	<b>52</b>
1. Les prestations de gestion du quotidien sont bien représentées : .....	54
2. Les prestataires de services à haute valeur ajoutée sont peu présents sur le territoire de la CCVA : .....	57
3. Les autres prestations de services sont inégalement satisfaites : .....	61
4. La majorité des prestataires de services sont implantés sur le pôle d'Amboise - Nazelles-Négron - Pocé-sur-Cisse : .....	64
<b>C. Le territoire de la Communauté de communes du Val d'Amboise offre de nombreuses aménités à ses habitants : .....</b>	<b>69</b>
1. Des services publics répondant aux besoins des familles : .....	69
2. Un tissu d'associations œuvre dans le domaine de l'économie et du social : .....	70
3. Mais certains services peuvent être améliorés : .....	71
<b>D. Une offre de services plus large et plus diversifiée sur le territoire de l'agglomération de Tour(s)Plus : .....</b>	<b>73</b>
1. Une meilleure couverture des services de gestion du quotidien : .....	73
2. Des prestataires de services à haute valeur ajoutée beaucoup plus nombreux : .....	74
3. Les services de location et les services aux salariés sont également beaucoup mieux couverts : .....	75
<b>II. EVALUATION DE LA DEMANDE EN SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA : .....</b>	<b>77</b>
<b>A. Méthode choisie pour la réalisation des entretiens et du questionnaire en ligne : .....</b>	<b>77</b>
1. Sélection d'un échantillon d'entreprises à interroger pour les entretiens : .....	77
2. Préparation d'un guide d'entretien pour les entreprises choisies par l'échantillonnage : .....	80
3. Prise de RDV avec les entreprises retenues par l'échantillonnage : .....	80
4. Elaboration d'un questionnaire à remplir en ligne à destination de toutes les entreprises des ZA de la CCVA et envoi de celui-ci : .....	82
5. Réception des réponses aux questionnaires Internet : .....	82
6. Réalisation des entretiens et traitement de ceux-ci « au fil de l'eau » : .....	83



7. Mise en commun et exploitation des réponses au questionnaire et des résultats des entretiens : .....	83
<b>B. Comportement des entreprises de la CCVA en termes de prestations de services : .....</b>	<b>83</b>
1. Deux explications à l'internalisation : .....	83
2. Deux arguments à l'externalisation : .....	84
3. Importance de la localisation dans le choix du prestataire de service : .....	84
4. Autres critères de choix du prestataire de services : .....	86
<b>C. Utilisation et localisation des différentes catégories de services par les entreprises de la CCVA : .....</b>	<b>87</b>
1. Des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise fréquemment utilisés et une offre locale satisfaisante.....	87
2. Des services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux ou déchets fortement sollicités mais pas tous couverts dans la CCVA.....	89
3. Des services de logistique ou de transports inégalement demandés et satisfaits au sein de la CCVA .....	91
4. Des services informatiques et télécommunications aujourd'hui indispensables aux entreprises : .....	93
5. Des services de location utilisés par la moitié des entreprises mais une offre incomplète dans la CCVA : .....	95
6. La moitié des entreprises utilisent un service de restauration, hôtellerie : .....	97
7. Des services de recherche et technologie plutôt internalisés : .....	99
8. Les services de marketing et de publicité présentent des disparités d'utilisation et de stratégies adoptées : .....	101
<b>D. Analyse des besoins insatisfaits en services aux entreprises : .....</b>	<b>102</b>
1. Les demandes des entreprises de moins de vingt salariés portent majoritairement sur des services publics à améliorer : .....	102
2. La demande des entreprises de plus de vingt salariés en services aux entreprises est plus importante et plus variée : .....	104
3. Les demandes faites par le président du GEIDA recoupent celles des 22 entreprises rencontrées : .....	106
4. Une majorité de services publics à améliorer et des services aux salariés à étudier avant une éventuelle mise en place : .....	107
<b>3<sup>IEME</sup> PARTIE : ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AUTRES TERRITOIRES ET PROPOSITIONS D' ACTIONS : .....</b>	<b>109</b>
<b>I. ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE TERRITOIRES D'INDRE-ET-LOIRE : .....</b>	<b>109</b>
<b>A. Etude du développement économique du territoire « <i>Entreprendre en Chinonais</i> » : .....</b>	<b>109</b>
1. Analyse comparative des territoires de la CCVA et du Chinonais : .....	109

2. Un développement économique qui se veut dynamique grâce à de nombreuses initiatives : .....	112
3. Un développement économique à nuancer : .....	117
4. Les facteurs clés du succès du développement économique du territoire du groupement « Entreprendre en Chinonais » : .....	118
<b>B. Etude du développement économique de la Communauté de Communes Loches</b>	
<b>Développement : .....</b>	<b>120</b>
1. La Communauté de Communes de Loches Développement (CCLD), un territoire rural mais dynamique : .....	120
2. De nombreuses actions en faveur du développement économique ont dynamisé ce territoire rural : .....	122
3. La CCLD a mis en œuvre des outils facteurs d'attractivité de son territoire : .....	127
<b>II. ACTIONS DÉJÀ MENÉES PAR VAL D'AMBOISE ET PROPOSITIONS D'ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA : .....</b>	<b>128</b>
<b>A. Les actions déjà menées par la Communauté de Communes du Val d'Amboise en termes de développement économique : .....</b>	<b>128</b>
1. La CCVA met à disposition des entreprises une offre foncière mais aussi immobilière : .....	128
2. La CCVA apporte un soutien aux entreprises et à certaines associations de son territoire : .....	129
<b>B. Développer l'Economie Sociale et Solidaire : .....</b>	<b>130</b>
1. L'ESS, un secteur de l'économie en plein développement mais qui reste encore méconnu : .....	130
2. L'ESS, un secteur à soutenir dans la CCVA afin d'en tirer un avantage concurrentiel par différenciation : .....	133
<b>C. Agir en faveur de l'environnement et du développement durable : .....</b>	<b>137</b>
1. L'environnement, un secteur porteur que soutient déjà la CCVA : .....	137
2. Exemples d'actions en faveur de l'environnement que pourrait mettre en place la CCVA : .....	139
<b>D. Retour sur les actions à mettre en œuvre par la communauté de communes du Val d'Amboise : .....</b>	<b>141</b>

## **1<sup>ERE</sup> PARTIE : APPROPRIATION DU TERRITOIRE ET DES DIFFERENTES NOTIONS A MOBILISER DANS LE CADRE DE LA MISSION CONFIEE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE (CCVA)**

---

### **I. APPROPRIATION DU TERRITOIRE DU VAL D'AMBOISE ET REALISATION D'UN DIAGNOSTIC ECONOMIQUE :**

#### **A. METHODE UTILISEE POUR S'APPROPRIER LE TERRITOIRE ET REALISER LE DIAGNOSTIC ECONOMIQUE :**

##### ***1. Réalisation d'un diagnostic économique du territoire de la CCVA et de son environnement :***

La première étape de notre stage a consisté à **nous approprier le territoire afin d'en saisir les caractéristiques mais aussi les enjeux**. Le cahier des charges indiquait en effet, d'établir un volet enjeux et perspectives pour le territoire. Pour cela, nous avons réalisé un diagnostic économique de la Communauté de Communes du Val d'Amboise (CCVA) et de son environnement.

##### **a. Analyse du territoire de la CCVA et de son implantation dans le département de l'Indre-et-Loire (37) :**

Dans un premier temps, il nous a fallu nous **approprier ce territoire par une étude des différents découpages administratifs et économiques**. Nous avons donc consulté les sites Internet officiels du département et de la CCVA. Ceci nous a permis de comprendre dans quelles structures administratives la CCVA est impliquée. En effet, la CCVA constitue à elle seule un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) mais elle fait également partie d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) avec trois autres EPCI. Enfin, la CCVA est intégrée au Pays Loire-Touraine.

Ensuite, nous avons pu **comprendre la structure économique du territoire par une analyse de différents découpages comme l'aire urbaine ou la zone d'emploi**. Pour cette étude, nous avons utilisé les données statistiques réalisées par l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques). Le site de l'Observatoire Economique des Territoires de Touraine (OE2T) ainsi les différents diagnostics que cet observatoire a effectués nous ont également été utiles à la **compréhension du territoire et notamment concernant l'influence de la communauté d'agglomération de Tours sur le territoire de la CCVA**. Nous avons donc réalisé des cartes illustrant cette influence en représentant l'aire urbaine et la zone d'emploi auxquelles la CCVA appartient grâce à l'utilisation du logiciel de cartographie *ArcMap*.

Au terme de cette étude, nous avons pu cerner le rayonnement économique du pôle d'Amboise mais également l'influence qu'exerce Tour(s)Plus sur ce même pôle.

Cette analyse nous a permis de connaître les différents découpages des territoires et de connaître les définitions des aires urbaines, pôles urbains, zones d'emploi ou encore des bassins de vie.

#### b. Analyse sociodémographique du territoire de la CCVA :

Il nous est apparu important d'étudier les chiffres-clés des études sociodémographiques effectuées par l'INSEE afin d'**évaluer le potentiel de développement du territoire**. Des **indicateurs comme l'évolution de la population ou son taux de croissance** sont ainsi des révélateurs du dynamisme et de l'attractivité d'un territoire, élément essentiel à la croissance économique. Nous nous sommes donc appuyés sur le dossier local réalisé par l'INSEE à l'échelle de l'EPCI CC Val d'Amboise (243700176) du 1<sup>er</sup> janvier 2010 et mis à jour le 30 juin 2011. Ceci nous a également permis d'évaluer le niveau de vie de la population ainsi que sa répartition par catégories socioprofessionnelles.

#### c. Analyse économique du territoire de la CCVA :

Le cahier des charges ayant **ciblé notre mission sur le développement économique, nous avons consacré une part importante du diagnostic à ce thème**. Là aussi, les **indicateurs clés** fournis par l'INSEE et l'OE2T nous ont été d'une aide précieuse en nous donnant des informations sur le **taux de chômage** par zone d'emploi **et surtout son évolution** sur la dernière décennie. L'étude de l'emploi salarié a permis de souligner le poids important joué par le secteur de l'industrie dans la CCVA.

Globalement, nous n'avons pas rencontré de difficultés particulières lors de cette première phase. Toutefois, les chiffres du taux de chômage nous ont été plus difficiles à obtenir en raison d'un redécoupage des zones d'emplois en 2010.

**Après cette étude générale du territoire de la CCVA, nous avons étudié plus spécifiquement les quatre zones d'activités qui y sont implantées.**

### 2. Etude des quatre zones d'activités de la CCVA :

#### a. Visite des quatre zones d'activités :

Pour commencer à nous approprier ces zones, nous nous sommes rendus sur place. Leur localisation, leur accessibilité, leur desserte ainsi que l'état de leur aménagement ont été observés. Cette visite nous a ainsi donné une **première approche du fonctionnement de chacune des zones** avant de les étudier statistiquement plus en détails.

#### b. Mise à jour de la liste des entreprises des quatre zones d'activités :

La CCVA nous a fourni au début du stage un tableau listant les entreprises des zones d'activités avec pour chacune d'entre elles une série de renseignements comme leur adresse, leur code APE ou leur effectif. Nous l'avons mis à jour afin de vérifier l'exactitude des données renseignées. Pour cela, plusieurs sites Internet nous ont été utiles comme *fichentreprise.com* ou le site *infogreffe.fr*. **Cette mise à jour s'est révélée délicate à réaliser en raison des divergences de données entre les différents sites Internet**. En outre, aucun site Internet n'était exhaustif et cela nous a contraint à en consulter de nombreux pour essayer d'obtenir une liste de base de travail la plus complète possible. Cette étape a mis en lumière les difficultés pour une collectivité à connaître parfaitement les entreprises présentes sur son territoire en raison de l'extrême variabilité des données.

Pour rechercher des données sur les entreprises sur les différents sites Internet, nous avons été amenés à utiliser leur numéro Siren ou Siret. En effet, un **numéro Siren** et un **numéro Siret** sont attribués par l'INSEE lors de l'inscription d'une entreprise au répertoire SIRENE (Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Etablissements). Le Siren est un numéro unique d'identification composé de 9 chiffres non-significatifs attribué à chaque entreprise et le Siret est un numéro unique d'identification à 14 chiffres non significatifs attribué à chacun de leurs établissements (principal ou secondaire). Les 9 premiers chiffres du Siret correspondent au numéro Siren dont l'établissement dépend et les 5 derniers au NIC (Numéro Interne de Classement) de l'établissement. Le numéro Siren permet de suivre l'entreprise tout au long de sa vie juridique (différentes implantations géographiques...). **Siren et Siret sont très utiles pour rechercher des données sur une entreprise** du fait qu'ils soient uniques.

Pour information, **le répertoire SIRENE** (Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Etablissements), créé par décret en 1973, est géré par l'INSEE. Il « **enregistre l'état civil de toutes les entreprises et leurs établissements**<sup>1</sup>, quelle que soit leur forme juridique et quel que soit leur secteur d'activité [...], situés en France métropolitaine (y compris la Corse), ainsi qu'en Guadeloupe, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Les organismes publics ou privés et les entreprises étrangères qui ont une représentation ou une activité en France y sont également répertoriés [...]. En outre, le secteur public administratif, de l'État ou des communes, localisé en Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, et Wallis et Futuna, est également inclus. » Le répertoire SIRENE permet entre autres la réalisation d'études statistiques sur les entreprises. En effet, il **contient différentes données sur les entreprises** telles que le code APE, le Siren, le Siret, des données de localisation, l'effectif salarié, la nature des mouvements qui affectent les unités ainsi que leur historique.

**Lorsque la liste a été entièrement mise à jour, nous avons réalisé de nombreuses études statistiques.**

#### c. Etude statistique des quatre zones d'activités :

**Nous avons étudié les quatre zones d'activités afin d'en dégager les caractéristiques clés.** De cette façon, nous avons obtenu des graphiques illustrant **la localisation des entreprises, la répartition des salariés dans les quatre zones ou encore leur répartition par secteur d'activités.** Pour cela, nous avons utilisé les découpages de l'INSEE par secteur d'activités mais aussi par section d'activités selon la nomenclature NAF (Nomenclature d'Activités Françaises) révision 2 de 2008. Nous avons donc été amenés à étudier cette nomenclature et à comprendre son organisation en sections puis en groupes et divisions. Les notions d'activités principales et secondaires ont aussi été appréhendées lors de cette étude.

**Les entreprises des zones d'activités ont aussi été classées selon leur taille.** Nous avons donc recherché les définitions des **différentes catégories** existantes comme les **microentreprises**, les

---

<sup>1</sup> « Pour le répertoire Sirene, un établissement est une unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement, individualisée mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est exercée l'activité (magasin, atelier, entrepôt...). » Source : Insee.

Petites et Moyennes Entreprises (**PME**) ou encore les Grandes Entreprises (**GE**). Enfin, la notion de statut juridique d'une entreprise et les différentes catégories ont été étudiés.

A l'issue de cette première étape, nous connaissons mieux le territoire, sa structure administrative et ses caractéristiques économiques. Ceci nous a permis de comprendre les enjeux futurs du territoire et les perspectives de développement.

Maintenant que nous avons vu quelles méthodes nous avons utilisées pour nous approprier le territoire et en réaliser un diagnostic économique, nous allons vous présenter les résultats que nous avons obtenus.

## **B. UN TERRITOIRE SITUE DANS LA ZONE D'INFLUENCE DE TOURS :**

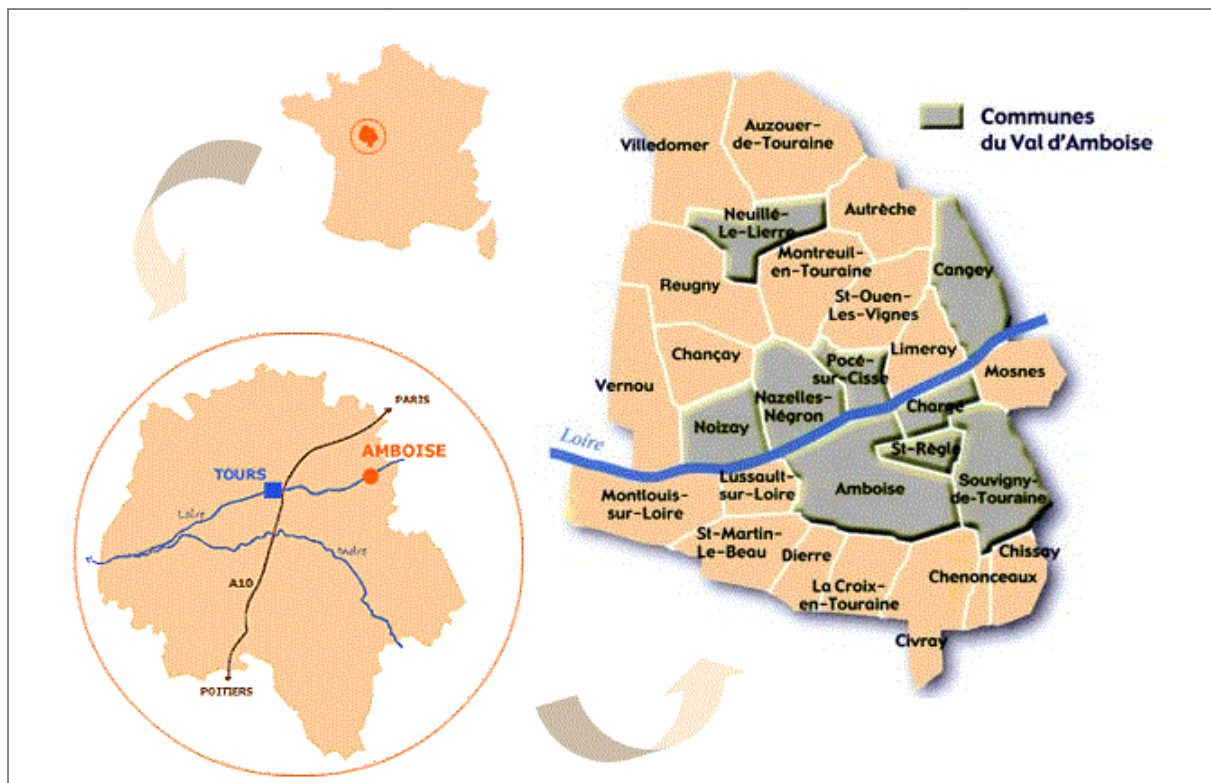
### ***1. La CCVA, un regroupement de neuf communes autour d'Amboise :***

La **Communauté de Communes du Val d'Amboise** se situe en **Région Centre** dans le **département de l'Indre-et-Loire (37)**. Elle se localise au cœur de l'axe ligérien à environ vingt-cinq kilomètres à l'Est de Tours et à une trentaine de kilomètres de Blois.

La **Communauté de Communes du Val d'Amboise** a été créée en 2002. Composée de **neuf communes**, elle compte **23 120 habitants**. La ville centre, **Amboise**, regroupe à elle seule **12 860 habitants**<sup>1</sup> et les huit autres communes, de moindre importance, rassemblent chacune une population de 300 à 4 000 habitants selon les chiffres de populations légales entrés en vigueur au **1<sup>er</sup> janvier 2012**.

---

<sup>1</sup> Source : INSEE, « Population légales 2009 », in <http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/populations-legales/default.asp>, consulté le 15 juillet 2012.



Carte 1 : Le territoire de la Communauté de Communes du Val d'Amboise

(Source : Réalisation personnelle à partir de la page Internet [http://www.geida.com/index.php?id\\_page=78&id\\_site=1](http://www.geida.com/index.php?id_page=78&id_site=1))

Cet Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est **issu du district d'Amboise**, ce qui explique qu'il puisse ne pas être d'un seul tenant et sans enclave. Mais **des regroupements avec d'autres communes pourront avoir lieu d'ici 2013** dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales (RCT) engagée par l'Etat en décembre 2010.

**D'ailleurs, la communauté de communes du Val d'Amboise est déjà associée à d'autres EPCI, notamment à travers le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)** dont elle fait partie avec les communautés de communes de Bléré, de Château-Renault et des Deux Rives. Mais la communauté de communes fait également partie du **pays Loire-Touraine** qui regroupe six communautés de communes : celles du SCOT d'Amboise - Bléré - Château-Renault et celles de l'Est Tourangeau et du Vouvillon. A cela s'ajoute encore de nombreux **syndicats mixtes**.

La loi du 16 décembre 2010 prévoit donc de **simplifier cet empiement administratif** en supprimant les EPCI de moins de 5 000 habitants. Or celle des Deux Rives, attenante à la CCVA, n'en compte que 4 402. Elle prévoit également de supprimer les enclaves et le territoire de la CCVA en comporte. Enfin, il s'agit d'établir des EPCI ayant des périmètres en cohérence avec les SCOT ou encore avec les bassins de vie afin de répondre au mieux aux besoins de la population. **La préfecture d'Indre-et-Loire ainsi que la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) souhaitent donc la formation d'un nouvel EPCI<sup>1</sup> par fusion des Communautés de Communes du Val d'Amboise, de Bléré, du Castelrenaudais et des Deux Rives.** Ceci pourrait permettre de conforter le pôle urbain d'équilibre départemental que forme Amboise et ainsi d'éviter la mono-polarisation des activités dans l'agglomération de Tours. En effet, dans un exercice de prospective, la Direction

<sup>1</sup> Source : PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE. *Projet de Schéma de Coopération Intercommunale en Indre-et-Loire*. 2011. 63 p.

Départementale des Territoires (DDT37) a envisagé « une mégalopole étalée » si rien n'est fait d'ici 2030<sup>1</sup>. Le nouvel EPCI formé regrouperait 63 705 habitants et constituerait ainsi un territoire fort face à l'agglomération de Tours.

## **2. La CCVA, un EPCI appartenant à l'aire urbaine de Tours :**

### **a. Un territoire proche de Tours :**

**Depuis 2010 et une refonte des aires urbaines, la Communauté de Communes du Val d'Amboise fait partie de la grande aire urbaine de Tours** qui englobe 144 communes au total<sup>2</sup>. En effet, cette aire urbaine connaît une forte croissance en raison d'une densification marquée mais aussi par une multiplication et un allongement des déplacements domicile-travail.

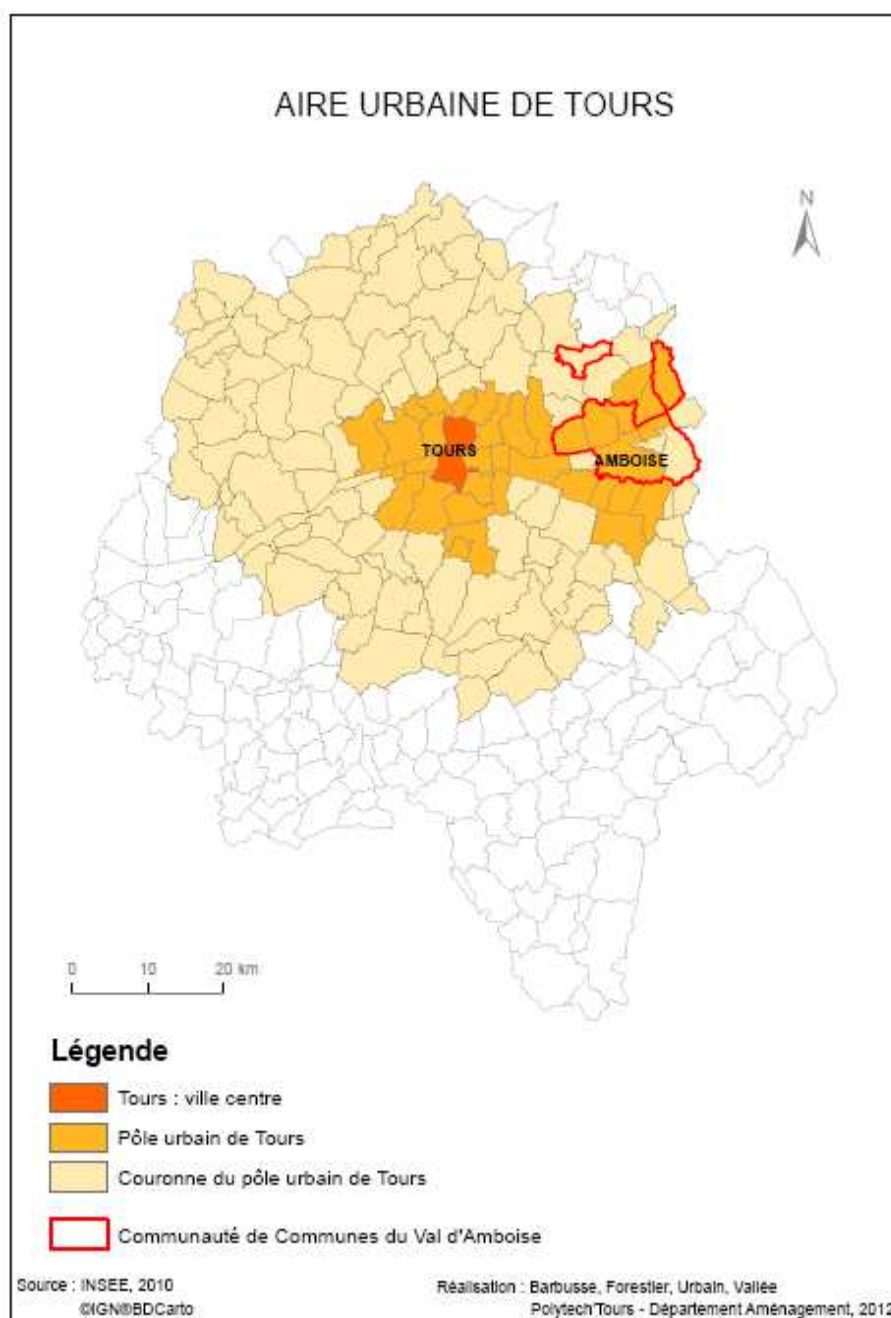
Pour rappel, selon la définition de l'INSEE, une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et de communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

---

<sup>1</sup> Source : JOLY Bernard. *Exercice de prospective : Touraine 2030 explorer collectivement des futurs possibles*. DDT37, 2009. 6 p.

<sup>2</sup> Source : AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS. « Le territoire de vie tourangeau : jusqu'où ? ». *Vues d'agglo*, n° 18, 2012, p. 1-6.



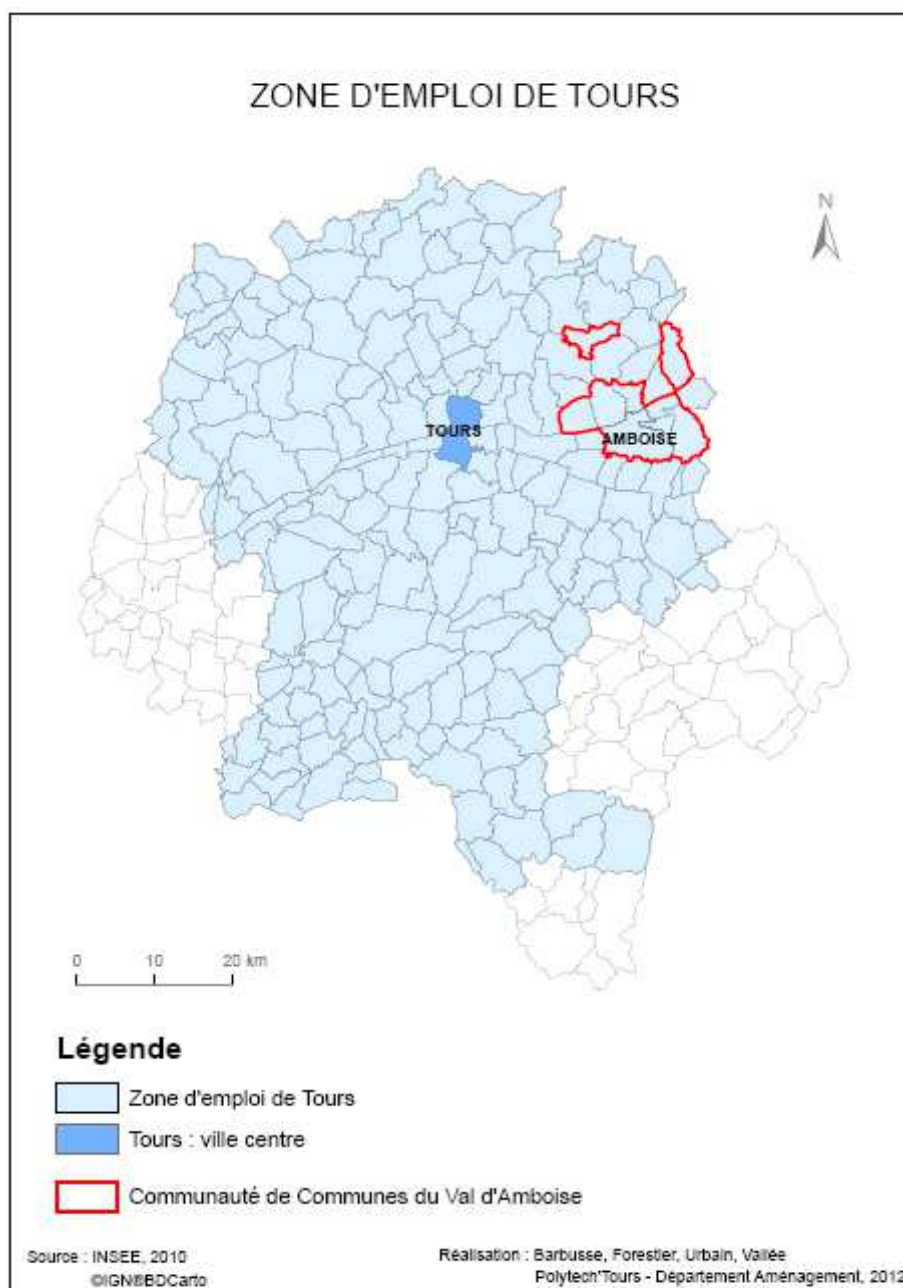


**Carte 2 : L'aire urbaine de Tours incluant les neuf communes de la CCVA**

Ainsi, les communes d'Amboise et de Bléré ont été absorbées dans l'aire urbaine de Tours. Ces deux communes font désormais partie du pôle urbain de Tours. **Cette situation est atypique puisque l'Indre-et-Loire ne comporte qu'une unique grande aire urbaine regroupant plus de la moitié des communes du département.** La forte attraction qu'exerce Tours et l'absence d'autres grandes villes pour lui faire concurrence tend à mono-polariser le département. **Le maintien de pôles secondaires comme celui d'Amboise constitue donc un véritable enjeu d'aménagement du territoire** face à une tendance à la concentration dans les grandes agglomérations françaises.

**Amboise fait également partie de la zone d'emploi de Tours** depuis la révision du zonage effectuée en 2010. Selon l'INSEE, ces zones d'emploi forment un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver

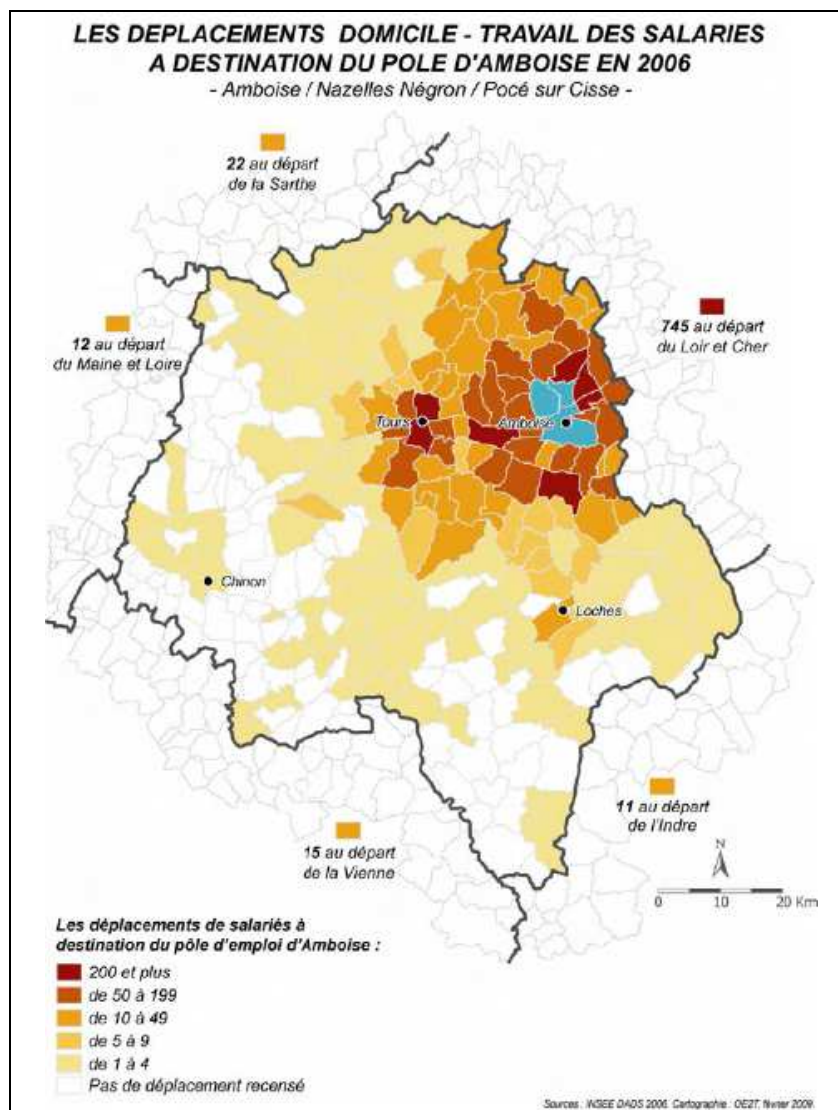
l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage s'effectue donc selon les flux domicile-travail.



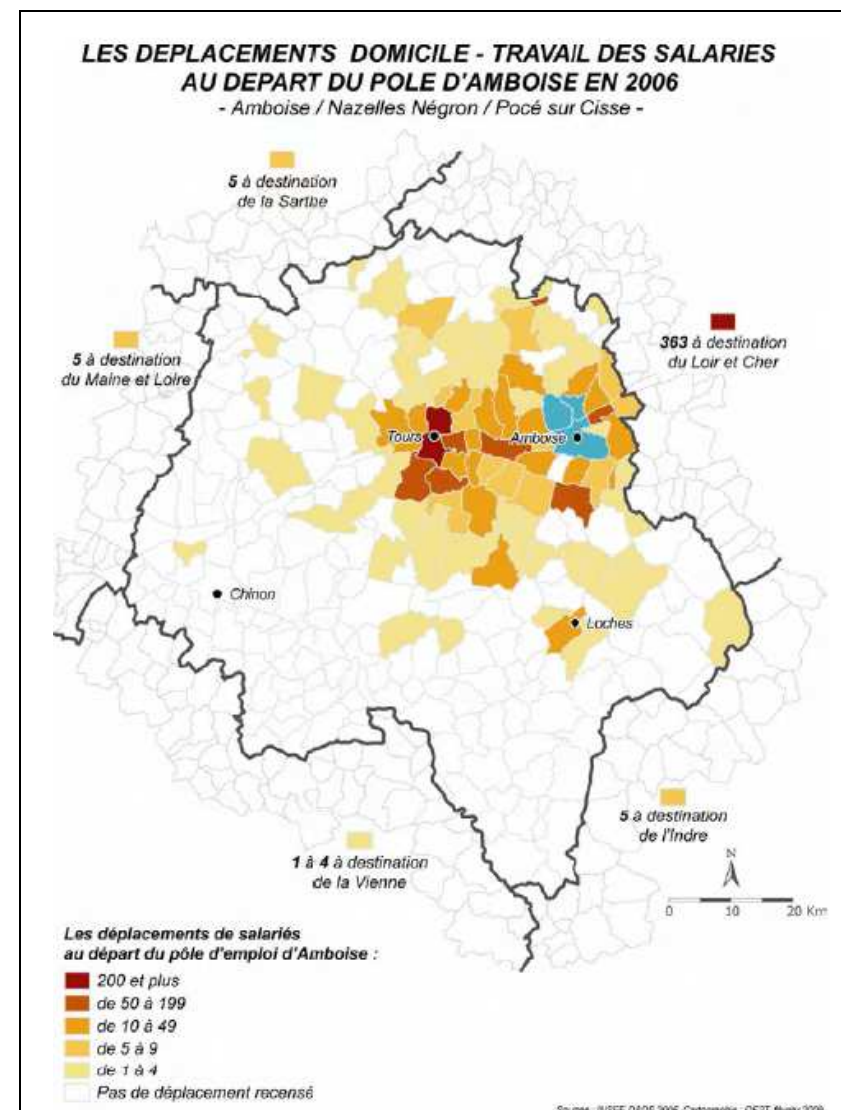
Carte 3 : La zone d'emploi de Tours

Cette fusion de la zone d'emploi d'Amboise dans celle de Tours illustre le nombre important de déplacements domicile-travail entre Amboise et Tours. Par conséquent, cela signifie qu'un certain nombre d'habitants d'Amboise travaillent à Tours ou dans son agglomération et inversement. Ce zonage démontre que la communauté d'agglomération de Tour(s)Plus exerce une influence sur Amboise et son territoire. Ceci peut se traduire par une concurrence entre entreprises de même activité situées respectivement à Tour(s)Plus et dans le Val d'Amboise. Toutefois, la proximité de Tours peut se révéler un atout pour Amboise qui profite des nombreux services aux entreprises disponibles sur Tour(s)Plus. Il s'agirait alors pour Amboise de mettre en avant le fait qu'elle bénéficie des avantages offerts par la proximité de Tours tout en évitant les inconvénients d'une grande agglomération. En effet, **la rareté et le prix du foncier** ainsi qu'un **allongement des**

**temps de transport** constituent des inconvénients majeurs pour les entreprises qui choisissent de s'implanter dans une grande agglomération, **et les entreprises intéressées par une localisation dans l'agglomération tourangelle pourraient éventuellement préférer s'installer sur le territoire d'Amboise pour y échapper.**



Carte 4 : Déplacements domicile-travail vers le pôle d'Amboise

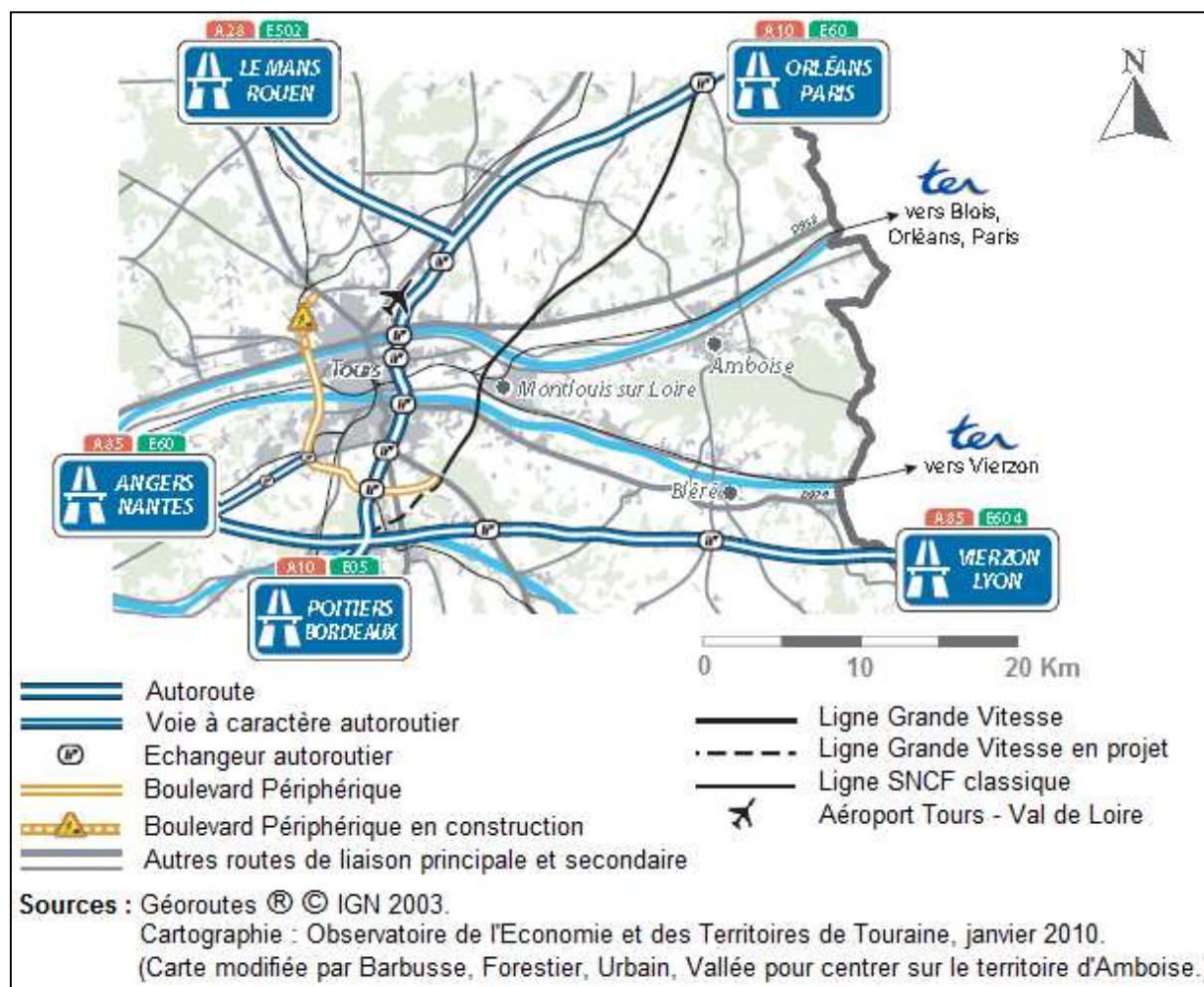


Carte 5 : Déplacements domicile-travail au départ du pôle d'Amboise



b. Un territoire bien desservi :

La Communauté de Communes du Val d'Amboise bénéficie d'une **position centrale entre Tours et Blois**, respectivement préfecture des départements de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher, reliées par la départementale D952. Amboise se trouve également à **proximité de deux grands axes autoroutiers d'importance, l'A10 et l'A85** et de deux échangeurs autoroutiers. Enfin, Amboise se situe **sur la ligne ferroviaire Paris-Tours**. Le territoire offre donc une position géographique stratégique aux entreprises.



Carte 6 : Accessibilité du territoire d'Amboise

c. Un territoire sous l'influence croisée de Tours et de Blois :

Comme nous l'avons vu précédemment, le territoire de la CCVA fait partie du pays Loire-Touraine qui regroupe six Communautés de Communes : celles de Bléré, du Castelrenaudais, des Deux Rives, de l'Est Tourangeau, du Vouvillon et du Val d'Amboise.

**Le pays Loire-Touraine présente un marché du travail structuré autour du pôle d'Amboise.** En effet, près de la moitié des actifs occupés résidant dans ce territoire y travaillent<sup>1</sup>. Amboise forme donc un

<sup>1</sup> Source : LEVI-VALENSIN, Mickaël. « Extension des aires urbaines en région Centre et nouveaux espaces périurbains ». INSEE Centre Info, n° 157, 2009. 6 p.

pôle urbain à part entière et établit une **jonction entre les aires urbaines de Tours et de Blois**. Toutefois, **le pôle d'Amboise est davantage intégré à l'aire de Tours**. Cela peut s'expliquer par le fait que l'aire urbaine de Blois, formée de 116 000 habitants en 2004, est trois fois moins peuplée que celle de Tours et qu'elle est en outre plus éloignée d'Amboise de 10 km. Cette plus forte intégration à l'aire urbaine de Tours peut également s'expliquer par le fait que Blois ne soit pas dans le même département. Cela crée un effet de frontière et Amboise a plutôt tendance à se rapprocher de Tours, sa capitale administrative. De plus, Tours est un pôle universitaire important et accueille beaucoup plus d'étudiants que Blois.

Par conséquent, **du fait que Blois exerce une attraction moindre sur Amboise, seules les interactions entre Amboise et Tours seront analysées.**

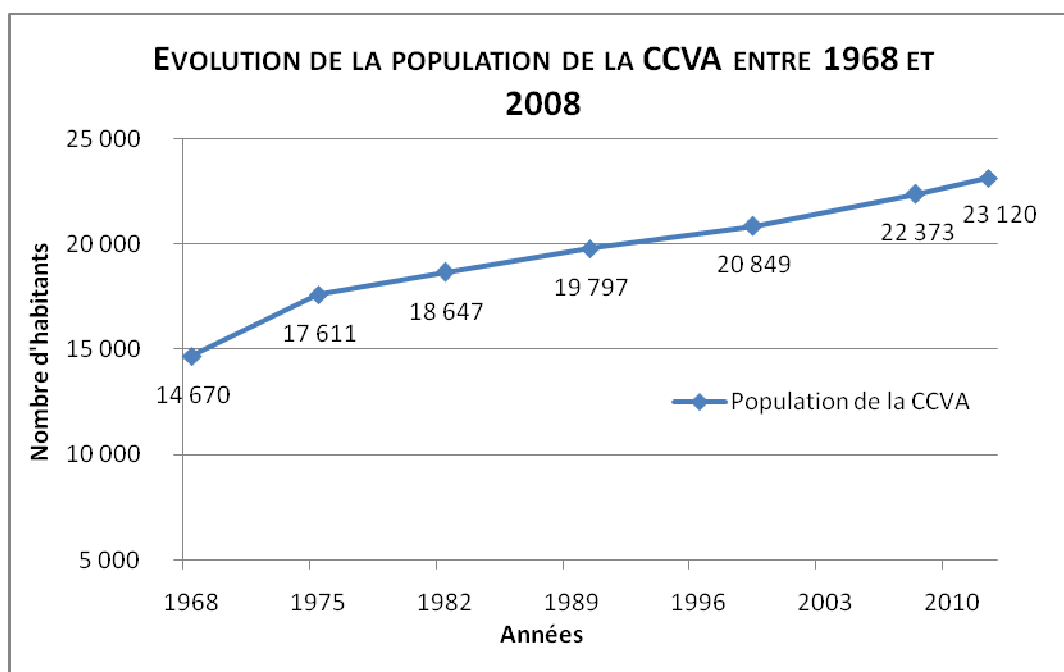
D'ailleurs, les études de l'INSEE au sujet des déplacements domicile-travail montrent que les actifs de la CCVA travaillent en nombre dans l'agglomération de Tours et inversement. En effet, **près de quatre actifs sur dix du pays Loire-Touraine travaillent sur Tour(s)Plus et un cinquième des emplois offerts en Loire-Touraine sont occupés par des actifs résidant dans Tour(s)Plus**. Ceci s'explique par le caractère industriel du pays Loire-Touraine. Les résidents sont majoritairement des cadres ou des employés et les ouvriers sont sous-représentés. En revanche, les emplois sont davantage ouvriers que cadres. Or cette situation est inversée sur le territoire de Tour(s)Plus, d'où des migrations domicile-travail importantes entre ces deux territoires. Ces migrations sont légèrement déséquilibrées puisque que le solde des entrées-sorties est négatif de -9001 pour le territoire Loire-Touraine. **Ceci illustre l'attraction qu'exerce le pôle d'Amboise mais aussi sa dépendance envers l'agglomération de Tours et les emplois qu'elle offre.**

## **C. UN TERRITOIRE DYNAMIQUE BENEFICIAIRE DE LA PROXIMITE DE TOURS :**

### **1. Une population croissante et au niveau de vie élevé :**

#### **a. Une croissance démographique constante :**

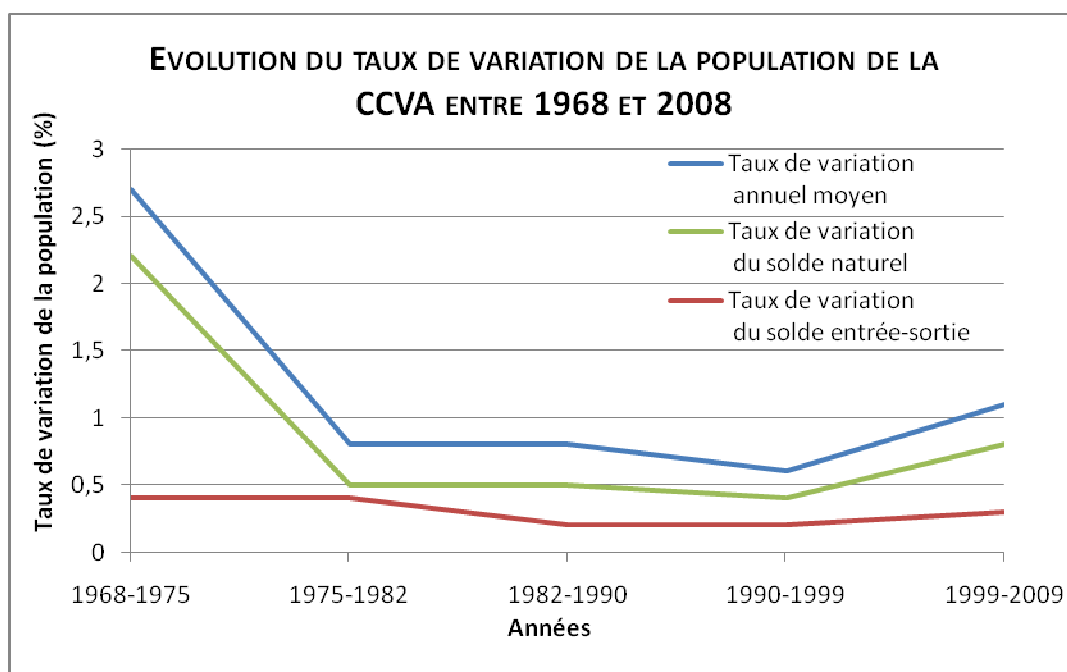
**Depuis 1968, la population a augmenté de 57,6 % de manière continue.** En effet, elle est passée de 14 670 habitants en 1968 à 23 120 habitants selon le dernier recensement de 2009 entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012.



Graphique 1 : Evolution de la population de la CCVA entre 1968 et 2008  
(Source : INSEE, RP1968 à 2009)

La croissance de la population a été la plus forte entre 1968 et 1975 puis, jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, elle a connu une augmentation plus modérée. Et depuis les années 2000, la dynamique démographique s'est de nouveau accélérée. En effet, entre 1999 et 2009, la population a augmenté de 10,9 % soit une croissance supérieure à la moyenne départementale. Dans le même temps, la population active a progressé de 6,2 %.

Le taux de variation annuel moyen de la population s'établit aujourd'hui à + 1,1 % dont + 0,8 % dû au solde naturel et + 0,3 % dû au solde migratoire (ou « des entrées-sorties »). Le territoire est donc surtout dynamique grâce à sa population déjà installée. Par comparaison, le taux de variation annuel moyen n'est que de 0,67 % dans le département de l'Indre-et-Loire. **Le territoire présente donc une dynamique démographique supérieure au département**, ce qui illustre son attractivité.



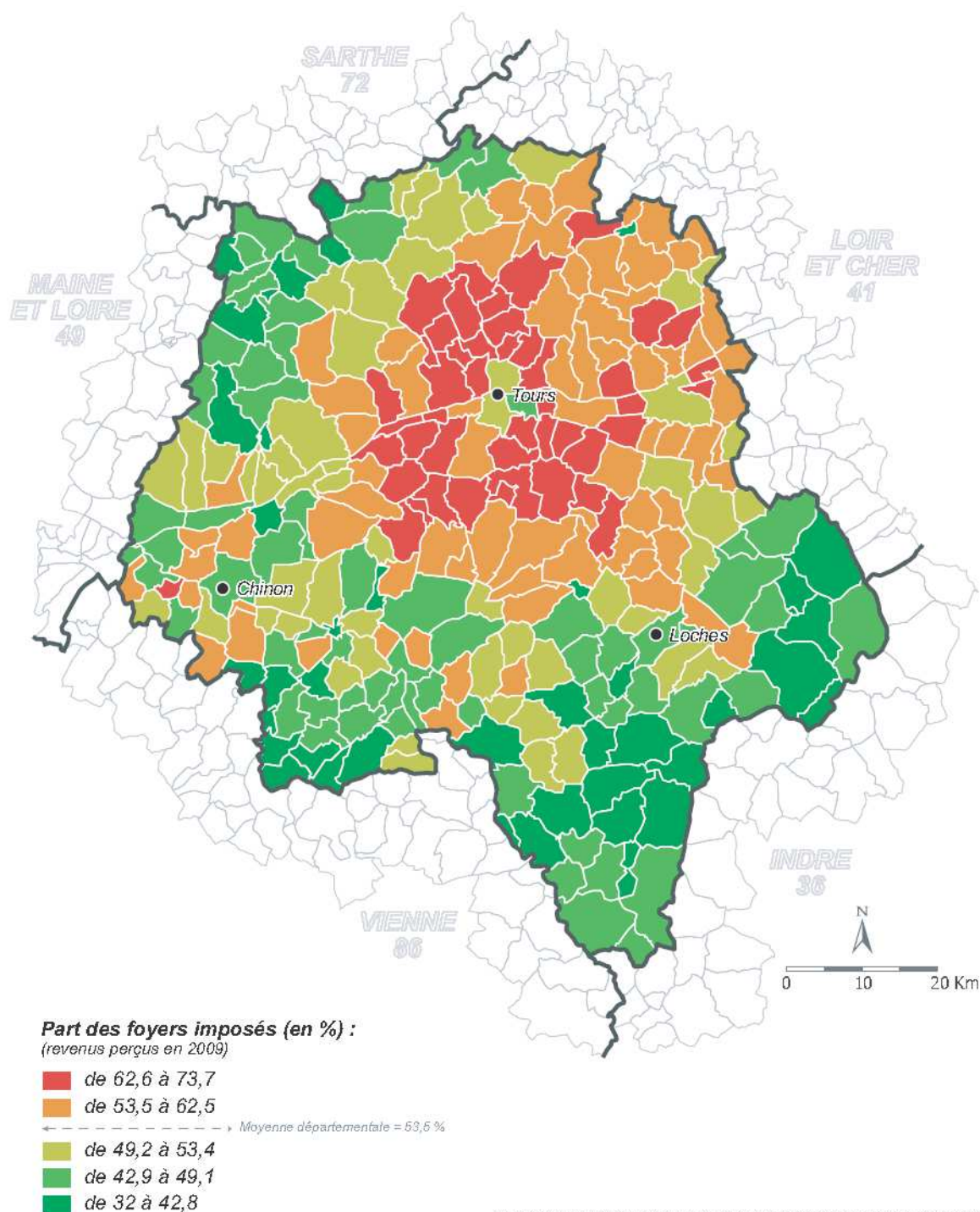
Graphique 2 : Evolution du taux de variation de la population de la CCVA entre 1968 et 2008  
(Source : INSEE, RP1968 à 2008)

a. Un niveau de vie relativement élevé :

Au niveau de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, le revenu fiscal de référence moyen déclaré et perçu en 2009 s'établit à 22 819 €, soit une somme légèrement supérieure à la moyenne du département. De même, 54,1 % des foyers du territoire du Val d'Amboise étaient imposés en 2008 et seule la commune d'Amboise avait une part de foyers imposés inférieure au département. En revanche, les communes de Noizay, Chargé, et Saint-Règle font partie des communes appartenant à la tranche la plus élevée des foyers imposés avec un taux compris entre 62,6 et 73,7 %. Cette catégorie regroupe aussi la plupart des communes périurbaines de l'agglomération de Tours comme Saint-Avertin ou encore Saint-Cyr-sur-Loire. D'ailleurs, au niveau départemental, la plupart des communes ayant **un taux de foyers imposés élevé** sont situées en périphérie de Tours ou dans la CCVA. En dehors de ces deux zones, la proportion de foyers imposés diminue. **La population de la CCVA fait donc partie de celle qui a le niveau de vie le plus élevé du département.**



# **LA PART DES FOYERS IMPOSÉS PAR COMMUNE EN INDRE ET LOIRE** - revenus perçus en 2009 -



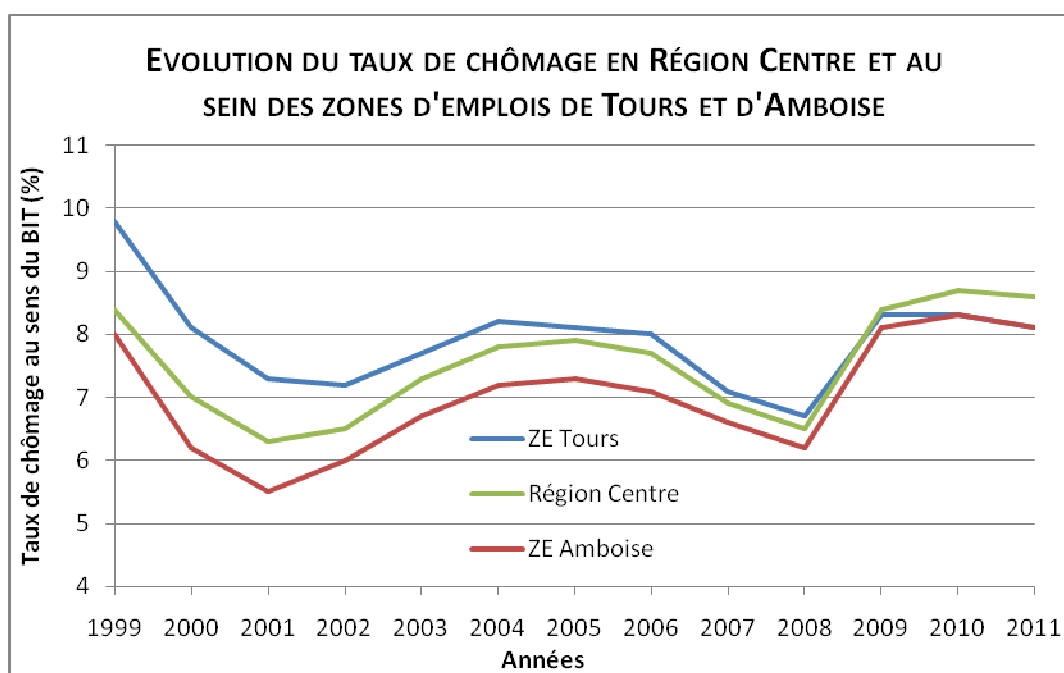
**Carte 7 : Part des foyers imposés par commune en Indre-et-Loire**

## 2. Un dynamisme économique reposant principalement sur deux types d'activités :

### a. Un pôle urbain local et départemental de 10 554 emplois :

En 2008, le nombre d'emplois dans la CCVA s'établissait à 10 554 emplois alors que la population active de 15 à 64 ans résidant dans la zone était de 10 140 personnes. En conséquence, le territoire offrirait en théorie suffisamment d'emplois aux résidents des neuf communes de la CCVA.

Concernant le taux de chômage au sens du BIT<sup>1</sup>, nous pouvons voir son évolution sur le graphique ci-dessous. Et nous pouvons remarquer que **le taux de chômage de la zone d'emploi d'Amboise a toujours été inférieur à celui de la zone d'emploi de Tours** jusqu'à ce que ces deux zones soient fusionnées en 2010. De même, **le taux de chômage de la zone d'emploi d'Amboise est inférieur à celui de la Région Centre**, preuve d'un dynamisme économique.



Graphique 3 : Evolution du taux de chômage au sens du BIT en région Centre et au sein des zones d'emplois de Tours et d'Amboise entre 1999 et 2011

(Source : INSEE, méthode de calcul sur les 348 ZE de 1999 à 2009 puis sur les 321 ZE ensuite. Données disponibles en mars 2012)

L'augmentation du taux de chômage perçue en 2009 est due à la **crise économique qui a touché le secteur industriel en 2008**. En effet, le Val d'Amboise est caractérisé par une forte présence de ce secteur sur son territoire. Il a donc perdu des emplois salariés en nombre à cette période. Par exemple, les entreprises *TI Automotiv* et *Mecachrome* ont du effectuer des plans de licenciements suite à cette crise.

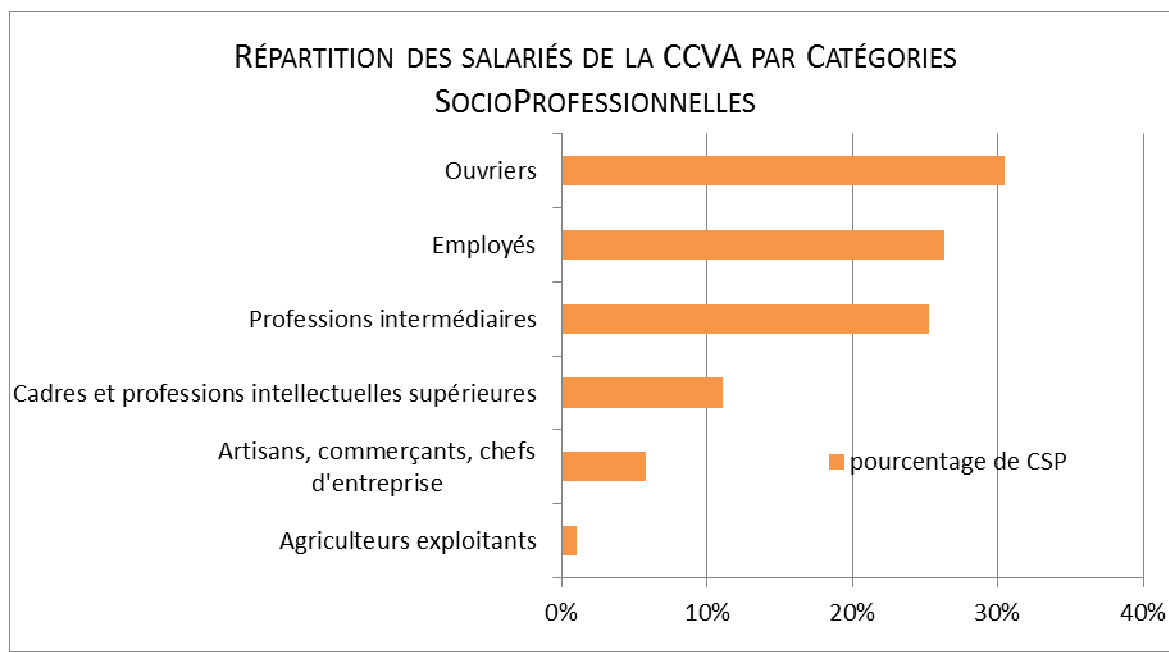
<sup>1</sup> BIT : Bureau International du Travail pour qui « un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi (c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence) ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; et avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. »

Source : INSEE, « Chômeur (BIT) », in <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-au-sens-du-bit.htm>, consulté en mai 2012.

Le taux de création d'entreprises est également légèrement supérieur à celui de la Région Centre et s'élève à 15,5 % soit 166 entreprises créées en 2010.

**b. Une population active majoritairement ouvrière et employée :**

La population active de la CCVA se caractérise par un **fort taux de salariés** : 89,9 % des emplois sont des emplois salariés. Et ce sont **surtout des ouvriers (30,5 %) et des employés (26,3 %)**.



**Graphique 4 : L'emploi dans la CCVA par catégories socioprofessionnelles en 2008**  
(Source : INSEE)

**c. L'industrie et le tourisme, deux piliers de l'économie de la CCVA :**

**L'industrie et le commerce représentent chacun environ un tiers des emplois de la CCVA.** L'activité touristique joue un rôle important dans le dynamisme économique du territoire et explique la présence de nombreux commerces et d'entreprises du secteur de l'hôtellerie-restauration.

En effet, depuis le 30 novembre 2000, le Val de Loire est inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco et la région dispose de nombreux atouts patrimoniaux (comme le château d'Amboise, le Clos Lucé, la Pagode de Chanteloup), agricoles grâce à la viticulture, et paysagers par la présence de la Loire.

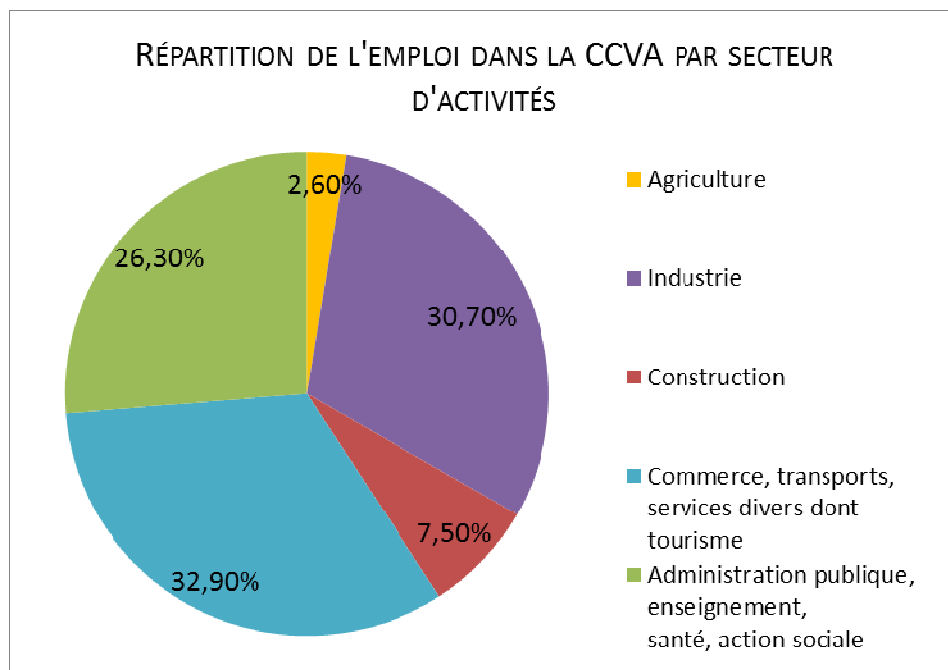
**Les activités liées à l'administration, l'enseignement, la santé, et l'action sociale emploient environ un quart des salariés.** Le centre hospitalier Robert Debré constitue le plus gros employeur avec 895 salariés<sup>1</sup>.

Ensuite, ce sont les entreprises industrielles implantées dans des zones d'activités qui sont les plus grosses pourvoyeuses d'emplois. Même si Amboise est surtout connue pour son activité touristique, **l'industrie représente plus de 30 % des emplois et constitue donc un secteur non négligeable** dans l'essor

<sup>1</sup> Source : HUGUENIN, Laure. *Diagnostic socio-économique sur le territoire Amboise-Bléré-Château-Renault*. Observatoire de l'Economie et des Territoires de Touraine (OE2T), 2011. 36 p.

économique du territoire. Par comparaison, la part de l'industrie dans le département n'est que de 15,3 % soit deux fois moins que dans la CCVA.

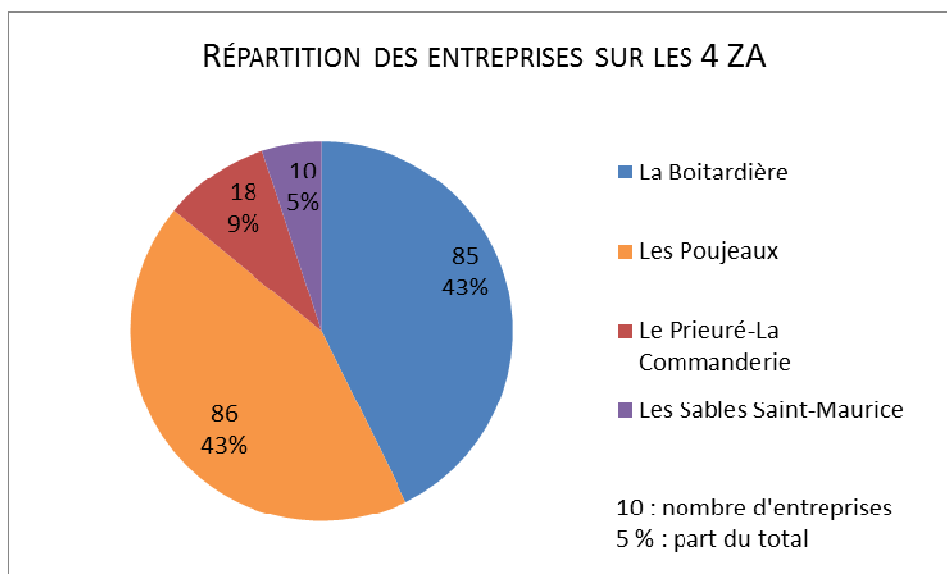
Le territoire de la CCVA offrait, en 2008, 9 475 emplois salariés dont 40% se trouvent dans les quatre zones d'activités de Val d'Amboise.



**Graphique 5 : Répartition de l'emploi par secteurs d'activité dans la CCVA en 2008**  
(Source : INSEE)

### ***3. Un territoire riche de quatre zones d'activités d'importance :***

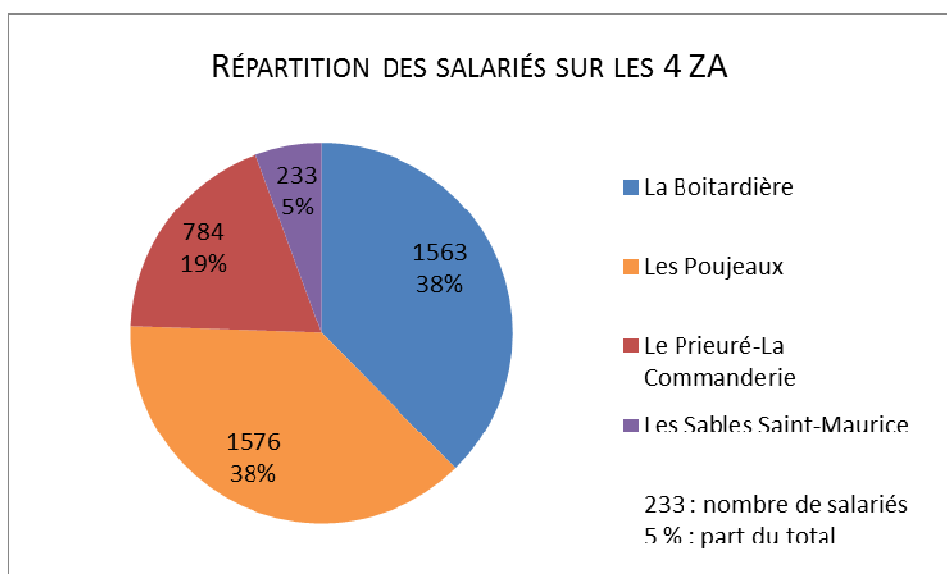
Quatre des 195 zones d'activités présentes en Indre-et-Loire sont implantées sur le territoire de la CCVA. Il s'agit de la zone d'activités de la Boitardière, de la zone d'activités des Poujeaux, de celle du Prieuré - La Commanderie et de celle des Sables - Saint-Maurice. Elles sont situées autour d'Amboise et regroupent 199 entreprises dont la majeure partie des industries présentes dans la CCVA. Les deux zones d'activités les plus importantes sont celles des Poujeaux à Nazelles-Négron et de La Boitardière qui s'étend sur les communes d'Amboise, Chargé et Saint-Règle. Cette dernière est la troisième plus importante zone d'activités d'Indre-et-Loire par sa superficie de 177 hectares. Ces deux zones rassemblent chacune 86 et 85 entreprises soit 86 % du total des entreprises. De même, 1 570 salariés environ travaillent au sein de chacune de ces deux zones, un nombre nettement supérieur au nombre moyen de salariés par zone dans le département qui s'établit à 377. Ainsi, **plus des trois quarts des salariés des quatre zones d'activités travaillent à La Boitardière ou aux Poujeaux.**



**Graphique 6 : Répartition des entreprises dans chacune des 4 zones d'activités de la CCVA**

(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com) , [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

Les deux autres zones d'activités, celle des Sables - Saint-Maurice à Nazelles-Négron et celle du Prieuré-La Commanderie à Pocé-sur-Cisse rassemblent moins d'entreprises. Toutefois, celle du Prieuré-La Commanderie accueille un établissement de l'entreprise *Pfizer Global Manufacturing* pourvoyeur d'emplois. La ZA du Prieuré - La Commanderie accueille seulement 9% des entreprises des ZA de Val d'Amboise mais 19 % des salariés.



**Graphique 7 : Répartition des salariés dans chacune des 4 zones d'activité de la CCVA**

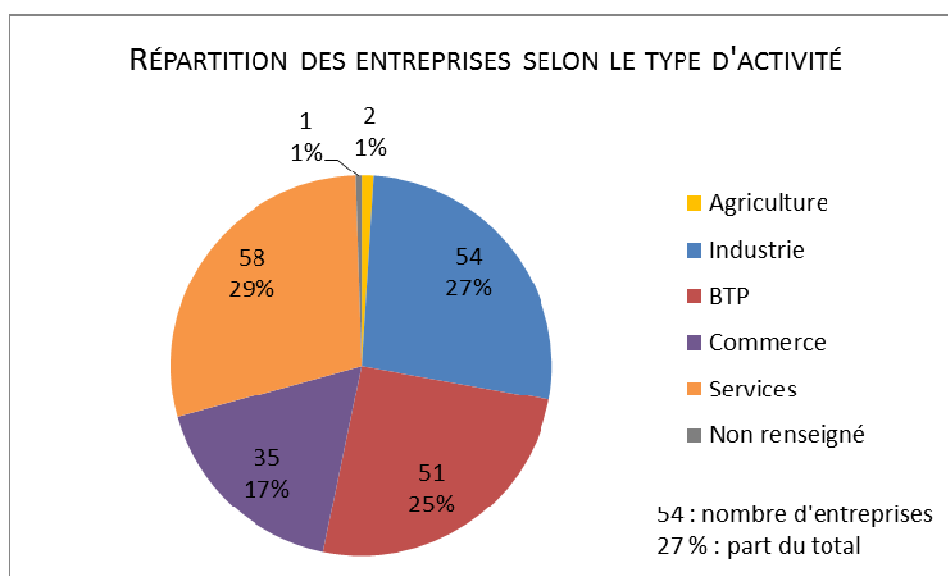
(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com) , [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

Parmi les quatre zones d'activités, celle de **La Boitardière bénéficie d'une réserve foncière de 70 hectares en cours d'aménagement** à l'Est de l'actuelle zone. En outre, du fait de la construction d'un local de stockage de matières premières relevant de la réglementation Seveso pour l'entreprise *Arch Water* du groupe *Lonza*, une zone de 30 hectares supplémentaire va être ouverte à la construction à l'Ouest de la zone de la Boitardière. Un projet d'aménagement de ce nouvel espace (très prisé du fait de sa vitrine sur le CD31) est en cours d'élaboration. Ces extensions cumulées place la Boitardière à la troisième plus grande superficie

disponible dans le département et représente donc un **enjeu de taille** pour la Communauté de Communes. Elle dispose d'un **fort potentiel foncier** à aménager lui offrant la possibilité de dynamiser son activité économique par l'arrivée de nouvelles entreprises. En effet, **la CCVA ne dispose plus de beaucoup de terrains constructibles par ailleurs en raison des risques d'inondations dus à la Loire.**

En effet, **toutes les zones d'activités de la CCVA sont inondables sauf celle de La Boitardière** et le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) va être renforcé dans un futur proche. Il limitera les possibilités de nouvelles constructions. Afin de réduire la vulnérabilité des entreprises déjà implantées, Val d'Amboise participe depuis 4 ans à la démarche de l'Etablissement Public Loire sur la « réduction de la vulnérabilité aux inondations des activités économiques du Bassin de la Loire »<sup>1</sup>. Ainsi 52 entreprises du Val d'Amboise ont bénéficié de diagnostics gratuits financés par la Communauté de Communes, l'Europe, la Région et le Département de l'Indre-et-Loire. Certaines des entreprises ont commencé la mise en œuvre d'actions préconisées par le diagnostic. Ceci démontre de l'intérêt porté par la collectivité à apporter des solutions aux entreprises situées en zone inondable mais également à souligner leur volonté de ne pas freiner le développement économique du territoire malgré la présence du risque d'inondation.

Concernant les activités exercées par les entreprises implantées sur les ZA du Val d'Amboise, le secteur de l'industrie représente à lui seul 27 % des entreprises. En effet, les zones d'activités de la CCVA comptent 54 établissements industriels mais ceux-ci génèrent 2 807 emplois soit sept emplois sur dix au sein des zones d'activités. **L'industrie forme donc le premier secteur en termes d'emplois et constitue un pilier dans l'économie du territoire.**



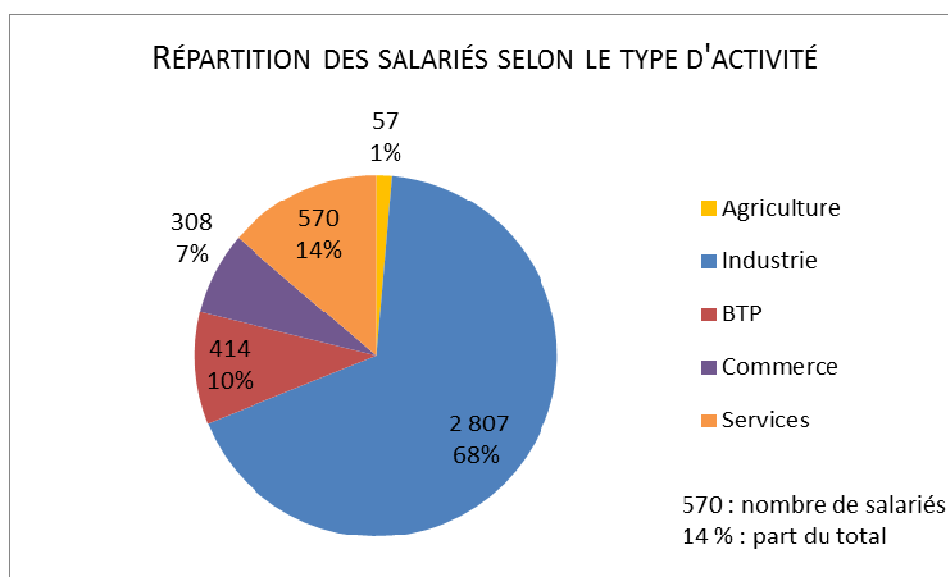
**Graphique 8 : Répartition des entreprises des 4 zones d'activités selon le type d'activité**

(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com), [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

Cette grande proportion d'emplois industriels s'explique par la présence d'entreprises fortement pourvoyeuses d'emploi comme *Pfizer Global Manufacturing* ou encore *Mecachrome France* à Amboise qui emploient respectivement 616 et 350 salariés. Ces deux entreprises sont les deuxième et troisième

<sup>1</sup> Source : ROSSIGNOL, Benoit. *Démarche « industrielle » de réduction de la vulnérabilité aux inondations des activités économiques du bassin de la Loire*. ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE, 2011. 22 p. in <http://www.eptb-loire.fr/>, consulté en mai 2012.

employeurs implantés dans la CCVA et regroupent plus d'un cinquième des salariés des zones d'activités à elles deux.



**Graphique 9 : Répartition des salariés par secteurs d'activité dans les 4 zones d'activités**

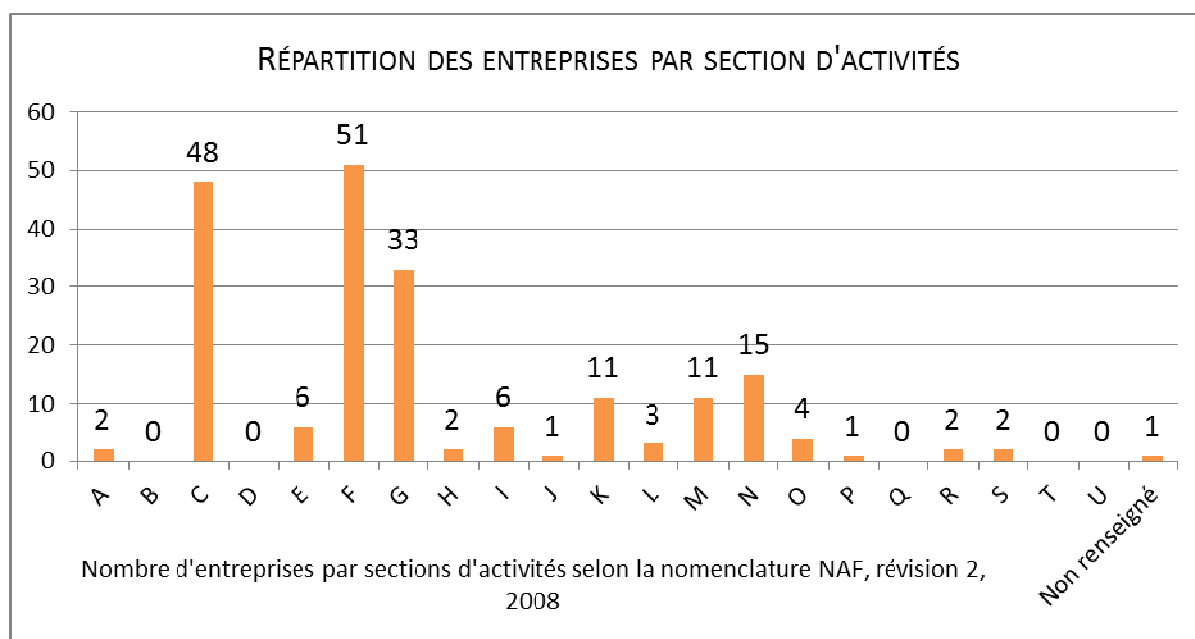
(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com) , [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

L'industrie d'Amboise est caractérisée par la présence d'activités telles que la métallurgie, la plasturgie mais aussi l'industrie pharmaceutique. **Son industrie est notamment spécialisée dans la mécanique de précision** grâce à une entreprise de taille intermédiaire, *Mecachrome* mais aussi des PME comme *Ravaj* ou encore *Outils Progress*. Selon le découpage par sections de la Nomenclature des Activités Françaises révision 2 de 2008, trois sections d'activités prédominent dans les ZA du Val d'Amboise : celles de l'industrie de la construction et des travaux de la construction (code F), de l'industrie manufacturière (code C), et de l'industrie de réparation de véhicules automobiles et motocycles (code G). Vous pouvez voir quelles sont les différentes sections de la NAF sur le tableau ci-dessous.

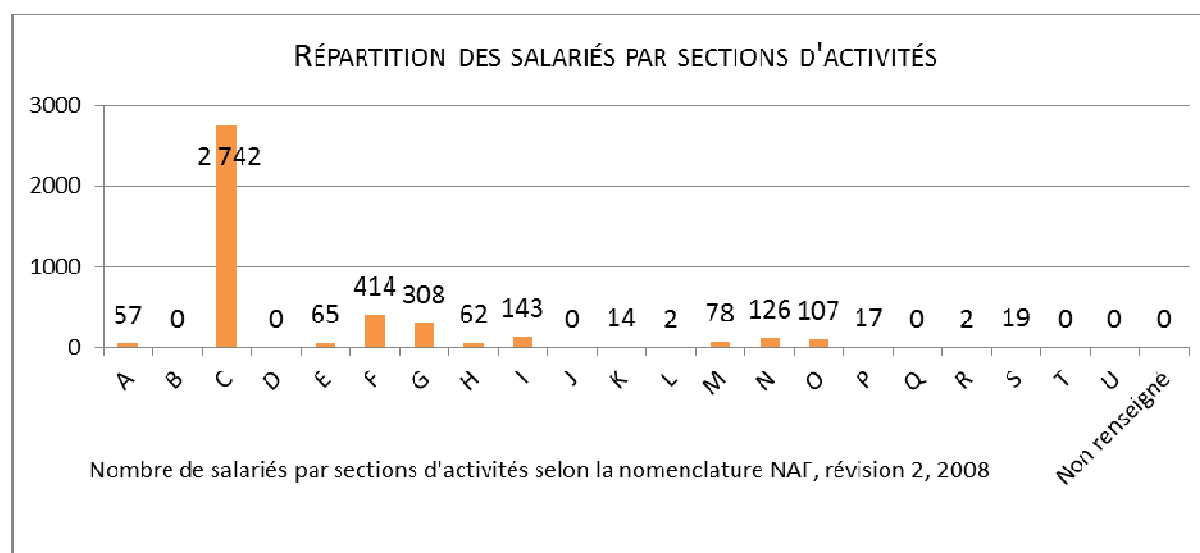
Sections	Intitulés	Sections	Intitulés
A	Agriculture, Sylviculture, Pêche	L	Services immobiliers
B	Industries Extractives, Agricoles, Alimentaires	M	Services professionnels, scientifiques et techniques
C	Industries manufacturières	N	Services administratifs et d'assistance
D	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	O	Services d'administration publique et de défense ; services de sécurité sociale obligatoire
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	P	Services de l'éducation
F	Constructions et travaux de construction	Q	Services de santé et d'action sociale
G	Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules automobiles et de motocycles	R	Services artistiques et du spectacle et services récréatifs
H	Services de transport et d'entreposage	S	Autres services
I	Services d'hébergement et de restauration	T	Services des ménages en tant qu'employeurs ; biens et services divers produits par les ménages pour leur consommation propre
J	Services d'information et de communication	U	Services extraterritoriaux
K	Services financiers et assurances		

**Tableau 1 : Sections d'activités délimitées par la NAF révision 2 de 2008**

(Source : INSEE)



**Graphique 10 : Répartition des entreprises des zones d'activités par sections d'activités de la NAF révision 2 de 2008**  
 (Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com) ,  
[www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))



**Graphique 11 : Répartition des salariés des zones d'activités selon leur section d'activités**  
 (Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com) ,  
[www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

**En revanche, peu d'activités de services sont implantées** sur ces zones. Seules deux entreprises offrent un service de transport et d'entreposage (code H) et une des services d'information et de communication (code J). Les services immobiliers (code L) sont également peu représentés avec seulement trois entreprises.



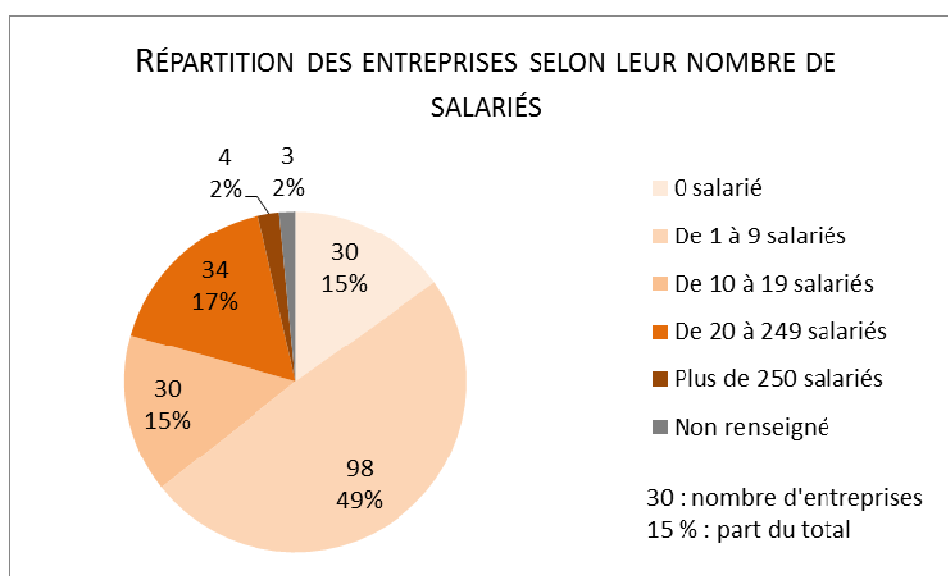
#### 4. Un tissu dense de microentreprises du secteur industriel :

La moitié des entreprises des zones d'activités sont des microentreprises et emploient moins de 9 salariés. Les Très Petites Entreprises (TPE) représentent 80 % des entreprises installées. En revanche, seules trois entreprises sont des Etablissements de Taille Intermédiaire (ETI) employant plus de 250 salariés. Il s'agit dans l'ordre de *Pfizer Global Manufacturing* (616 salariés), de *Mecachrome* (350 salariés), et de *TI Group Automotive Systems - Bundy* (260 salariés).

Vous pouvez voir quelles sont les différentes catégories et sous-catégories d'entreprises selon leur effectif salarié dans le tableau ci-dessous. (Les microentreprises sont un sous-ensemble des TPE qui elles-mêmes sont incluses dans les Petites et Moyennes Entreprises, PME.)

Catégories et sous-catégories d'entreprises			Effectif
PME	TPE	Microentreprise	de 0 à 9
			de 10 à 19
			de 20 à 249
ETI			de 250 à 4 999

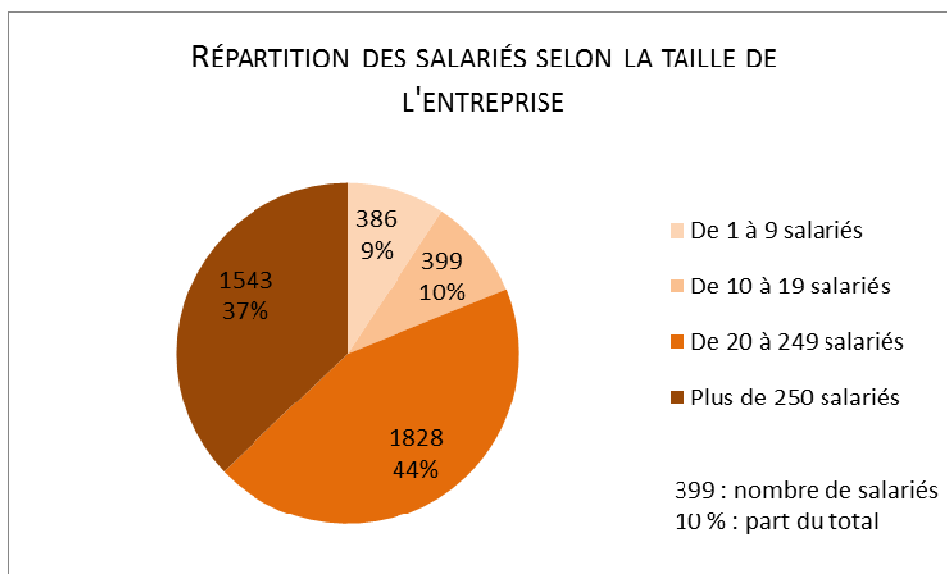
Tableau 2 : Catégories et sous-catégories d'entreprises selon leur effectif salarié  
(Source : INSEE et Ministère des PME, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales en 2006)



Graphique 12 : Répartition des entreprises des 4 zones d'activités selon leur nombre de salariés

(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com), [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

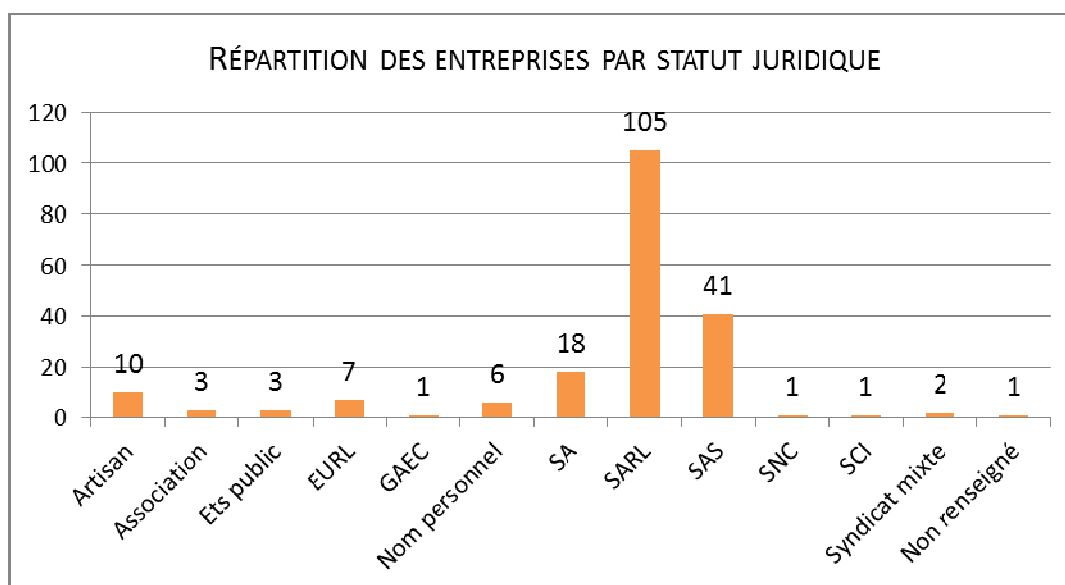
Si les entreprises de plus de vingt salariés ne représentent que 19 % du total des entreprises, elles emploient plus de 80 % des salariés. Ainsi environ quatre employés sur dix travaillent dans une entreprise de 20 à 249 salariés et quatre employés sur dix travaillent dans un ETI. Ceci illustre de la **dépendance du territoire envers ces ETI en termes d'emplois salariés**. Si l'un de ces trois ETI venait à rencontrer des difficultés économiques ou à envisager de déménager, c'est toute l'économie et le dynamisme de l'emploi salarié du Val d'Amboise qui seraient touchés.



**Graphique 13 : Répartition des salariés des 4 zones d'activités selon la taille de l'entreprise**

(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com), [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

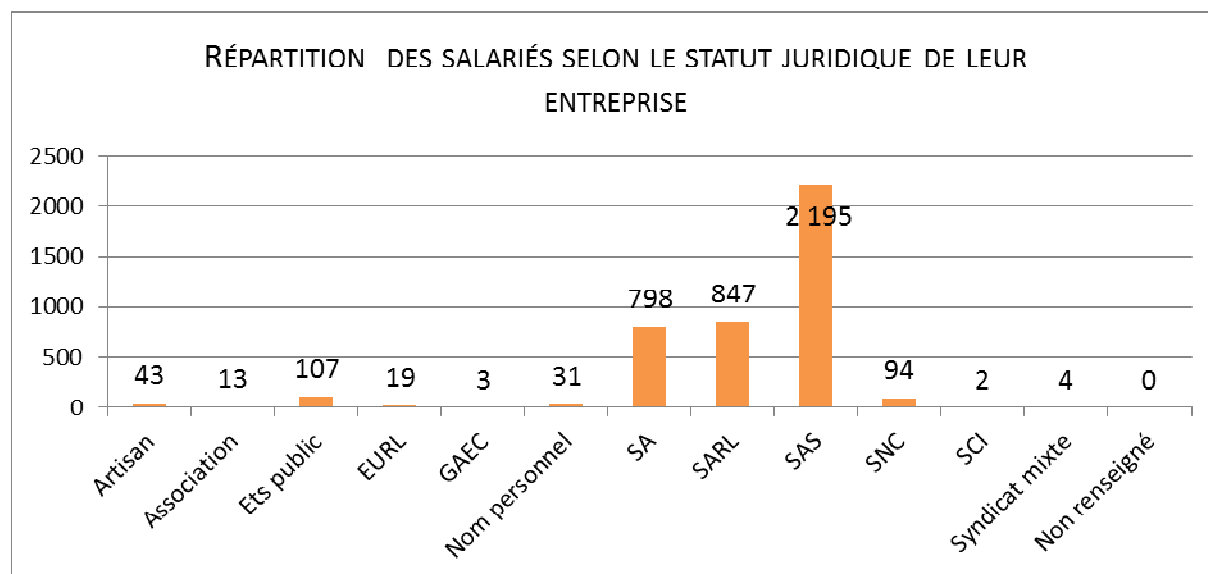
Au niveau du statut juridique des entreprises du Val d'Amboise, la majorité des entreprises implantées dans les zones d'activités sont des Sociétés Anonymes à Responsabilité Limitée (SARL). En effet, cette forme correspond le mieux aux entreprises de petite ou moyenne taille fortement présentes dans les zones d'activités. Trois entreprises sur dix sont des Sociétés Anonymes (SA) ou des Sociétés par Action Simplifiée (SAS), forme juridique adaptée aux PME et aux grandes entreprises.



**Graphique 14 : Répartition des entreprises des zones d'activités selon leur forme juridique**

(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com), [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

Nous pouvons voir que le statut juridique d'une entreprise est bien lié à sa taille en étudiant la répartition des salariés selon la forme de leur entreprise. En effet, les SA et SAS ne représentent que 30 % des entreprises mais emploient près des trois quarts des salariés des zones d'activités. En revanche, les SARL n'emploient qu'un cinquième des salariés. Ces chiffres sont donc bien en cohérence avec le statut juridique de l'entreprise.



**Graphique 15 : Répartition des salariés des 4 zones d'activités selon le statut juridique de leur entreprise**

(Source : Réalisation personnelle à partir des données obtenues par la CCVA, OE2T Basile, sites Internet : [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com), [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.verif.com](http://www.verif.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr))

## II. ETUDE THEORIQUE DES DIFFERENTES NOTIONS A MOBILISER DANS LE CADRE DE LA MISSION :

### A. METHODE MISE EN ŒUVRE POUR PARVENIR A UNE DEFINITION DE LA NOTION DE SERVICES AUX ENTREPRISES :

Le cahier des charges stipulait que notre mission comportait un **volet théorique consacré à la définition des « services aux entreprises »**. Nous avons donc consacré une partie de notre stage à cette tâche.

#### *1. Utilisation de la Nomenclature d'Activités Française (NAF) établie par l'INSEE :*

Dans un premier temps, nous avons décidé d'utiliser la **Nomenclature des Activités Françaises**, révision 2 de 2008 (NAF) établie par l'INSEE car elle fait référence aux codes APE (Activité Principale Exercée). En effet, les sous-classes de la NAF composées de quatre chiffres et une lettre correspondent aux codes APE. **Cette NAF, dans sa première révision de 2003, comportait une section « Services aux entreprises »**. Mais celle-ci a été révisée en 2008 et la section « Services aux entreprises » a alors disparue. Dans un premier temps, nous avons repris les codes APE qui appartenaient à cette ancienne section pour établir une première liste des activités de service aux entreprises. Toutefois, il est vite apparu que cette première liste n'était pas complète et comportait des erreurs en raison du redécoupage des sections, divisions, groupes, classes et sous-classes. En effet, certains liens entre sous-classes et donc entre codes APE des deux NAF sont uniquement partiels. En outre, la définition des « services aux entreprises » de la nomenclature NAF 2003 est aujourd'hui dépassée du fait de l'évolution rapide de ce secteur.

Nous avons également consulté les documents du site Internet de l'INSEE de l'onglet « Définitions et méthodes ». Entre autres, les termes de « service », de « services aux particuliers », ou encore de « services aux entreprises » ont été consultés.

#### *2. Reconsidération de la notion de services aux entreprises :*

Nous avons fait part de nos difficultés à réellement cerner les contours de la notion de services des entreprises à Marie-Line DESLANDES lors d'une réunion d'avancement le 17 mai. Nous l'avons notamment questionné sur la question de **l'intégration des services aux salariés comme étant des services aux entreprises**. Marie-Line DESLANDES nous a alors conseillé de les intégrer mais aussi de ne pas se baser sur la définition de l'INSEE mais plutôt d'**élaborer notre propre définition et donc notre propre liste de codes APE** afin d'être au plus proche des réalités du terrain.

Nous avons alors décidé de **regarder l'intégralité des sous-classes de la NAF révision 2, une par une**, et de déterminer pour chacune d'entre elles s'il s'agissait ou non d'un service aux entreprises. Nous avons procédé de cette manière afin d'établir **une liste la plus exhaustive possible**. Ce travail a été réalisé en binôme puis nous avons confronté nos résultats et débattu lors de désaccords entre les deux listes. Au terme de ce travail, **172 sous-classes et donc 172 codes APE ont été retenus**. Ils ont ensuite été **classés en huit grandes catégories, elles-mêmes comprenant des sous-catégories** auxquelles a été ajoutée une neuvième catégorie intitulée « Autres services aux entreprises ».

## B. DEFINITION DE LA NOTION DE SERVICES AUX ENTREPRISES :

### 1. *Diverses définitions théoriques peuvent être utilisées comme point de départ :*

#### a. Les services sont des activités tertiaires :

Selon la définition de l'INSEE, « *une activité de service se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une capacité technique ou intellectuelle. A la différence d'une activité industrielle, elle ne peut pas être décrite par les seules caractéristiques d'un bien tangible acquis par le client.* »

Les services regroupent des **activités très variées** comme le commerce, les transports, les activités financières et immobilières, les activités scientifiques et techniques, les services administratifs et de soutien, l'administration, l'éducation, la santé ou encore l'action sociale.

L'ensemble de ces activités de services sont **regroupées au sein du secteur tertiaire**. Ce dernier est défini par complémentarité avec les secteurs primaire et secondaire qui regroupent respectivement les activités agricoles et industrielles.

#### b. Les services aux entreprises sont des activités tertiaires marchandes :

Dans le secteur tertiaire, on peut distinguer le **tertiaire marchand** du tertiaire non marchand.

Une activité est considérée comme non marchande lorsqu'elle fournit des services gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ce sont par définition les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action sociale. A contrario, le tertiaire marchand rassemble les **activités de services vendus à des prix économiquement significatifs**. Il regroupe notamment les services aux particuliers et les services aux entreprises.

Selon l'INSEE, **les services aux entreprises réunissent l'ensemble des services marchands utilisés principalement par les entreprises**. Ces services peuvent donc être partiellement utilisés par les ménages et à l'inverse les entreprises peuvent avoir besoin d'autres services qui ne sont pas considérés comme des services aux entreprises.

C'est pourquoi, dans le cadre de notre étude, nous ne pouvons pas nous baser uniquement sur la définition de l'INSEE des services aux entreprises, mais **nous devons prendre en compte d'autres services afin d'être au plus proche des réalités du terrain**. Pour cela, nous avons utilisé la Nomenclature d'Activités Françaises qui répertorie les différentes activités que peuvent exercer les entreprises.

### 2. *La Nomenclature des Activités Françaises (NAF) répertorie les activités économiques des entreprises :*

La Nomenclature d'Activités Française<sup>1</sup> est une liste détaillée et ordonnée des activités pouvant être exercées par les entreprises. A vocation statistique, la NAF sert de référence au niveau national et permet de classer les activités économiques des entreprises. Elle s'emboîte avec les nomenclatures

---

<sup>1</sup> Source pour les deux premiers paragraphes de cette partie : INSTITUT STATISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE, « Définition de la nomenclature », in <http://www.ispf.pf/bases/Repertoires/Entreprises/Nomenclatures.aspx>, consulté en mai 2012.

économiques des autres niveaux géographiques : la NACE (Nomenclature des Activités dans la Communauté Européenne) au niveau européen et la CITI (Classification Internationale Type par Industrie) au niveau mondial. Une nomenclature de produits est associée à chaque nomenclature d'activités. Ainsi, la CPF (Classification des Produits Française), la CPA (Classification des Produits associés aux Activités de l'Union Européenne) et la CPC (Classification Centrale des Produits des Nations Unies) correspondent respectivement à la NAF, la NACE et la CITI et sont elles aussi emboîtées.

La NAF est **organisée sur cinq niveaux** : 21 sections, 88 divisions, 272 groupes, 615 classes et 732 sous-classes ou activités détaillées. **L'Activité Principale Exercée par une entreprise est déterminée à partir du niveau le plus détaillé** de la NAF, soit sur la cinquième position à laquelle correspondent 4 chiffres et 1 lettre. Ce code est appelé code APE (Activité Principale Exercée).

Le **code APE**, composé de quatre chiffres et une lettre, fait donc référence à la Nomenclature d'Activités Française (NAF rév.2) et **permet de classer les entreprises selon leur secteur d'activité**. C'est pourquoi ce code constitue « *un renseignement fondamental pour la statistique d'entreprise* ». Il est donc très important d'attribuer un code APE correct à chaque entreprise. Pour information, **l'Activité Principale Exercée** d'une entreprise correspond à son **activité réalisée la plus importante**. L'INSEE utilise les chiffres d'affaires ou les effectifs de chacune des branches de l'entreprise pour déterminer quelle activité est prédominante par rapport aux autres.

**Comme toutes les nomenclatures d'activités et de produits** aux niveaux mondial et européen, la **Nomenclature d'Activités Françaises a été révisée en 2008** à l'initiative de l'ONU (Organisation des Nations Unies).

Toutes ces révisions ont permis de **mettre l'ensemble des nomenclatures en concordance** et donc de pouvoir faire des comparaisons au niveau international. Mais d'autres raisons sont à l'origine de la nécessité du renouvellement des nomenclatures.

Pour le cas de la France, la NAF rév. 1 avait pour l'essentiel été conçue dans les années 1980. Depuis lors, cette nomenclature avait vieilli et ne se trouvait **plus en adéquation avec les activités des entreprises**. En effet, les années 2000 ont vu l'explosion des technologies de l'information et de la communication (TIC) et une diversification massive du secteur des télécommunications. Ensuite, le phénomène de mondialisation a engendré des changements d'organisation des entreprises (multiplication des filiales et externalisation de plus en plus de services).

La révision de la NAF rév.1 a abouti à l'élaboration de la NAF rév.2 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. De nouveaux codes APE ont été introduits le 8 janvier 2008.

A l'occasion de cette révision, le secteur des services aux entreprises a subi de nombreux changements. Le principal changement est que **les services aux entreprises, qui étaient regroupés dans une seule section de la NAF rév.1** (section N - *Services aux entreprises*), **sont désormais répartis sur quatre sections de la NAF rév.2** :

- Section M : activités spécialisées, scientifiques et techniques : prise en totalité,
- Section N : activités de services administratifs et de soutien : prise en totalité,
- Section J : information et communication : prise en partie,
- Section H : transports et entreposage : prise sur une très petite partie.

Suite à cette révision, des problèmes de concordance entre la NAF rév.1 et la NAF rév.2 sont apparus et il est devenu très difficile de retrouver l'ensemble des codes APE correspondant réellement à un service aux entreprises en utilisant la table de passage de la NAF rév.1 à la NAF rév.2. C'est pourquoi nous n'avons pas utilisé cette ancienne section *Services aux entreprises* de la NAF rév.1 et que nous avons élaboré notre propre définition des services aux entreprises en utilisant la NAF rév.2 de 2008.

### **3. *Elaboration de notre propre définition et élargissement de la notion de services aux entreprises :***

Pour élaborer notre propre définition de la notion de services aux entreprises, nous avons utilisé la NAF rév.2 et **nous avons regardé les codes APE un par un**. Pour chacun des codes APE, nous avons déterminé s'il s'agissait ou non d'une activité pouvant être considérée comme étant un service aux entreprises à l'aide de leur description.

Après argumentation sur les désaccords, nous avons **retenu 173 codes APE** comme étant des services aux entreprises. Nous avons ensuite **classé ces codes en 8 catégories**, contenant chacune des sous-catégories. A cela s'ajoute une catégorie *Autres*.

Vous pouvez voir quelles sont ces catégories et les codes qu'elles contiennent en annexe.

## **C. ETUDE DES MODES DE REALISATION DES SERVICES AUX ENTREPRISES EN FRANCE ET NOTION D'EXTERNALISATION :**

### **1. *Les services aux entreprises, un secteur de poids dans l'économie française :***

#### **a. Un essor récent des activités de services aux entreprises :**

Aujourd'hui, les activités de services marchands prennent une place de plus en plus importante dans l'économie française. Parmi ces services marchands, **le secteur des services aux entreprises est en nette progression**. En effet, sur les vingt dernières années, ce secteur est celui qui a le plus contribué au dynamisme de l'ensemble des services avec une croissance annuelle moyenne de 3,5 %. Cette croissance a été particulièrement forte dans la deuxième partie des années 1990. En 2006, 838 400 entreprises exerçaient des activités de services au sens de l'Enquête Annuelle d'Entreprises (EAE) et plus de la moitié d'entre elles, soit 427 900 entreprises<sup>1</sup>, avaient une activité de services aux entreprises. En 1999, elles n'étaient que 316 705 soit une augmentation annuelle de 4,5%. Autre preuve du dynamisme des **services aux entreprises** : ils représentaient **70 % de la valeur ajoutée créée par les activités de services marchands** en général soit 204 milliards d'euros en 2006. **Les activités de services aux entreprises génèrent donc plus de valeur ajoutée en proportion que les autres services marchands comme les services aux particuliers.**

#### **b. La mondialisation et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) expliquent cet essor :**

**En 2006**, les services aux entreprises contribuaient à hauteur de **11 % du Produit Intérieur Brut (PIB)** français et représentaient **16,2 % de l'emploi total** avec plus de quatre millions de personnes en équivalent temps-plein. Par comparaison, **la part dans l'emploi total était deux fois moins élevée en 1980 (8,6 %).**

---

<sup>1</sup> Source : INSEE. « Les entreprises des services en 2006, résultats de l'Enquête Annuelle d'Entreprises ». *INSEE Résultats, série Economie*, n° 37, 2008.

**Deux raisons majeures expliquent cet essor<sup>1</sup>. Tout d'abord, les entreprises font de plus en plus le choix d'une politique d'externalisation dans les champs opérationnels.** (Nous reviendrons plus en détails sur ce phénomène ultérieurement). **Le dynamisme des services est également lié au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) et en particulier des télécommunications.**

Depuis 2004, la croissance du secteur des télécommunications est supérieure à 3 %. En 2005, ce secteur était d'ailleurs celui générant le plus gros chiffre d'affaires avec 56,5 milliards d'euros mais aussi celui où les investissements étaient les plus importants, preuve de son dynamisme. L'essor des télécommunications constitue le premier pilier de la croissance de ce secteur suivi par les activités de conseil et d'assistance en raison d'une demande accrue en services informatiques, et en architecture et ingénierie.

## **2. Un phénomène d'externalisation qui prend de l'ampleur :**

### **a. L'organisation de la production industrielle engendre des besoins en services :**

La Révolution Industrielle et les bouleversements qu'elle a amenés dans l'organisation des entreprises ont engendré des besoins en services<sup>2</sup>. En effet, les entreprises industrielles sont aujourd'hui dans une logique de production de masse avec le développement du taylorisme. Ceci a profondément changé la structure de l'organisation des entreprises. **Les unités des entreprises se sont fragmentées** et un certain nombre de services sont devenus vitaux pour le fonctionnement de l'entreprise autour de la fonction de production. Ce phénomène s'est accru au cours des dernières années avec une concurrence exacerbée et l'apparition du principe du juste-à-temps. Ainsi, des services en amont de la production sont devenus essentiels pour le bon fonctionnement et la rentabilité d'une entreprise. Par exemple, effectuer des études de marché permet de connaître le potentiel de clients et donc d'ajuster la production. Le domaine de la Recherche et Développement est devenu stratégique pour innover, se démarquer de ses concurrents et pour satisfaire un degré d'exigence des clients toujours plus élevé.

D'autres services gravitant autour de la production s'avèrent également importants puisqu'ils peuvent **améliorer l'efficacité de la production**. Il s'agit de tous les services d'administration liés à la gestion et l'exploitation d'une entreprise comme la gestion des ressources humaines, de la comptabilité et du juridique. La logistique et la maintenance des équipements et des bâtiments participent également de l'augmentation de la productivité.

**Pour réaliser tous les services dont elles ont besoin, les entreprises ont le choix de les réaliser elles-mêmes c'est-à-dire en interne, ou de recourir à un prestataire externe. On parle alors d'externalisation.**

### **b. L'externalisation, un concept large mais différent de la sous-traitance :**

Toutes les entreprises ont vocation à développer des stratégies leur permettant de tirer un avantage concurrentiel par rapport aux autres. Dans cette optique, elles se posent la question de faire ou de faire-faire. Ceci renvoie à la notion d'externalisation d'activités qui reste assez floue pour les entreprises.

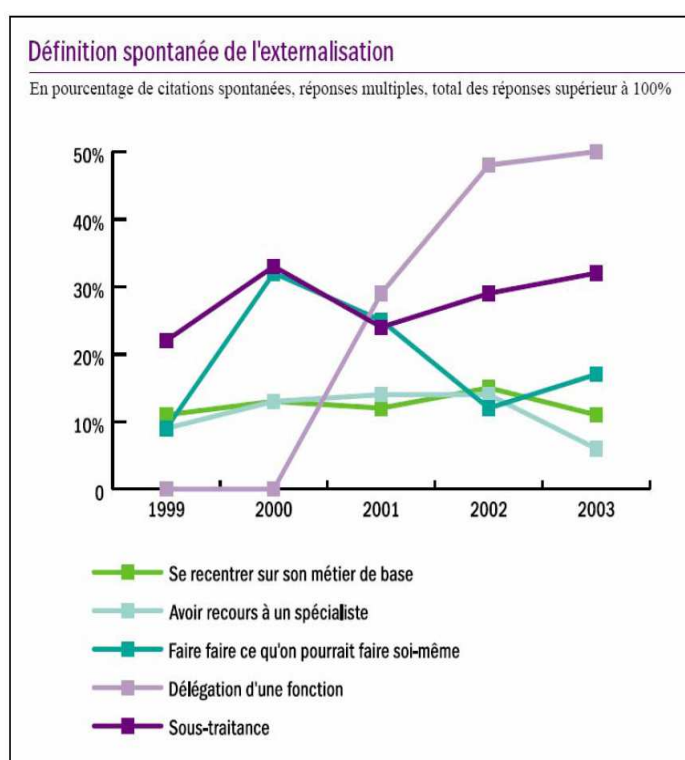
---

<sup>1</sup> Source : INSEE. « Fiches thématiques Les services dans l'économie », in INSEE, *Les services en France : Services aux entreprises*. INSEE, 2007. 17 p.

<sup>2</sup> Source : *Les besoins de l'industrie en services*, 10 pages, p. 151.



Ainsi la moitié des entreprises interrogées en 2003 considéraient que l'externalisation consistait en la délégation d'une fonction et environ un tiers l'associe à la sous-traitance. Pourtant, il ne faut pas confondre ces deux termes : **externalisation et sous-traitance recouvrent des notions très différentes**. En effet, l'externalisation consiste, pour une entreprise, à confier à un tiers, pendant une durée assez longue, la gestion et l'opération d'une ou plusieurs activités nécessaires à son fonctionnement<sup>1</sup>. Il s'agit d'une prestation de services qui s'établit sur une durée minimale de deux ans dans une logique de partenariat. Pour cette raison, la sous-traitance ne peut pas être considérée comme une externalisation car elle répond à un besoin ponctuel par un contrat de courte durée<sup>2</sup>. De plus, la caractéristique essentielle d'une opération d'externalisation est que le tiers est le seul responsable des moyens à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés. A contrario, selon l'AFNOR, les sous-traitants ne sont pas responsables légalement de leur prestations<sup>3</sup>. **Pour une entreprise, l'externalisation apparaît alors comme un moyen de se recentrer vers le cœur de son métier en recourant à des prestations extérieures pour des fonctions non stratégiques.**



**Graphique 16 : Définition de l'externalisation par les entreprises**  
(Source : Ernst & Young, Baromètres de l'outsourcing)

L'externalisation est l'équivalent français d'un concept né aux Etats-Unis sous le nom d'*outsourcing* ou encore de *facility management*. **Si à l'origine, seules les grandes entreprises externalisaient, aujourd'hui, le phénomène s'étend et se développe au sein des PME.** Plusieurs raisons expliquent cet engouement croissant pour l'externalisation d'activités. Tout d'abord le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a complexifié la gestion informatique des entreprises, les

<sup>1</sup> Source : OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES. *Externalisation des services à l'industrie : enjeux du développement des groupes multiservices*. Rapport final pour le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie par l'OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES, 2007. 123 p.

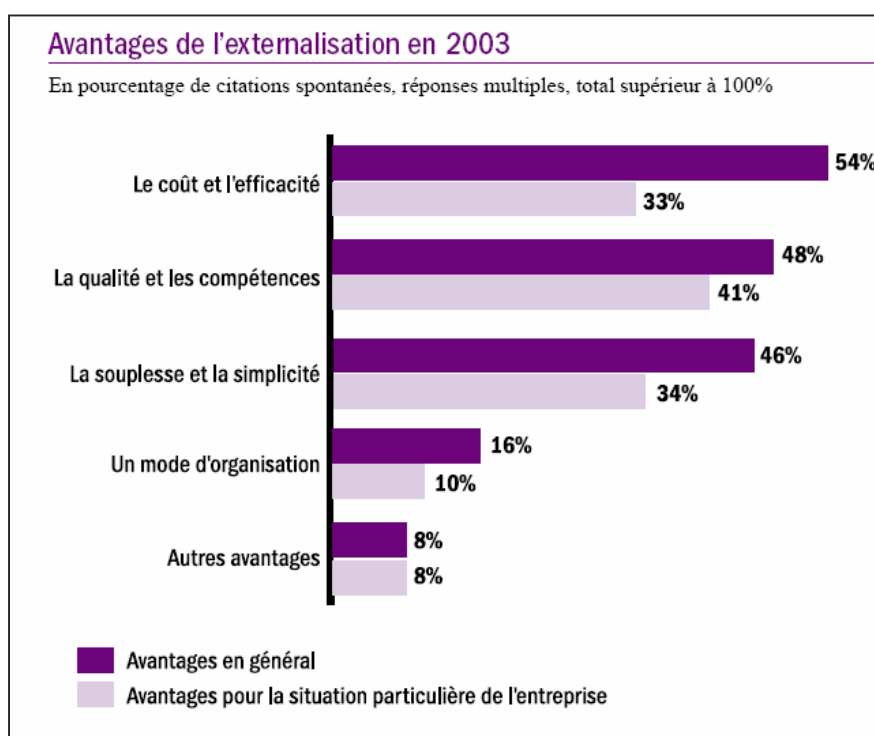
<sup>2</sup> Source : ESTIVAL, Laurence, ORNAIN, Luce. « Les services à l'industrie ». *Cahier Industries*, n° 76, 2002, p. 14.

<sup>3</sup> Source : *Les besoins de l'industrie en services*, 10 pages, p. 155.

poussant à faire appel à des prestataires de services (infogérance). D'autre part, ce mouvement a été accru par le passage à la monnaie unique en 2002 dans la zone euro.

c. L'externalisation peut offrir un certain nombre d'avantages aux entreprises :

L'externalisation s'est récemment développée en raison des nombreux avantages qu'elle peut offrir. **Le coût et l'efficacité du service est le premier avantage cité par plus de la moitié des entreprises.** En effet, les entreprises apprécient l'établissement d'une charge fixe pour ce service plutôt que de subir de grandes variabilités de leurs dépenses selon les aléas économiques. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de l'équipement informatique, le matériel évoluant très rapidement. **Toutefois un quart des entreprises considèrent le coût comme un inconvénient.** Les avis divergent donc selon les entreprises et selon leur propre situation. Ainsi, si l'externalisation génère jusqu'à 30 % de réduction des coûts, elle provoque quand même un accroissement des coûts induits – « coûts cachés » –, qui sont souvent sous-estimés par les entreprises. Ces coûts sont inhérents à la nécessité de mettre en place un dispositif de surveillance et de contrôle des activités sous-traitées (coordination des équipes, actualisation périodique des contrats, définition du cahier des charges, suivi des activités du prestataire). De plus, la facturation du service peut évoluer et donc réduire la diminution des coûts de production espérée. Ceci constitue donc un risque financier à maîtriser pour les entreprises afin qu'elles puissent tirer de l'externalisation un profit maximal en estimant à la fois la réduction de dépenses par le transfert de l'activité mais aussi l'induction de coûts de contrôle.



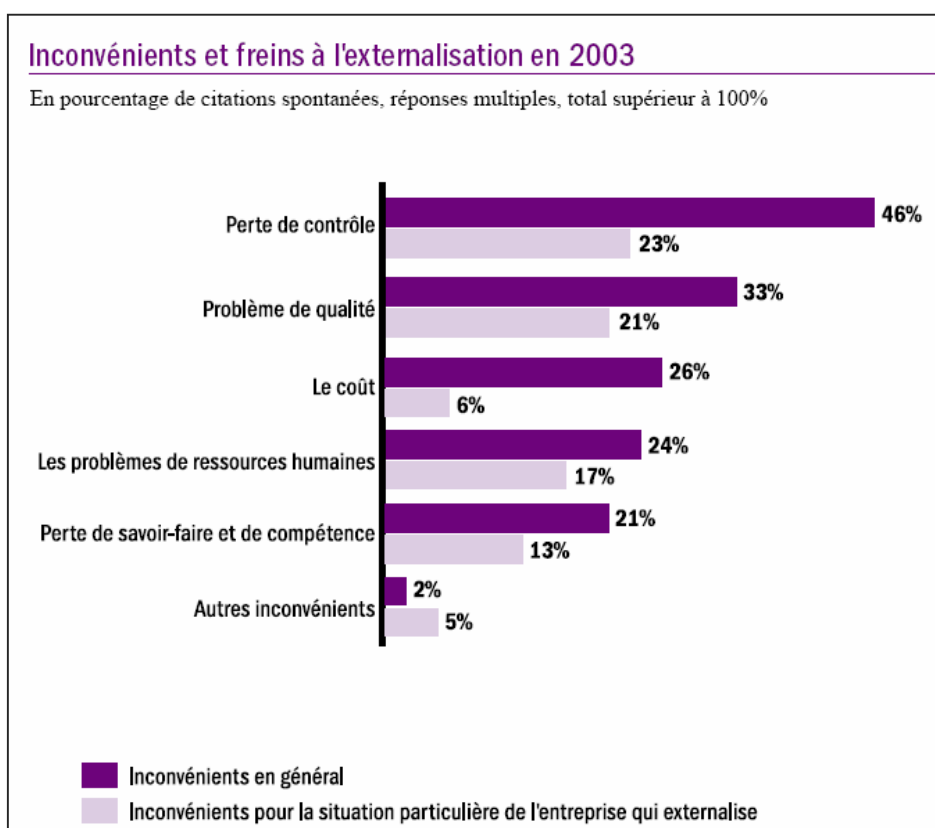
Graphique 17 : Les avantages de l'externalisation selon les entreprises  
(Source : Ernst & Young, Baromètre de l'outsourcing)

Près de la moitié des entreprises mettent en avant une **meilleure qualité de réalisation du service**, les prestataires étant spécialisés dans le domaine où ils interviennent. **Pourtant un tiers des entreprises souligne les problèmes de qualité comme étant un inconvénient.**

Par définition, l'externalisation va permettre d'ajuster l'organisation de l'entreprise afin de **recentrer ses effectifs et ses investissements sur ses activités stratégiques**. L'externalisation peut donc être un atout pour l'entreprise à condition qu'elle réussisse à maîtriser les inconvénients éventuels qui peuvent apparaître.

d. Mais l'externalisation comporte également des risques qu'il faut maîtriser :

L'externalisation amène principalement des **risques stratégiques, juridiques, financiers et sociaux**. Pour près de la moitié des entreprises, l'externalisation engendre une **perte de contrôle de l'activité**, ce qui correspond à la définition d'une externalisation. Or une activité considérée comme non stratégique à un moment donné peut devenir stratégique quelques années plus tard par des évolutions du contexte économique. Le **risque financier** est principalement lié au **surcoût** engendré par la mise en place de dispositifs de surveillance mais également lors de la renégociation du contrat où le prestataire peut décider d'augmenter le coût de sa facturation. Au niveau juridique, **l'externalisation ne constitue pas un moyen de réguler l'effectif salarié**. Des transferts de personnels depuis l'entreprise-mère vers le prestataire de services sont possibles mais uniquement dans des cas très particuliers selon le code du travail. Dans la majorité des cas, ceci n'est pas envisageable et l'entreprise doit alors reclasser ses salariés à d'autres postes. Enfin, pour un cinquième des salariés, l'externalisation amène une **crainte de perte des compétences et savoir-faire clés**. Le prestataire peut alors devenir plus compétent que l'entreprise-mère et constituer une menace. Ceci est particulièrement vrai pour les industries. Souvent, seuls quelques ouvriers ont des compétences très spécifiques sur des domaines d'activités très pointus. Le transfert vers un prestataire peut alors s'avérer irréversible.



Graphique 18: Les inconvénients apportés par l'externalisation selon les entreprises  
(Source : Ernst & Young, Baromètre de l'outsourcing)

- e. L'externalisation ne doit donc pas être systématique et sa réussite passe par une bonne relation client/prestataire :

Du fait des nombreuses conséquences négatives d'une externalisation mal gérée, cet acte doit être réfléchi en amont. Plus l'activité est proche du « cœur de métier », plus l'analyse préalable des gains attendus et des risques induits est essentielle. En effet, l'externalisation ne doit pas devenir systématique. Pourtant, de nombreuses entreprises ont tendance à la considérer comme une solution « de facilité » et ont une approche trop « naïve »<sup>1</sup> du concept. Des études<sup>2</sup> réalisées par des cabinets d'analyse montrent que **l'externalisation ne constitue pas nécessairement une solution d'économie de coûts**. Pourtant, les économies d'échelle et les gains de productivité sont souvent les uniques raisons d'une externalisation. Afin de limiter les risques, l'entreprise peut garder une personne relais avec le prestataire extérieur. Celle-ci permet à l'entreprise de conserver la compétence transférée en vue d'une éventuelle réintégration. En outre, le pouvoir du prestataire restera ainsi limité.

**Les intérêts des entreprises clientes et prestataires sont divergents par nature.** L'entreprise cliente cherche à obtenir une prestation de qualité au meilleur prix tout en ne devenant pas dépendante de son prestataire. Celui-ci va chercher à satisfaire le besoin exprimé tout en réalisant la plus grande marge possible. Pourtant, les entreprises industrielles ont **intérêt à établir un « partenariat gagnant-gagnant »**<sup>3</sup>. Les deux entreprises doivent alors s'engager dans un contrat de bonne gestion partagée et un pilotage synchronisé de leurs activités. Prestataire et client doivent pour cela partager leurs informations dans une démarche de collaboration qui peut être plus ou moins forte, allant d'une simple entente sur le prix de la prestation et le volume de production jusqu'à un développement conjoint et la mise en place d'alliances stratégiques. Ces collaborations interentreprises sont plus fréquentes dans les grands groupes mais les PMI gagneraient à les développer afin de tirer le meilleur parti des externalisations.

Malgré ses inconvénients, l'externalisation prend de l'ampleur en raison des nombreux avantages qu'elle peut offrir. Toutefois, toutes les prestations ne connaissent pas le même engouement.

### **3. Un recours à l'externalisation qui dépend du type de services et de la taille des entreprises :**

- a. Les services de gestion du quotidien sont les plus externalisés :

Une étude du SESSI (Service des études et des statistiques industrielles) de 2001 montre que les trois quarts des entreprises industrielles délèguent au moins un service parmi les six services suivants qui sont les plus demandés<sup>4</sup> : les services de transport, les services juridiques, la formation, les services informatiques et

---

<sup>1</sup> Source : LACITY Marie, HIRSCHHEIM Rudy, *Beyond the Information Systems Outsourcing Bandwagon* : the insourcing response. J. WILEY & SONS, 1995. 237 p.

<sup>2</sup> Source : OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES. Externalisation des services à l'industrie : enjeux du développement des groupes multiservices. Rapport final pour le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie par l'OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES, 2007. 123 p.

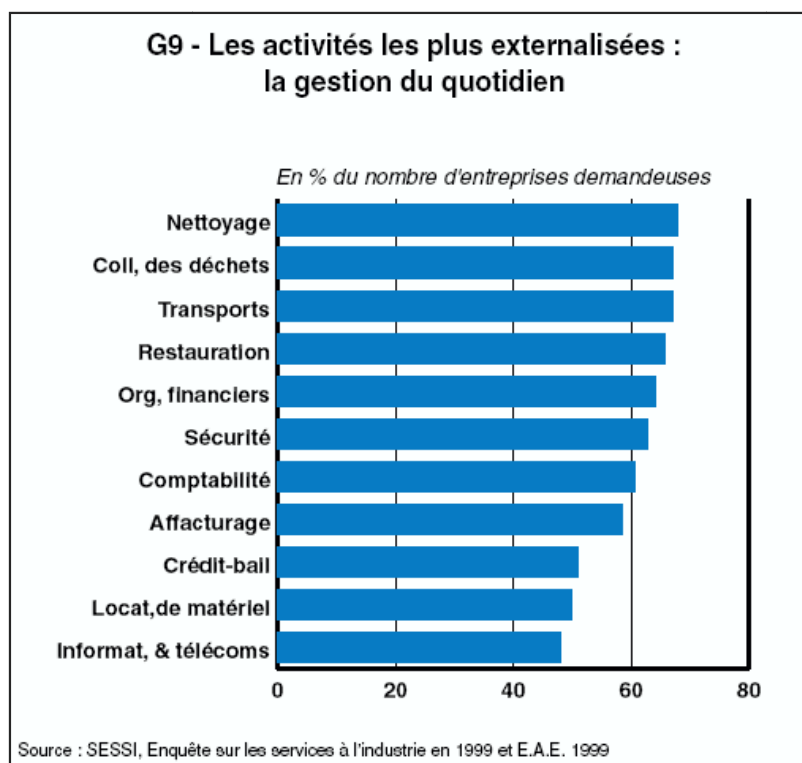
<sup>3</sup> Source : OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES. Externalisation des services à l'industrie : enjeux du développement des groupes multiservices. Rapport final pour le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie par l'OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES, 2007. 123 p.

<sup>4</sup> Source : SOUQUET, Catherine. « Les services à l'industrie, prestations intellectuelles et gestion du quotidien ». *Le 4 Pages du SESSI*, n° 149, 2001, p. 1.

de télécommunications, la maintenance des véhicules et équipements, la collecte des déchets. D'autres services sont en revanche beaucoup moins demandés comme l'affacturage, les achats ou le service après-vente.

**Les services de gestion du quotidien sont les plus souvent externalisés.** Ils comprennent les services relatifs à l'administration et à l'exploitation d'une entreprise mais également les services de logistique et de maintenance des équipements.

Plusieurs raisons expliquent l'externalisation de ces services. Tout d'abord, ces services s'avèrent indispensables au bon fonctionnement de toute entreprise. Par conséquent, **toutes les entreprises sans distinction de taille ou de secteur d'activité en ont besoin tout au long de l'année.** Les entreprises peuvent alors réaliser des partenariats de longs termes avec un prestataire en établissant un contrat et un cahier des charges précis. **Du fait de la fréquence élevée d'utilisation de ces services, les coûts de transferts sont réduits et l'entreprise cliente gagne à faire appel à un prestataire.** En outre, ces fonctions ne relèvent pas des fonctions stratégiques pour le développement de l'entreprise. Les entreprises sont alors plus enclines à déléguer ces services à un prestataire.



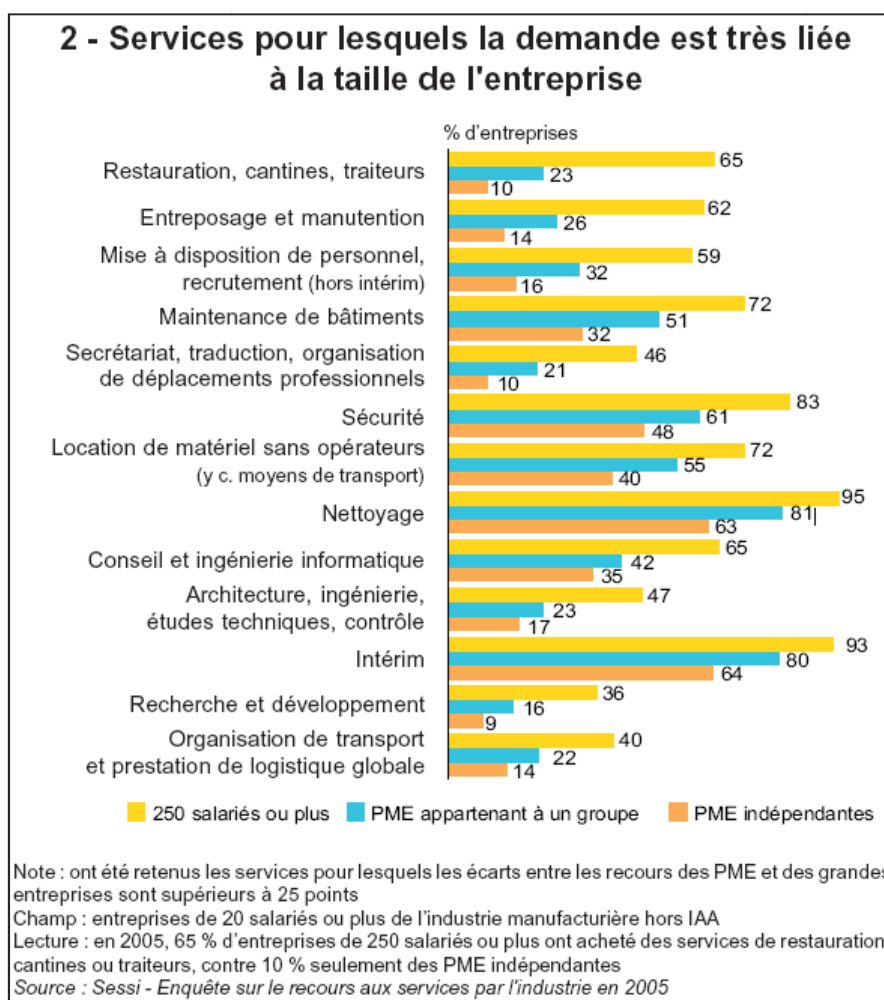
**Graphique 19: Les services les plus externalisés par les entreprises**  
(Source : Les besoins de l'industrie en services, p. 155.)

**b. La demande en services dépend de la taille de l'entreprise :**

D'après Catherine SOUQUET, auteur d'une étude pour le SESSI, la demande en services varie selon la taille de l'entreprise. Elle est **beaucoup plus diversifiée de la part des GE que des PME-PMI.** En effet, les PME-PMI consacrent les quatre cinquièmes du budget total des achats de services aux services de gestion du

quotidien, qui sont indispensables au fonctionnement<sup>1</sup>. En revanche, les GE n'y consacrent que les deux tiers du budget total. Elles ont alors plus de ressources pour faire appel à des services de recherche et de technologie ou encore à des cabinets de consultants en organisation d'entreprise. Ainsi, les GE consacrent 10 % de leur chiffre d'affaires à l'achat d'un large éventail de services allant des services les plus standardisés à des prestations de haut niveau intellectuel comme l'illustre le graphique sur la page suivante.

**Les grandes entreprises recourent ainsi deux fois plus souvent à des prestations de Recherche et Développement ou de conseils en gestion alors que les PME-PMI demandent plus des services comptables ou de crédit-bail. De même, la demande en services de restauration, cantines, traiteurs est six fois moins élevée de la part des PME-PMI que des GE et quatre fois moins importante pour les services d'entreposage et manutention.**



**Graphique 20 : La demande en services dépend de la taille de l'entreprise**

(Source : JACOD, Claire. « Les grandes entreprises externalisent une gamme de services plus diverse que les PME ». *Le 4 Pages du SESSI*, n° 242, 2008. p. 2.)

**Le nombre moyen de prestataires réguliers auxquels fait appel une entreprise dépend également de sa taille. Plus une entreprise est grande, plus elle va déléguer un certain nombre de services et y consacrer une part de son chiffre d'affaires plus importante.**

<sup>1</sup> Source : *Les besoins de l'industrie en services*. 10 pages, P155.

Nombre moyen de prestataires réguliers par entreprise				
	Industrie manu- facturière	PME indépendantes	PME de groupe	Entreprises de 250 salariés ou plus
Ensemble des services	30,2	21,5	29,1	94,8
Services informatiques et télécommunications	3,1	2,5	2,9	7,7
Services de recherche et de technologie	4,8	1,9	2,5	18,8
Transport et logistique	6,2	4,5	6,5	15,8
Administration générale	7,2	5,4	6,4	23,5
Services commerciaux	5,6	2,9	4,1	25,9
Maintenance et services généraux	10,5	6,4	9,2	42,0
Services aux salariés	2,6	1,7	1,6	5,6

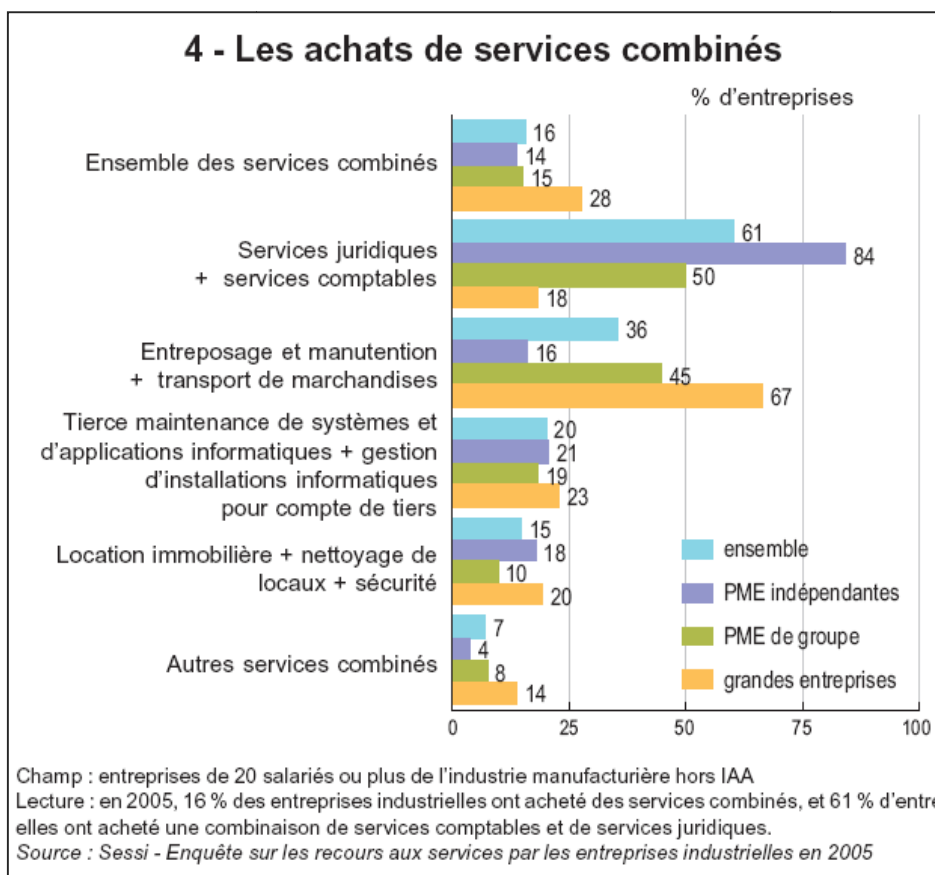
Champ : entreprises de 20 salariés ou plus de l'industrie manufacturière hors IAA ayant recours à des prestataires réguliers  
Lecture : en 2005, les entreprises industrielles ont en moyenne recours à 30,2 prestataires de services réguliers.  
Source : Sessi - Enquête sur les recours aux services par les entreprises industrielles en 2005

**Tableau 3 : Nombre de prestataires de services réguliers selon la taille de l'entreprise**

Les GE recourent à quatre fois plus de prestataires réguliers que les PME. Globalement, elles font appel à un plus grand nombre de prestataires dans chacune des catégories de services. Toutefois, certaines catégories montrent des disparités plus marquées comme les services de recherche et de technologie. Les GE font appel à neuf fois plus de prestataires réguliers dans ce domaine. Toutefois, l'augmentation récente de la demande de la part des PMI en services divers démultiplie les opportunités pour les prestataires de services auxquels un bel avenir est prévu<sup>1</sup>.

Les PME privilégient des relations durables avec leurs prestataires et ont moins fréquemment recours à des prestataires occasionnels. Ceci s'explique par des coûts fixes de transfert et de contractualisation proportionnellement plus élevés par rapport aux GE en raison d'un chiffre d'affaires moindre. Les PME ont donc intérêt à s'adresser de manière répétée au même prestataire afin de réduire l'impact des coûts de transfert. D'ailleurs, en moyenne, une entreprise sur six fait appel à des services combinés dans ce but. En particulier, les PME sollicitent surtout des prestataires multiservices combinant les services de comptabilité et les services juridiques puisqu'elles sont 84 % à le faire alors que la moyenne s'établit à 61 %. Les PME s'engagent dans des relations de longue durée avec leurs prestataires. En effet, leur renouvellement est deux fois moins fréquent que pour les GE.

<sup>1</sup> Source : ESTIVAL, Laurence, ORNAIN, Luce. « Les services à l'industrie ». *Cahier Industries*, n° 76, 2002, p. 15.



Graphique 21: Les achats de prestations multiservices selon la taille de l'entreprise

(Source : JACOD, Claire. « Entreprises industrielles et prestataires de services des relations durables ». *Le 4 pages du SESSI*, n° 247, 2008. p. 4.)

#### 4. Les grands groupes de services en situation de force face aux PME :

##### a. Certaines prestations de services aux entreprises sont fortement concentrées :

De grandes entreprises (GE) se sont spécialisées dans le métier de l'outsourcing et réalisent la totalité de leur chiffre d'affaires ainsi. Avec l'essor de l'économie mondialisée, ces grands groupes sont devenus des multinationales présentes partout dans le monde y compris en France. Parmi elles, on retrouve des sociétés comme *IBM*, *Suez*, *Thales* ou encore *CapGemini*. Ces multinationales bénéficient du fait que certains services peuvent être réalisés à distance pour accaparer tous les appels d'offre des entreprises clientes.

En France également, le secteur des services aux entreprises se caractérise par un nombre restreint de grandes entreprises de plus de 250 salariés représentant seulement 0,2 % des entreprises mais réalisant plus de 40 % du chiffre d'affaires total<sup>1</sup>. Ces grandes entreprises sont surtout présentes dans les domaines des télécommunications avec par exemple *France Télécom*, du travail temporaire comme

<sup>1</sup> Source : INSEE. « Fiches thématiques Les services dans l'économie », in INSEE, *Les services en France : Services aux entreprises*. INSEE, 2007. 17 p.



*Manpower France* ou encore le traitement des déchets avec *Sita*. On parle alors de secteurs concentrés. Par ailleurs, **neuf entreprises de services sur dix ont moins de dix salariés**. Les trois plus gros employeurs sont les secteurs du travail temporaire qui représente près d'un cinquième des emplois suivi des secteurs des activités de nettoyage et d'ingénierie et études techniques. Une autre caractéristique des activités de services aux entreprises est la forte présence de l'emploi partiel. En moyenne, un salarié sur trois travaille ainsi à temps partiel avec des proportions allant jusqu'aux deux tiers dans le domaine du nettoyage.

b. Des prestataires de services de taille plus modeste en difficulté :

Face aux grands groupes de prestations de services, **les PME sont en difficulté pour s'imposer et remporter les grands appels d'offre**. Toutefois, ces prestataires peuvent se développer en se positionnant sur un marché différent. Ainsi, elles peuvent espérer un futur essor en raison du développement de la demande en services de la part des entreprises industrielles de petite et de moyenne taille. En effet, celles-ci ne dépendent pas d'une entreprise-mère et ne sont donc pas liées par contrat à l'un des grands groupes multinationaux. Elles sont libres de choisir un prestataire implanté localement. En outre, certains services nécessitent une proximité géographique forte entre le client et le prestataire et ceci est d'autant plus vrai pour des entreprises industrielles.

c. Une solution pour les prestataires de taille moyenne, la mise en réseau :

Les prestataires de services de taille moyenne sont en difficulté pour concurrencer les grands groupes internationaux. Une solution consisterait en la mise en réseau de ces prestataires dans une optique d'échanges d'expériences et de progression en commun. Ces réseaux peuvent se mettre en place sous l'égide d'un grand groupe réalisant ainsi un « patronage »<sup>1</sup>. C'est le cas d'EDF qui a mis en place le réseau *Plato* dans le département de la Manche (50). Il regroupe 1 500 PME du secteur des prestations de services et permet l'échange d'expériences et l'auto-formation entre les différents dirigeants. La mise en place de groupements d'intérêt économique (GIE) à un niveau géographique pertinent peut s'avérer profitable pour ces prestataires. Ces groupements permettent en effet la mise en commun de moyens matériels et humains entre prestataires de services. Ainsi, les ressources humaines peuvent être en gestion partagées entre les différents prestataires. Les salariés peuvent être formés aux différents métiers couverts par le groupement et élargissent ainsi leurs compétences. Les PME prestataires de services deviennent alors plus en phase avec la demande grâce à des co-interventions entre elles. Ces GIE auraient également pour mission de faciliter la mise en réseau des acteurs du territoire et donc des entreprises clientes avec les prestataires de services. **Ceci leur donne une flexibilité comparable à celle des grands groupes et leur permet de s'implanter dans des territoires où la demande est présente mais ne leur permettrait pas de survivre économiquement s'ils étaient seuls.**

**Cette situation est celle du territoire d'Amboise, où la demande en service peut s'avérer trop faible pour l'installation d'un prestataire.** En revanche, la présence d'un tissu dense de microentreprises du secteur de l'industrie et de quelques ETI constitue un potentiel d'achat de prestations auquel un GIE pourrait répondre. L'implantation d'un tel groupement pourrait ainsi renforcer l'attractivité du territoire par la

---

<sup>1</sup>Source : OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES. *Externalisation des services à l'industrie : enjeux du développement des groupes multiservices*. Rapport final pour le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie par l'OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES, 2007. 123 p.

présence de services de proximité et aux compétences larges par la diversité des PME participant au groupement.

#### d. L'Etat s'attache à renforcer les services aux industries :

L'Etat, par le biais du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie s'est engagé depuis une dizaine d'années à développer les services aux industries. Au sein de ce ministère, la Direction Générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes (DIGITIP) réalise des études sur ces services et met en œuvre des actions en leur faveur. Ainsi, Michel FERRANDERY, chef du bureau services pour l'industrie et machines de production en 2003 déclarait alors **que les services aux industries constituent « un élément clé de la compétitivité française »**<sup>1</sup>. Il considère qu'ils jouent un rôle capital dans l'économie française et dans l'emploi et que ceux-ci ont un « apport considérable dans l'effort en R&D, la compétitivité des entreprises et l'attractivité des territoires ». C'est pourquoi, la DIGITIP a mis en place des outils et actions de soutien à destination des entreprises de services grâce à des partenariats avec d'autres acteurs. La DIGITIP travaille en collaboration avec la Direction des Entreprises Commerciales, Artisanales et de Services (DECAS) et les Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) qui sont au contact des entreprises. Dans le même temps, la DIGITIP incite les entreprises à recourir à des prestations de services lorsque celles-ci permettent une réduction des coûts.

Pour résumer, à l'issue de cette première partie, nous maîtrisons les différents découpages administratifs et économiques du territoire du Val d'Amboise et nous comprenons mieux quelles relations existent entre l'agglomération de Tours et la Communauté de Communes du Val d'Amboise. Nous avons étudié les caractéristiques démographique et économique de la CCVA et nous avons vu que l'économie du territoire reposait essentiellement sur l'industrie et le tourisme. Il est apparu que l'une des quatre zones d'activités de Val d'Amboise, la zone d'activités de la Boitardière, présente un fort potentiel de développement économique. En effet, cette zone d'activités est la seule à encore disposer d'une réserve foncière. Nous avons également élaboré une définition de la notion de services aux entreprises plus large que celle fournie par l'INSEE et plus adaptée aux réalités du terrain. Enfin, par une étude du secteur des services aux entreprises, nous avons pu clarifier la notion d'externalisation et en dégager quels pouvaient en être les avantages et les risques mais aussi et surtout, nous avons pu constater que le secteur des services aux entreprises est un secteur capital de l'économie française et en plein essor.

La Communauté de Communes du Val d'Amboise a compris que le secteur des services aux entreprises est essentiel pour son développement économique et nous a confié la mission d'établir un diagnostic de l'offre et de la demande en termes de services aux entreprises sur son territoire pour pouvoir ensuite établir un programme d'actions. Nous allons donc vous présenter ce diagnostic dans la deuxième partie de notre rapport.

---

<sup>1</sup> Source : DIGITIP. « Services à l'industrie », *La lettre de la DIGITIP*, n° 15, 2003, p. 3-4.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE : DIAGNOSTIC DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE EN MATIERE DE SERVICES AUX ENTREPRISES

---

### I. DIAGNOSTIC DE L'OFFRE EN SERVICES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA ET SUR CELUI DE TOUR(S)PLUS :

Les études statistiques effectuées par l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) démontrent que le territoire de l'agglomération de Tours Tour(s)Plus exerce une influence sur celui du Val d'Amboise (CCVA). Concernant les opportunités de développement de services aux entreprises dans le Val d'Amboise, on peut faire l'hypothèse que cela dépend de l'offre de services existante sur Tours et qu'Amboise est en concurrence avec Tours. Si tel est le cas, il peut être intéressant pour Amboise de développer des services qui n'existent pas encore sur Tours. C'est pourquoi les prestataires de services aux entreprises implantés dans Tour(s)Plus ont été étudiés afin de mieux les connaître et de mesurer la concurrence qu'ils peuvent exercer sur les prestataires de la CCVA. Toutefois, seuls les prestataires de plus de dix salariés ont été analysés. Deux raisons expliquent ce choix. Tout d'abord, si tous les prestataires avaient été conservés, leur nombre total se serait avéré très élevé. De plus, nous avons émis l'hypothèse que les petits prestataires avaient un rayon d'action limité à Tour(s)Plus et ne faisaient donc pas concurrence à ceux de la CCVA.

#### A. METHODE EMPLOYEE POUR MENER A BIEN CE DIAGNOSTIC :

La mission qui nous a été confiée comprenait l'élaboration d'un **diagnostic de l'offre existante en prestations de services** et notamment de l'identifier, la localiser et la qualifier. Nous avons donc réalisé ce travail **sur Tour(s)Plus et sur le territoire du Val d'Amboise**.

##### 1. *Diagnostic de l'offre en prestations de services existante sur Tour(s)Plus :*

###### a. *Elaboration de la liste des prestataires de services sur Tour(s)Plus :*

Pour élaborer la liste des prestataires de services implantés sur Tour(s)Plus, nous avons décidé d'utiliser la **base de données fournie par le site Internet *fichentreprise.com* en utilisant le fichier Région Centre et par recherche par code APE 2008** (les 172 codes retenus). Nous avons alors été confrontés à un très grand nombre d'entreprises de services sur Tour(s)Plus et nous avons dû trouver un moyen de réduire celui-ci. Nous avons donc considéré que les prestataires de moins de 10 salariés implantés sur Tour(s)Plus avaient peu d'influence sur le territoire d'Amboise, et par conséquent, **seules les entreprises employant plus de dix salariés ont été recensées**. Toutefois, malgré cette restriction, la tâche s'est avérée longue et fastidieuse puisque **plus de 460 prestataires** ont été retenus au final. Et pour chacun des prestataires, tout un ensemble de renseignements ont été collectés comme les adresses, les codes APE et les intitulés correspondants mais également l'activité détaillée du prestataire. Pour certains renseignements, d'autres sites Internet ont été consultés : il s'agit des sites *pagespro.com*, *infogreffe.fr* et *societe.com*. Cependant, **il faut souligner que cette liste ne saurait être exhaustive**.

###### b. *Diagnostic de l'offre en prestataires de services :*

Afin de qualifier l'offre existante sur Tour(s)Plus, **les prestataires de services** de la liste que nous avons obtenue **ont été classés selon les huit catégories et sous-catégories de services préalablement**

**définies.** Des graphiques illustrant la répartition des prestataires par sous-catégories ont été construits pour chacune des catégories et ont permis de tirer des premiers éléments d'analyse de l'offre. Ainsi, nous avons obtenu le nombre de prestataires pour chaque catégorie et sous-catégorie. Ensuite, afin d'affiner cette analyse, les activités détaillées des entreprises ont été étudiées. Cette étape ne s'est pas révélée aisée car les explications de l'activité détaillée renseignées par les entreprises ne sont pas toujours claires.

c. Etude de la localisation des prestataires de services :

**Des cartes ont été réalisées** pour localiser les prestataires de services parmi les dix-neuf communes que compte la communauté d'agglomération de Tours.

**2. Diagnostic de l'offre en prestations de services existante sur la CCVA :**

a. Elaboration de la liste des prestataires de services sur la CCVA :

Pour réaliser cette liste, nous nous sommes appuyés sur une liste des entreprises que nous nous sommes procurés par le biais de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI). En effet, suite à un courriel envoyé à Madame Catherine Lefebvre de la CCI, nous avons obtenu le 3 mai une **liste de l'ensemble des entreprises des 9 communes que compte la CCVA**. Ensuite, **nous avons extrait de cette liste les entreprises dont le code APE correspondait à l'un des 172 codes retenus** comme étant une prestation de service. Nous avons ainsi obtenu **une liste de 333 prestataires de services**. De même que pour la liste établie sur Tours, celle-ci ne saurait être exhaustive.

b. Diagnostic de l'offre en prestataires de services :

Nous avons ici procédé de la **même manière que pour le diagnostic fait sur Tours**.

c. Etude de la localisation des prestataires de services :

**Des cartes ont été réalisées illustrant la répartition des prestataires de services** par communes et par zones d'activités.

**B. UNE OFFRE EN PRESTATIONS DE SERVICES INEGALE DANS LA CCVA :**

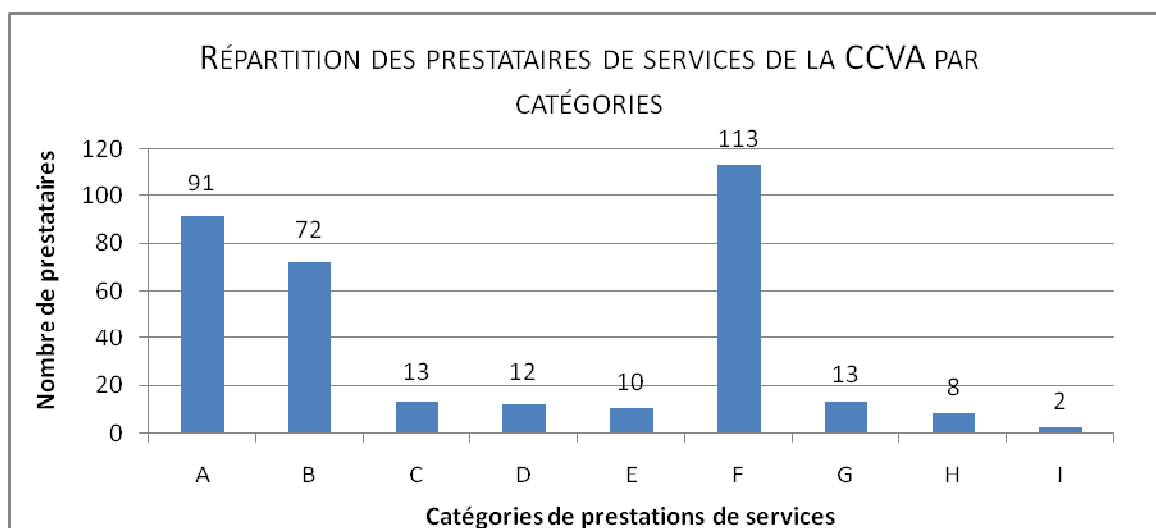
Une liste des prestataires de services aux entreprises a été obtenue à partir d'un fichier recensant toutes les entreprises implantées dans la CCVA et fournie par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)<sup>1</sup>. Toutefois, cette liste ne nous a pas semblé être exhaustive et des entreprises implantées sur le territoire peuvent ne pas y figurer. En outre, il apparaissait que le service public exercé par *La Poste* manquait à cette liste. Or, *La Poste* exerce une activité de services aux entreprises sous le code APE 5310Z intitulé « Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel ». Ainsi, les entreprises ayant pour code APE 5310Z ont été rajoutées à la liste de départ fournie par la CCI grâce à des recherches sur divers sites Internet. Ceci constitue l'unique ajout effectué à la liste de la CCI.

---

<sup>1</sup> Source : liste fournie par Catherine LEFEBVRE, Fichier des entreprises, CCI Touraine reçue le 3 mai 2012.

Les études statistiques de ce paragraphe ne peuvent donc être considérées comme exhaustives. Elles constituent uniquement une première approche des prestations de services aux entreprises présentes sur le territoire.

Afin d'obtenir les prestataires de services, les 173 codes APE (Activité Principale Exercée) correspondant à une prestation de services ont été extraits puis classés selon les huit catégories définies. Au total, ce sont 333 prestataires qui sont implantés dans la CCVA.



**Graphique 22 : Répartition des prestataires de services aux entreprises de la CCVA par catégories**  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

Catégories de services aux entreprises	
A	Services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise
B	Services d'installation, de maintenance ou de gestion des eaux ou déchets
C	Services de logistique ou de transports
D	Services informatiques et télécommunications
E	Services de location
F	Services aux salariés
G	Services de recherche et de technologie
H	Services de marketing et de publicité
I	Autres services

**Tableau 4 : Les huit catégories de services aux entreprises**  
(Source : réalisation personnelle à partir des codes APE utilisés dans la Nomenclature d'Activité Française révision 2 de 2008)

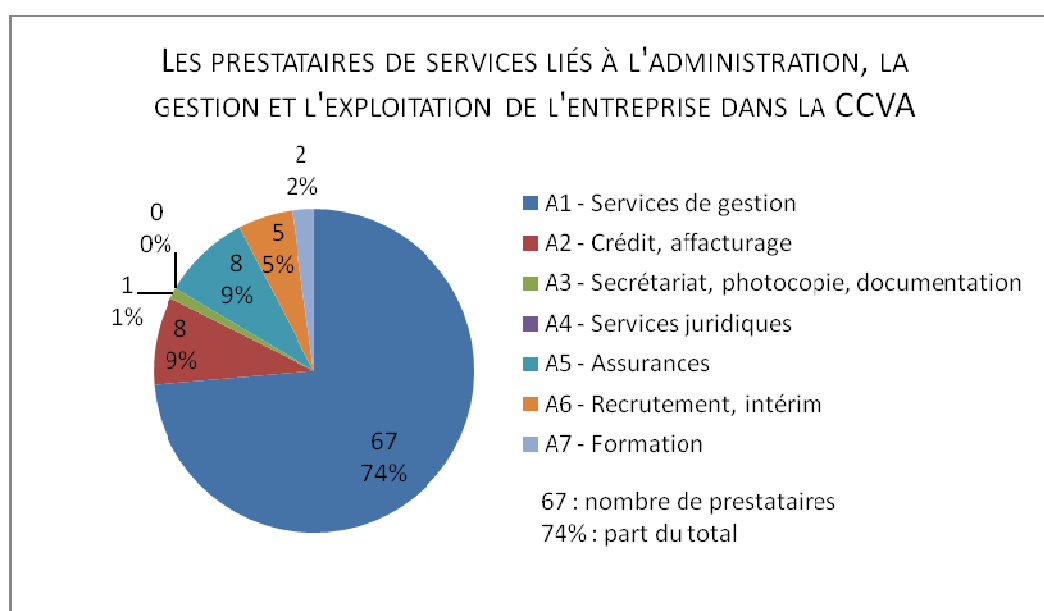
La catégorie des services aux salariés (catégorie F) s'avère être la plus représentée avec 113 prestataires de services soit plus de trois prestataires sur dix. Ceci s'explique par l'importance de l'activité touristique dans le Val d'Amboise. De ce fait, de nombreux hôtels et restaurants sont présents et offrent un large choix. Un peu moins d'une centaine de prestataires sont présents dans le domaine de l'administration, de la gestion et de l'exploitation des entreprises (catégorie A). Par conséquent, ces deux catégories de services ainsi que celle des services d'installation et de maintenance (catégorie B) sont globalement largement représentées sur le territoire de la CCVA. En revanche, d'autres prestations semblent moins implantées comme les services de recherche et de technologie (catégorie G) avec 13 prestataires ou encore le domaine du marketing et de la publicité (catégorie H) avec 8 entreprises offrant ce service.

### 1. Les prestations de gestion du quotidien sont bien représentées :

La gestion du quotidien des entreprises est principalement assurée par les trois catégories que sont les services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise (catégorie A), les services d'installation, maintenance (catégorie B) et les services de logistique et transports (catégorie C). Près de la moitié des prestataires de la CCVA exercent leur activité dans les deux premiers domaines. Toutefois, au sein de ces catégories, de fortes disparités peuvent être observées.

- a. Une offre en services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise abondante mais marquée par une absence de services juridiques sur le territoire de la CCVA :

Si la catégorie A semble bien représentée avec 91 prestataires, des disparités existent au sein de celle-ci. Ainsi, parmi les huit sous-catégories, celle des services juridiques n'est pas offerte sur le territoire. Cette prestation est donc manquante et les entreprises doivent alors faire appel à des prestataires en dehors du territoire de la CCVA. Toutefois, les autres territoires d'Indre-et-Loire connaissent la même situation puisque l'intégralité des prestataires de services juridiques du département est rassemblée dans l'agglomération de Tours.



Graphique 23 : Répartition des prestataires de services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise de la CCVA

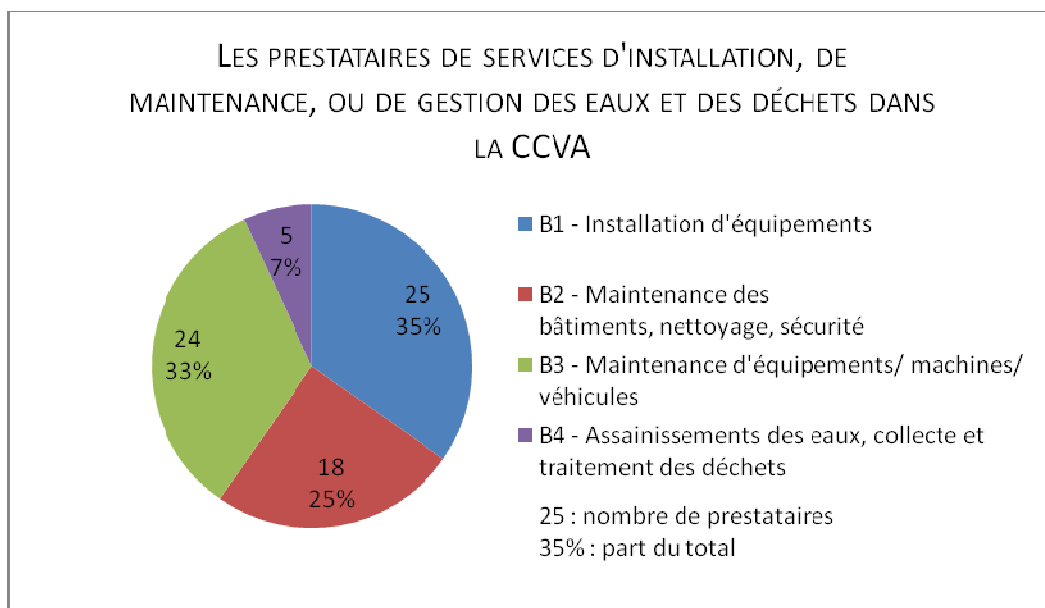
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

Le graphique ci-dessus montre que parmi les 91 prestataires, près des trois-quarts assurent des services de gestion financière, comptable et fiscale. Les six autres services sont assurés par chacun au moins un prestataire à l'exception notable des services juridiques. Par exemple, **les services de recrutement, intérim sont bien représentés** grâce à la présence de sociétés comme *Manpower*.

- b. Des services d'installation et de maintenance également répartis :

La catégorie de services d'installation, de maintenance ou de gestion des eaux et déchets a été découpée en quatre sous-catégories. Parmi celles-ci, deux sous-catégories rassemblent chacune environ 25 prestataires soit un tiers du total. Il s'agit des prestataires effectuant des opérations d'installations ou de

maintenance des équipements, machines et véhicules. Un quart des prestataires réalise des prestations de maintenance des bâtiments. **Les services d'assainissement des eaux, collecte et traitement des déchets sont, eux, gérés principalement par la Communauté de Communes qui a la compétence Assainissement et Collecte des déchets.** Elle gère en régie l'assainissement et confie la collecte des déchets, par marché public, à un prestataire privé (comme *SITA Centre Ouest* ou encore la *SOCCOIM*). Seuls les déchets industriels spécifiques sont gérés par les entreprises qui font appel à des entreprises spécialisées comme *SEPCHAT Sorit*.



**Graphique 24 : Répartition des prestataires de services d'installation et de maintenance dans la CCVA**  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

**La présence en nombre de ces prestataires de services de gestion du quotidien, et notamment des services de maintenance, s'explique par la nature des entreprises de la CCVA.** En effet, une étude de ces entreprises révèle que les quatre cinquièmes des entreprises sont des Très Petites Entreprises (TPE), plus enclines à solliciter ce type de services. En outre, le secteur de l'industrie représente 27 % du total des entreprises. De fait, ces entreprises vont avoir besoin de services de maintenance de leurs équipements de production afin d'optimiser leur rendement et leur durée de vie.

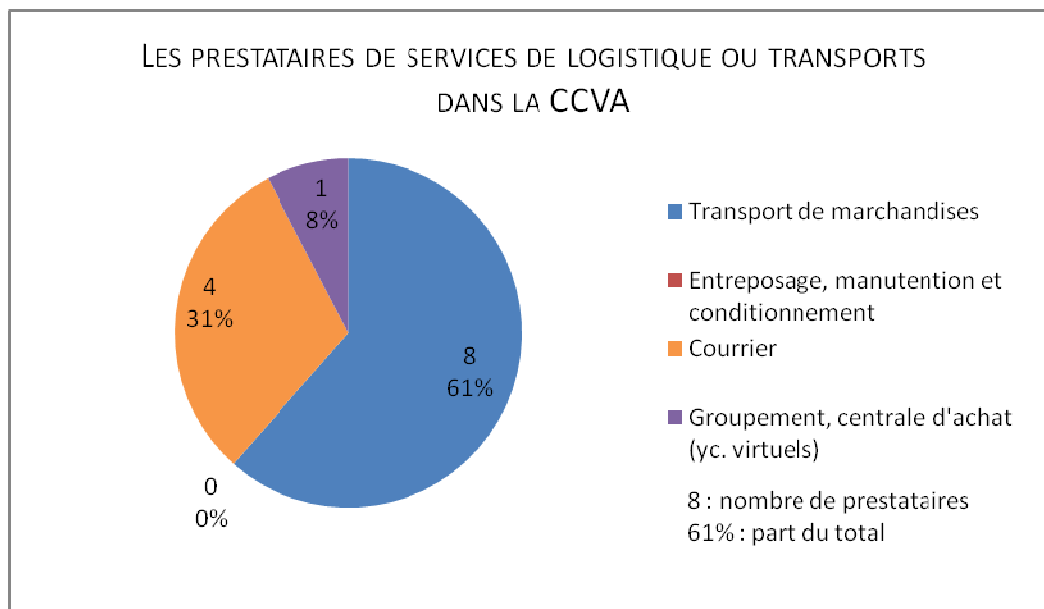
**c. Des services de logistique ou de transports majoritairement représentés par de petits transporteurs de marchandises :**

Dans le territoire de la CCVA, **les services de logistique ou de transports sont majoritairement représentés par des microentreprises de transports de marchandises de zéro ou un salarié.** En outre, elles offrent le transport de marchandises avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes. Par contre, aucune des grandes entreprises nationales de transport de marchandises n'est implantée dans la CCVA. Celles-ci ont préféré s'implanter à proximité du nœud autoroutier de Tours.

**Les services d'entreposage, manutention et conditionnement sont absents et seul un prestataire du domaine des groupements, centrales d'achat est présent.**

En revanche, un groupement d'entreprises a été constitué il y a plus de 15 ans et regroupe 73 entreprises de la CCVA sous le nom du GEIDA (Groupement des entreprises du Val d'Amboise). Ce groupement permet de mutualiser certains achats et services.

Les services de courrier semblent bien offerts grâce à la présence de trois agences postales sur le territoire et d'une plate-forme de distribution du courrier à Chargé.



**Graphique 25 : Répartition des prestataires de services de logistique et transports dans la CCVA**  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

Cette catégorie de services fait également partie de la gestion du quotidien à laquelle les Petites et Moyennes Entreprises (PME) font appel. En moyenne, elles consacrent 36 % du montant total de leurs dépenses en prestations de services à ce type de services<sup>1</sup>. Toutefois, au sein de cette catégorie, les demandes varient selon les sous-catégories. Ainsi, les prestations d'entreposage et de manutention sont quatre fois moins demandées par les PME que par les Grandes Entreprises (GE). Ces éléments expliquent la présence de huit entreprises de transports de marchandises et l'absence d'entreprises d'entreposage, les PME y faisant moins appel. Cependant, ce service peut s'avérer manquant.

Globalement, les prestations de gestion du quotidien sont bien implantées sur le territoire. Par conséquent, il ne semble pas nécessaire d'implanter de nouveaux services appartenant à ces trois catégories.

---

<sup>1</sup> Source : JACOD, Claire. « Les grandes entreprises externalisent une gamme de services plus diverse que les PME ». *Le 4 Pages du SESSI*, n° 242, 2008. 4 p.



## 2. Les prestataires de services à haute valeur ajoutée sont peu présents sur le territoire de la CCVA :

- a. Des services de recherche et de technologie uniquement représentés par des bureaux d'études en ingénierie où la R&D est totalement absente :

Les prestations de services à fort contenu intellectuel correspondent essentiellement à la catégorie des services de recherche et de technologie. Parmi cette catégorie, **aucune prestation de Recherche et Développement (R&D) n'est offerte sur le territoire.**

Plusieurs raisons expliquent cette absence. Tout d'abord, ce type de service engage un coût plus élevé par rapport aux services de gestion quotidienne du fait du fort contenu intellectuel de la prestation. Ce sont donc majoritairement les grandes entreprises qui y font appel. En revanche, les PME concentrent leur demande sur les prestations indispensables à leur fonctionnement au détriment de celles à forte valeur ajoutée<sup>1</sup>. Or, les entreprises du Val d'Amboise sont surtout des Très Petites Entreprises (TPE) moins enclines à solliciter un tel service.

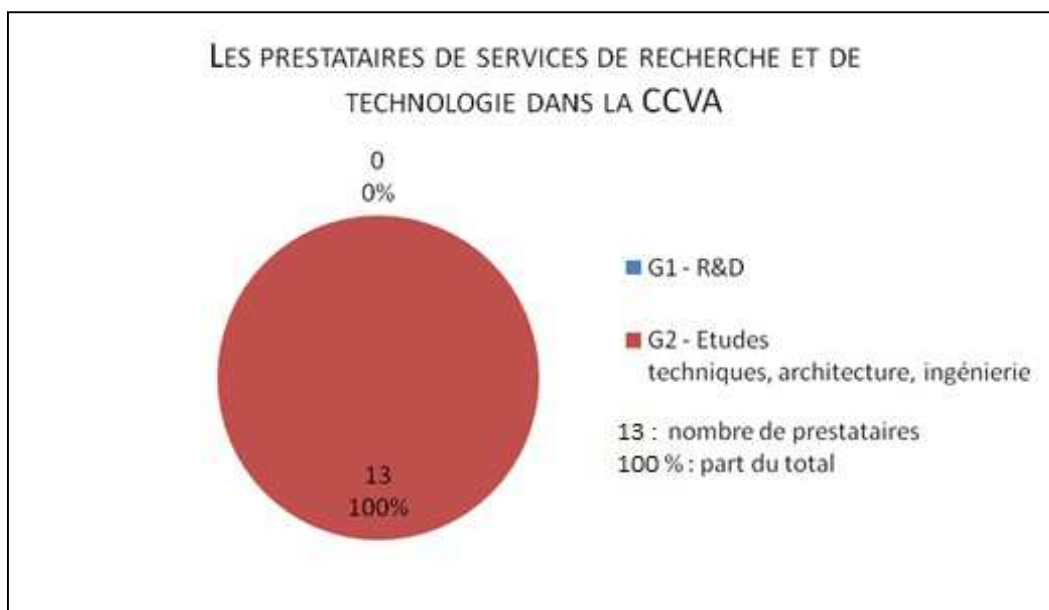
Par ailleurs, la branche de la Recherche et Développement s'avère être un pôle « stratégique »<sup>2</sup> pour une entreprise. Ainsi depuis les années 1990, ces prestations ont été internalisées afin d'éviter pour l'entreprise une perte de compétences. Ceci est d'autant plus vrai avec l'accélération de la mondialisation<sup>3</sup>. La concurrence entre entreprises est de plus en plus forte et le rythme des innovations s'est accéléré au cours des vingt dernières années. Les entreprises doivent donc pouvoir s'adapter au plus vite aux évolutions pour rester compétitives. D'où l'intérêt pour l'entreprise de disposer d'un service de R&D performant. De ce fait, des entreprises peuvent souhaiter gérer ce service en interne mais d'autres peuvent également manifester une volonté de le réaliser en partie en externe. **L'absence d'un tel service sur le territoire de la CCVA peut donc constituer un frein au dynamisme des entreprises industrielles du territoire** et notamment des quatre entreprises de plus de 250 salariés. De même, la présence d'un tel service renforcerait l'ancrage des quatre grandes entreprises déjà installées. Cela contribuerait à pérenniser l'emploi industriel du territoire dans un contexte de crise économique et de concurrence exacerbée entre les territoires. Ces services renforceraient également l'attractivité du territoire et favoriseraient la venue de nouvelles entreprises notamment sur la zone d'activités de la Boitardière, celle-ci disposant de terrains commercialisables. En outre, ces services à fort contenu intellectuel amèneraient une population de cadres et de professions intellectuelles supérieures au pouvoir d'achat élevé. L'implantation de services à haut niveau intellectuel peut donc constituer un moyen de dynamiser l'économie du territoire.

---

<sup>1</sup> Source : JACOD, Claire. « Les grandes entreprises externalisent une gamme de services plus diverse que les PME ». *Le 4 Pages du SESSI*, n° 242, 2008. 4 p.

<sup>2</sup>Source : Idem à la note précédente.

<sup>3</sup> Source : DIGUET, Anne-Françoise, TERNISIEN, Michel. *Indicateurs et facteurs de compétitivité des services rendus à l'industrie*. Paris : Les Editions de l'Industrie, 2001. 158 p. (Collection Etudes)

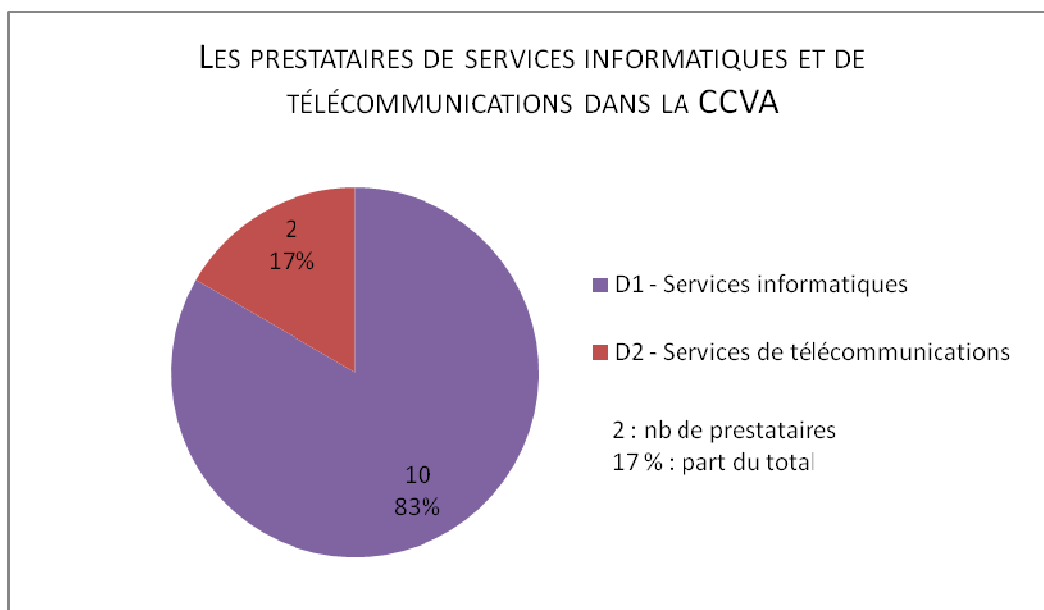


Graphique 26 : Répartition des prestataires de services de recherche et de technologie dans la CCVA  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

Si aucun prestataire n'est présent dans le domaine de la R&D, treize prestataires du secteur des études techniques, de l'architecture et de l'ingénierie sont présents. Il s'agit pour la plupart de bureaux d'études en ingénierie sur les domaines de la construction et de la production industrielle. La présence de ces prestataires est donc corrélée à celle des entreprises des zones d'activités.

b. Des services informatiques et de télécommunications à renforcer :

Certains services informatiques sont bien implantés dans la CCVA comme les prestataires de conception et distribution de logiciels et progiciels grâce à des entreprises comme *MPDV* ou *ER2P Solutions*. D'autres entreprises effectuent également de la programmation informatique et des activités de conseil et d'audit sous le code APE 6202A (conseil en systèmes et logiciels informatiques). **En revanche, certains services manquent comme la tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques** (code APE 6202B) **et la gestion d'installations informatiques** (code APE 6203Z). Cependant, il faut noter qu'ils peuvent être réalisés en tant qu'activité secondaire. Avec dix prestataires au total, les entreprises disposent d'un bon niveau de service dans ce domaine.



**Graphique 27 : Répartition des prestataires de services informatiques et de télécommunications dans la CCVA**  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

En revanche, les services de télécommunications constituent un problème pour les entreprises nécessitant un haut niveau de service. En effet, l'offre actuelle en débit Internet des opérateurs privés est devenue insuffisante au regard de l'utilisation croissante des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les entreprises. Celles-ci ont des activités à usage de plus en plus « gourmand »<sup>1</sup> en débit Internet. Les besoins en Très Haut Débit (THD) ne cessent d'augmenter avec l'augmentation du nombre de courriels informatiques échangés et la taille des pièces jointes toujours plus volumineuses. En outre, de nouveaux usages apparaissent avec la téléphonie IP, la visioconférence, le développement de logiciels puissants ou encore l'essor du *Cloud Computing*. Aujourd'hui, **la technologie ADSL ne permet plus de répondre à ces besoins et entrave la compétitivité des entreprises**. En effet, l'étude du cabinet *Ceris Consulting* effectuée pour le département de l'Indre-et-Loire, estime que d'ici quatre années plus des trois quarts des entreprises auront besoin d'un débit supérieur à 10 Mbit/s, ce que ne permet pas d'offrir la technologie ADSL. En revanche, le THD (Très Haut Débit) et la fibre optique avec un débit compris entre 10 Mbit et 1 Gbit/s répondent à ces nouveaux besoins. Ainsi, le THD représente « un levier pour la compétitivité des entreprises et un vecteur de communication économique et efficace pour améliorer leur notoriété »<sup>2</sup>.

Ceci est d'autant plus vrai dans les quatre zones d'activités de la CCVA où le signal Internet connaît une atténuation engendrant de nombreuses difficultés pour les entreprises nécessitant un débit élevé. Ainsi, de nombreux dirigeants d'entreprises nous ont fait part de **problèmes dus à un réseau « ralenti » voire même des « coupures de l'ADSL » ponctuelles**. Selon eux, cela constitue un frein au développement de leur entreprise mais le coût de l'accès à la fibre optique demeure la plupart du temps trop élevé pour une entreprise seule.

<sup>1</sup> Source : CABINET CERIS CONSULTING. *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique 37-V1*. Première version du SDTAN pour le CONSEIL GENERAL DE L'INDRE-ET-LOIRE par le Cabinet Ceris Consulting, 2011. p. 17.

<sup>2</sup>Source : CABINET CERIS CONSULTING. *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique 37-V1*. Première version du SDTAN pour le CONSEIL GENERAL DE L'INDRE-ET-LOIRE par le Cabinet Ceris Consulting, 2011. p. 17.

**Pourtant, la fibre optique constitue « un véritable levier de développement de la compétitivité d'une entreprise » et plus largement du territoire qui en bénéficie. En effet, le THD constitue le troisième critère d'implantation des entreprises.** Par conséquent, le Conseil Général de l'Indre-et-Loire (CG 37), a engagé, dans le cadre de la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, une réflexion à ce sujet. Ceci a abouti à l'élaboration d'un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) signé le 25 novembre 2011 comme le prévoyait le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT). La Région Centre est aussi engagée dans cette révolution numérique et le vice-président du conseil régional, Yann BOURSEGUIN a déclaré que « dans les années à venir, un quart de la croissance française sera fondée sur celle du numérique. Le déploiement de la fibre optique est à la fois une nécessité et une opportunité »<sup>1</sup>. La CCVA a indiqué lors de l'enquête effectuée auprès de tous les EPCI sa « situation de dépendance » par rapport à ses fournisseurs ainsi que sa volonté « d'améliorer la couverture numérique »<sup>2</sup> de son territoire en établissant un partenariat avec le CG 37. Ce rapport démontre également que **l'intervention publique est nécessaire pour garantir la satisfaction des besoins des entreprises des zones d'activités.** Ainsi, le rapport déclare que « le développement des pôles d'emplois locaux sera pénalisé par l'absence d'accès à des offres THD requises par les grandes entreprises et un nombre croissant de PME »<sup>3</sup>. Amboise faisant partie de ces pôles d'équilibre départementaux, trois de ces zones d'activités ont été classées comme prioritaires pour le déploiement d'une desserte THD grâce à un Réseau d'Initiative Publique Fiber To The Office (RIP FTTO). Le coût total de ce projet est estimé à 85,49 millions d'euros à l'échelle du département dont 68,2 millions d'euros pour le déploiement du RIP FTTO. Ainsi, l'accès à la fibre optique est estimé à 5 500 euros par entreprise au sein des ZA existantes. Les nouvelles zones d'activités bénéficieront elles aussi de cette technologie et les réseaux de fibre optique seront déployés en même temps que les autres réseaux à l'occasion de la viabilisation des terrains. Ce projet bénéficie d'un financement mutualisé entre plusieurs collectivités. Le SDTAN évalue l'investissement pour le déploiement de la fibre dans la CCVA à 11,47 millions d'euros dont plus de la moitié sera financée par la CCVA elle-même. D'autres organismes interviennent dans le financement du déploiement de la fibre optique. Ainsi, le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) contient une enveloppe destinée à la subvention des projets THD dans les ZA et contribue pour 1,40 millions d'euros dans la CCVA en association avec le Fonds d'Aménagement Numérique des Territoires (FANT). Cet organisme versera 542 € pour une prise THD par entreprise sur les 5 500 euros que coûte le rattachement. Le département de l'Indre-et-Loire ayant établi un partenariat avec la Communauté de Communes du Val d'Amboise, il contribuera pour un peu moins d'un quart du budget total. Le conseil général a d'ailleurs obtenu l'appui du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL) afin d'optimiser les coûts d'investissement. Ce syndicat agira comme un référent auquel les maîtres d'ouvrage devront signaler tous travaux sur les réseaux routiers, aériens ou souterrains. Le coût du déploiement de la fibre optique sera alors diminué.

Ce SDTAN sera définitivement validé au cours de l'année 2012 pour une mise en œuvre opérationnelle durant l'année 2013. Les entreprises des zones d'activités de la CCVA pourront alors disposer d'un service de télécommunications performant utilisant les dernières technologies de pointe. **Cette mise en**

---

<sup>1</sup> Source : CONSEIL REGIONAL DU CENTRE. *O Centre, ma région, Le magazine de la région Centre*, n° 16, juin 2012, p. 10-13.

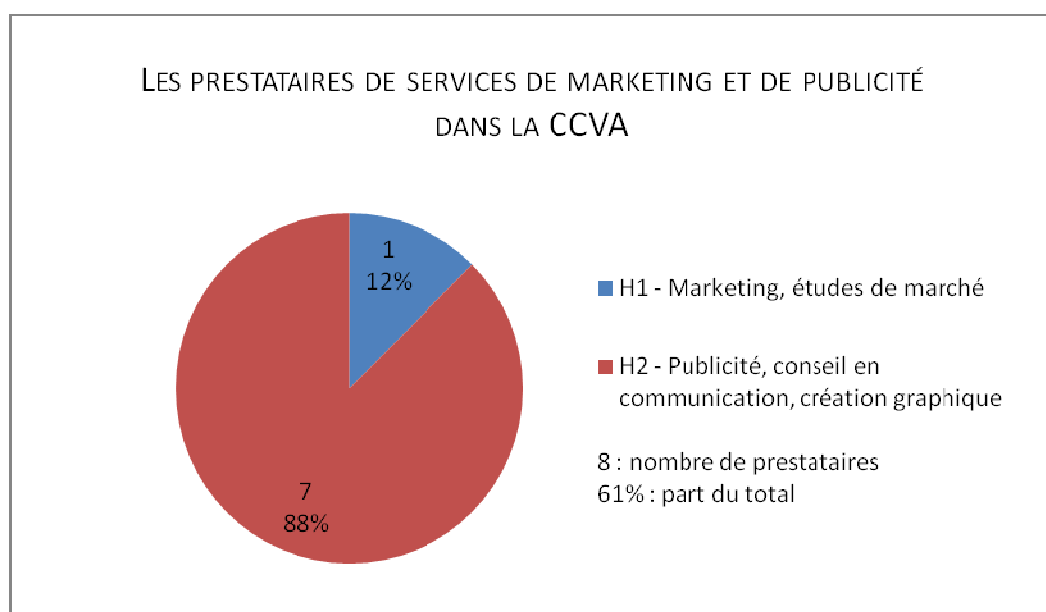
<sup>2</sup>Source : CABINET CERIS CONSULTING. *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique 37-V1*. Première version du SDTAN pour le CONSEIL GENERAL DE L'INDRE-ET-LOIRE par le Cabinet Ceris Consulting, 2011. p. 24.

<sup>3</sup>Source : CABINET CERIS CONSULTING. *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique 37-V1*. Première version du SDTAN pour le CONSEIL GENERAL DE L'INDRE-ET-LOIRE par le Cabinet Ceris Consulting, 2011. p. 25.

œuvre assurera au territoire de la CCVA de rester compétitif en matière d'offre de télécommunications face à la communauté d'agglomération de Tour(s)Plus déjà pourvue d'un réseau de fibre optique.

c. Des services de marketing et de publicité incomplets :

Dans un monde de plus en plus concurrentiel, le marketing et la communication deviennent des éléments clés du développement économique d'une entreprise. Pourtant, ce domaine est caractérisé par une évolution rapide et la stratégie de communication mise en place peut rapidement se révéler dépassée. C'est pourquoi, certaines entreprises souhaitent recourir à un prestataire externe dont le marketing constitue le cœur de métier. Or, **aucun prestataire réalisant des études de marché n'est présent dans la CCVA**. Si une entreprise veut connaître le potentiel de clients qu'elle pourra ensuite démarcher, elle doit alors faire appel à un prestataire extérieur à la CCVA. **Et un seul prestataire de la sous-catégorie marketing, étude de marché est présent** : il s'agit de l'entreprise *TM Création* qui réalise des aménagements de magasins et d'espaces de vente.



Graphique 28 : Répartition des prestataires de services de marketing, publicité dans la CCVA  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

Les sept prestataires de la sous-catégorie H2 - *Publicité, conseil en communication, création graphique* sont des agences de communication et de publicité ou offrent des conseils dans ces domaines. Par exemple, l'entreprise *Antirouille Communication* réalise ce service. Toutefois, deux de ces prestataires exercent plutôt leur activité à destination des particuliers et fournissent des conseils en décoration et en ameublement intérieur.

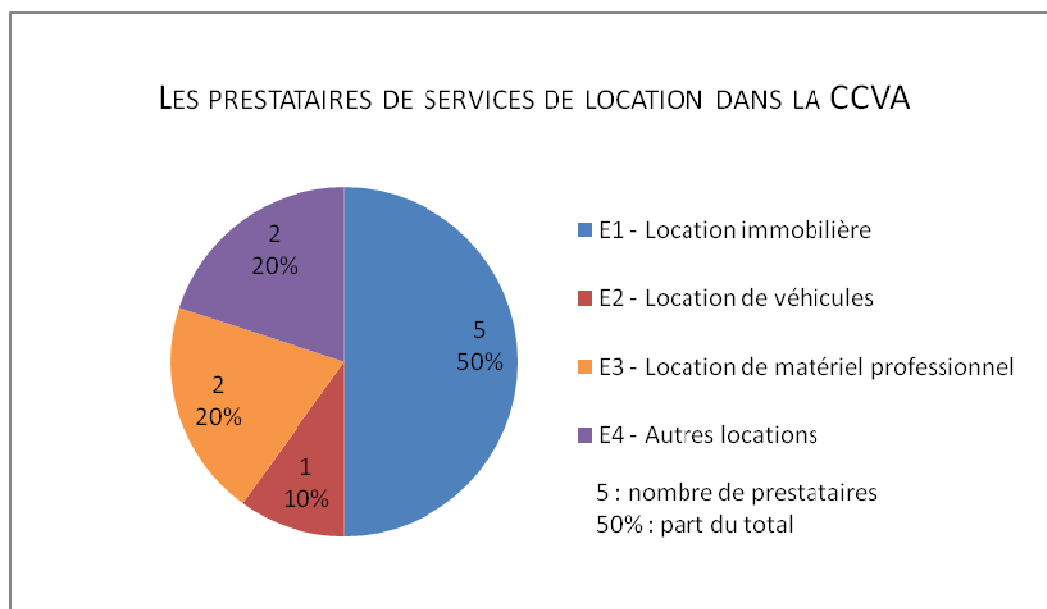
3. Les autres prestations de services sont inégalement satisfaites :

a. Une offre en services de location assez limitée :

La moitié des dix prestataires de services de location offrent un service de location immobilière. Mais il s'agit en réalité pour la plupart de SCI créées par des chefs d'entreprise pour la réalisation de leur propre projet de construction. Deux entreprises louent des salles et espaces de réception. Mais **peu de locaux industriels sont disponibles à la location** sur les quatre zones d'activités. Il faut souligner qu'**un seul prestataire est présent dans le domaine de la location de véhicules** au sein de la CCVA. Enfin, deux

prestataires louent du matériel professionnel dont un à destination du secteur du BTP. L'un des prestataires de la sous-catégorie *Autres locations* met à disposition du matériel de réception, de divertissement et de loisirs et réalise des prestations dans l'événementiel.

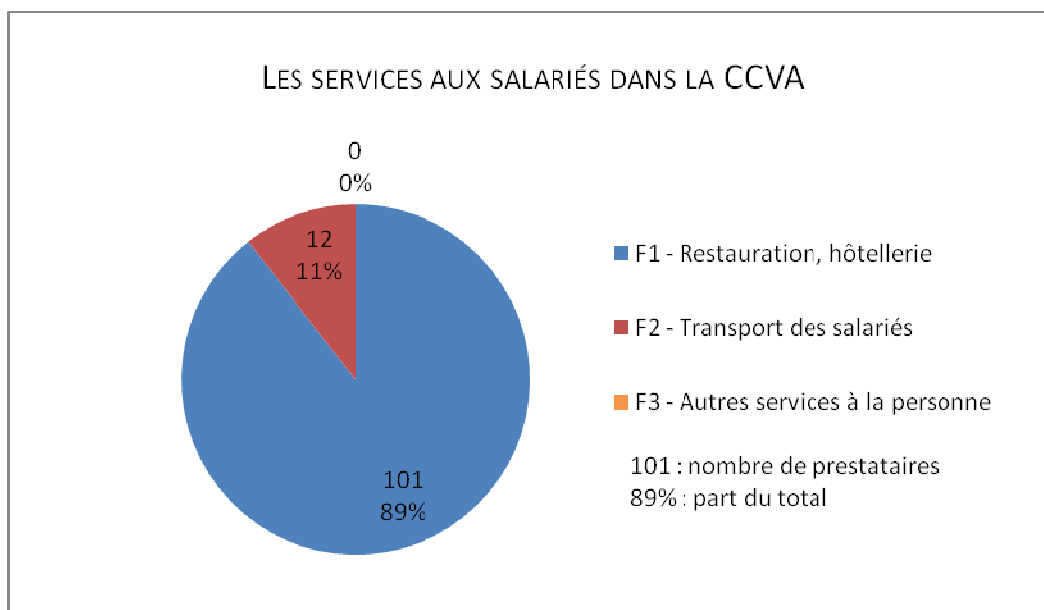
**L'offre en location est donc limitée et beaucoup d'entreprises industrielles ayant des besoins spécifiques en matériel ne trouvent pas ce service au sein de la CCVA.**



**Graphique 29 : Répartition des prestataires de services de location dans la CCVA**  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

b. Certains services aux salariés font défaut :

**Le domaine de la restauration-hôtellerie est couvert par 101 entreprises, ce qui représente les neuf dixièmes des entreprises de cette catégorie.** Le fait que cette offre soit large s'explique par l'importante activité touristique du Val d'Amboise. Ainsi, de nombreux hôtels et restaurants sont présents et sont implantés principalement dans la ville d'Amboise comme l'hôtel *Ibis* installé au sein même de la zone d'activités de La Boitardière. L'entreprise *Ansamble Val de France* fournit un service de restauration collective et peut donc subvenir aux besoins des entreprises qui solliciteraient un tel service par la livraison de plateaux repas. En revanche, on peut noter la **quasi-absence de restaurants pour les entreprises** dans les zones d'activités même si le restaurant *Les Platanes* aux Poujeaux remplit bien ce rôle à Nazelles-Négron.



**Graphique 30 : Répartition des prestataires de services aux salariés dans la CCVA**  
(Source : liste des entreprises implantées dans la CCVA fournie par la CCI et modifiée personnellement)

Les prestataires de *Transport de salariés* s'avèrent être des transporteurs de voyageurs par taxis (code APE 4932Z), des entreprises dont l'activité principale est recensée sous le terme « Autres transports routiers de voyageurs » (code APE 4939B), ou encore les lignes de bus de la ville d'Amboise. Les deux principales lignes de bus relient la gare à la zone d'activités de la Boitardière en passant par le centre-ville d'Amboise. Mais elles ne donnent pas entière satisfaction aux salariés en raison d'un temps de parcours trop long (45 minutes pour aller de la gare à la ZA de la Boitardière) qui dissuade les salariés de l'utiliser. **L'offre en transports pour les salariés est donc insatisfaisante** et ceux-ci se rendent souvent sur leur lieu de travail par leurs propres moyens. D'ailleurs Madame Isabelle GAUDRON pense que la CCVA devrait mener une réflexion sur la mise en place d'un plan de déplacement, ce qui profiterait à tous et pas seulement aux entreprises et à leurs salariés.

De même, parmi les *Autres services à la personne*, **aucune crèche interentreprises** n'est présente. Pourtant, ce sont plus de 4 000 salariés au total qui travaillent dans les quatre zones d'activités et l'offre d'un tel service pourrait être utile et contribuer à l'attractivité du territoire. Des projets ont été étudiés mais n'ont jamais abouti sans doute en raison des fonctionnements différenciés de chaque entreprise.

Une étude de faisabilité de projet de crèche interentreprises<sup>1</sup> souligne qu'il faut environ une capacité d'accueil d'une trentaine d'enfants afin d'obtenir des coûts de fonctionnement acceptables. Or, en moyenne, seuls 10 % des salariés ont des enfants de moins de 3 ans et sont donc susceptibles de faire appel à l'un des nombreux modes de garde d'enfants. D'après cette même étude, ce serait seulement 1 à 2% des employés qui choisiraient la crèche comme mode de garde. Les crèches interentreprises sont donc souvent implantées sur d'importantes zones d'activités afin d'être viables.

Sur le territoire de la CCVA, on dénombre près de 4 000 salariés, soit 40 à 80 salariés pouvant faire appel à une éventuelle crèche interentreprises. En revanche, aucune des 4 zones d'activités ne compte à elle seule assez de salariés pour accueillir un tel établissement. En effet, la ZA des Poujeaux est celle qui offre le plus d'emplois, mais même avec ses 1573 salariés, il n'y aurait qu'entre 15 et 30 enfants à accueillir dans une

<sup>1</sup> Source : <http://www.journaldunet.com/management/0601/0601119creche-interentreprises.html>

crèche ce qui est à peine suffisant, même en prenant l'hypothèse la plus optimiste. Ainsi, la création d'une crèche interentreprises sur la CCVA nécessiterait l'implication des 4 zones, d'où une impossibilité de la créer à proximité de toutes les entreprises.

Or, les salariés qui résident sur le territoire du Val d'Amboise peuvent déjà utiliser les crèches existantes, qui se situent entre 5 à 10 minutes en voiture<sup>1</sup> des différentes zones d'activités. Mais les crèches interentreprises sont souvent plus flexibles au niveau des horaires et mieux adaptées aux demandes des salariés. De plus, les entreprises peuvent y réserver des places pour leurs salariés même s'ils ne résident pas dans le territoire de la crèche. Par cette démarche, une entreprise espère ainsi diminuer le stress et les éventuels retards de ses salariés tout en améliorant son image.

#### ***4. La majorité des prestataires de services sont implantés sur le pôle d'Amboise - Nazelles-Négron - Pocé-sur-Cisse :***

Plus des quatre cinquièmes des prestataires de services sont implantés dans les communes d'Amboise, de Nazelles-Négron et de Pocé-sur-Cisse. Celles-ci constituent le pôle d'emploi de la Communauté de Communes du Val d'Amboise. En particulier, six prestataires sur dix se trouvent à Amboise et offrent essentiellement des services de restauration et d'hôtellerie. Le deuxième domaine de services le plus présent sur Amboise est celui des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise qui regroupe 30 % de l'ensemble des prestataires d'Amboise. Parmi eux, les deux tiers exercent leur activité en services de gestion comptable, fiscale et financière. En revanche, la catégorie de services la plus représentée sur la ville de Nazelles-Négron est celle des services d'installation et de maintenance avec 27 des 63 prestataires de ce type de services implantés dans cette commune. Ceci s'explique par la présence de la zone d'activités des Poujeaux et de ses nombreuses entreprises industrielles. D'ailleurs, un cinquième des prestataires de services se situe dans l'une des quatre zones d'activités de la CCVA et notamment celles de La Boitardière et des Poujeaux. Les prestataires présents dans ces zones ont majoritairement une activité de services d'installation et de maintenance.

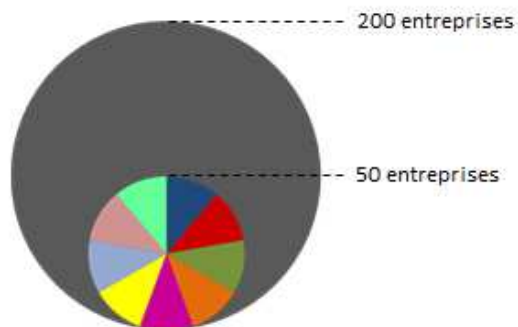
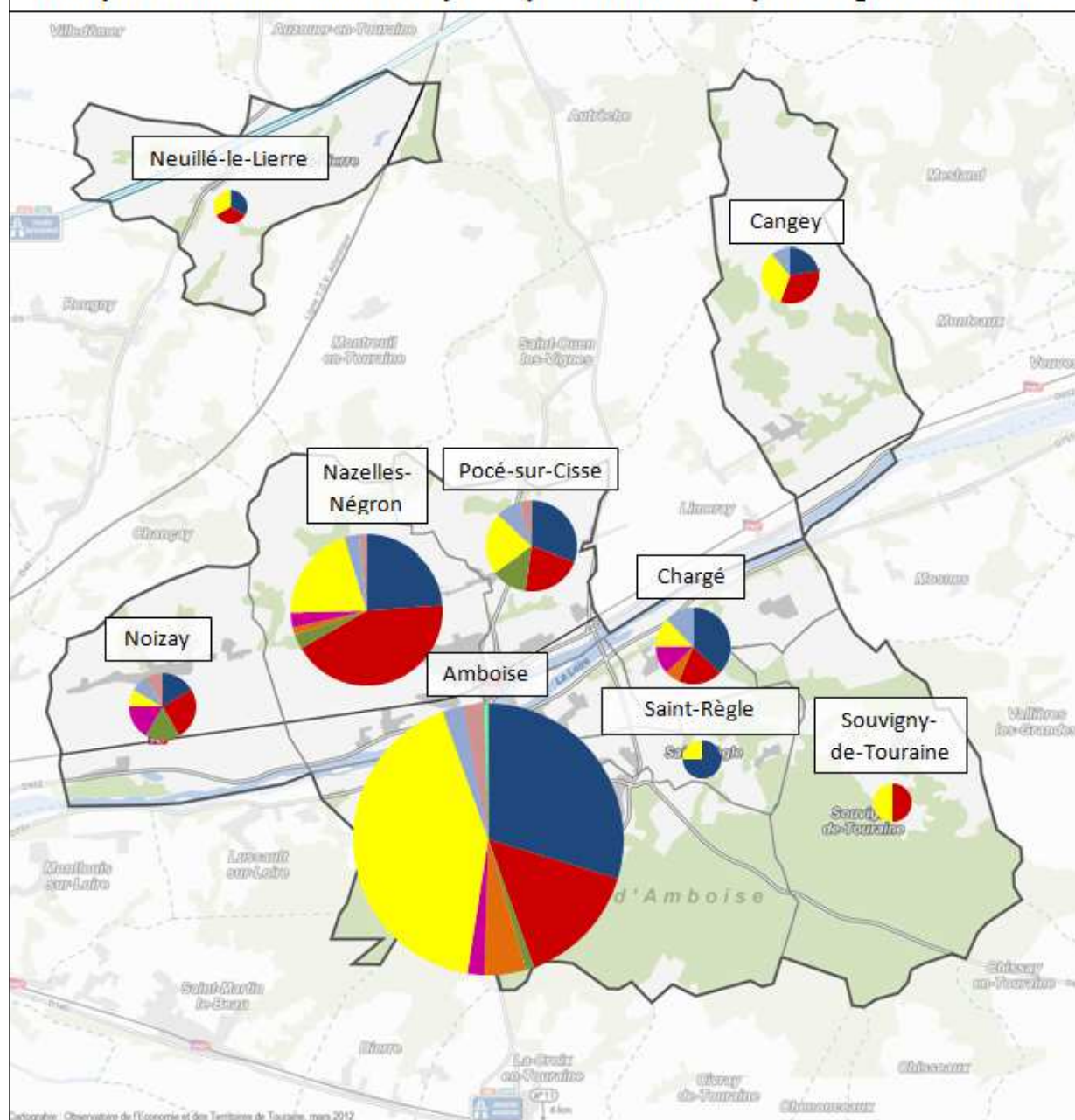
En conclusion, **la ville d'Amboise offre de nombreux services de restauration et d'hôtellerie alors que les zones d'activités concentrent les prestataires d'installation et de maintenance d'équipements industriels et des bâtiments.** Ceci s'explique par le grand nombre de touristes qui viennent visiter la ville d'Amboise et son célèbre château de la Loire. Les prestataires d'installation et de maintenance s'avèrent fortement présents dans les zones d'activités afin de répondre aux besoins des entreprises qui s'y trouvent et de bénéficier de la proximité de leurs clients. L'implantation au sein même des zones d'activités garantit à ces prestataires la meilleure visibilité possible afin de se faire connaître et de développer leurs chiffres d'affaire.

---

<sup>1</sup> Source : temps de parcours calculés par Google Maps



## Entreprises de service aux entreprises par communes et par catégorie de service

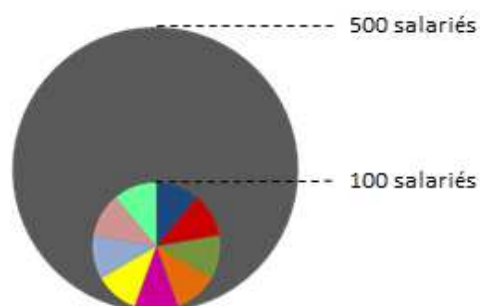
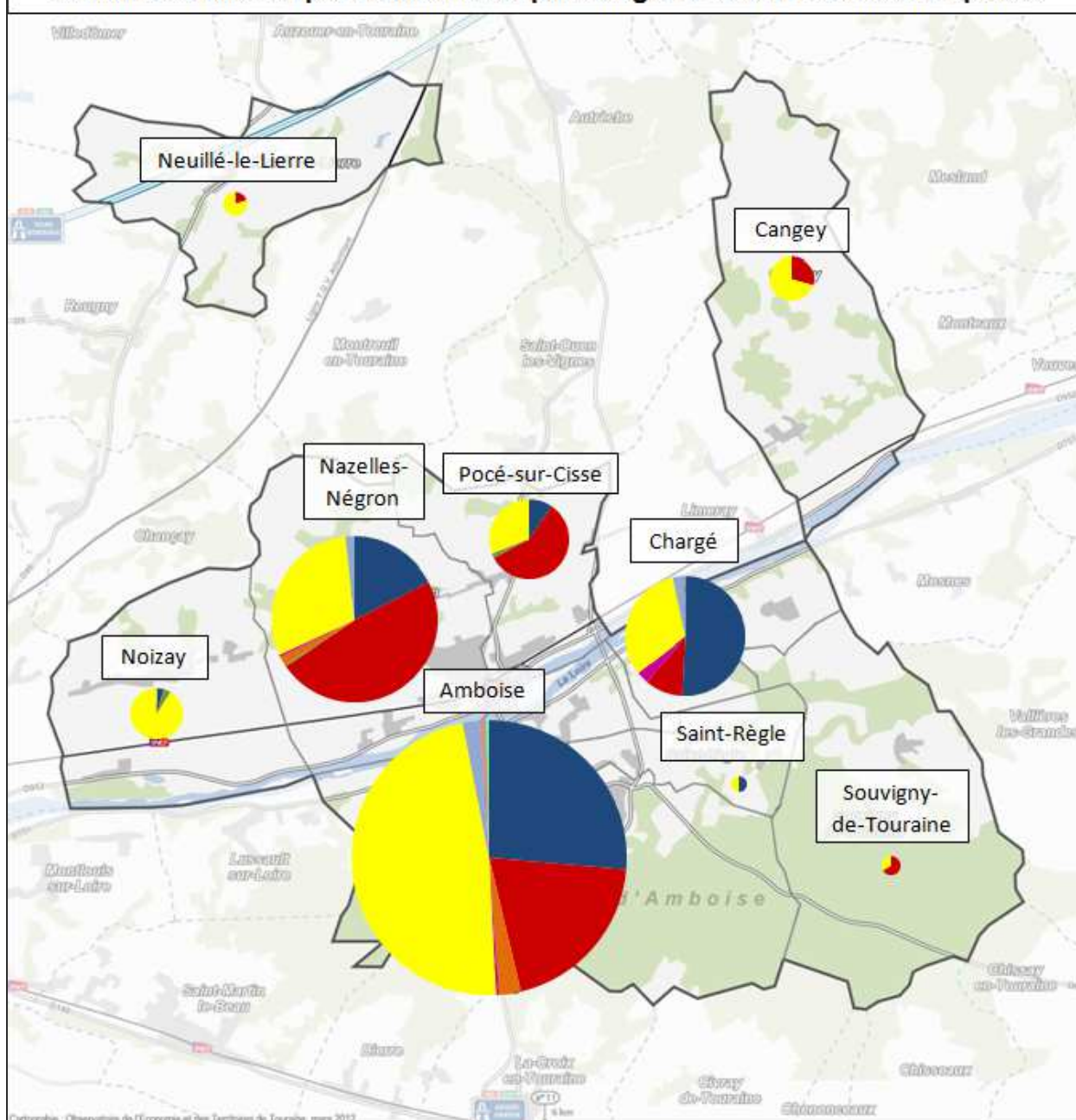


Source : OE2T (fond de carte), CCI Touraine (données)

Réalisation : BARBUSSE, FORESTIER, URBAIN, VALLEE

Carte 8 : Localisation des prestataires de services par catégorie de services au sein des 9 communes de la CCVA

## Nombre de salariés par communes et par catégorie de service aux entreprises

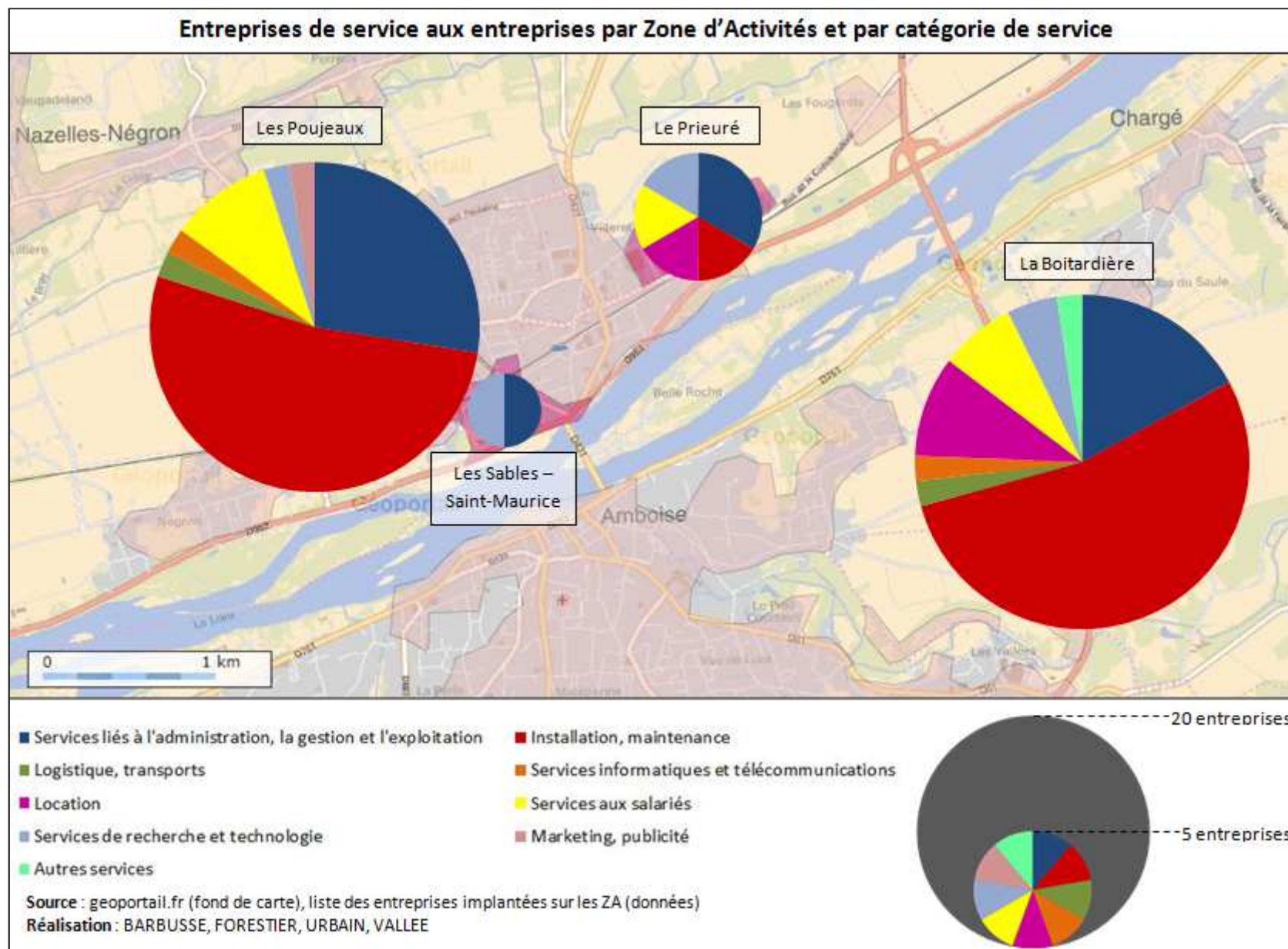


Source : OE2T (fond de carte), CCI Touraine (données)

Réalisation : BARBUSSE, FORESTIER, URBAIN, VALLEE

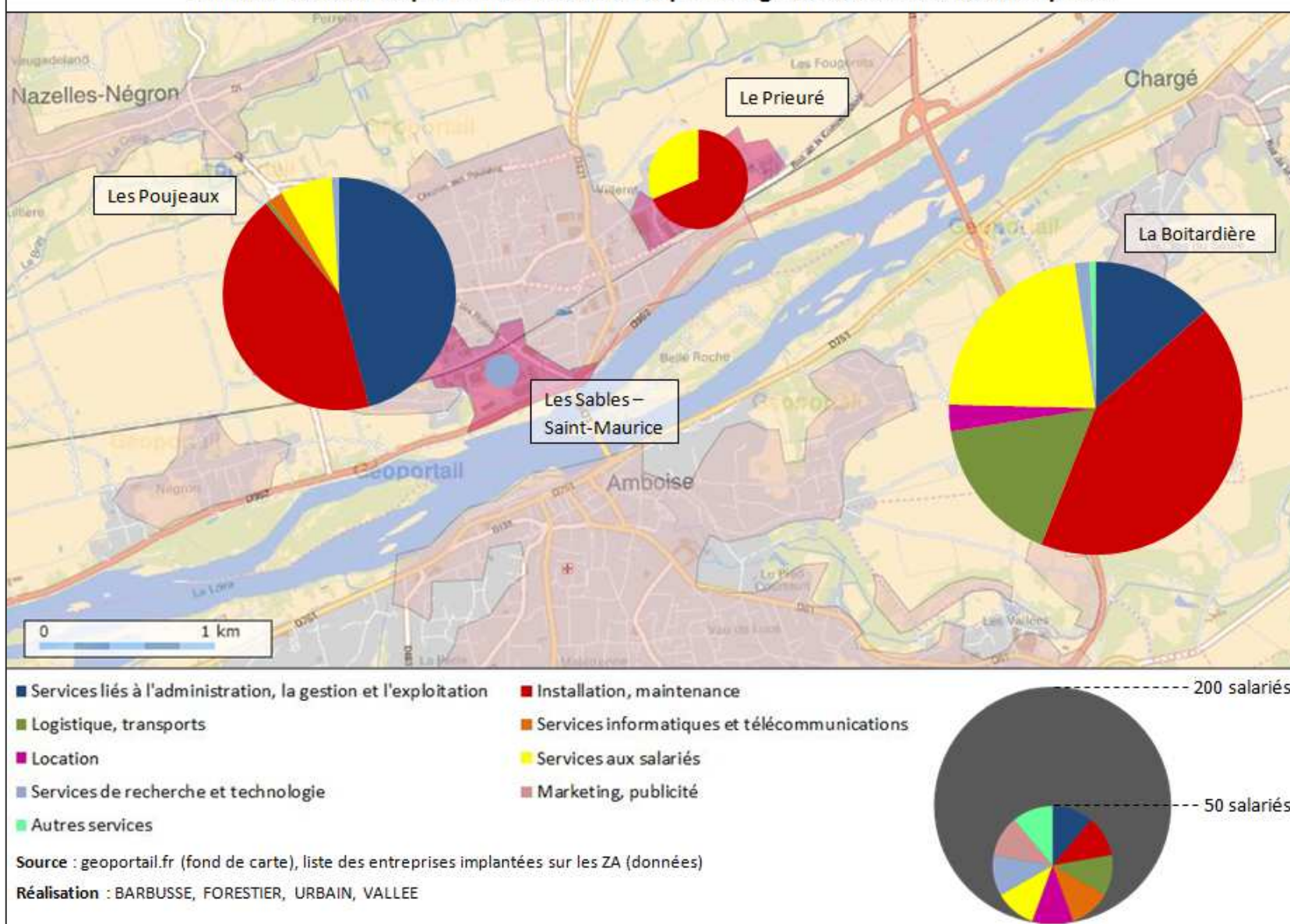
Carte 9 : Répartition des salariés des entreprises de services par commune et par secteur d'activité





Carte 10 : Localisation des prestataires de services par catégorie de services au sein des 4 zones d'activités de la CCVA

## Nombre de salariés par Zone d'Activités et par catégorie de service aux entreprises



Carte 11 : Répartition des salariés des entreprises de services par zone d'activité et par secteur d'activité

## C. LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE OFFRE DE NOMBREUSES AMENITES A SES HABITANTS :

### 1. Des services publics répondant aux besoins des familles :

Les habitants de la CCVA bénéficient de prestations de services pour leurs enfants. Tout d'abord, ils peuvent avoir recours à l'une des **deux crèches** existantes sur le territoire pour faire garder leurs enfants âgés de moins de quatre ans<sup>1</sup>. La Communauté de Communes gère en effet deux centres multi-accueils fonctionnant toute l'année : *Les Bouts d'Chou*, situé à Amboise, et *Vilvent* à Nazelles-Négron. Les habitants de la CCVA ayant un emploi peuvent prétendre à obtenir une place pour y faire garder leurs enfants. Afin de répondre au mieux aux attentes des habitants, ceux-ci sont réorientés vers un **réseau d'assistantes maternelles agréées** en cas de manque de places dans les crèches. En outre, les deux crèches proposent des **services d'accueil occasionnels et d'urgences** mais également un **service de garde à domicile en horaires décalés** : *Bout'Chou service*, créé par *Cispéo Petite Enfance* prend en charge les enfants jusqu'à six ans dès quatre heures du matin et jusqu'à minuit pour les salariés travaillant en 2\*8 ou en 3\*8. La CCVA attache une grande importance à offrir un service de garde de qualité et adapté aux souhaits de chacun. Dans ce cadre, de nombreuses formations ont lieu à destination du personnel des crèches et des assistantes maternelles pour développer leurs compétences. Le service de garde pour enfants s'avère donc performant. Toutefois, les salariés travaillant à la CCVA mais n'y résidant pas ne peuvent bénéficier de ce service et peuvent donc rencontrer des difficultés. L'attribution d'un certain nombre de places pour les salariés des zones d'activités venant de l'extérieur de la CCVA pourrait être une solution à ce problème même s'il paraît difficile d'établir des critères d'attribution de ces places qui soient égalitaires.

Par la suite, les habitants de la CCVA bénéficient de nombreux services d'éducation et de formation. En effet, des **écoles maternelles et primaires** sont présentes mais aussi **trois collèges** dont un collège privé. **Trois lycées** sont également implantés et offrent aussi bien des **formations générales et technologiques** que des **formations professionnelles**. En particulier, le lycée professionnel agricole et viticole délivre des formations dans le domaine de la viticulture et un pôle vitivinicole est en projet. Quelques formations du supérieur sont également offertes sur le territoire. Le lycée professionnel Jean Chaptal propose ainsi un BTS Plasturgie et a développé une plate-forme technologique PLASTICOMPO<sup>2</sup>. Afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre des industries du secteur de la métallurgie, le **Centre de Formations d'Apprentis de l'Industrie (CFAI)** propose sept formations différentes dont la maintenance industrielle ou encore la productique et l'outillage<sup>3</sup>. Les habitants d'Amboise trouvent donc les formations qui correspondent aux savoir-faire demandés par les entreprises de la CCVA. Par ailleurs, le territoire offre une formation aux métiers infirmiers grâce à la présence d'un **Institut de Formations en Soins Infirmiers (IFSI)**, intégré au centre hospitalier. Une antenne de l'**ARPEC Touraine** implantée à Amboise organise aussi des formations du niveau III soit Bac+2 ainsi que deux BTS.

Pour leur recherche d'emploi, les habitants du Val d'Amboise peuvent bénéficier des services de **Pôle Emploi** puisqu'une antenne est localisée à Amboise. La présence de ce service est un atout aussi bien

---

<sup>1</sup> Source : LAGEDAMON, Sandra. « Petite enfance, une offre adaptée et diversifiée », *Val d'Amboise Info*, n° 34, 2012. p. 5.

<sup>2</sup> Source : LYCEE JEAN CHAPTAL, « La plasturgie » in <http://lpchaptal.fr/pivotx/?w=plasturgie>, consulté le 19 juillet 2012.

<sup>3</sup> Source : CFAI, « ... Nos Formations » in <http://www.cfai-centre.fr/Nos-formations>, consulté le 19 juillet 2012.



pour les demandeurs d'emploi que pour les entreprises. Celles-ci trouvent dans l'agence *Pôle Emploi* le moyen de diffuser au plus grand nombre leurs offres d'emplois. D'autre part, les demandeurs d'emplois bénéficient d'un service de suivi et peuvent prendre connaissance des offres d'emplois proposées par les entreprises. Amboise accueille également une permanence de la Mission Locale Loire Touraine qui facilite l'insertion des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Ensuite, les demandeurs d'emplois mais aussi les salariés d'entreprises peuvent se rendre au **Greta** d'Amboise afin de bénéficier des nombreuses formations qu'offre ce type de structure. En effet, les Greta sont « des groupements d'établissements publics d'enseignement qui organisent des formations continues pour adultes dans la plupart des métiers »<sup>1</sup>. Parmi leurs nombreuses missions, les Greta préparent les diplômes professionnels du CAP au BTS mais aussi accompagnent les demandeurs d'emploi dans leur retour à l'emploi. Ces centres sont également aptes à réaliser des bilans de compétences puis à les développer. De fait, la présence locale d'un Greta contribue à **dynamiser l'économie car les employeurs peuvent améliorer les compétences de leurs salariés dans le cadre des plans de formations ou des Congés Individuels de Formation (CIF) ; les demandeurs d'emplois peu qualifiés peuvent, quant à eux, se former à un nouveau métier.**

La présence du **centre hospitalier intercommunal Robert Debré** constitue une réelle aménité pour les habitants de la CCVA. La proximité d'un tel service est, en effet, appréciée par les habitants qui peuvent bénéficier de services médicaux rapidement en cas d'urgence et ne sont pas obligés de se rendre sur Tours pour se faire soigner sauf dans des cas particuliers. La qualité de vie des habitants du Val d'Amboise s'en trouve ainsi améliorée.

## ***2. Un tissu d'associations œuvre dans le domaine de l'économie et du social :***

Les habitants de la CCVA peuvent adhérer à l'une de **nombreuses associations du domaine de la culture ou du sport** présentes sur le territoire. Elles permettent à tous ou presque de pratiquer le loisir de leur choix. Des associations œuvrent aussi dans le domaine du social pour répondre à des besoins de plus en plus importants. En effet, le secteur des **prestations de services à la personne** est en plein essor et la présence d'associations locales les réalisant s'avèrent aujourd'hui nécessaire pour attirer de nouveaux habitants en milieu rural. La CCVA dispose de ces prestations de services grâce à l'**Aide à Domicile en Milieu Rural** (ADMR) qui réalise des prestations très variées allant du maintien à domicile, de l'aide aux personnes handicapées aux travaux de bricolage ou de jardinage. L'**ASSAD** réalise également ces prestations et l'**Hospitalisation A Domicile** (HAD) est un service offert aux habitants d'Amboise depuis septembre 2007. L'association **Objectif** aide à la réinsertion des personnes en difficultés personnelles ou professionnelles.

Au niveau économique, le secteur associatif se montre actif et contribue à l'essor du territoire. **L'office de tourisme** joue un grand rôle dans l'organisation du tourisme par les actions de communication déployées pour promouvoir le territoire et ses différents sites mais aussi par l'organisation d'événements culturels<sup>2</sup>. La présence de l'office du tourisme garantit un bon accueil des visiteurs et leur satisfaction contribue à renforcer l'image positive du Val d'Amboise. D'autre part, **les commerçants d'Amboise se sont**

---

<sup>1</sup> Source : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, « Les Greta, la formation tout au long de la vie » in <http://www.education.gouv.fr/cid50753/la-formation-continue-des-adultes-a-l-education-nationale.html>, consulté le 19 juillet 2012.

<sup>2</sup> Source : OFFICE DU TOURISME D'AMBOISE, <http://www.amboise-valdeloire.com/>, consulté le 19 juillet 2012.

**regroupés en une association**, *Amboise Commerces*, qui comptait 95 adhérents en 2011<sup>1</sup>. Celle-ci organise des animations tout au long de l'année et participe ainsi à dynamiser l'activité commerciale. Enfin, le **GEIDA**, groupement des entreprises du Val d'Amboise, rassemble 73 entreprises et constitue l'interlocuteur privilégié des entreprises avec les pouvoirs publics et notamment la Communauté de Communes. Les entreprises peuvent donc, par le biais de cette association, faire part de leurs besoins et des actions qui seraient à mettre en place pour renforcer leurs activités et dans le même temps toute l'économie du territoire.

Des associations se sont également constituées dans des domaines plus particuliers. Par exemple, l'**Association Régionale de Promotion de la Métallurgie** agit dans ce domaine industriel fortement présent sur le territoire. Il s'agit d'un centre de formation d'apprentis en métallurgie qui répond donc aux besoins de main-d'œuvre des industries de la métallurgie d'Amboise<sup>2</sup>.

Le territoire du Val d'Amboise offre de nombreuses aménités aux habitants qui y résident. Toutefois, il apparaît que certains services publics sont à améliorer.

### **3. Mais certains services peuvent être améliorés :**

#### **a. Les infrastructures routières parfois dégradées et sous-dimensionnées :**

L'état des infrastructures routières au sein des quatre zones d'activités et plus largement dans le territoire de la CCVA laisse apparaître certains dysfonctionnements. D'ailleurs plusieurs dirigeants d'entreprises des différentes zones d'activités les ont confirmés en nous les mentionnant. Globalement, les infrastructures routières s'avèrent **dégradées mais également sous-dimensionnées au regard de l'augmentation du nombre d'entreprises implantées et par conséquent du trafic généré**. Ainsi, l'accessibilité pourrait être améliorée par un élargissement des rues et notamment de celles desservant les entreprises de la zone des Poujeaux comme le boulevard de l'Industrie et la rue des Ormes. La situation est identique dans la zone de la Boitardière où le réseau, à l'origine suffisant au vu du nombre d'entreprises alors présentes, se trouve aujourd'hui saturé. Cette saturation conduit également à une dégradation précoce du revêtement.

Le président du GEIDA, Vincent Garcia, nous a indiqué que les entreprises de la zone d'activités des Poujeaux ont noté la présence d'un **point de circulation dangereux** et mal aménagé. Il s'agit du carrefour permettant de sortir de la zone pour rejoindre la levée de la Loire entre les départementales 5 et 952.

#### **b. Un trafic de transit trop important dans la zone d'activités de la Boitardière :**

Certains dirigeants d'entreprises de la Boitardière nous ont souligné la présence d'un important trafic de transit du Nord au Sud de leur zone. En effet, de nombreuses compagnies de **transports passent par Amboise pour relier l'autoroute A10 venant de Paris à l'A85 descendant vers Poitiers et le Sud de la France**. Cet axe constitue l'une des voies majeures de transport de marchandises en France et plus

---

<sup>1</sup> Source : ASSOCIATION AMBOISE COMMERCES, « Union commerciale du Val d'Amboise » in <http://www.amboisecommerce.com/>, consulté le 19 juillet 2012.

<sup>2</sup> Source : ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DE LA METALLURGIE, « Association Régionale Promotion de la Métallurgie » in <http://fr.kompass.com/live/fr/FR0267962/association-regionale-promotion-de-la-metallurgie.html>, consulté le 19 juillet 2012.

largement en Europe. Ces poids-lourds empruntent la sortie d'Autrèche au Nord puis rejoignent l'autoroute A85 au Sud en franchissant la Loire grâce à la route départementale 31. Ils sont alors amenés à traverser la zone de la Boitardière. Par conséquent, ce trafic se rajoute au trafic interne à la zone et conduit de même à une dégradation accélérée de l'enrobé.

Plusieurs raisons expliquent cette situation. En effet, ne pas passer par Tours permet aux transporteurs de diminuer la distance parcourue ainsi que le coût du transport par un péage moindre et cela permet également d'éviter les encombrements de l'autoroute A10 au niveau de Tours. Ceci amène donc les transporteurs à privilégier le passage par Amboise.

Connu depuis longtemps, ce problème pourrait être résolu par la construction d'une nouvelle infrastructure autoroutière qui contournerait la ville de Tours. Mais cette solution, évoquée depuis 2003, n'a toujours pas vu le jour. En effet, si ce projet a été inscrit au Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT) de juillet 2010, il a disparu de la troisième version de ce SNIT datée d'octobre 2011. La construction d'un tel ouvrage ne va pas sans poser des problèmes complexes nécessitant la mise en place d'études d'impact approfondies. Par exemple, l'un des tracés proposés prévoit un passage à l'Ouest de la forêt d'Amboise. Or cette forêt est classée et donc protégée. En outre, le franchissement de la Loire au niveau de Noizay pose problème du fait de la largeur du lit de la Loire de 4 km et de la présence d'un coteau. De même, la Loire étant classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, les contraintes de construction sont plus fortes. L'état d'avancement des études ne permet donc pas de prévoir une ouverture avant 2020. Pourtant, une solution à l'engorgement de la RD 31 au niveau de la Boitardière doit être trouvée car **ce problème d'accessibilité peut constituer un frein à l'implantation de nouvelles entreprises sur les 70 hectares en cours d'aménagement**.

#### c. Un aménagement des zones d'activités à encore améliorer :

Malgré un effort fait sur **la signalétique à l'intérieur des zones**, certains dirigeants ont encore exprimé une insatisfaction. Ils nous ont fait part des difficultés rencontrées par leurs clients ou prestataires à trouver leur entreprise. Plus globalement, un manque de visibilité des zones à l'échelle de la CCVA est apparu. Les entreprises se plaignent également d'un **manque de suivi** de la signalétique. Pourtant, la situation des entreprises évolue rapidement et un suivi plus régulier permettrait de résoudre ces problèmes.

**Le stationnement sur le domaine public est aussi à aménager.** Les voitures se garent actuellement sur les accotements enherbés des rues et cela bien que le règlement de la zone impose des emplacements de parkings à l'intérieur des parcelles. Cette situation pose donc problème pour les entreprises ne disposant pas suffisamment de places à l'intérieur de leur parcelle. En outre, **les zones d'activités ne disposent pas de lieux de stationnement pour les poids-lourds**. Par conséquent, ils sont obligés soit de se stationner dans l'entreprise même ou sur les bas-côtés des rues.

En outre, **l'éclairage public est parfois insuffisant**, ce qui n'incite pas les déplacements piétons auquel s'ajoute **l'absence de réels trottoirs**. Il faut souligner que l'étroitesse de certaines rues rend cette circulation piétonnière délicate lors des passages fréquents de poids-lourds.

Quelques dirigeants d'entreprises soulignent aussi un **manque d'entretien et de nettoyage des zones d'activités**, ce qui ne participe pas à améliorer l'image de celles-ci auprès des investisseurs potentiels.



## D. UNE OFFRE DE SERVICES PLUS LARGE ET PLUS DIVERSIFIEE SUR LE TERRITOIRE DE L'AGGLOMERATION DE TOUR(S)PLUS :

L'ensemble de l'étude effectuée dans ce paragraphe repose sur une liste de prestataires de services obtenus grâce au site Internet [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com) et l'utilisation des 173 codes APE que nous avons retenus comme étant des services aux entreprises. Toutefois, en raison de l'éloignement de Tour(s)Plus à la CCVA, **seuls les prestataires de plus de dix salariés ont été retenus**. Il a été admis que les prestataires regroupant moins de dix salariés ont peu d'influence sur le territoire de la CCVA.

### 1. Une meilleure couverture des services de gestion du quotidien :

- a. Les services liés à l'administration, la gestion, et l'exploitation sont tous représentés sur Tour(s)Plus contrairement au Val d'Amboise :

L'ensemble des sous-catégories des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise est présente dans la CCVA à l'exception des **services juridiques**. Cette prestation est, en revanche, offerte dans Tour(s)Plus grâce à la présence de l'entreprise *Fidal* employant dix-sept salariés. Tour(s)Plus concentre également **un plus grand nombre de grandes sociétés d'assurances de renommée nationale** comme *Fidelia* ou *Aviva*. **L'offre en formation** s'avère beaucoup plus large avec sept entreprises de plus de dix salariés effectuant des formations continues pour adultes dans tous les domaines. Ainsi, des entreprises de la CCVA font appel à ces centres implantés sur Tours et son agglomération pour former leurs salariés.

Globalement, l'offre en services administratifs est plus complète sur Tours que dans la CCVA. Toutefois, ces services peuvent être réalisés à moyenne ou longue distance. Par exemple, la formation des salariés peut s'effectuer sur Tours puisque seulement 30 km séparent les deux villes. Quant à l'activité des assurances, celle-ci est totalement dématérialisée et les relations entre le prestataire et le client peuvent se réaliser via des échanges informatiques. Par conséquent, leur absence ou leur moindre concentration sur Amboise s'explique et ne pose pas de problème.

- b. Des services d'installation, de maintenance ou de gestion des eaux et déchets plus variés à Tour(s)Plus que dans la CCVA :

Un plus grand nombre de prestataires de cette catégorie de services sont implantés dans l'agglomération de Tours. Les services offerts dans Tour(s)Plus se distinguent notamment par un nombre plus important de **prestataires effectuant des activités de sécurité privée** (code APE 8010Z) et liées aux systèmes de sécurité (code APE 8020Z). En effet, **seule une entreprise, ACS Protect réalise cette prestation dans la CCVA contre neuf prestataires de plus de dix salariés à Tours**. De même, deux prestataires effectuent une activité de nettoyage dans la CCVA ; ils sont six fois plus nombreux parmi les prestataires de plus de dix salariés à Tours.

- c. Des services de logistique ou de transports beaucoup plus complets :

Avec seulement la présence de petites compagnies de transport de marchandises de moins de 3,5 tonnes, la CCVA ne dispose pas d'une **offre de transport de grosses marchandises**. En revanche, cette offre est largement présente dans l'agglomération tourangelle grâce à des entreprises comme les *Transport Le Berre* employant 175 salariés et rayonnant en France et à l'étranger. Les entreprises d'Amboise font donc appel à celles-ci pour leurs besoins de transport. Ce type de service ne nécessite pas de proximité

géographique avec l'entreprise cliente, en revanche, ces prestataires s'implantent toujours à proximité d'un grand axe autoroutier d'où leur présence en périphérie de Tours.

Le territoire de Tours se distingue également de celui d'Amboise par la présence de six **entreprises d'entreposage, manutention et conditionnement** alors qu'aucune n'est implantée dans la CCVA.

Ainsi, l'intégralité des services de gestion du quotidien d'une entreprise est disponible sur Tour(s)Plus et offert par des entreprises de plus de dix salariés. Leur rayon d'activité dépasse celui de la communauté d'agglomération et certaines font parties des prestataires de renommée nationale auxquelles les entreprises clientes vont plus facilement accorder leur confiance.

## 2. Des prestataires de services à haute valeur ajoutée beaucoup plus nombreux :

- a. Une meilleure représentation des services de recherche et de technologie associée à la présence d'entreprises exerçant dans le domaine du développement durable :

A contrario d'Amboise où aucun **prestataire en Recherche et Développement** n'est présent, une entreprise nommée *Cébiphar* travaille à développer de nouveaux produits notamment dans les domaines pharmaceutiques, agro-alimentaires et cosmétologiques. Elle est implantée sur la commune de Fondettes, en première périphérie de Tours et emploie 53 salariés. En dehors de cette entreprise, recensée par la CCI, Tour(s)Plus bénéficie de la présence de l'**Université François Rabelais**. A ce titre, des **centres d'études** ont été créés et travaillent à l'élaboration d'innovations. Par exemple, le *Cermel*, en partenariat avec l'école Polytech'Tours département mécanique, effectue des études dans le domaine de la mécanique.

Tours et son agglomération rassemblent également des **cabinets d'architectes**, offre quasi inexistante dans la CCVA. **Les bureaux d'études sont plus diversifiés** à Tours que dans la CCVA. Ceux-ci sont surtout spécialisés dans le domaine du BTP alors que ceux de Tours présentent des compétences plus larges comme dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, du médical mais aussi du développement durable.

La **présence d'entreprises exerçant dans le domaine du développement durable** différencie de ce fait l'agglomération de Tours du territoire d'Amboise. En effet, sur le territoire du Val d'Amboise seule la société *Vitruvie* peut intervenir dans ce domaine. Celle-ci peut notamment effectuer des expertises d'études thermiques et former les professionnels à ces nouvelles techniques de construction plus durable et écologique. En revanche, l'agglomération de Tours regroupe quatre prestataires de plus de dix salariés répertoriés sous le code APE 7112B (ingénierie, études techniques) et sont plus précisément portés sur la thématique du développement durable. Par exemple, le prestataire *Energio* donne des « conseils pour les entreprises et collectivités dans le domaine du développement durable et du commerce équitable »<sup>1</sup> et l'entreprise *Thema Environnement* est un « bureau d'étude et de conseils en environnement ». Un prestataire, *Spincontrol*, effectue des « contrôles, analyses de matériaux et bi-matériaux » sous le code APE 7120B (Analyses, essais et inspections techniques). Enfin, on retrouve un économiste de la construction (code APE 7490A), *Maisonning Eco Habitat*, exerçant des « activités de conseil, étude, négoce, commerce, installation et maintenance d'équipements liés aux énergies renouvelables ».

---

<sup>1</sup> Source : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION CENTRE, [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), consulté en mai 2012.

L'agglomération de **Tours offre donc de meilleurs services sur ces domaines innovants et de pointe que sont le développement durable et les énergies renouvelables** que le Val d'Amboise.

- b. Des services informatiques et de télécommunications beaucoup plus performants grâce à des débits Internet très élevés :

De **nombreux prestataires de services exercent dans le domaine de l'informatique sur Tours**. Par exemple, le nombre d'entreprises de plus de dix salariés exerçant sous le code APE 6311Z (Traitement de données, hébergement et activités connexes) s'élève à huit alors qu'une seule exerce dans la CCVA.

**L'accès à des débits Internet très élevés et notamment à la fibre optique permet aux entreprises des zones d'activités de Tour(s)Plus de bénéficier d'un avantage par rapport à celles de la CCVA.** En effet, la communauté d'agglomération a déjà déployé à son initiative un réseau THD desservant toutes les zones d'activités<sup>1</sup>. Plusieurs opérateurs privés s'appuient sur ce réseau pour offrir un service de télécommunications de grande qualité grâce à la FTTO. Il s'agit d'*Orange*, de *Completel*, de *SFR* et de *Bouygues Telecom*. Les entreprises des zones d'activités tourangelles peuvent donc même faire jouer la concurrence entre ces différents opérateurs afin de bénéficier du meilleur service possible au prix le plus compétitif.

- c. Des prestations de services de marketing et de publicité à plus fort contenu intellectuel :

Les prestataires du domaine des activités de marketing présents sur Tours effectuent des activités dont la valeur ajoutée pour l'entreprise cliente est plus élevée que ceux de la CCVA. En effet, certaines réalisent du **conseil en gestion d'entreprise** ou des études de **prospection et de fidélisation de la clientèle**. C'est le cas de la société *Avanci* exerçant sous le code APE 7311Z (Activités des agences de publicité) et implantée à Saint-Cyr-sur-Loire.

Toutefois, il faut souligner que ces prestations peuvent être réalisées à distance et ne nécessitent pas une proximité géographique forte. En effet, le marketing est une activité intellectuelle au même titre que la R&D. En revanche, elle nécessite une parfaite connaissance de l'entreprise cliente et de son activité afin de cerner la clientèle cible.

### **3. Les services de location et les services aux salariés sont également beaucoup mieux couverts :**

- a. Des services de location plus complets sur Tour(s)Plus :

L'étude des prestataires implantés sur le territoire de la CCVA a permis de montrer qu'un seul prestataire remplissait la fonction de **location de véhicules**. Ce service est offert dans l'agglomération tourangelle par l'intermédiaire de six prestataires de plus de dix salariés. Trois louent des **voitures** et véhicules automobiles légers comme *Auto Tours* et trois des **camions** comme *Servicolis* ou encore *Petit Forestier Services*.

---

<sup>1</sup> Source : CABINET CERIS CONSULTING. *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique 37-V1*. Première version du SDTAN pour le CONSEIL GENERAL DE L'INDRE-ET-LOIRE par le Cabinet Ceris Consulting, 2011. p.9.

En outre, aucun prestataire de la CCVA n'exerce d'activité de **location de machines de bureau et de matériel informatique** (code APE 7733Z) à la différence de Tours où un prestataire de 40 salariés est implanté dans ce domaine : *Europe Computer Systèmes*.

b. Les salariés bénéficient de services de transports performants sur Tour(s)Plus :

L'agglomération de Tours bénéficie d'un véritable réseau de transport urbain de voyageurs par bus grâce au réseau **Filbleu** géré par la société *Kéolis*. De ce fait, les salariés peuvent se rendre sur leur lieu de travail par ce mode de transport en commun. En effet, **le réseau des lignes de bus est dense et dessert toute l'agglomération et ses zones d'activités**. Ce service de transport en commun va d'ailleurs s'enrichir de la construction d'une ligne de tramway qui sera mise en service en septembre 2013. Ce mode de transport est qualifié à haut niveau de service grâce à des temps de parcours réduits. La ligne de tramway bénéficie de sa propre voie et sa progression n'est pas ralentie par la circulation automobile. Plusieurs lignes de bus parmi les principales sont également pourvues de **voies de circulation propres**. En parallèle, *Kéolis* a mis en place un service de **location de vélos**.

Dans l'optique d'encourager les salariés à se rendre sur leur lieu de travail en bus, l'abonnement au réseau *Filbleu* est pris en charge à hauteur de 50 % par les entreprises par l'intermédiaire du versement transport.

Les salariés tourangeaux bénéficient également des services de deux crèches employant plus de dix salariés exerçant sous le code APE 8891A (Accueil de jeunes enfants). L'une est située à Tours et l'autre à Saint-Cyr-sur-Loire. Ce service est aussi rendu dans la CCVA mais seuls les habitants du Val d'Amboise peuvent y prétendre alors que des salariés des quatre zones d'activités de la CCVA résident en dehors de ce territoire au vu des importants flux de déplacements domicile-travail existants entre Amboise et les territoires alentours. Ces salariés ne peuvent donc bénéficier de ce service de garde ce qui peut constituer une gêne importante pour eux.

Au terme de cette étude comparative, il apparaît que le territoire de la CCVA dispose de la plupart des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise ; mais aussi des services d'installation, de maintenance et de services aux salariés. Cependant ces catégories de prestations correspondent à des services de gestion du quotidien des entreprises et ne constituent pas des services à haute valeur ajoutée. **Les prestations de services dites de haut niveau intellectuel sont d'ailleurs absentes de la CCVA. De même, les secteurs innovants de l'économie comme le développement durable ou les dernières technologies de l'informatique et de la télécommunication que sont le Très Haut Débit font globalement défaut en Val d'Amboise.** Ainsi, l'agglomération tourangelle se distingue en offrant ces types de services. De fait, le développement durable et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) forment deux secteurs des hautes technologies auxquels les territoires doivent porter toute leur attention car ils sont au cœur des dynamiques de développement économique, d'attractivité et de durabilité. Leur présence explique la dynamique d'agglomération qui s'est enclenchée autour de Tours. Celle-ci tend à concentrer les activités économiques et prestations de services qui y sont associées dans l'agglomération au détriment du reste du département de l'Indre-et-Loire.

## II. EVALUATION DE LA DEMANDE EN SERVICES AUX ENTREPRISES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA :

La mission que nous a confiée Val d'Amboise comprenait également l'élaboration d'un **diagnostic de la demande en prestations de services notamment par le biais d'enquêtes ou de questionnaires**.

Afin de réaliser un inventaire des besoins des entreprises qui ne sont pas satisfaits sur le territoire du Val d'Amboise et de mieux connaître le comportement des entreprises en termes de prestations de services, **nous avons donc été amenés à réaliser des entretiens et à faire remplir aux entreprises un questionnaire en ligne**.

Les résultats que nous allons vous présenter dans cette partie sont issus des entretiens réalisés ainsi que des réponses obtenues au questionnaire en ligne. Nous verrons tout d'abord comment nous avons procédé pour réaliser le questionnaire en ligne et les entretiens, puis nous verrons comment se comportent les entreprises dans le choix de la réalisation de leurs prestations de services, et enfin nous verrons quels sont les besoins qui ne sont pas satisfaits sur le territoire du Val d'Amboise.

### **A. METHODE CHOISIE POUR LA REALISATION DES ENTRETIENS ET DU QUESTIONNAIRE EN LIGNE :**

#### **1. Sélection d'un échantillon d'entreprises à interroger pour les entretiens :**

Du fait qu'il nous était impossible d'enquêter l'ensemble des entreprises des ZA de la CCVA, nous avons du **mettre au point une méthode d'échantillonnage** que nous allons vous présenter.

##### **a. Définition de différentes catégories d'entreprises :**

Après discussion avec notre tuteur et avec Marie-Line DESLANDES, nous nous étions fixés un **objectif d'une trentaine d'entretiens** à réaliser sur une durée de deux semaines environ. Nous avons également décidé d'**interroger systématiquement les employeurs de plus de 100 salariés** de la CCVA en raison de leur importance dans l'économie locale. Ces employeurs sont au nombre de neuf : cinq entreprises implantées sur les différentes ZA de la CCVA (*PFIZER PGM, MECACHROME, LESTRA SPORT, TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS-BUNDY, JAYBEAM WIRELESS AMPHENOL*), et 4 employeurs hors ZA (le centre hospitalier Robert Debré, la commune d'Amboise, le centre commercial *Leclerc*, et le lycée Léonard de Vinci).

Neuf entretiens leur étaient donc réservés dès le départ, et il en restait une vingtaine à répartir entre les entreprises des ZA de la CCVA comptant moins de 100 salariés. Pour cela, il nous a fallu trouver une méthode d'échantillonnage permettant d'obtenir un panel d'entreprises représentatif.

Nous avons commencé par définir des **catégories d'entreprises en fonction de deux critères** :

- leur **secteur d'activité** (agriculture, industrie, BTP, commerce, ou services),
- leur appartenance à une **tranche en nombre de salariés** (0 salariés, de 1 à 19 salariés, de 20 à 99 salariés, et enfin plus de 100 salariés).

Nous avons délimité les tranches en nombre de salariés de cette manière afin de séparer les Très Petites Entreprises (**TPE**) des **PME** et des **ETI** (c'est-à-dire des Petites et Moyennes Entreprises et des Etablissements de Taille Intermédiaire). En effet, les TPE sont un sous-ensemble des PME qui regroupe les

entreprises comptant entre 0 et 19 salariés. Ce sous-ensemble est prépondérant car il regroupe 63% de la Valeur Ajoutée ainsi que deux tiers des effectifs des PME<sup>1</sup>. Parmi les TPE, nous avons choisi de mettre dans une catégorie à part les entreprises de 0 salarié. La tranche des entreprises de plus de 100 salariés a été créée car au-delà de 100 salariés, les entreprises devaient automatiquement être contactées pour être interrogées. Il n'était donc pas nécessaire de distinguer au sein de cette tranche les PME des ETI. Enfin, la tranche de 20 à 99 salariés regroupe les PME comptant moins de 100 salariés et n'étant pas des TPE.

**b. Répartition des entretiens à effectuer entre les différentes catégories d'entreprises :**

Nous avons ensuite effectué **une première « règle de trois » afin de répartir les entretiens entre les différents secteurs d'activités des entreprises**. Pour cela, nous avons multiplié le poids en termes d'emplois de chaque secteur par rapport au total des emplois offerts par les ZA par le nombre total d'entretien à effectuer sur les ZA de la CCVA, c'est-à-dire 26 (30 entretiens auxquels nous avons ôté les 4 entretiens des employeurs hors ZA).

Secteurs d'activités	Nombre de salariés	Poids du secteur	Nb à interroger arrondi
Agriculture	57	1,3%	1
Industrie	3169	70,1%	18
BTP	414	9,2%	2
Commerce	308	6,8%	2
Services	574	12,7%	3
<b>Total</b>	<b>4522</b>	<b>100%</b>	<b>26</b>

**Tableau 5 : Répartition du nombre d'entretiens à réaliser entre les différents secteurs d'activités**

Par ailleurs, nous avons effectué **une seconde « règle de trois » afin de répartir les entretiens entre les différentes tranches de salariés**. Pour cela, nous avons tout d'abord calculé le nombre total d'emplois offerts par les entreprises de moins de 100 salariés et la part en pourcentage des trois premières tranches d'entreprises (0 salarié, 1 à 19 salariés et 20 à 99 salariés) dans ce total des emplois. Nous avons ensuite multiplié les pourcentages obtenus par le nombre d'entretiens à réaliser pour les entreprises de moins de 100 salariés (soit 20 entretiens) ; et nous avons obtenu que nous devons interroger 6 entreprises de 1 à 19 salariés et 14 entreprises de 20 à 99 salariés (Voir tableau page suivante).

---

<sup>1</sup> Source pour la définition et les différentes valeurs : MINISTERE DE L'ARTISANAT DU COMMERCE ET DU TOURISME, <http://www.pme.gouv.fr>, consulté en mai 2012.

<b>Total des emplois</b> .....	<b>4522</b>		
<b>Dont</b> offerts par les entreprises de plus de 100 salariés	2053		
<b>Dont</b> offerts par les entreprises de moins de 100 salariés	<b>2469</b> .....	<b>Dont</b> offerts par les entreprises de 20 à 99 salariés	1680 soit $0,7 * 2469$
		..... <b>Dont</b> offerts par les entreprises de 1 à 19 salariés	789 soit $0,3 * 2469$
			$0,7 * 20 = 14$
			$0,3 * 20 = 6$

**Tableau 6 : Répartition du nombre d'entretiens à effectuer entre les différentes tailles d'entreprises en termes d'effectif**

Puis nous avons réparti les 6 entretiens réservés aux entreprises de 1 à 19 salariés et les 14 entretiens réservés aux entreprises de 20 à 99 salariés entre les différents secteurs selon le poids des tranches de salariés dans chacun des secteurs (Exemple pour le secteur de l'agriculture : poids de la tranche d'entreprises de 1 à 19 salariés dans le secteur de l'agriculture = nombre d'emplois offerts par les entreprises de 1 à 19 salariés du secteur de l'agriculture / nombre d'emplois offerts par toutes les entreprises du secteur de l'agriculture de moins de 100 salariés ; et poids de la tranche d'entreprises de 20 à 99 salariés dans le secteur de l'agriculture = nombre d'emplois offerts par les entreprises de 20 à 99 salariés du secteur de l'agriculture / nombre d'emplois offerts par toutes les entreprises du secteur de l'agriculture de moins de 100 salariés. Nous avons fait de même pour chaque secteur.).

Enfin, en croisant le nombre d'entreprises à interroger dans chaque secteur obtenu par la première règle de trois, et le poids de chaque tranche de salariés au sein de chacun des secteurs, nous avons obtenu le tableau suivant :

**Echantillon à interroger :**

	<b>0 salarié</b>	<b>de 1 à 19 sal</b>	<b>de 20 à 99 sal</b>	<b>&gt; 100 sal</b>
<b>Agriculture</b>	0	0	1	0
<b>Industrie</b>	0	3	10	5
<b>BTP</b>	0	1	1	0
<b>Commerce</b>	0	1	1	0
<b>Services</b>	1 si possible	1	2	0
<b>Total</b>	1 si possible	6	15	5

+ 4 employeurs hors ZA : le centre hospitalier Robert Debré, la commune d'Amboise, le centre commercial *Leclerc*, et le lycée Léonard de Vinci

**Tableau 7 : Répartition du nombre d'entretiens à réaliser entre les différentes catégories d'entreprises préalablement définies (croisement du secteur d'activités et de l'effectif salarié)**

c. Choix des entreprises au sein de chacune des catégories :

**Nous avons choisi d'attribuer une note aux entreprises en fonction de deux critères :**

- **leur poids en nombre de salariés** dans l'emploi total (nombre de salariés de l'entreprise/total des emplois),
- **le poids du secteur** auquel elles appartiennent dans l'emploi total (nombre d'emplois du secteur/total des emplois).

Ensuite, nous avons décidé de contacter les entreprises par ordre de note dans chacune des catégories jusqu'à obtenir un nombre d'entretiens suffisant.

Après avoir élaboré la méthode d'échantillonnage, nous avons pu passer à une phase un peu plus opérationnelle d'échange et de rencontre avec les entreprises. Mais il a fallu tout d'abord préparer un guide d'entretien et élaborer un questionnaire Internet.

## ***2. Préparation d'un guide d'entretien pour les entreprises choisies par l'échantillonnage :***

Afin d'être efficaces lors des enquêtes personnalisées, nous avons décidé de nous munir d'un guide d'entretien. Nous avons décidé collectivement des questions à poser à la personne interviewée et le guide a été **construit sur la base d'une durée d'environ trente minutes** par entretien.

Nous avons choisi de commencer par **questionner les entreprises concernant le choix de leur localisation**. Ensuite, nous avons décidé d'**interroger les entreprises sur les services qu'elles utilisent** parmi nos huit catégories et pour chaque service utilisé, de demander s'il est réalisé en interne ou en externe, et dans le cas où il est réalisé en externe, la localisation du prestataire ainsi que les raisons du choix de celui-ci. Ce système permet de recenser rapidement les prestations utilisées et laisse du temps pour approfondir certains points en détails. **Quelques questions ouvertes** ont également été ajoutées à ce guide d'entretien afin de permettre aux dirigeants d'entreprises de s'exprimer sur leurs insatisfactions actuelles et leurs souhaits.

Marie-Line DESLANDES avait effectué pour nous un **premier test du guide d'entretien** auprès d'une entreprise, ce qui nous a permis de le **remanier** pour que la durée prévue pour les entretiens soit respectée.

Vous trouverez ce guide d'entretien en annexe.

## ***3. Prise de RDV avec les entreprises retenues par l'échantillonnage :***

Les entreprises retenues par l'échantillonnage ont été contactées par téléphone et parfois par mail afin de solliciter un rendez-vous. **Nous avons alors obtenu quelques refus** de la part d'entreprises ne souhaitant pas nous rencontrer. Plusieurs raisons expliquent ces refus. Tout d'abord, certaines entreprises n'ont pas souhaité participer à notre étude car elles **ne se sentaient pas concernées**. D'autres dirigeants nous **ont expliqué ne pas utiliser de prestations de services** et par conséquent ne pas vouloir d'entretien à ce propos. D'autres encore **n'ont pu nous accorder un rendez-vous faute de temps à nous consacrer**. Ceci est particulièrement vrai pour les artisans du secteur du BTP, très occupés en cette période de l'année (mois de Juin). Enfin, certains responsables qui auraient été à même de nous répondre étaient en **congrés lors de notre étude**.



Au terme de cette phase, nous avons tout de même obtenu vingt-et-un entretiens en plus du premier entretien test effectué par Marie-Line DESLANDES.

Nombre d'entretiens effectivement réalisés et idéal, par secteur et par classe d'effectif		Classes d'effectif							
		0 salarié		De 1 à 19 salariés		De 20 à 99 salariés		Plus de 100 salariés	
		Effectivement réalisés	Idéal	Effectivement réalisés	Idéal	Effectivement réalisés	Idéal	Effectivement réalisés	Idéal
Secteurs d'activité	Agriculture	0	0	0	0	1	1	0	0
	Industrie	0	0	6	3	4	10	3	5
	BTP	0	0	0	1	1	1	0	0
	Commerce	0	0	1	1	0	1	0	0
	Services	0	1 si possible	2	1	2	2	0	0
	Employeurs hors ZA	0	0	0	0	0	0	2	4
Total		0	1 si possible	9	6	8	15	5	9

Tableau 8 : Nombre d'entretiens effectivement réalisés comparé à l'objectif de nombre d'entretiens par secteur d'activité et par classe d'effectif

Voici maintenant la liste des entreprises que nous avons interrogées par secteurs et par classes d'effectif :

- Agriculture, de 20 à 99 salariés : *Galar* ;
- Industrie, de 1 à 19 salariés : *TCI composites, Citerneo, Costen, Loire mécanique, Sepchat Sorit, Saumep* ;
- Industrie, de 20 à 99 salariés : *Lonza, Equip Labo, ATEMIP, Yvelinox* ;
- Industrie, plus de 100 salariés : *Pfizer PGM, TI Group Automotiv Systems Bundy, Jaybeam Wireless Amphenol* ;
- BTP, de 20 à 99 salariés : *Regnier CC* ;
- Commerce, de 1 à 19 salariés : *A2ME* ;
- Services, de 1 à 19 salariés : *Toutat'home, Amboise paysage* ;

- Services, de 20 à 99 salariés : *Communauté de communes du Val d'Amboise, Ansamblé Val de France* ;
- Employeurs hors ZA, plus de 100 salariés : *Centre commercial Leclerc, Lycée Léonard de Vinci*.

#### **4. *Elaboration d'un questionnaire à remplir en ligne à destination de toutes les entreprises des ZA de la CCVA et envoi de celui-ci :***

Afin d'augmenter notre taux de réponse et ainsi d'obtenir des données significatives, nous avons décidé d'**envoyer un questionnaire en ligne à destination de toutes les entreprises des quatre zones d'activités**.

Pour cela, nous avons réalisé un **questionnaire à remplir à l'aide du logiciel Adobe Reader** que vous pouvez voir en annexe. Ce format de fichier présente l'avantage de pouvoir être utilisé par un maximum d'entreprises car on peut supposer que toutes possèdent ce logiciel gratuit permettant de lire les fichiers PDF.

Le questionnaire Internet présente des cases que l'on peut cocher d'un simple clic de la souris ainsi que des pointillés où du texte peut être tapé. Il contient également deux boutons : un bouton « *Envoyer par messagerie* » et un autre « *Imprimer le formulaire* ». Ces derniers permettent à la personne qui remplit le questionnaire d'effectuer **automatiquement et simplement** ces actions. L'utilisation de ce logiciel pour élaborer ce questionnaire présente également **l'avantage de pouvoir importer directement l'ensemble des réponses obtenues dans un tableau Excel** ce qui peut faire gagner beaucoup de temps lors du traitement des questionnaires.

D'autre part, nous avons obtenu grâce à Fabien QUINTIN, qui s'occupe de l'informatique à la CCVA, une **adresse mail du domaine de la communauté de communes** : [enquete.services@cc-valdamboise.fr](mailto:enquete.services@cc-valdamboise.fr). Celle-ci nous a permis d'**avoir une plus grande crédibilité** auprès des entreprises que si nous avions utilisé nos adresses mail personnelles ou créer une adresse dans un autre domaine que celui de la CCVA. Elle a été communiquée aux entreprises qui pouvaient l'utiliser pour nous contacter.

Dès que cette adresse a été créée, nous avons pu **élaborer un listing des adresses mail des entreprises** puis envoyer notre questionnaire par mail.

Dans le mail que nous avons envoyé aux entreprises, nous avons expliqué que nous étions stagiaires à la CCVA et que dans ce cadre nous effectuions une étude sur les besoins en prestations de services des entreprises du territoire. Nous avons également fourni aux entreprises nos noms ainsi que l'adresse mail où elles pouvaient nous contacter. Enfin, nous avons donné une date limite de réception des questionnaires fixée au 25 juin 2012. **Le questionnaire a été envoyé sous forme de pièce jointe de même qu'une page de consignes et qu'une lettre du Président de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, M. Claude COURGEAU**. Cette dernière expliquait la démarche de notre stage et nous a permis également d'avoir plus de crédibilité auprès des entreprises.

#### **5. *Réception des réponses aux questionnaires Internet :***

Si les premières réponses au questionnaire Internet sont arrivées le jour même de l'envoi de celui-ci, très rapidement, les réponses se sont faites de plus en plus rares. Nous avons donc décidé de faire remplir des questionnaires également lors de certains entretiens afin d'obtenir un nombre de réponse suffisant pour être représentatif.

## **6. Réalisation des entretiens et traitement de ceux-ci « au fil de l'eau » :**

Pour chacun des entretiens, **nous nous sommes rendus par binôme dans l'entreprise**. Ceci nous a donné un aperçu et une vision globale de l'entreprise, toujours dans un esprit d'imprégnation du territoire et d'une meilleure connaissance des entreprises qui le composent. Nous avons alors **utilisé le guide d'entretien préalablement élaboré**. Il s'est révélé efficace puisque les entretiens ont tous duré environ trente minutes et nous ont permis de récolter un maximum d'informations. De plus, nous n'avons globalement pas rencontré de problèmes d'incompréhension et lorsque notre interlocuteur le souhaitait, il pouvait se faire préciser ce à quoi renvoyait une sous-catégorie de services.

Tous ces entretiens ont été traités à l'issue de chaque rendez-vous par la rédaction d'un compte-rendu.

## **7. Mise en commun et exploitation des réponses au questionnaire et des résultats des entretiens :**

Lors de certains entretiens, nous avons fait remplir un exemplaire du questionnaire en ligne afin d'augmenter notre taux de réponse à celui-ci. C'est alors que nous avons pu constater que certains dirigeants n'avaient pas reçu ce questionnaire. En effet, nous ne possédions pour la plupart que les adresses mail générales des entreprises et pas les adresses mail des personnes à même de répondre au questionnaire. Le mail devait donc être transmis à ces dernières ce qui n'a visiblement pas toujours été effectué. D'autre part, il est fort probable que notre mail soit arrivé directement dans les SPAM du fait de la présence des mots enquête et questionnaire. Le questionnaire Internet n'était sans doute pas l'outil le plus adapté pour augmenter notre taux de réponse pour notre enquête.

Comme nous l'avons vu précédemment, **les réponses au questionnaire en ligne ont pu être importées directement dans un tableau Excel**. Cela nous a fait gagner beaucoup de temps au vue du très grand nombre de cellules que compte le tableau. Nous avons pu rapidement **effectuer des traitements statistiques et analyser les réponses** obtenues.

Concernant les entretiens, nous avons **échangé les comptes-rendus entre binômes** puis nous avons recensé et compté les services décrits comme étant manquants ou insatisfaisants par les entreprises. Lors de la phase d'exploitation des entretiens, nous avons trouvé intéressant de **séparer les demandes des entreprises selon leur taille** (plus ou moins de 20 salariés). En effet, nous avons constaté que les entreprises n'avaient pas les mêmes besoins selon leur taille. Les besoins ont donc été recensés dans quatre tableaux selon si les services étaient manquants ou insatisfaisants, ou encore exprimés par une entreprise de plus ou moins 20 salariés

## **B. COMPORTEMENT DES ENTREPRISES DE LA CCVA EN TERMES DE PRESTATIONS DE SERVICES :**

### **1. Deux explications à l'internalisation :**

- a. Les entreprises appartenant à un groupe possèdent des filiales réalisant des prestations de services :

Parmi les 21 entreprises interrogées, certaines appartiennent à un grand groupe. Ces grands groupes ont développé des **filiales réalisant des prestations de services pour chacun des établissements**. C'est le cas

d'entreprises comme *Pfizer PGS* ou encore *Jaybeam Wireless Amphenol* qui ont regroupé leurs services de gestion dans une optique d'optimisation de ces services.

- b. L'internalisation peut permettre une plus grande flexibilité et une plus grande maîtrise des prestations de services :

Certains responsables nous ont indiqué qu'ils préféreraient garder en interne la réalisation de certains services. En effet, l'entreprise conserve ainsi une **plus grande flexibilité puisqu'elle n'est pas liée avec un prestataire extérieur par un contrat**. Les contrats de délégation peuvent constituer une contrainte aux yeux de certaines entreprises qui ne sont pas sûres d'avoir besoin de ce service sur le long terme ou de manière régulière. En revanche, confier une tâche de manière ponctuelle à un salarié est plus flexible.

En outre, la délégation peut être vue comme une perte de la maîtrise de la prestation pour certains services. La **réactivité** se trouve diminuée si l'entreprise veut modifier des éléments de la prestation. En effet, le salarié va pouvoir s'adapter plus rapidement aux changements alors que le prestataire se base sur un contrat qu'il faudra alors modifier d'où une perte de temps.

## 2. Deux arguments à l'externalisation :

- a. Elle permet aux petites entreprises de se concentrer sur leur cœur de métier :

Parmi les entreprises interrogées, un certain nombre font partie des PME voire des TPE et emploient peu de salariés. **Tous les salariés travaillent donc à la réalisation de l'activité principale** de l'entreprise. Par conséquent, des prestations comme les services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise sont déléguées.

- b. L'externalisation permet de bénéficier d'une prestation de qualité grâce au savoir-faire spécialisé du prestataire :

L'externalisation permet de choisir le prestataire le plus compétent aux yeux des entreprises. Les savoir-faire des employés de ces prestataires garantissent à l'entreprise une qualité de réalisation supérieure à celle des salariés de leur propre entreprise. Ceci est d'autant plus vrai pour les petites entreprises qui ne vont pas bénéficier des ressources financières nécessaires à la **formation des salariés aux évolutions du métier**. Les prestations de services de **secteurs à évolution rapide** comme les services informatiques ou ceux de marketing, communication sont particulièrement concernés et l'appel à un prestataire spécialisé garantit, dans ces cas, une prestation de qualité.

Toutes les entreprises interrogées externalisent au moins l'un des nombreux services aux entreprises recensés. Nous allons donc étudier maintenant les critères de choix de ces prestataires afin de mieux connaître leurs attentes.

## 3. Importance de la localisation dans le choix du prestataire de service :

- a. La plupart des entreprises privilégient un prestataire de proximité lorsque l'offre répond aux autres de leurs exigences :

Une grande majorité des entreprises déclarent privilégier la proximité du prestataire si celui-ci répond également aux autres critères importants de choix. En effet, le choix d'un prestataire résulte de la combinaison de plusieurs critères ; les entreprises essayant de maximiser chacun de ces critères afin

d'**obtenir le meilleur service possible** tout en rationalisant les coûts engagés dans la délégation de services. Au cours de ce processus de choix, de nombreuses entreprises attachent un intérêt particulier à sélectionner un prestataire local lorsque cela est possible. Ce phénomène s'avère être plus accentué pour les petites entreprises comme *Amboise Paysage*, *Costen* ou encore *Loire mécanique* qui emploient moins de vingt salariés. Ces entreprises indiquent choisir un prestataire de proximité dès que possible dans un **esprit de soutien aux autres entreprises du territoire et de participation au développement économique du bassin de vie**. Elles apprécient également la **facilité des contacts** obtenus avec ces prestataires locaux en pouvant se rendre directement sur place auprès du prestataire. La proximité du prestataire devient alors un atout majeur.

Toutefois, cette **notion de proximité varie selon les responsables interrogés**. Pour certains, la proximité d'un prestataire se réduit au territoire de la CCVA alors que pour d'autres, **les prestataires de la communauté d'agglomération de Tours sont également considérés comme proches**.

En outre, les responsables des entreprises nous ont expliqué que certains services ne nécessitaient pas d'être proches pour être réalisés. Par exemple, les transporteurs de marchandises ne nécessitent pas d'être implantés à proximité de leurs clients mais ont plutôt intérêt d'être installés au niveau d'un nœud autoroutier afin de pouvoir se rendre rapidement partout en France.

b. *L'absence de prestataires sur le territoire de la CCVA explique le report sur d'autres prestataires plus éloignés :*

Certaines prestations de services ne sont pas actuellement offertes sur le territoire de la CCVA. Par conséquent, les entreprises souhaitant y recourir sont contraintes d'élargir leur champ de recherche de prestataires. Dans ce cas, leurs recherches de prestataires se portent toujours dans un premier temps vers l'agglomération de Tours puis élargissent ensuite leur recherche à la Région Centre. Les services juridiques, par exemple, sont absents de la CCVA mais présents sur Tour(s)Plus. Par conséquent, la plupart des prestataires de services juridiques choisis par les entreprises interrogées s'y trouve à l'exception de quelques entreprises de grands groupes où le prestataire est alors national.

c. *La nature de la demande en prestations de services et sa spécificité peut impliquer des choix lointains :*

Parmi les entreprises des zones d'activités de la CCVA, certaines du secteur de l'industrie nécessitent dans leur production des équipements spécialisés avec des technologies de pointe. Peu d'entreprises sont donc à même de répondre à ces besoins et peuvent donc se trouver partout en France voire dans d'autres pays de l'Union Européenne. Le choix du prestataire est parfois restreint selon la spécificité du matériel demandé. Et **plus le matériel va être spécifique, plus les prestataires capables de les installer puis d'en effectuer la maintenance seront rares et possiblement éloignés**.

Certaines entreprises envoient la majorité de leur production vers toute la France et même à l'étranger. Par conséquent, celles-ci sollicitent des transporteurs nationaux pour la réalisation de cette prestation. Le lieu de destination des marchandises produites détermine donc la localisation des transporteurs de marchandises.

#### *4. Autres critères de choix du prestataire de services :*

- a. La compétence du prestataire constitue une composante essentielle dans le choix du prestataire :

Les entreprises ont aujourd'hui un niveau d'exigence de qualité de plus en plus élevé vis-à-vis de leurs prestataires et n'hésitent plus à faire jouer la concurrence pour obtenir le meilleur service possible. La compétence des prestataires de service et la **qualité du service rendu** est donc examinée avec attention par les entreprises clientes. **Certains responsables ont d'ailleurs déclaré que le critère de la compétence était supérieur à celui de la proximité dans leurs critères de choix.**

- b. Le coût de la prestation de services participe également au choix dans un contexte de crise économique :

Toutes les entreprises considèrent le critère économique comme un élément important dans leur choix. Chacune essaie toujours de **trouver la meilleure adéquation entre la qualité de la prestation rendue et son coût**. En effet, de nombreuses entreprises parmi celles interrogées connaissent des difficultés dans leur activité et portent une plus grande attention aux dépenses qu'elles effectuent en général et donc aux prestations de services.

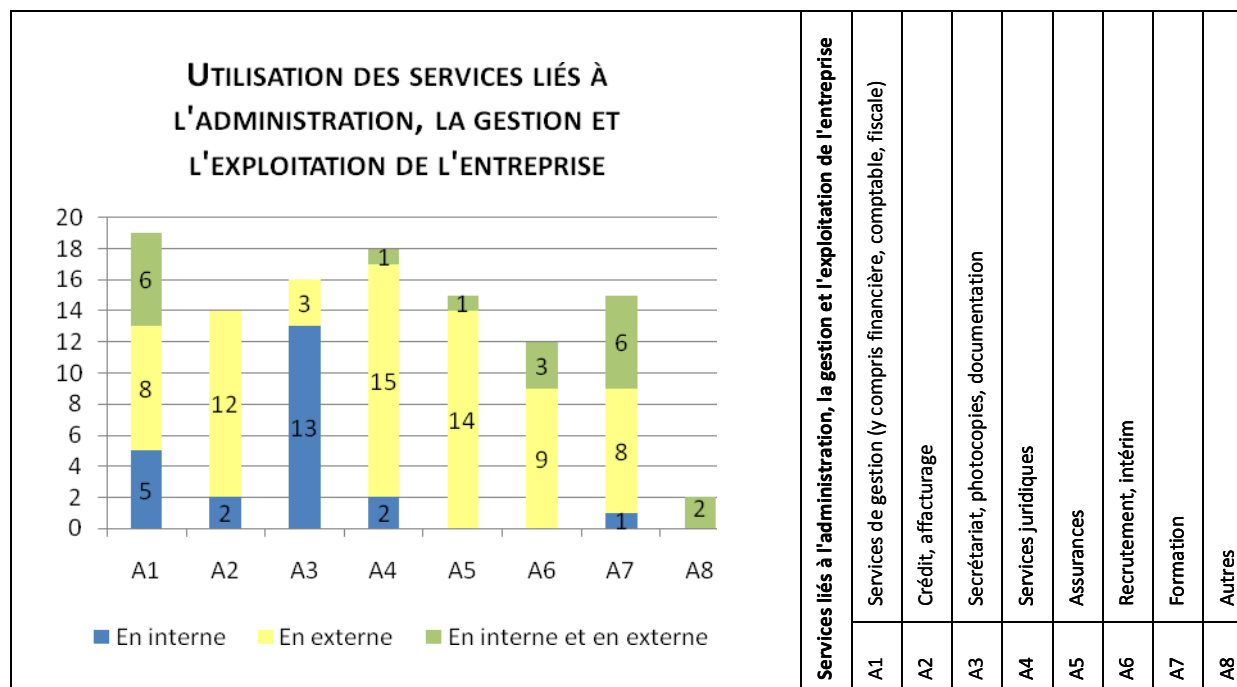
- c. La relation de confiance établie entre le prestataire et l'entreprise cliente joue un rôle important dans le choix du prestataire :

**De nombreuses entreprises se sont dites attachées à certains de leurs prestataires qui les suivent depuis le début de leur activité et connaissent parfaitement l'histoire et les évolutions de l'entreprise.** Ceci est le cas pour les catégories de services correspondant à des besoins quotidiens et établis sur le long terme. Ainsi, les services liés à l'administration, la gestion, et l'exploitation de l'entreprise sont utilisés dès la création de l'entreprise comme le service de crédit, affacturage lorsque le créateur d'entreprise emprunte pour établir son entreprise. Il en va de même pour les services d'installation et de maintenance du matériel de production. Faire appel au même prestataire tout au long de la maintenance d'une machine garantit une bonne qualité de l'intervention grâce à une meilleure connaissance de la machine.

De ce fait, des relations pérennes s'établissent entre prestataires et clients, et **les responsables ne souhaiteraient pas changer de prestataires dans le cas où un nouveau s'implanterait dans la CCVA.**

## C. UTILISATION ET LOCALISATION DES DIFFERENTES CATEGORIES DE SERVICES PAR LES ENTREPRISES DE LA CCVA :

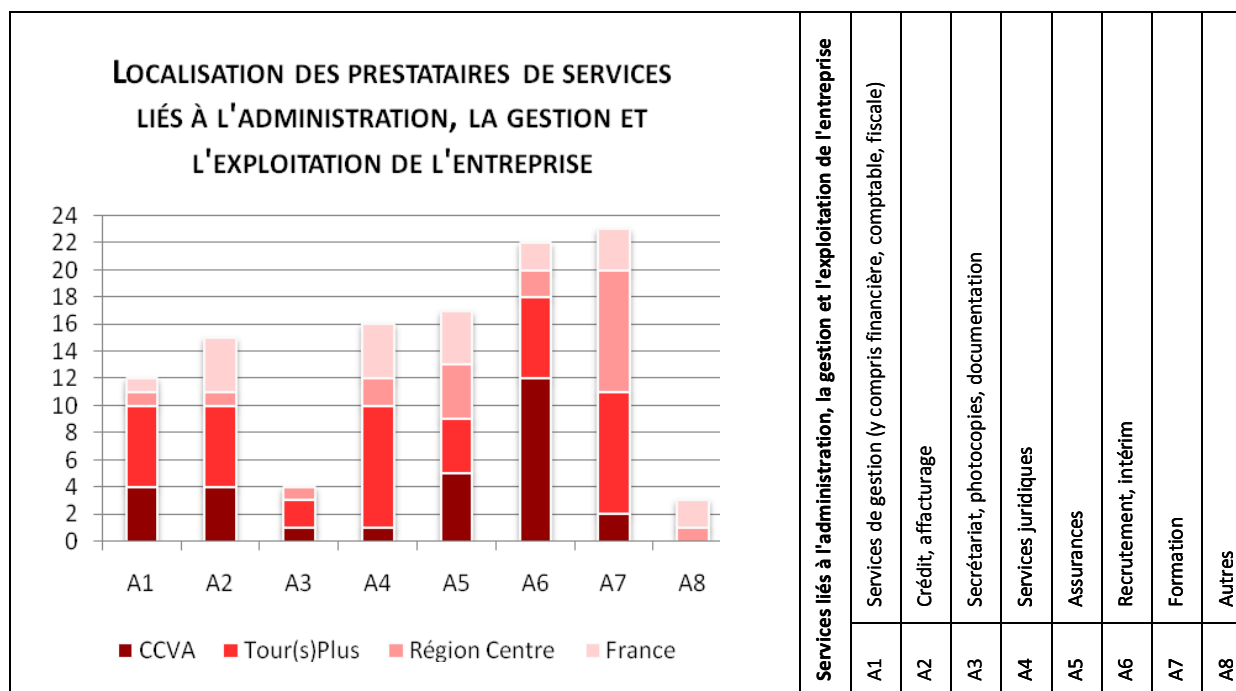
### 1. Des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise fréquemment utilisés et une offre locale satisfaisante



Graphique 31 : Répartition de la réalisation des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)

Globalement, **plus des quatre cinquièmes des 19 entreprises utilisent ces services** appartenant à la gestion du quotidien d'une entreprise. En effet ces services sont souvent indispensables au bon fonctionnement de l'entreprise. **Pour les réaliser, 80 % des entreprises font appel à un prestataire extérieur** et 45 % ont même choisi de les externaliser intégralement. En effet, ils ne relèvent pas du cœur du métier des entreprises et les externaliser leur permet un **recentrage sur leur activité principale**, créatrice de valeur ajoutée.

Toutefois, toutes les sous-catégories de ces services ne sont pas externalisées dans les mêmes proportions. Par exemple, 70 % des entreprises ont gardé en interne les fonctions de *secrétariat, photocopies, documentation* (A3) puisque ces tâches peuvent être facilement réalisées au sein de l'entreprise. En revanche, les *services juridiques* (A4) sont fortement externalisés car ils nécessitent des compétences très spécifiques en matière de droit. De plus, la plupart des entreprises y ont recours seulement de manière ponctuelle. Ce service ne nécessite donc pas la présence d'un employé permanent au sein de l'entreprise. Seules deux entreprises, *Pfizer PGS* et *Ansamble*, possèdent un service juridique interne. La nature du métier de *Pfizer PGS* explique la nécessité d'un service interne de gestion des problèmes juridiques. L'appartenance d'*Ansamble* à un grand groupe français explique la présence d'un service juridique interne au groupe.



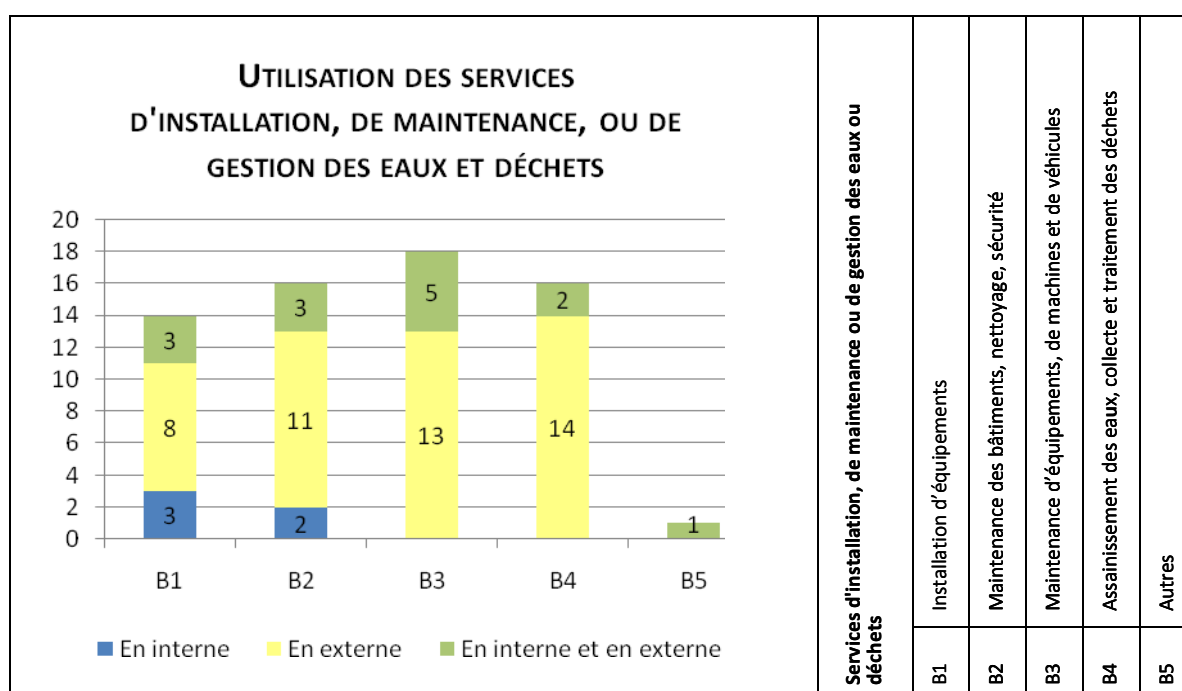
**Graphique 32 : Répartition des localisations des prestataires de services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

**Les prestataires de services de gestion du quotidien de l'entreprise se trouvent majoritairement dans la CCVA ou Tour(s)Plus** puisque six prestataires sur dix y sont implantés. Parmi eux, un quart sont localisés dans la CCVA. Globalement, les entreprises réussissent à déléguer leurs besoins en gestion du quotidien localement. Néanmoins, certains besoins sont majoritairement réalisés en Région Centre voire en France comme la *Formation* (A7) avec 52 % des prestataires. Et 17,8 % des services sont réalisés par des prestataires implantés partout en France.

L'entreprise *Pfizer PGS* sollicite également des services de traduction mais aussi de gestion des déplacements professionnels de ses salariés au niveau de la région Centre, de la France voire de l'étranger. Ces services correspondent à la catégorie *Autres* (A8) du graphique ci-dessus.



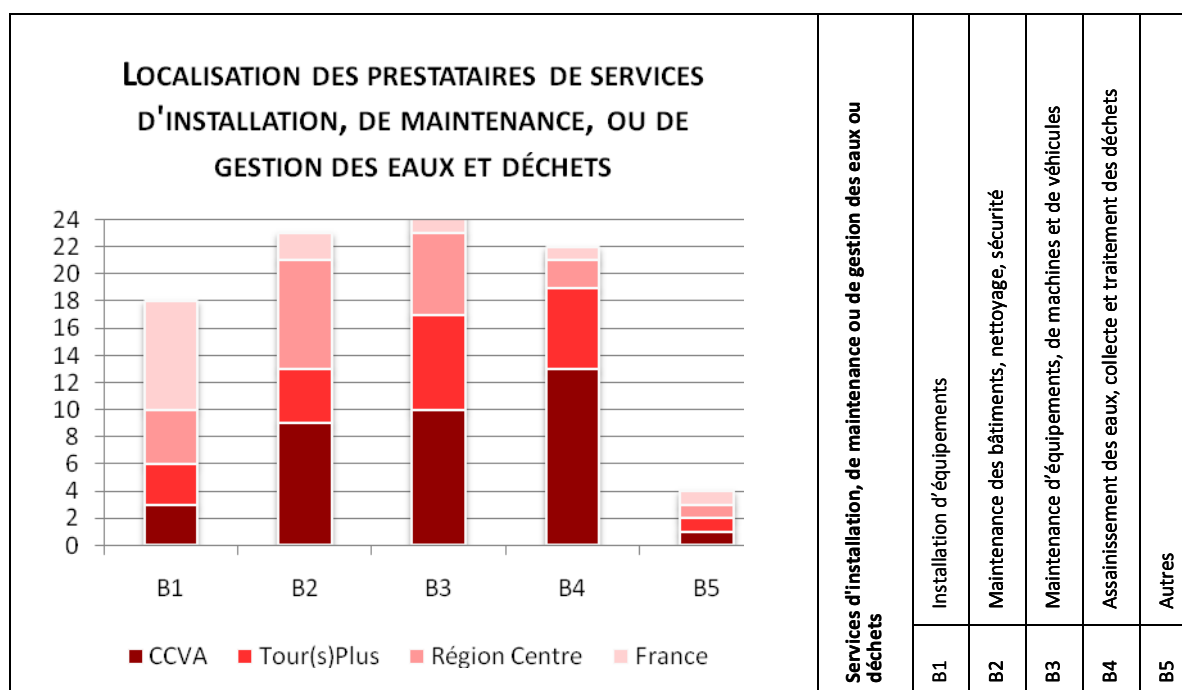
## 2. Des services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux ou déchets fortement sollicités mais pas tous couverts dans la CCVA



**Graphique 33 : Répartition de la réalisation des services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux et déchets selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Les services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux et déchets revêtent aussi un caractère indispensable à la pérennité de l'entreprise et notamment à l'optimisation de la production grâce à un maintien en bon état du matériel de production. De ce fait, **83 % des entreprises utilisent ces services. 92 % de ces services sont externalisés au moins en partie et 70 % le sont complètement.** En effet, dans la majorité des cas, l'entreprise qui vend le matériel se charge également de son installation et de sa maintenance surtout lorsque celui-ci est spécifique. D'ailleurs, toutes les entreprises questionnées indiquent externaliser au moins en partie la *Maintenance d'équipements, de machines et de véhicules* (B3).

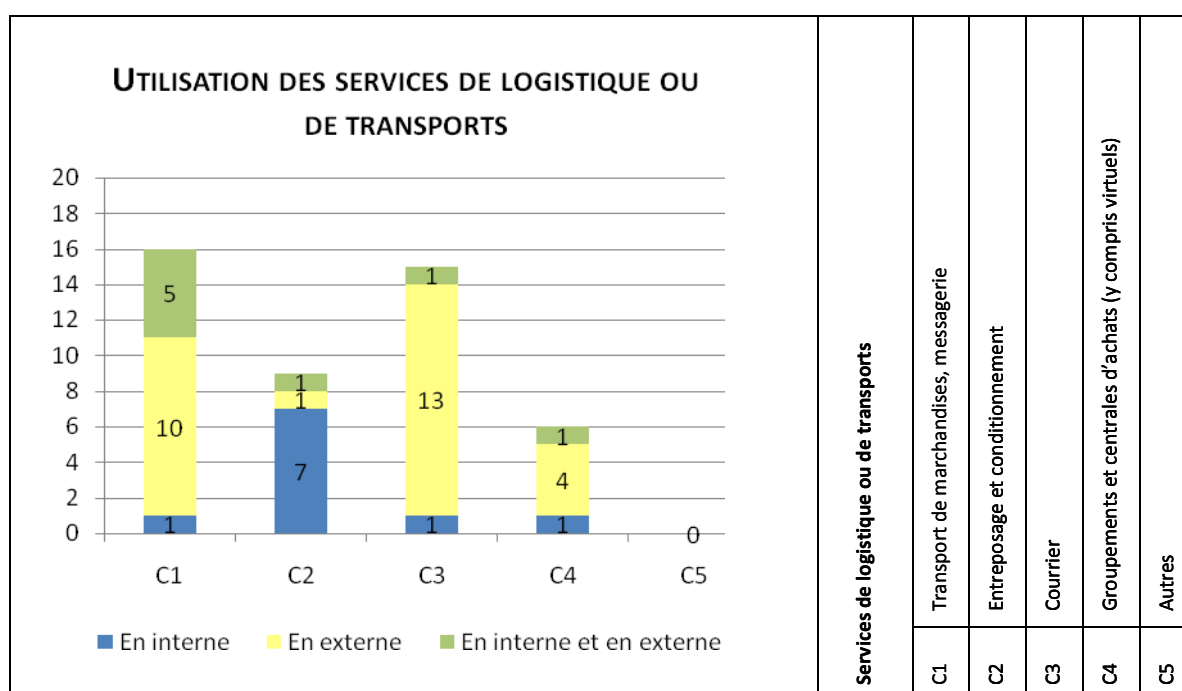
De même, le service d'*Assainissement des eaux, collecte et traitement des déchets* (B4) est toujours en partie voire totalement externalisé.



**Graphique 34 : Répartition des localisations des prestataires de services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux et déchets selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Globalement, **quatre prestataires de ce type de services sur dix sont localisés dans la CCVA et les trois cinquièmes dans la CCVA ou sur Tour(s)Plus**. Mais des disparités de localisation entre les services peuvent être observées. Ainsi, si 60 % des prestataires d'*Assainissement des eaux, collecte et traitements des déchets* (B4) sont situés dans la CCVA seulement un sixième des prestataires d'*Installation d'équipements* (B1) s'y trouvent. Ceci s'explique par une demande des entreprises en matériel de production très spécifique. Seules quelques entreprises spécialisées sur ces marchés de niches peuvent répondre à ces besoins. Par conséquent, celles-ci sont implantées à 44 % en France. Des entreprises font même appel à des prestataires étrangers et notamment allemands en matière d'équipements de qualité.

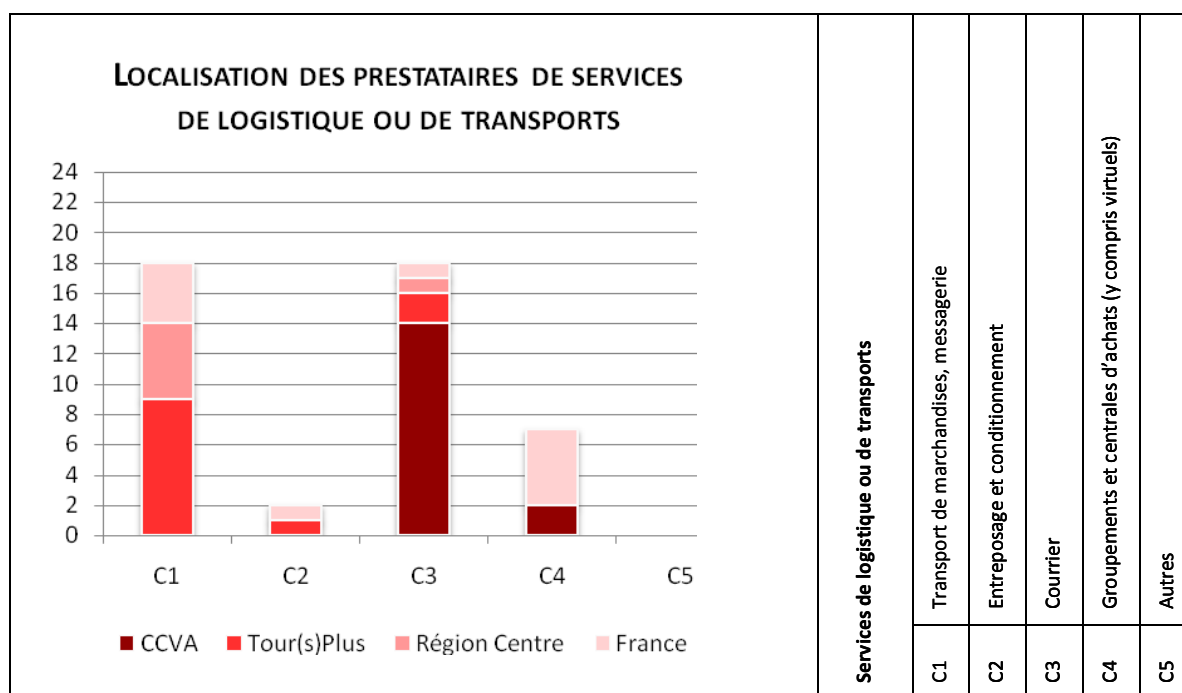
### 3. Des services de logistique ou de transports inégalement demandés et satisfaits au sein de la CCVA



Graphique 35 : Répartition de la réalisation des services de logistique ou de transports selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)

En moyenne, **62 % des entreprises ont besoin des services de logistique ou de transports** pour mener à bien leur activité. Néanmoins, toutes les sous-catégories de ces services ne sont pas autant utilisées. Ainsi, les services de *Transport de marchandises, messagerie* (C1) et de *Courrier* (C3) sont utilisés à 85 % par les entreprises. En revanche, l'*Entreposage et conditionnement* (C2) et les *Groupements et centrales d'achats* (C4) sont beaucoup moins consommés puisque seulement 47 % des entreprises disent les utiliser.

Le mode de réalisation de ces services (en interne ou en externe) montre aussi de fortes disparités. En moyenne sur les quatre sous-catégories, **près des quatre cinquièmes des entreprises ont choisi de les externaliser et 61 % ont même décidé de les déléguer entièrement**. Mais parmi ces quatre services, deux sont plus fortement externalisés. Les entreprises ont choisi d'externaliser en partie ou totalement le service *Transport de marchandises, messagerie* (A1) ainsi que le *Courrier* (A3) à hauteur de 93,3 % alors qu'elles sont seulement 22,2 % à externaliser l'*Entreposage et conditionnement* (A2). Ceci s'explique par l'absence de prestataires offrant des locaux d'entreposage à proximité des entreprises dans la CCVA.



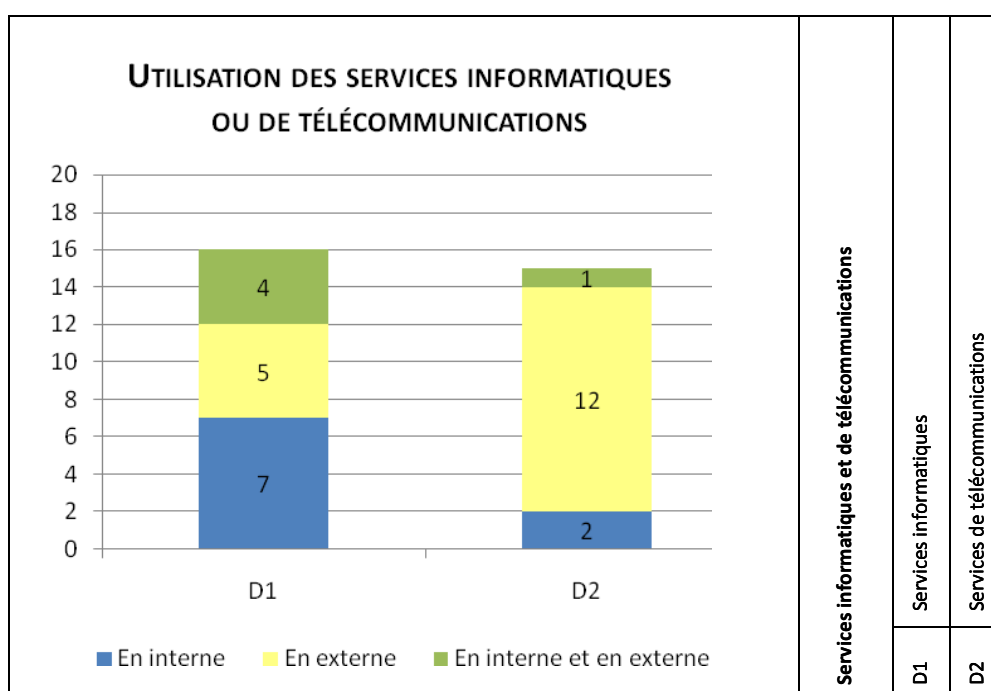
**Graphique 36 : Répartition des localisations des prestataires de services de logistique ou de transports selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Puisqu’aucun transporteur n’est implanté dans la CCVA, la moitié des entreprises font donc appel à l’un des nombreux prestataires implantés sur Tour(s)Plus et l’autre moitié à des prestataires plus éloignés (situés en Région Centre ou en France). **La localisation du prestataire sollicité dépend en partie du lieu de destination de la marchandise transportée.** Ainsi, les entreprises vendant leurs marchandises partout en France font appel à un prestataire national.

Près des quatre cinquièmes des entreprises sollicitent les services de *La Poste* pour gérer leur courrier. Les autres prestataires sollicités pour des services de courrier sont situés en dehors de la CCVA avec des prestataires comme *Chronopost*.

Les entreprises qui ont déclaré utiliser un service de *Grouperments et centrales d’achats* (C4) localisé sur la CCVA sont des entreprises du GEIDA qui bénéficient de tarifs préférentiels sur l’achat de fournitures de bureaux par exemple. Mais on ne peut pas à proprement parler de centrale d’achat puisque le GEIDA s’est contenté de négocier les tarifs avec certains fournisseurs mais ne passe pas les contrats en son nom. En effet, les entreprises passent les contrats directement en leur nom et il n’y a pas d’obligation pour les entreprises du groupement de faire appel aux prestataires avec lesquels le GEIDA a obtenu des tarifs préférentiels. Par ailleurs, cinq entreprises, dont la plupart appartiennent à un groupe ou à une filière, effectuent des achats groupés par le biais de centrales situées partout en France.

#### 4. Des services informatiques et télécommunications aujourd'hui indispensables aux entreprises :

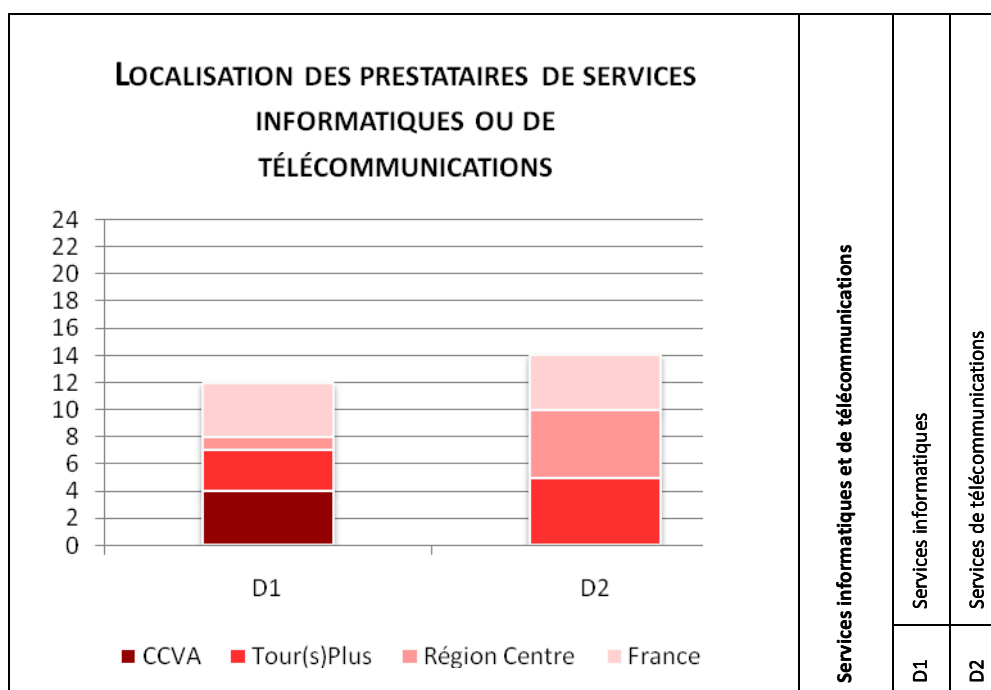


Graphique 37 : Répartition de la réalisation des services informatiques ou de télécommunications selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)

En moyenne, **81,6 % des entreprises utilisent les services informatiques ou de télécommunications** pour le fonctionnement de leur entreprise. Celles qui ne les utilisent pas s'avèrent être de toutes petites entreprises. Toutes les autres entreprises se servent de ces services aujourd'hui devenus indispensables pour gérer au mieux les ressources dont elles disposent.

Près de 44 % des entreprises réalisent exclusivement en interne les *Services informatiques* (D1) et gèrent donc seules ce domaine. A contrario 31,2 % des entreprises ont pris l'option d'entièrement externaliser ce besoin dont une majorité de petites entreprises du secteur de l'industrie qui n'ont pas souhaité avoir un salarié se consacrant à cette tâche. Un quart des entreprises gère ce service à la fois en interne et en externe.

Une très grande majorité des entreprises ont externalisé leurs besoins en télécommunications en faisant appel à l'un des opérateurs privés nationaux actuellement sur le marché.

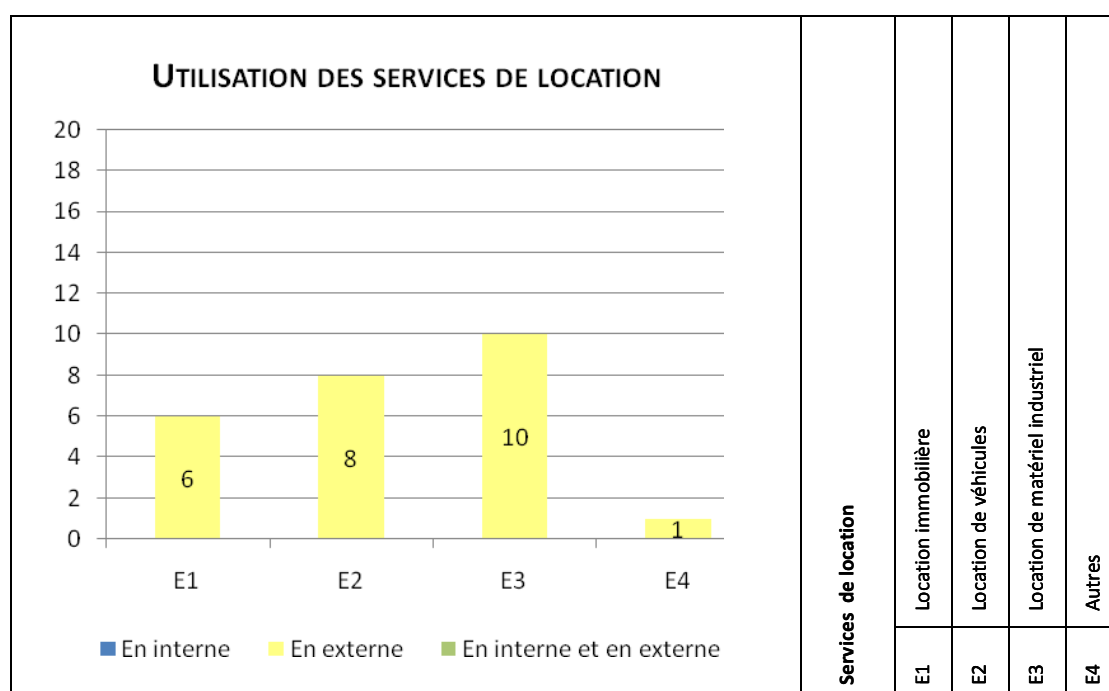


**Graphique 38 : Répartition des localisations des prestataires de services informatiques ou de télécommunications selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Si 44 % des entreprises ne font pas appel à des prestataires de services informatiques, 56 % y ont recours. Dans ce cas, un tiers d'entre elles trouve leur prestataire dans la CCVA et un autre quart sur Tour(s)Plus. Toutefois, près de 42 % sollicitent les services de prestataires plus éloignés. Parmi elles, on retrouve des entreprises appartenant à un groupe ce qui explique la localisation éloignée du prestataire.

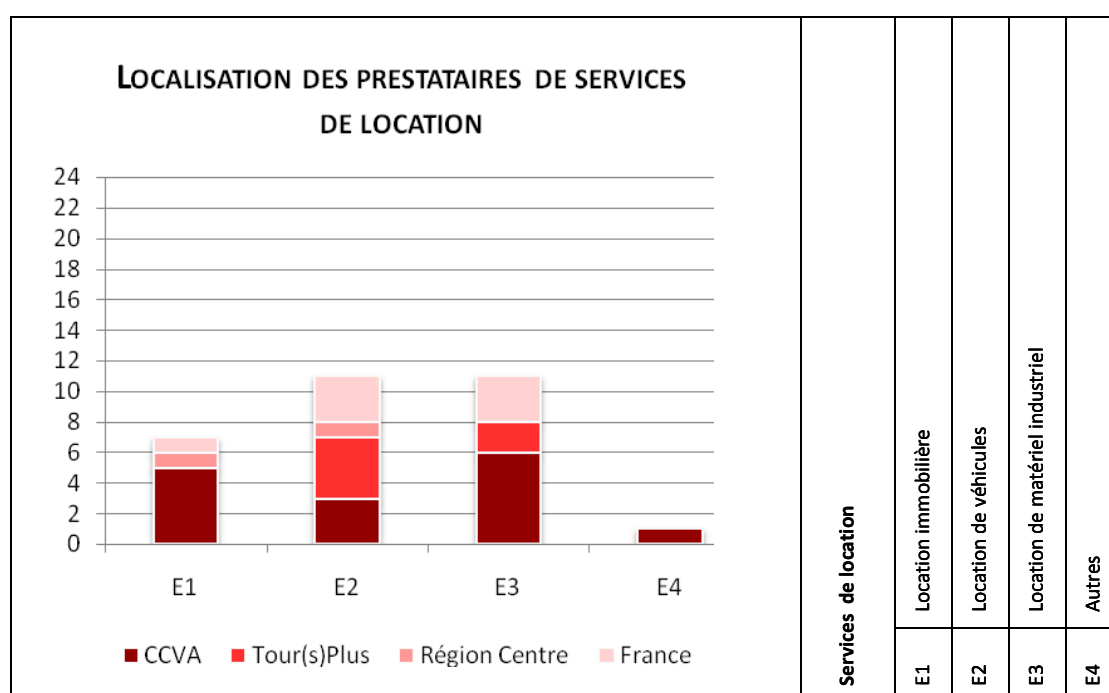
Les opérateurs privés gérant les services de télécommunications des entreprises sont situés dans les grandes villes comme Tours ou Orléans pour la région Centre. Sur les quatre entreprises faisant gérer leurs télécommunications au niveau de la France, trois appartiennent à un groupe. Ceci explique donc que ces prestataires soient implantés en France et probablement à Paris.

5. Des services de location utilisés par la moitié des entreprises mais une offre incomplète dans la CCVA :



Graphique 39 : Répartition de la réalisation des services de location selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)

Globalement, **près de la moitié des entreprises utilisent des services de location**. Toutefois, certains d'entre eux sont plus consommés que d'autres. Dix des dix-neuf entreprises soit 52,6 % font appel au service *Location de matériel industriel* (E3) alors que seulement six d'entre elles soit 31,5 % utilise le service de *Location immobilière* (E1).



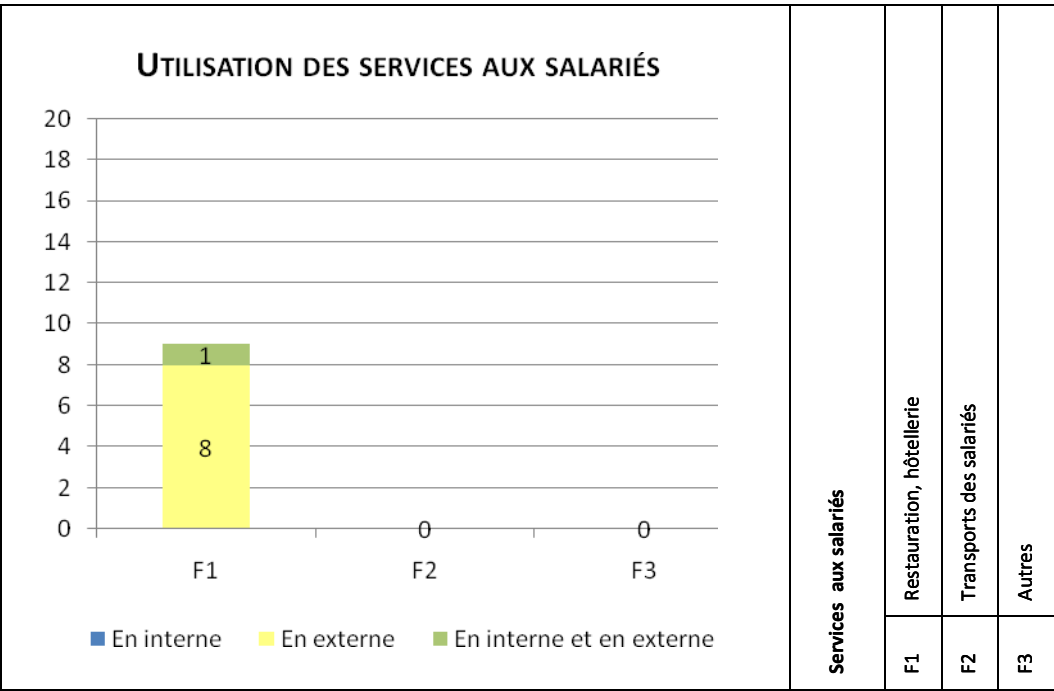
Graphique 40 : Répartition des localisations des prestataires de services de location selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)

En moyenne, sur les trois services de location, la moitié des prestataires sollicités sont implantés à proximité des entreprises dans la CCVA et sept prestataires sur dix sont compris dans un périmètre incluant la CCVA et Tour(s)Plus. Mais ces localisations présentent des disparités. Ainsi, la CCVA regroupe 71,4 % des prestataires immobiliers (E1) sollicités mais seulement 27,2 % des prestataires de véhicules (E2). Plus d'un quart des prestataires de location de véhicules et de location de matériel industriel sollicités sont implantés en France et cela pour différentes raisons. Tout d'abord, **la spécificité du matériel industriel loué oblige parfois à faire appel à des prestataires éloignés** et concernant les véhicules, les salariés louent un véhicule sur leur lieu de déplacement. En effet, les salariés travaillant dans une entreprise liée à un groupe peuvent être amenés à se déplacer dans l'un des établissements du groupe. Or ceux-ci peuvent être implantés partout en France.

L'entreprise *Pfizer PGS* loue aussi des tenues de travail et des chariots élévateurs à un prestataire implanté dans la CCVA, ce qui correspond aux catégories (E4) des graphiques de la page précédente.



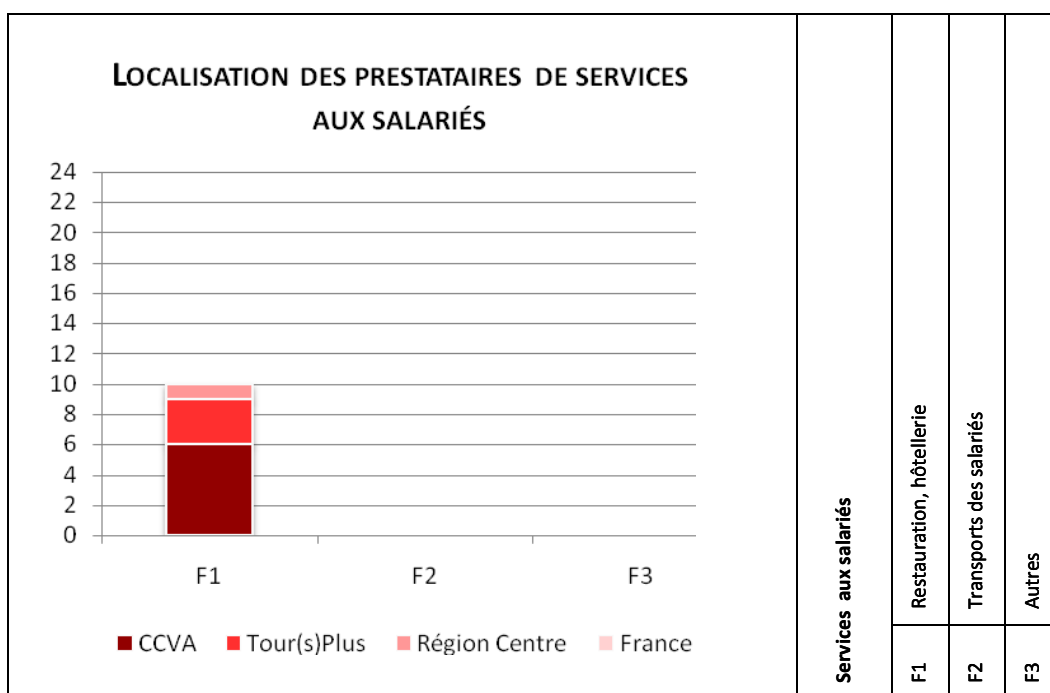
6. La moitié des entreprises utilisent un service de restauration, hôtellerie :



Graphique 41 : Répartition de la réalisation des services aux salariés selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne  
(Source : Questionnaires en ligne)

Neuf entreprises sur les dix-neuf soit **près de la moitié des entreprises sollicitent un service de restauration ou d'hôtellerie pour leurs salariés ou pour leurs clients ou fournisseurs**. Parmi celles-ci, **toutes celles d'au moins 60 salariés ont recours à cette prestation**. En effet, plus une entreprise regroupe un nombre important de salariés et plus elle va mettre en place des services à leur destination comme la restauration. En revanche, aucune n'a mis en place de service de *Transport des salariés* (F2), ces derniers doivent alors se rendre à leur lieu de travail par leur propre moyen.

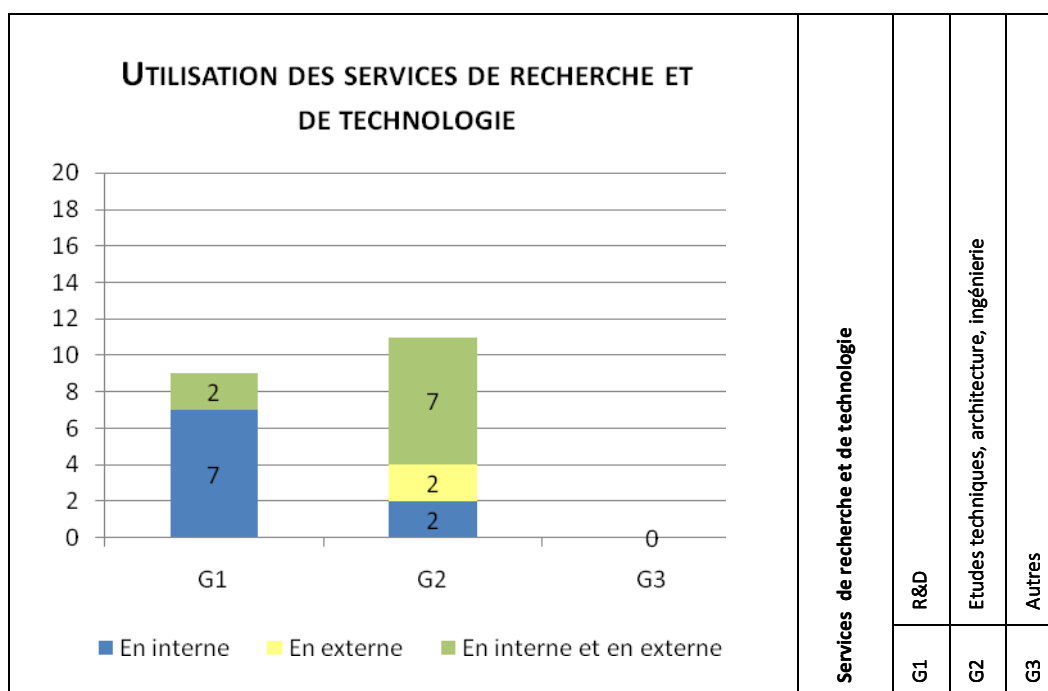
Toutes les entreprises utilisant un service de *Restauration, hôtellerie* (F1) ont choisi de l'externaliser à l'exception de l'entreprise *Ansamble* qui le réalise en externe pour l'hôtellerie et en interne pour la restauration puisqu'il s'agit de son cœur de métier.



**Graphique 42 : Répartition des localisations des prestataires de services aux salariés selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

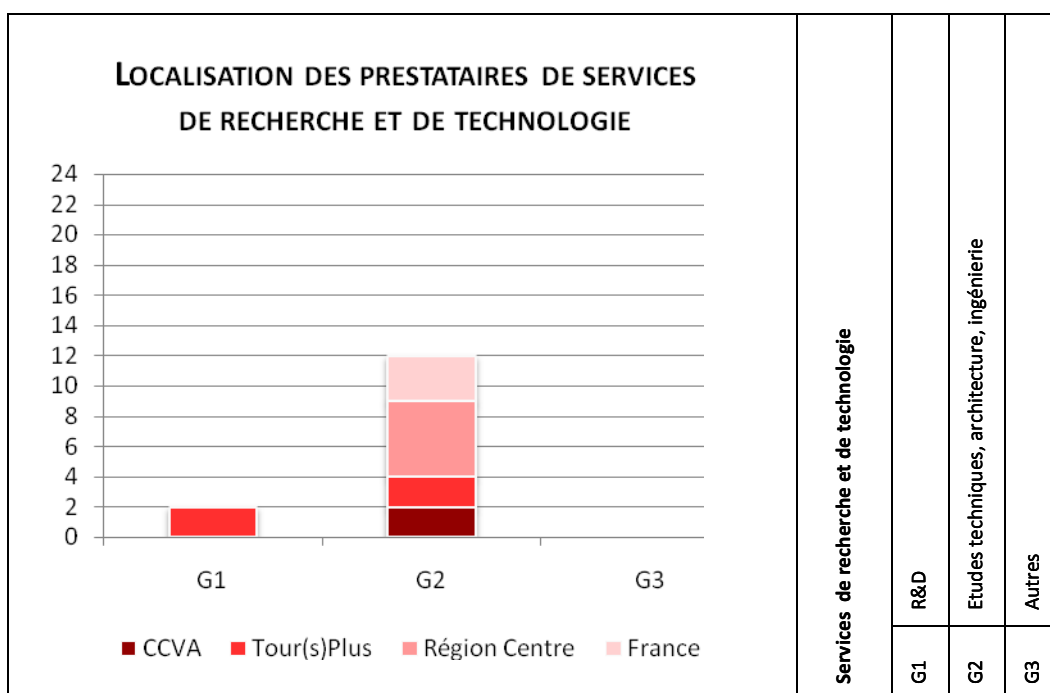
**Sur les dix prestataires sollicités pour ce type de services, six se trouvent dans la CCVA.** On peut penser qu’il s’agit essentiellement de l’entreprise *Ansamble* qui est implantée dans la zone d’activités de la Boitardière. Toutefois, des entreprises sollicitent d’autres prestataires présents sur Tour(s)Plus et même un prestataire localisé dans la Région Centre.

## 7. Des services de recherche et technologie plutôt internalisés :



Graphique 43 : Répartition de la réalisation des services de recherche et de technologie selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)

En moyenne, **les services de recherche et d'études techniques sont utilisés par 52,6 % des entreprises**. Mais les stratégies adoptées varient selon les sous-catégories de services. En effet, près des quatre cinquièmes des entreprises qui ont recours au service de *Recherche & Développement* (G1) ont préféré le garder en interne et aucune d'entre elles n'a souhaité entièrement externaliser ce service. En revanche, la solution privilégiée par les entreprises pour la réalisation du service *Etudes techniques, architecture et ingénierie* (G2) réside dans un partage entre une réalisation interne et l'appel à un prestataire extérieur. Elles sont 63,6 % à avoir choisi ce mode de fonctionnement. Et seulement 18,1 % des entreprises réalisent ces diverses études en interne.

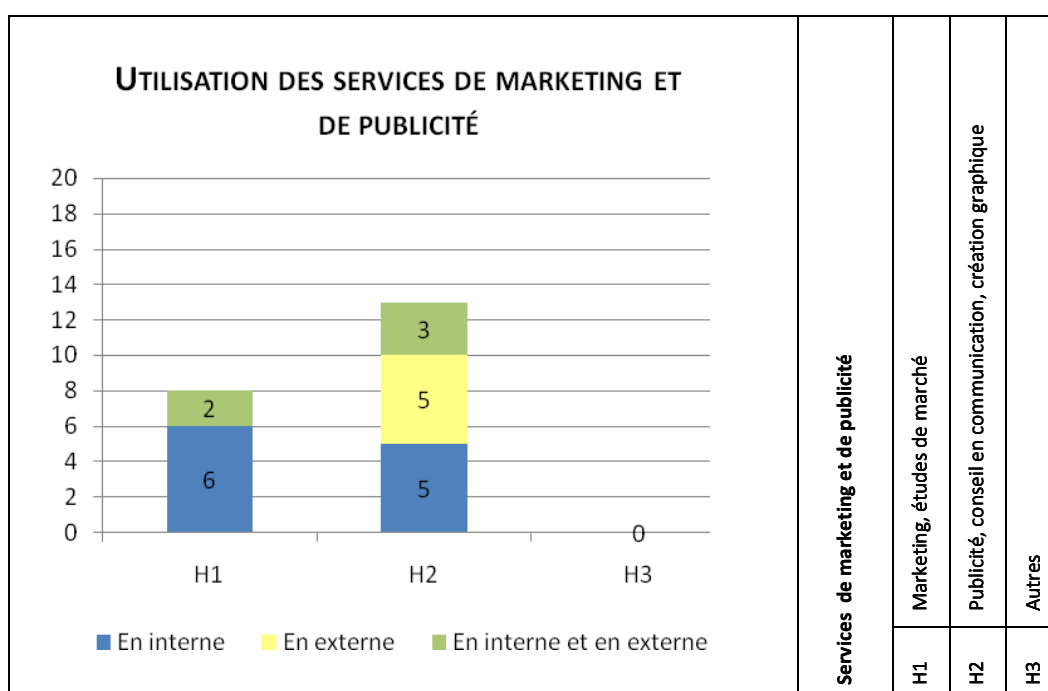


**Graphique 44 : Répartition des localisations des prestataires de services de recherche et de technologie selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Les deux entreprises qui ont externalisé une partie de leurs services de Recherche & Développement l'ont fait auprès de prestataires implantés sur Tour(s)Plus. En effet, cette prestation n'est pas offerte dans la CCVA.

Seulement un sixième des prestataires d'*Etudes techniques, architecture et ingénierie* (G2) sont implantés dans la CCVA et un tiers dans le périmètre incluant également Tour(s)Plus. Par conséquent, les deux tiers des prestataires sollicités sont situés au-delà, en Région Centre ou en France. Ce sont surtout les plus grandes entreprises questionnées qui travaillent avec ces prestataires éloignées de la CCVA comme *Pfizer PGS* ou *Galor* faisant appel à des prestataires nationaux.

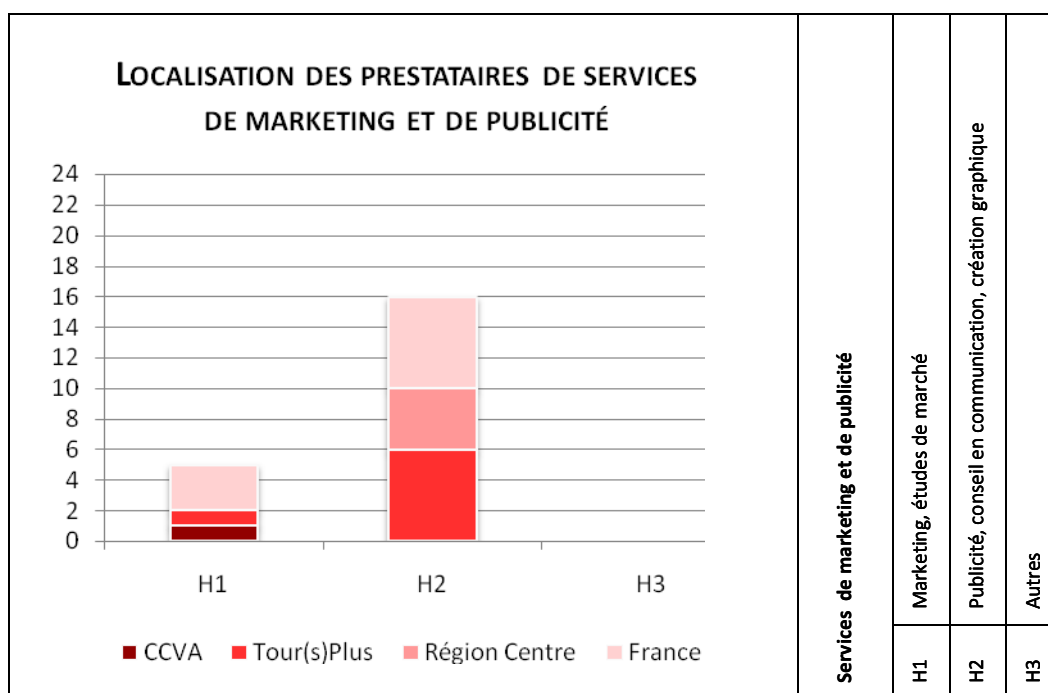
**8. Les services de marketing et de publicité présentent des disparités d'utilisation et de stratégies adoptées :**



**Graphique 45 : Répartition de la réalisation des services de marketing et de publicité selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Les services de marketing et de publicité sont utilisés par 58 % des entreprises questionnées. Néanmoins, cette moyenne ne reflète pas l'écart entre les deux sous-catégories de services. En effet, les services de *Publicité, conseil en communication, création graphique* (H2) sont consommés par près de 74 % des entreprises alors que les services de *Marketing, études de marché* (H1) ne sont utilisés que par 42 % d'entre elles.

De même, les choix faits par les entreprises diffèrent. Celles-ci privilégient la réalisation du marketing en interne puisque les trois-quarts ont gardé ce service et qu'aucune d'entre elles n'indique l'externaliser complètement. En revanche, l'externalisation est préférée pour la communication. Plus de 60 % des entreprises réalisent au moins en partie ce service en externe dont 38,5 % entièrement.



**Graphique 46 : Répartition des localisations des prestataires de services de marketing et de publicité selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne (Source : Questionnaires en ligne)**

Seul un prestataire sur les vingt-et-un sollicités par les entreprises ayant répondu au questionnaire se trouve dans la CCVA, preuve d'une offre non satisfaite sur le territoire. Pour réaliser ces services de marketing et de publicité les entreprises élargissent leur recherche et sollicitent des prestataires localisés partout en France. Par exemple, les trois cinquièmes des prestataires de *Marketing, études de marché* (H1) se répartissent en France, hors de la Région Centre. De même, 37,5 % des prestataires de *Publicité, conseil en communication, création graphique* (H2) sont des prestataires nationaux. Ils sont sollicités en grande majorité par les entreprises appartenant à un groupe ou ayant plus de 60 salariés. Tour(s)Plus concentre également 37,5 % des prestataires de *Publicité, conseil en communication, création graphique* qui sont alors sollicités par de plus petites entreprises comme *Actimeca Jamois* employant 28 salariés.

#### **D. ANALYSE DES BESOINS INSATISFAITS EN SERVICES AUX ENTREPRISES :**

##### **1. Les demandes des entreprises de moins de vingt salariés portent majoritairement sur des services publics à améliorer :**

- a. Les entreprises de moins de vingt salariés demandent majoritairement une amélioration de l'accès Internet et des infrastructures routières :

Dix entreprises de moins de vingt salariés ont été interrogées. Lorsque nous les avons questionnées sur les services à améliorer, la moitié d'entre elles ont souligné que **le débit Internet est insuffisant et à améliorer**. Certaines ont même déclaré que leur activité était entravée du fait d'un réseau Internet ralenti voire non fonctionnel certains jours. Ces entreprises ont besoin d'un débit Internet de plus en plus élevé en raison de l'évolution de leur activité et de l'augmentation de l'utilisation des courriels et de logiciels puissants. Ces problèmes de débit Internet se retrouvent aussi bien sur la zone d'activités de la Boitardière que des Poujeaux. L'absence de demande sur la zone du Prieuré par les TPE s'explique par le faible nombre d'entretiens réalisés dans cette zone. Seule une entreprise de moins de vingt salariés a été interrogée. Celle-

ci n'a pas besoin d'un débit Internet élevé pour son activité. Par conséquent, des problèmes de réseau peuvent donc être aussi présents dans cette zone.

Services à améliorer	Nombre de demandes des entreprises de moins de 20 salariés					Part des responsables interrogés
	La Boitardière	Les Poujeaux	Le Prieuré	Les Sables	Total	
Débit Internet	2	3	0	0	5	50%
Aménagement infrastructures routières	1	3	0	0	4	40%
Signalétique	1	3	0	0	4	40%
Transports en commun	0	0	0	1	1	10%
Sécurité des ZA	0	1	0	0	1	10%
Communication, image des ZA	0	1	0	0	1	10%
Entretien des ZA	0	1	0	0	1	10%
Collecte des déchets	0	1	0	0	1	10%

Tableau 9 : La demande des entreprises de moins de 20 salariés en services à améliorer selon les responsables interrogés  
(Source : 21 entretiens réalisés)

Le deuxième service à améliorer le plus souvent demandé par les entreprises de moins de vingt salariés concerne **l'aménagement des infrastructures routières ainsi que la signalétique mise en place dans les zones d'activités**. Quatre entreprises sur dix se sont dites actuellement insatisfaites de la qualité de l'aménagement des zones et en particulier de celle des Poujeaux. Les responsables se plaignent de l'état de **dégradation des voiries** et regrettent **l'absence de trottoirs**, de pistes cyclables mais aussi de passages piétons. Malgré la mise en place récente d'un dispositif de signalisation des zones d'activités (par un système d'îlots et de numéros points), 40 % des petites entreprises souhaiteraient que celui-ci soit encore amélioré. Là encore, **les problèmes semblent plus prononcés dans la zone des Poujeaux** et notamment à l'Ouest de l'Avenue de la Loire où se trouve plusieurs entreprises dont *Toutat'home*. Celle-ci déplore l'absence de numéros points comme les autres entreprises voisines mais aussi d'une voirie dégradée. Les problèmes de signalétique s'expliquent par le fait que l'actualisation n'a lieu que tous les deux ans.

Les autres services que les petites entreprises veulent améliorer relèvent aussi de la compétence des pouvoirs publics et notamment de la CCVA. En effet, la communauté de communes a en charge les compétences d'aménagement de l'espace communautaire, de gestion des voiries et d'élimination et de valorisation des déchets ménagers et assimilés. Les services de transports en commun ont été peu cités comme étant à améliorer par les petites entreprises en raison du faible nombre de salariés travaillant dans ces TPE.

#### b. Les entreprises de moins de vingt salariés ont formulé peu de demandes en nouveaux services à offrir :

Seulement six demandes de services aux entreprises manquants et à implanter ont été formulées par les TPE rencontrées. **La moitié de ces demandes concernent la mise en place d'une salle de réunion**, ce qui correspond à trois entreprises. Celles-ci souhaiteraient disposer d'une salle afin de pouvoir réunir un certain nombre de personnes. En effet, ces petites entreprises ne disposent pas suffisamment de place dans leurs locaux pour avoir une pièce dédiée aux réunions. En outre, ces réunions sont occasionnelles. Toutefois,



la mutualisation de l'ensemble des besoins en salle de réunion des petites entreprises constitue une demande suffisante pour se traduire par **l'installation d'une telle salle au sein de la pépinière d'entreprises**. D'ailleurs, il est déjà prévu que la pépinière accueille une telle salle.

	Nombre de demandes des entreprises de moins de 20 salariés						
Services manquants	La Boitardière	Les Poujeaux	Le Prieuré	Les Sables	Hors ZA	Total	Part des responsables interrogés
Salle de réunion	1	2	0	0	0	3	30 %
Restaurant interentreprises	1	0	0	0	0	1	10 %
Agence immobilière d'entreprise	1	0	0	0	0	1	10 %
Aire stationnement PL	0	1	0	0	0	1	10 %

Tableau 10 : La demande des entreprises de moins de 20 salariés en services manquant selon les responsables interrogés  
(Source : 21 entretiens réalisés)

Les autres demandes ont chacune été exprimées par une seule entreprise. Toutefois, les entreprises rencontrées n'ont pas forcément pensé à tous leurs besoins. Par conséquent, d'autres PME pourraient finalement s'avérer intéressées par l'aménagement d'une aire de stationnement pour les poids lourds par exemple.

## 2. La demande des entreprises de plus de vingt salariés en services aux entreprises est plus importante et plus variée :

- a. Les entreprises de plus de vingt salariés demandent les mêmes améliorations que les plus petites :

	Nombre de demandes des entreprises de plus de 20 salariés						
Services à améliorer	La Boitardière	Les Poujeaux	Le Prieuré	Les Sables	Hors ZA	Total	Part des responsables interrogés
Aménagement infrastructures routières	4	1	1	0	0	6	50 %
Débit Internet	2	1	0	0	1	4	33 %
Signalétique	3	0	0	0	0	3	25 %
Transports en commun	3	0	0	0	0	3	25 %
Sécurité des ZA	1	0	0	0	0	1	8 %
Communication, image des ZA	1	0	0	0	0	1	8 %
Entretien des ZA	0	1	0	0	0	1	8 %
Collecte des déchets	1	0	0	0	0	1	8 %

Tableau 11 : La demande des entreprises de plus de 20 salariés en services à améliorer selon les responsables interrogés  
(Source : 21 entretiens réalisés)

Douze entreprises de plus de vingt salariés ont été interrogées. **La moitié d'entre elles souhaite voir des améliorations des infrastructures routières ce qui constitue la plus forte demande en termes d'améliorations à apporter. Les problèmes de débit Internet n'ont été évoqués que par un tiers des**

**entreprises de plus de vingt salariés** au lieu de la moitié pour les PME. Ceci s'explique par le fait que les plus grosses entreprises comme *Pfizer PGS* bénéficient déjà de la fibre optique à leur propre initiative.

Les grandes entreprises souhaitent aussi que **la signalétique** soit améliorée tout particulièrement dans la zone de la Boitardière puisque toutes les demandes émanent d'entreprises qui y sont situées. Il s'agit notamment d'effectuer un meilleur suivi dans la signalétique dans cette zone où des nouvelles entreprises peuvent venir s'implanter. Elles déplorent alors le manque de réactivité quant aux nouvelles signalisations à mettre en place.

Un quart des grandes entreprises voudraient voir une **amélioration de la desserte en transports en commun** soit une proportion plus grande que pour les PME (10 %). Le plus grand nombre de salariés y travaillant et leur lieu de domiciliation expliquent cette différence. En effet, plus le nombre de salariés est important, plus la probabilité qu'un certain nombre se déplacent par le biais de transports en commun est grande. De plus, la zone de la Boitardière est trop éloignée pour s'y rendre à pied et la ligne de bus qui la dessert n'est pas satisfaisante (fréquence trop faible et temps de parcours trop longs). D'ailleurs, **toutes les demandes concernant ce service à améliorer sont issues d'entreprises de la Boitardière**.

Enfin, les grandes entreprises ont également fait part des mêmes remarques que les PME en souhaitant voir l'amélioration de services publics tel que l'entretien des zones d'activités ou encore le travail de communication et d'image du territoire.

b. *La demande en nouveaux services à offrir des entreprises de plus de vingt salariés est plus importante et variée que pour les PME :*

Services manquants	Nombre de demandes des entreprises de plus de 20 salariés						Part des responsables interrogés
	La Boitardière	Les Poujeaux	Le Prieuré	Les Sables	Hors ZA	Total	
Crèche interentreprises	2	1	0	1	0	4	33 %
Salle de sport/détente	2	1	1	0	0	4	33 %
Restaurant interentreprises	2	1	0	0	0	3	25 %
Entreposage	2	0	0	0	0	2	17 %
Bureau d'études, conseil en communication	0	1	0	1	0	2	17 %
Commerces de proximité	1	0	0	0	1	2	17 %
Agence immobilière d'entreprise	0	0	0	1	0	1	8 %
Jardins ouvriers	0	0	1	0	0	1	8 %
Facility management	0	0	1	0	0	1	8 %
Service maintenance industrielle	0	0	1	0	0	1	8 %

**Tableau 12 : La demande des entreprises de plus de 20 salariés en services à améliorer selon les responsables interrogés**  
(Source : 21 entretiens réalisés)

Alors que les TPE n'ont indiqué que quatre services manquants, les grandes entreprises en ont relevés dix soit un nombre de demandes plus de deux fois supérieur. **Les deux services les plus demandés, relevés auprès des entreprises interrogées, sont la mise en place d'une crèche interentreprises ainsi que d'une salle de sport/détente.** Parmi les entreprises souhaitant la mise en place d'une crèche, deux ont

signalé que leurs ouvriers travaillaient sur des horaires en 3\*8 ou en 2\*8. Par conséquent, la crèche interentreprises devra offrir une amplitude horaire large pour répondre aux besoins de ces salariés. La mise en place d'une salle de sport constitue également une demande qui bénéficierait aux salariés en améliorant leurs conditions de travail.

Le troisième service manquant correspond, cette fois encore, en une prestation à destination des salariés avec **l'installation d'un restaurant interentreprises**. Un quart des grandes entreprises ont en effet exprimé ce souhait soit trois demandes dont deux sur la zone de la Boitardière. Toutefois, les responsables rencontrés nous ont indiqué avoir **un manque de données pour réellement quantifier le besoin des salariés et une étude de marché ciblée sur cette demande devra donc être menée** afin d'évaluer le niveau de demande et la pertinence de la mise en place d'un restaurant interentreprises.

Deux entreprises de la Boitardière indiquent qu'il manque **un service d'entreposage** sur le territoire de la CCVA et souhaiteraient en trouver sur place plutôt que de devoir faire appel à d'autres prestataires d'entreposage plus éloignés.

Une entreprise ainsi que la CCVA aimeraient profiter des **services d'un prestataire de conseil en communication et de marketing qui aiderait les entreprises dans leurs démarches**. La CCVA a également souligné qu'aucun **prestataire d'immobilier d'entreprises** n'était implanté sur le territoire et que, par conséquent, le service de développement économique doit actuellement gérer ce service en cherchant des locaux ou des terrains pour les entrepreneurs ayant fait une demande. Le nombre de demandes étant trop élevé, la communauté de communes ne parvient pas à satisfaire toutes les demandes, ce qui ne contribue pas à valoriser le territoire. Un prestataire d'immobilier spécialement dédié aux entreprises serait donc le bienvenu aux yeux de la CCVA.

Un manque de commerces de proximité ou de restauration rapide a été relevé par deux entreprises dont une située en dehors des zones d'activités. La demande pour un tel service n'est donc pas élevée.

Enfin, les trois dernières demandes sont à chaque fois le fait de l'entreprise, *Pfizer PGS*. La première demande concerne la mise en place d'un service de *facility management*, prestataire qui aurait en charge plusieurs services afin de limiter le nombre de prestataires total auquel doit faire appel une entreprise. Il s'agirait alors pour ce prestataire multiservices de réaliser des services combinés en regroupant divers prestataires et en employant des salariés pour chacune des prestations réalisées. Un service de maintenance industrielle a aussi été demandé par cette entreprise. Le troisième service s'adresserait, lui, aux salariés par l'aménagement de jardins ouvriers.

Il est à noter que ces trois services ne sont pas spécifiques et pourraient donc bénéficier à d'autres entreprises qui le souhaiteraient.

### **3. Les demandes faites par le président du GEIDA recoupent celles des 22 entreprises rencontrées :**

Le GEIDA, groupement des entreprises industrielles du val d'Amboise (anciennement Groupement des Entreprises Industrielles du District d'Amboise) regroupe aujourd'hui 73 entreprises implantées sur le territoire de la CCVA. Il représente ainsi plus de 3000 emplois ce qui lui donne un poids non-négligeable d'autant que le nombre d'entreprises membres augmente constamment. Par conséquent, les demandes exprimées par son président, Vincent GARCIA, sont représentatives des problèmes rencontrés par les entreprises des zones d'activités.

a. De nombreux services publics à améliorer :

Les problèmes évoqués par Monsieur GARCIA en termes de services publics rejoignent ceux des entreprises interrogées. L'offre actuelle de **transports en commun** des salariés vers les zones industrielles est quasi inexistante et non adaptée aux horaires des salariés. Des **aménagement des infrastructures routières** sont également souhaités. Le président du GEIDA a notamment souligné la présence de **points de circulation dangereux** comme le carrefour reliant la zone des Poujeaux (D5) à la levée de la Loire (D952), très emprunté par les poids-lourds mais peu sécurisé. Les entreprises ont aussi indiqué à Monsieur GARCIA le **manque d'entretien des voiries ainsi que du suivi de l'implantation de nouvelles entreprises en termes de signalétique**. La **sécurité des zones d'activités** est également à renforcer. Des **problèmes de débit Internet** ont encore une fois été évoqués. Globalement, un travail sur la communication du territoire est à mener afin de renforcer sa visibilité et d'attirer entrepreneurs et investissements.

Toutes les demandes d'amélioration de services citées par les entreprises l'ont donc été aussi par le GEIDA. Ceci renforce le poids des demandes faites par les entreprises et les justifient.

b. Les services manquants selon le GEIDA recoupent ceux des entreprises interrogées :

De même que pour les services à améliorer, les remarques les plus souvent faites par les entreprises en services manquants ont été confirmées par le GEIDA. Ainsi, la **mise en place d'une salle de réunion** a été évoquée. Monsieur GARCIA nous a confirmé qu'une demande en **aires de stationnement à destination des poids-lourds** existe sur les zones d'activités. Enfin, deux services aux salariés manquants sont revenus. Il s'agit de l'ouverture d'une **crèche interentreprises** avec des amplitudes horaires larges répondant aux horaires décalés des ouvriers travaillant en 3\*8 et de l'éventualité de la mise en place d'un **service de restauration collective**.

*4. Une majorité de services publics à améliorer et des services aux salariés à étudier avant une éventuelle mise en place :*

Au terme des vingt-et-un entretiens réalisés auprès des entreprises et de la rencontre avec le président du GEIDA, les besoins des entreprises en prestations de services pour leur activité et leurs salariés ont pu être dégagés.

Les besoins en débit Internet deviennent de plus en plus importants et le débit ADSL actuel s'avère être devenu insuffisant au regard de l'évolution rapide de l'usage de ces technologies. Les entreprises déplorent aussi un manque de suivi de la part de la collectivité sur ses compétences comme l'aménagement des espaces communautaires et notamment des zones d'activités ou encore la gestion des voiries.

Les services manquants s'avèrent surtout être destinés aux salariés. C'est pourquoi des études de quantification de l'usage d'une crèche ou d'un restaurant interentreprises doivent être menées afin d'évaluer le niveau réel de demande et la pertinence de l'ouverture de tels services. D'autres services aux salariés participeraient de l'attractivité du territoire en mettant en place un véritable réseau de transport adapté aux horaires des salariés ainsi que d'autres alternatives à la voiture individuelle. Ceci peut passer par la réalisation d'une étude des déplacements domicile-travail des salariés et la mise en place de plans de déplacement en partenariat avec les entreprises. Enfin, la mise en place de structures telle une salle de sport/détente donnerait au territoire un avantage concurrentiel en proposant des services innovants à

destination des salariés. Le territoire se distinguerait ainsi des autres territoires alentours et renforcerait son attractivité.

Pour conclure cette deuxième partie, nous pouvons dire que l'offre en services aux entreprises du territoire de la CCVA est globalement satisfaisante concernant les services du quotidien mais qu'elle est en revanche beaucoup plus limitée concernant l'offre en services plus spécifiques et en services à haute valeur ajoutée. Les services de télécommunications posent problème : le débit Internet est devenu insuffisant. Cela gêne parfois les entreprises dans leurs activités mais on peut penser que ce problème pourrait également décourager certaines entreprises de s'installer sur le territoire de la CCVA. En effet, l'accès à la fibre optique est l'un des principaux critères d'implantation des entreprises. Si le territoire de la CCVA offre de nombreuses aménités, des améliorations sont nécessaires concernant notamment les infrastructures routières, la signalétique des entreprises, le stationnement et l'éclairage public dans les ZA. Les entreprises de moins de 20 salariés ont globalement des demandes moins diverses et plus orientées vers les services publics que les entreprises de plus de 20 salariés. En effet, les entreprises de moins de 20 salariés demandent essentiellement l'amélioration des infrastructures routières, du débit Internet ainsi que de la signalétique et la création d'une salle de réunion. Alors que les entreprises de plus de 20 salariés veulent l'amélioration des mêmes services mais voudraient également une amélioration du service de transport en commun. Et concernant les services manquants, les principales demandes des entreprises de plus de 20 salariés concernent une crèche et un restaurant pour les entreprises, une salle de sport ou de détente, un service d'entreposage et un service de communication. Le GEIDA, lui, souligne par ailleurs le manque d'aires de stationnement pour les Poids Lourds sur les différentes ZA de la CCVA. Certains services manquants, notamment les services à destination des salariés (crèche et restaurant pour les entreprises), nécessiteraient des études de quantification de la demande. D'autre part, dans cette partie, nous avons pu voir quels étaient les critères de choix des prestataires de services des entreprises du Val d'Amboise. Cela peut être utile pour savoir quels nouveaux services pourraient s'implanter sur le territoire.

Après avoir étudié l'offre et la demande en services aux entreprises, il nous été demandé d'établir un programme d'actions. Pour cela, nous nous sommes inspirés des exemples d'autres territoires. Nous allons donc vous présenter des exemples de développement économique d'autres territoires ainsi que nos propositions d'actions dans la troisième partie de ce rapport.

### 3<sup>IE</sup>ME PARTIE : ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'AUTRES TERRITOIRES ET PROPOSITIONS D' ACTIONS :

---

#### I. ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE TERRITOIRES D'INDRE-ET-LOIRE :

##### A. ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU TERRITOIRE « *ENTREPRENDRE EN CHINONNAIS* » :

Nous avons trouvé utile de nous appuyer sur l'étude d'exemples de développement économique d'autres villes de taille comparable à Amboise en termes de population pour formuler nos propositions d'actions à la CCVA. Nous nous sommes tout d'abord intéressés à la ville de Chinon et son territoire.

##### 1. *Analyse comparative des territoires de la CCVA et du Chinonais :*

###### a. Quelques similitudes sur les plans géographique, touristique et démographique :

###### i. *Une situation géographique proche de Tours et des autoroutes :*

Le territoire du Chinonais se situe à environ 50 km au Sud-ouest de Tours et la ville d'Amboise se trouve à 30 km de Tours. Tout comme la CCVA, le Chinonais bénéficie de la proximité des deux grands axes autoroutiers que sont les autoroutes A10 et A85. Par conséquent, ce territoire jouit également d'une **bonne accessibilité**. Enfin, Chinon et Amboise sont toutes deux situées dans le département de l'Indre-et-Loire. Ces deux territoires présentent donc des situations géographiques assez similaires.

Trois communautés de communes du Chinonais (la Communauté de Communes de Rivière, Chinon, Saint-Benoît-la-Forêt (CCRCB) ; la Communauté de Communes du pays d'Azay-le-Rideau ; et enfin celle du pays de Bourgueil) sont regroupées au sein d'un **groupement « *Entreprendre en Chinonais* »**. Ce groupement est à destination des entreprises et vise au développement économique du territoire. Ces trois EPCI font également partie du **pays du Chinonais**, structure regroupant huit communautés de communes et 72 000 habitants<sup>1</sup>.

###### ii. *Une forte activité touristique :*

Tout comme le territoire d'Amboise, **le Chinonais fait partie du Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'Unesco** et par conséquent se caractérise aussi par une forte activité touristique. En effet, chaque année, ce sont plus d'un million de visiteurs qui viennent découvrir les nombreux sites et monuments du patrimoine dans un périmètre de 30 km autour de Chinon<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Source : PAYS DU CHINONNAIS, « Découvrir le pays du Chinonais », in <http://www.pays-du-chinonais.fr/decouvrir.html>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, « Les fiches sectorielles » in <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012. (Fiche sectorielle du commerce)

iii. *Un territoire doté d'un fort dynamisme démographique :*

Les trois communautés de communes du groupement « *Entreprendre en Chinonais* » regroupaient 34 593 habitants en 2006 d'après les statistiques de l'INSEE. Ce chiffre est supérieur d'un tiers à la population de la CCVA, toutefois, la plus grande ville, Chinon ne rassemble que 8 078 habitants alors qu'Amboise en compte 12 860. Mais les trois villes centres des communautés de communes, Chinon, Azay-le-Rideau et Bourgueil peuvent être qualifiées de petites villes tout comme l'est Amboise.

Le territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* » connaît **une dynamique démographique forte du fait de la proximité des axes autoroutiers et de l'axe ligérien**. Les estimations de l'INSEE prévoyaient une augmentation de la population de 6 % entre 2006 et 2012 pour atteindre 36 656 habitants<sup>1</sup>. La population active devrait, elle, augmenter de 14 % sur cette même période, preuve d'une forte attractivité aux yeux des jeunes ménages.

<i>Une très forte progression des actifs et des ménages</i>			
<b>Territoire Azay-le-Rideau, Bourgueil et Chinon</b>	<b>1999</b>	<b>Estimation 2004</b>	<b>Estimation 2012</b>
Population	34 348	34 637	36 656
Nb de ménages	13 898	14 411	16 240
Population active	13 682	14 570	15 592
<b>Source :</b> INSEE RGP 1999 et recensement provisoire 2004/2005, Programme local de l'habitat 2005/2006			

Tableau 13 : Estimation de l'augmentation de la population sur le territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* »  
(Source : <http://www.entreprendreenchinonais.fr/> : fiche sectorielle du commerce)

Au même titre qu'Amboise, Chinon bénéficie d'un **cadre de vie agréable** et attire de plus en plus de ménages souhaitant s'éloigner de l'agglomération de Tours. Ainsi, le Chinonais tend à devenir une zone résidentielle dans sa partie la plus proche de Tours. En effet, près de la moitié des actifs y résidant vont travailler à Tours ou dans les communes de sa périphérie<sup>2</sup>. Le Chinonais tout comme la CCVA se trouve donc face à un **enjeu majeur du maintien de pôles urbains d'équilibre** dans le département de l'Indre-et-Loire.

b. Des similitudes sur le plan économique :

i. *Une politique de développement économique tournée essentiellement vers les zones d'activités communautaires :*

Chacune des trois communautés de communes du groupement « *Entreprendre en Chinonais* » dispose de **sites d'activités communautaires**, lieux dédiés à l'accueil des entreprises. Au total, onze sites d'activités différents offrent de **larges possibilités d'implantation**. Ainsi, la zone d'activités de La Loge à Azay-le-Rideau bénéficie de trente hectares de terrains disponibles pour l'accueil de nouvelles entreprises, celle de Benais-Restigné dans la communauté de communes de Bourgueil de huit hectares. Enfin, Chinon présente une zone d'activités en plein développement avec la ZAC de la Plaine des Vaux d'une superficie de

<sup>1</sup> Source : INSEE RGP 1999, recensement provisoire 2004/2005.

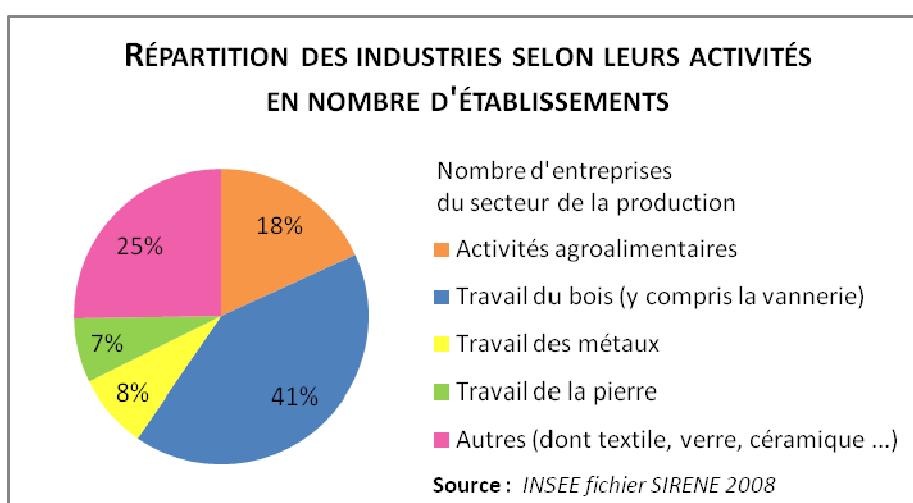
<sup>2</sup> Source : HUGUENIN, Laure. « L'emploi sur le pays du Chinonais ». OE2T.

dix hectares. A terme, cette nouvelle zone d'activités aura vocation à accueillir 15 à 20 entreprises et donc de nouveaux emplois.

L'analyse des actions mises en œuvre pour leur développement économique pourrait ainsi servir de pistes de réflexions quant à l'aménagement des nouveaux espaces commercialisables de la zone de la Boitardière.

ii. *Un important tissu de TPE-PME tourné vers des marchés de niches :*

Le secteur industriel du Chinonais compte 80 entreprises et 700 salariés répartis sur un large éventail d'activités<sup>1</sup>. Tout comme pour la CCVA, **l'industrie de ce territoire repose essentiellement sur des TPE-PME** employant entre 1 et 250 salariés. Par contre, Chinon se différencie d'Amboise par son activité économique caractérisée par un artisanat prépondérant et spécifique positionné sur des secteurs à forte valeur ajoutée<sup>2</sup>.



Graphique 47 : Répartition des entreprises industrielles sur le territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* »  
(Source : <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>: fiche sectorielle de la production)

**De nombreuses entreprises sont positionnées sur des marchés de niches** et se démarquent de la concurrence grâce à une stratégie de production traditionnelle et de qualité. Ainsi, on trouve des entreprises de vannerie ou encore de travail de la pierre qui exportent une grande partie de leur production à l'étranger. Certaines de ces entreprises ont acquis une renommée mondiale grâce à leur positionnement particulier et à la préservation de savoir-faire locaux. Par exemple, l'entreprise *La Pierre Chinonaise* exporte aux Etats-Unis mais aussi en Russie et dans d'autres pays. Et l'entreprise *Collection Regard*, qui réalise des pièces uniques en céramique sur commande, exporte 95 % de sa production aux Etats-Unis.

L'agriculture occupe encore une place importante dans le Chinonais, à dominante plus rurale que la CCVA, et constitue un pilier dans l'économie locale.

<sup>1</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, « Les fiches sectorielles » in <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012. (Fiche sectorielle de la production)

<sup>2</sup> Source : HUGUENIN, Laure. « L'emploi sur le pays du Chinonais ». OE2T.



A la différence de la CCVA, positionnée sur les secteurs de la métallurgie et de la mécanique, **le territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* » est positionné sur des secteurs moins concurrentiels.**

Maintenant que nous avons vu quelles peuvent être les similitudes et les différences entre le territoire de la CCVA et celui du groupement « *Entreprendre en Chinonais* », nous allons voir comment le Chinonais a su mettre en valeur ses richesses locales pour réussir son développement économique.

## **2. Un développement économique qui se veut dynamique grâce à de nombreuses initiatives :**

### **a. Différentes structures permettent une mutualisation des actions en faveur du développement économique du chinonais :**

#### **i. Tout d'abord, le groupement « *Entreprendre en Chinonais* » permet d'obtenir une meilleure visibilité et facilite la promotion du territoire :**

Les trois communautés de communes prises isolément ne forment pas des structures suffisamment grandes pour avoir une bonne visibilité à l'échelle régionale voire nationale. En effet, dans un contexte de compétition exacerbée entre les territoires pour attirer des entreprises et des investissements toujours plus nombreux, le critère de la taille du territoire est important. **Afin d'atteindre une taille critique permettant une bonne lisibilité, les trois EPCI ont décidé de s'associer** et de créer le groupement « *Entreprendre en Chinonais* ». Cette structure a notamment pour **but de promouvoir le territoire** auprès des investisseurs et de favoriser son essor économique. **Le regroupement a permis de mutualiser les moyens financiers et humains** pour mener une action conjointe de promotion économique. Les trois présidents des communautés de communes ont ainsi déclaré : « *nous travaillons ensemble pour promouvoir notre territoire à l'extérieur de nos frontières et créer des actions nouvelles* »<sup>1</sup>.

L'un des objectifs du groupement « *Entreprendre en Chinonais* » est la **création d'outils de travail et de communication**<sup>2</sup>. Il a créé dans cette optique des **fiches sectorielles** de présentation du territoire sur cinq thèmes différents afin de broser les principaux atouts du territoire. Ces fiches sont disponibles sur le site Internet que le groupement a mis en place. Cette action de communication est complétée par la parution régulière de **bulletins d'actualité économique** édités par les trois EPCI. Enfin, le groupement organise des **réunions d'informations** nommées « *Entreprises & Territoires* » à destination des entreprises et de leurs dirigeants. Il s'agit alors de réunir les entreprises sur un thème précis ; elles peuvent alors partager leurs expériences mais aussi bénéficier de conseils simples et pratiques pour qu'elles puissent développer leur activité. Au cours de ces réunions, des cabinets-conseil interviennent comme par exemple un cabinet d'expert-comptable.

La CCVA pourrait donc s'appuyer sur cet exemple pour envisager la création d'un groupement similaire élargi aux quatre EPCI que sont la CCVA, la communauté de communes de Bléré, celle de Château-

---

<sup>1</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET. « Grande affluence pour les rencontres « Entreprises & Territoires » », *Entreprendre Infos*, n° 3, 2009. In <http://www.entreprendreenchinonais.fr/EntreprendreInfos3.html>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012.

Renault et celle des Deux Rives. En effet, la CCVA dispose déjà d'un dispositif intitulé « *Entreprendre ici est une chance* » mais son rayon d'action est aujourd'hui limité à celui de la CCVA. D'ailleurs, cette réflexion au sujet de la création d'un groupement élargi est déjà engagée et les 4 communautés de communes ont déjà communiqué ensemble en portant le plan de revitalisation *PFIZER ACTION*. La collaboration a même été jusqu'à la création d'un poste de chargé de missions commun pendant 2 ans.

ii. *D'autre part, l'Espace Métropolitain Val de Loire-Maine (EMVLM) assure la promotion du territoire à une échelle beaucoup plus large :*

La ville de Chinon fait partie de l'Espace Métropolitain du Val de Loire-Maine (EMVLM) qui regroupe huit agglomérations des régions Centre, Pays-de-la-Loire et Basse-Normandie. On retrouve les villes de Tours, Orléans, Le Mans, Blois, Laval, Alençon, Saumur et enfin Chinon. En revanche, la ville d'Amboise n'en fait pas partie. Pourtant, elle se trouve à mi-chemin entre Tours et Blois qui y sont intégrées. Cet espace a été créé en novembre 2006 suite à l'appel de la DATAR souhaitant favoriser les regroupements d'agglomérations afin de former des métropoles de taille européenne. **L'objectif de ces regroupements est d'atteindre une visibilité internationale.** L'EMVLM, avec trois agglomérations de plus de 300 000 habitants et une population totale de 1,2 million d'habitants a atteint la taille nécessaire pour prétendre rayonner à l'international.

Chinon, la plus petite ville avec 8 078 habitants bénéficie de ce fait d'un formidable moyen de promotion à l'international. Ceci s'est notamment concrétisé lors du Salon de l'Immobilier d'entreprises (SIMI) qui s'est tenu en décembre 2008<sup>1</sup>. En effet, au sein du stand tenu par l'EMVLM, un espace a été dédié au groupement « *Entreprendre en Chinonais* ». Ce salon fut l'occasion d'**attirer des investisseurs sur le territoire** en présentant les opportunités d'installation offertes par certaines zones d'activités mais aussi pour les collectivités publiques comme la CCRCB de s'inscrire dans une manifestation d'envergure internationale.

Une des ambitions du protocole de coopération est de « *renforcer l'attraction et la coopération des territoires en poursuivant, développant des coopérations dans le domaine économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche* »<sup>2</sup>. Comme l'indique l'intitulé de l'objectif, il s'agit de **favoriser les mises en réseau et partenariats entre les différents acteurs économiques.**

L'EMVLM a notamment pour but de mettre en réseau les pôles de compétitivité et pôles d'excellence mais aussi d'établir des relations avec les PME-PMI déjà existantes sur le territoire et d'en créer de nouvelles. Ainsi, **la ville de Chinon a développé un pôle d'excellence intitulé « *maintenance industrielle* » et abrite une antenne universitaire de l'Université François Rabelais de Tours.**

Plus largement, cet espace vise à **encourager les partenariats entre les acteurs publics comme les EPCI, les régions, les départements, les organismes de recherche et Universités et le monde du travail.** En particulier des liens entre la recherche appliquée et les entreprises sont développés comme c'est le cas à Chinon. Il permet d'effectuer des **transferts de technologies** des centres de recherche vers les entreprises

---

<sup>1</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET. « Un stand au SIMI », *Entreprendre Infos*, n° 2, 2008. In <http://www.entreprendreinchinonais.fr/EntreprendreInfos2.html>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : ESPACE METROPOLITAIN DU VAL DE LOIRE-MAINE. *Protocole de coopération métropolitaine*, 2006.

afin qu'elles soient le plus en pointe possible par rapport aux techniques existantes voire innovantes. La plate-forme technologique du Chinonais associe les compétences de lycées, de l'université de Tours, d'EDF et du groupe INTRA dans le domaine de la maintenance prédictive. Elle a été mise en place en lien avec le pôle d'excellence « *maintenance industrielle* » et innove dans le domaine de la Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO).

En faisant partie de cette structure, **Chinon, la plus petite ville de l'espace métropolitain, bénéficie du dynamisme des autres grandes agglomérations comme Tours ou Orléans et s'offre ainsi un rayonnement national voire international.**

On peut donc penser que la ville d'Amboise, de plus grande importance que Chinon, aurait toute sa légitimité à intégrer ce réseau. Mais aujourd'hui, **l'absence d'une antenne universitaire à Amboise constitue un frein** à son intégration dans cet espace. Par conséquent, le développement économique n'est pas favorisé. La mise en place de **partenariats entre l'Université François Rabelais de Tours et la future pépinière** en construction sur le site de la Boitardière constituerait donc un moyen de développer progressivement une antenne universitaire à Amboise et par suite de favoriser l'implantation d'entreprises innovantes sur le territoire. Val d'Amboise envisage d'ailleurs de le faire dans le domaine de la vitiviniculture. Des partenariats entre entreprises et Université peuvent se créer par la mise en place de Centres d'Etude et de Recherche (CER) ou de Centres d'Expertise et de Transfert de l'Université (CERTU). En effet, un CER est un laboratoire public-privé associant l'université à des entreprises dans un secteur d'activité donné dédié à la recherche collaborative sur des projets d'innovations technologiques. Ils constituent des « *outils performants de R&D au service des entreprises, auxquelles ils proposent une collaboration à haute valeur ajoutée* »<sup>1</sup>. Ces plateformes technologiques sont conçues à partir d'un projet de collaboration entre une entreprise et l'université et s'implantent au plus près de celle-ci. Les CERTU ont, eux, pour vocation de transférer les savoir-faire des laboratoires vers les entreprises par le biais de prestations de service. Ils sont mis à disposition des entreprises pour faire émerger leurs projets de développement et d'innovations.

Un lycée agricole et viticole est d'ailleurs déjà implanté à Amboise sur le domaine de la Gabillière. Des formations scolaires, par apprentissage, ou encore pour adultes dans les domaines de la vigne et du cheval y sont dispensées. Le **projet de la création d'un pôle vitivinicole sur le territoire de la CCVA** est actuellement en pleine réflexion. Et selon la Communauté de Communes du Val d'Amboise, « *l'installation de ce pôle devrait permettre d'accroître la compétitivité et l'attractivité de la filière viticole en Région Centre, en favorisant la recherche, le développement et la formation supérieure en viticulture-œnologie. Le projet rassemble différents partenaires comme l'Institut Français de la Vigne et du Vin (IFV), le lycée d'enseignement professionnel d'Amboise, les professionnels de la viticulture, et associe Val d'Amboise, le Conseil régional, le Conseil général et les Chambres d'agriculture.* »<sup>2</sup>

En conclusion, on peut souhaiter que cette phase de réflexion aboutisse réellement sur la mise en place d'un pôle vitivinicole car cela permettrait de dynamiser le territoire et d'augmenter son attractivité.

---

<sup>1</sup> Source : UNIVERSITE FRANÇOIS RABELAIS TOURS, « Espace entreprises », in <http://www.univ-tours.fr/recherche/espace-entreprises-178424.kjsp?RH=1179211275478&RF=1179489307712>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : BAUDRY, Julie. « Un pôle vitivinicole régional sur le territoire ? », *Val d'Amboise Info*, n° 34, 2012. p. 8.

b. D'autres structures ont été mises en place en faveur des entreprises :

i. *Touraine Chinonais Initiative, une plateforme d'aide aux entreprises :*

Cette plateforme créée en 1990 fait partie du réseau français *France Initiative*. Aujourd'hui, **cette structure a déjà contribué à la création de plus de 350 entreprises sur le Chinonais**<sup>1</sup>. Une des missions premières de cette plateforme est l'**accueil des créateurs d'entreprises** et des investisseurs accompagné d'**aides** afin de favoriser leur implantation et leur réussite. Elle octroie ainsi des prêts d'honneur à taux zéro directement adressés à l'entrepreneur et d'un montant pouvant aller jusqu'à 7 600 euros remboursables en différé dans les cinq années suivantes. Par la suite, *Touraine Chinonais Initiative* suit les entreprises ayant été aidées grâce à un réseau de **parrainage** où les créateurs bénéficient du savoir-faire, de l'expérience et des conseils d'un chef d'entreprise afin d'optimiser les chances de réussite de l'entreprise. **Le taux de pérennité des entreprises suivies par cette plateforme s'élève à 87 % trois ans après leur création**, année cruciale quant à la survie d'une entreprise. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale, preuve de l'efficacité du système.

ii. *Des services aux entreprises variés à l'initiative des communautés de communes :*

Chacune des trois communautés de communes possède la compétence du développement économique et à ce titre est chargée d'accompagner les entreprises existantes et de favoriser l'implantation de nouvelles. En 2007, 128 entrepreneurs ont été accompagnés pour créer ou développer une activité<sup>2</sup> sur le territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* ». Cet accompagnement s'est fait au moyen de différents outils qui pourraient être repris par la CCVA si ceux-ci ne sont pas déjà mis en place.

Par exemple, **les trois EPCI ont développé leur propre offre d'immobilier d'entreprises**. Des ateliers et bureaux-relais à destination des entreprises ont été construits dans les zones d'activités. Ces locaux appartiennent aux EPCI et sont loués temporairement par crédit-bail aux entreprises nouvellement implantées avant qu'elles puissent rechercher un autre terrain.

**Une Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) a également été mise en place** de 2004 à 2009 à destination des entreprises artisanales et commerçantes<sup>3</sup>. Cette opération visait un **double objectif : redynamiser les entreprises** en leur permettant d'effectuer des travaux de rénovation, **mais aussi renforcer l'activité du secteur du BTP**. Sur une période de trois ans, 130 entreprises ont ainsi été aidées financièrement pour réaliser leurs projets de rénovation. Au vu du succès de cette opération, le syndicat mixte du pays du Chinonais envisage de la renouveler sous le nom d'Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services (OCMACS).

**Les EPCI aident aussi financièrement les créateurs d'entreprises**. On peut, par exemple, citer l'entreprise *Loire Plasti'Couleurs* d'Azay-le-Rideau, que la communauté de communes a accompagné lors de

---

<sup>1</sup> Source : VILLE DE CHINON. « Le développement durable au cœur du projet de territoire », in <http://www.ville-chinon.com/communaute-de-communes/index.html>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET. « Implantations récentes », *Entreprendre Infos*, n° 1, 2008. In <http://www.entreprendreinchinonais.fr/EntreprendreInfos.html>, consulté en juin 2012.

<sup>3</sup> Source : PAYS DE BOURGUEIL, <http://www.paysdebourgueil.fr/>, consulté en juin 2012.

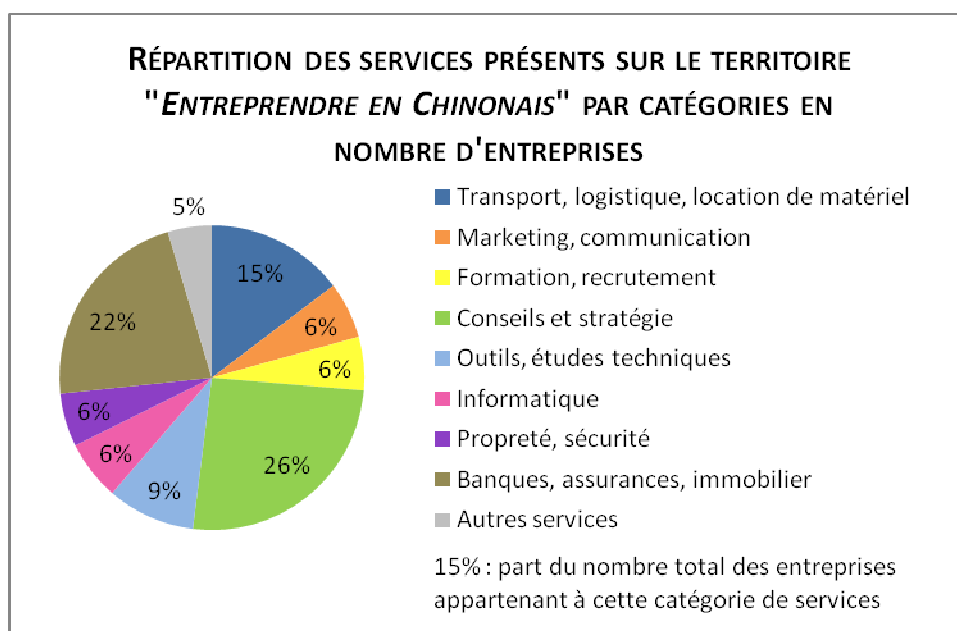
sa création et pour laquelle elle s'est fortement mobilisée, dont le succès est tel qu'elle recherche aujourd'hui des locaux plus spacieux.

*iii. Des prestataires de services en progression sur le territoire :*

En 10 ans, 133 nouveaux établissements de services se sont implantés, ce qui correspond à une croissance de 8,1 % par an. **Le secteur des services connaît donc une dynamique forte** et même supérieure à la croissance des entreprises en général<sup>1</sup>.

Aujourd'hui, ce sont 330 prestataires de services aux entreprises qui sont implantés sur le territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* ».

Le territoire compte un nombre important de prestataires en conseil et en stratégie puisqu'ils sont 88 répartis sur les trois EPCI ce qui représente un quart du total des prestataires. Des prestataires en marketing et communication sont également présents sur le territoire.



**Graphique 48 : Répartition des entreprises de services sur le territoire « Entreprendre en Chinonais »**  
(Source : <http://www.entreprendreenchinonais.fr/> : fiche sectorielle des services)

*iv. Un tissu dense d'associations en faveur du développement économique :*

**Les entreprises des trois EPCI se sont regroupées pour former des associations** avec pour but de former un réseau et de créer une dynamique de développement économique. **D'autres associations, comme la Maison de l'Emploi de Chinon, participe à soutenir l'emploi et apporte du soutien et des conseils aux entreprises** lors de la reprise ou la création d'une activité. La Maison de l'Emploi du Chinonais

---

<sup>1</sup> Source : COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, « Les fiches sectorielles » in <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012. (Fiche sectorielle des services)

bénéficie d'ailleurs de subventions européennes dans le cadre de la mise en place de Pôles d'Excellence Rurale (PER) dans les territoires ruraux.

v. *La démarche de qualité environnementale, un moyen de différenciation qualitative :*

Les trois communautés de communes du territoire du groupement « *Entreprendre en Chinonais* » ont engagé une **démarche de qualité environnementale et paysagère au sein de leurs zones d'activités en partenariat avec le Parc Naturel Régional (PNR) Loire-Anjou-Touraine**. Par exemple, les communautés de communes du pays de Bourgueil et d'Azay-le-Rideau ont établi un **diagnostic de l'état environnemental** de certaines de leurs zones d'activités puis ont mis en place un **programme d'actions**<sup>1</sup>. Ceci a abouti à la **signature d'une charte de qualité environnementale accompagné d'un engagement moral des entreprises**. Cette charte recouvre des volets divers comme la gestion des déchets, de l'eau, des risques environnementaux, la préservation des paysages, du cadre de vie et de la biodiversité. L'objectif est de créer un **élément de différenciation qualitative pour attirer de nouvelles entreprises** en se démarquant des autres zones d'activités.

Toutefois, si le territoire du Chinonais a su mettre en place des initiatives intéressantes dont la CCVA pourrait éventuellement s'inspirer, le développement économique du Chinonais présente quelques échecs.

3. *Un développement économique à nuancer :*

a. *Un territoire qui s'est isolé de la Touraine :*

Le pays du Chinonais a développé ses propres structures pour organiser son développement économique. Cette stratégie résulte de la politique menée par Yves DAUGE, maire emblématique de Chinon et proche de François MITTERRAND. Ainsi, le pays du Chinonais a sa **propre plateforme du réseau France Initiative : Touraine Chinonais Initiative** alors que le reste de la Touraine participe à la plateforme IDIL (Institut de Développement d'Indre-et-Loire). De même, Yves DAUGE a souhaité développer une **agence de développement et d'urbanisme propre au pays du Chinonais** sous le nom d'Agence de Développement et d'Urbanisme du Chinonais (ADUC) en 1989. La proximité du maire avec l'Etat français l'a probablement poussé à prendre ses propres initiatives en comptant sur le soutien de l'Etat en cas de nécessité.

Mais **un tel positionnement n'est pas pérenne puisque non basé sur les ressources du territoire mais sur des aides de l'Etat**. De plus, ce choix a conduit le territoire à un **isolement face au reste de la Touraine**. Une telle stratégie d'isolement ne semble pas pertinente dans le contexte actuel où les territoires sont de plus en plus en concurrence et où la coopération peut s'avérer utile par une mutualisation des moyens.

b. *Une politique économique trop ambitieuse :*

Au regard de la situation actuelle, il apparaît que le pays du Chinonais a entrepris une politique de développement économique trop ambitieuse. En effet, la mise en place de structures autonomes comme **l'ADUC s'est avérée trop coûteuse** pour une petite ville comme Chinon de 8 078 habitants et ce malgré un

---

<sup>1</sup> Source : PAYS DE BOURGUEIL, <http://www.paysdebourgueil.fr/>, consulté en juin 2012.

regroupement avec deux autres communautés de communes. L'agence a ainsi fait faillite en juillet 2010 **et a dû être liquidée** suite à la découverte d'un déficit de 400 000 euros<sup>1</sup>. Il faut souligner que cette agence travaillait non seulement pour les trois EPCI du pays « *Entreprendre en Chinonais* » mais aussi pour d'autres collectivités des départements du Loir-et-Cher (41) et de la Vienne (86) pourtant situé en région Poitou-Charentes. L'ADUC avait même engagé des programmes dans des pays étrangers comme le Laos ou l'Inde. Ceci illustre d'une politique trop ambitieuse et qui ne peut survivre sans les aides de l'Etat.

#### c. Des difficultés persistantes en matière d'emplois :

Le pays du Chinonais ne présente qu'un seul grand pôle industriel avec le centre de production nucléaire d'Avoine employant 1 430 salariés<sup>2</sup>. **L'industrie du territoire est donc dépendante de cette centrale nucléaire** mais son avenir est incertain car trois des sept réacteurs sont déjà en déconstruction et la fin de l'exploitation des autres approche.

Le territoire montre quelques difficultés à dynamiser son économie. Ainsi, **la création d'emploi est légèrement inférieure aux autres territoires du département** et s'essouffle même<sup>3</sup>. Sur la période 2001-2006, le nombre total d'emplois a diminué de 104 emplois soit -0,8 %. De même, le **taux de chômage est supérieur aux autres pays ruraux du département** et ceci est particulièrement vrai chez les femmes, les jeunes et les plus de 50 ans.

Le pays « *Entreprendre en Chinonais* » peut s'apparenter, de par sa situation géographique et démographique, à la CCVA. C'est pourquoi dégager les facteurs clés du succès de son développement économique mais également les écueils à éviter peut constituer une base de réflexion pour celui d'Amboise.

#### 4. *Les facteurs clés du succès du développement économique du territoire du groupement « Entreprendre en Chinonais » :*

Au terme de l'étude du territoire « *Entreprendre en Chinonais* », les facteurs clés du succès de son développement économique peuvent être dégagés. Certains d'entre eux sont déjà appliqués à la CCVA et d'autres pourraient l'être dans le futur.

##### a. Les éléments de réussite du développement économique à retenir :

###### i. *Des facteurs de développement économique déjà utilisés par la CCVA :*

Certains facteurs du succès du développement économique sont déjà présents dans la CCVA. Ainsi, les deux territoires disposent du **même cadre de vie agréable** mais également des **mêmes dessertes autoroutières**. Les deux territoires offrent des zones d'activités avec des possibilités d'extension et d'accueil de nouvelles entreprises. En outre, le **prix du foncier est similaire** sur les territoires. Enfin, les communautés

---

<sup>1</sup> Source : TALPIN, J., « L'agence de développement du Chinonais liquidée », in *Site Internet de la Gazette des communes*, <http://www.lagazettedescommunes.com/42829/1%e2%80%99agence-de-developpement-du-chinonais-liquidee/>, consulté le 23 juillet 2010.

<sup>2</sup> Source : EDF. *La centrale nucléaire de Chinon, une production d'électricité au cœur de la région Centre. Dossier de presse*, 2012. 18 p. in EDF, [http://energie.edf.com/fichiers/fckeditor/Commun/Production\\_et\\_Ingenierie/Nucleaire/Chinon/DP%20chinon%20010112.pdf](http://energie.edf.com/fichiers/fckeditor/Commun/Production_et_Ingenierie/Nucleaire/Chinon/DP%20chinon%20010112.pdf), consulté en juillet 2012.

<sup>3</sup> Source : HUGUENIN, Laure. « L'emploi sur le pays du Chinonais ». OE2T.



de communes aident déjà les entreprises à s'installer grâce à des moyens financiers et des aménagements des zones d'activités.

Toutefois, Chinon se distingue d'Amboise par certains facteurs qui peuvent inciter les entreprises à s'y installer.

ii. *Les facteurs clés du succès économique du territoire du groupement  
« Entreprendre en Chinonais » :*

Le territoire « *Entreprendre en Chinonais* » a permis d'entièrement **mutualiser les moyens d'actions des trois EPCI et de mettre en place des actions conjointes de promotion économique**. Ce regroupement donne également plus de poids et de visibilité au territoire et augmente donc les chances d'implantation de nouveaux investisseurs. En effet, même si la CCVA essaie déjà de coordonner ses actions avec la communauté de communes des Deux Rives, une vraie mutualisation passant par exemple par la fusion de ces deux EPCI mais aussi des communautés de communes de Bléré et de Château-Renault, contribuerait à maximiser la promotion économique et donnerait plus de poids à Amboise.

La ville de Chinon bénéficie aussi des **avantages de la présence d'une antenne universitaire de Tours**. Le pôle d'excellence mis en place renforce les liens entre l'université et le monde de la recherche avec les PME-PMI et participe à leur essor en leur permettant de rester compétitives et innovantes. Cette dynamique est renforcée par **l'intégration de Chinon à l'Espace Métropolitain Val de Loire-Maine**. Etablir ainsi des liens entre la formation universitaire et le monde de l'industrie apparaît aujourd'hui comme un élément incontournable du développement économique.

Enfin, **l'engagement des zones d'activités dans une charte environnementale et paysagère peut constituer un élément discriminant dans le choix d'implantation d'une entreprise** comme l'a fait le pays « *Entreprendre en Chinonais* ».

Néanmoins, le développement économique de Chinon n'a pas connu que des succès et l'analyse des échecs permet ainsi d'éviter de les reproduire.

b. *Les éléments d'échecs du développement économique à éviter :*

i. *Mener une politique isolationniste :*

Pour réussir son développement économique, **un territoire a plutôt intérêt à s'associer avec les autres territoires adjacents**. Tout l'enjeu est alors de déterminer le périmètre pertinent de ce territoire, réflexion que mène actuellement le pays du Chinonais par l'élaboration d'un SCOT. La détermination d'un périmètre pertinent permet d'optimiser par la suite la politique économique en mutualisant les moyens financiers et humains. En effet, le contexte économique actuel entraîne une compétition entre territoires. Rester isolé induit alors un risque de manque de moyens alors que le célèbre adage indique que « l'union fait la force ».

La CCVA se doit donc de saisir l'opportunité de la réforme territoriale pour se regrouper avec les communautés de communes voisines afin de former un bassin de vie et de développement économique homogène.



ii. *Mener une politique trop ambitieuse :*

La ville d'Amboise constitue seulement un pôle d'équilibre départemental et dans le contexte actuel de crise économique, les ambitions en matière de développement économique ne doivent pas être surestimées. En outre, les collectivités publiques font face à une augmentation du nombre de leurs compétences sans obtenir l'intégralité des compensations financières qui correspondent. **Maîtriser le budget** devient alors de plus en plus difficile et les investissements engagés se doivent de donner un résultat en retour.

**B. ETUDE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT :**

**1. La Communauté de Communes de Loches Développement (CCLD), un territoire rural mais dynamique :**

a. Un territoire plus rural que la CCVA :

i. *Une situation géographique moins favorable que celle de la CCVA :*

La Communauté de Communes de Loches Développement (CCLD) se situe à l'extrémité Sud du département de l'Indre-et-Loire à environ 50 km de Tours. Par conséquent, **le territoire bénéficie moins de la proximité de Tours qu'Amboise**. En outre, le territoire s'avère être **plus enclavé**. En effet, l'autoroute la plus proche, l'A85 se trouve à plus de 20 km de Loches et l'autoroute A10 est encore plus éloignée du territoire. Enfin, Loches ne se situe pas sur l'axe ligérien, axe structurant d'importance dans le département. **La situation géographique de Loches est donc moins favorable que celle d'Amboise.**

ii. *Un EPCI de population comparable à la CCVA mais à forte dominante rurale :*

La CCLD est composée de vingt communes dont Loches, la ville-centre avec 7 104 habitants en 2010 selon le recensement de l'INSEE. Au total, les vingt communes regroupaient 22 180 habitants au 1<sup>er</sup> juin 2011<sup>1</sup>. Par conséquent, **le nombre d'habitants de la CCLD est comparable avec celui de la CCVA**. En revanche, des éléments illustrent d'une situation différente à la CCVA. Tout d'abord, la ville-centre de Loches est près de deux fois moins peuplée qu'Amboise. Les dix-neuf autres communes comptent entre 150 et 1 800 habitants environ, ce qui en fait des bourgs ruraux. En outre sept communes rassemblent moins de 500 habitants. **Le territoire de Loches se caractérise donc par sa ruralité**. La densité de population s'établissait à 48,5 habitants/km<sup>2</sup> en 2011 alors qu'elle est en moyenne de 64,8 en région Centre<sup>2</sup>. Pourtant, la région Centre présente une part importante de territoires ruraux. La situation de Loches est donc particulièrement rurale. De ce fait, **la CCLD se distingue de la CCVA où la densité de population est beaucoup plus importante** à hauteur de 131,2 habitants/km<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Source : BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, <http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : INSEE. Dossier local de la CCLD, EPCI 243700465, in [http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL\\_EPCI243700465.pdf](http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL_EPCI243700465.pdf), consulté en juin 2012.

## b. Un territoire rural mais dynamique :

### i. *Une croissance démographique et une attractivité en hausse :*

Depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, **la démographie du territoire est en hausse**. Ainsi, la population a augmenté de 8 % entre 1999 et 2009 ce qui correspond à un taux de variation annuel moyen de 0,8 %<sup>1</sup>. De plus, ce taux est **entièrement dû au solde des entrées-sorties** sur le territoire et non pas au solde naturel qui est, lui, à 0 %. Ceci prouve **l'attractivité nouvelle du territoire** et s'explique par le développement particulièrement important d'une zone d'activités, le *Node Park Touraine* à Tauxigny mais aussi par l'arrivée d'une population tourangelles souhaitant s'échapper des grands centres urbains<sup>2</sup>.

### ii. *Le tourisme, un levier majeur du développement économique mis en valeur :*

**Le tourisme représente l'un des piliers de l'économie de la CCLD** et plus largement du pays de la Touraine Côté Sud auquel la communauté de communes appartient<sup>3</sup>. Pourtant, ce territoire ne fait pas partie du Val de Loire et ne présente pas les atouts que sont les châteaux de la Loire et la Loire elle-même. La CCLD a donc su mettre en valeur d'autres éléments patrimoniaux afin de développer le tourisme et d'en faire un secteur porteur de toute l'économie. La communauté de communes regroupe à elle seule 26 % des résidences secondaires du département soit plus d'un quart et attire chaque année 75 000 visiteurs. La cité royale de Loches accueille, quant à elle, 100 000 visiteurs par an<sup>4</sup>.

### iii. *Deux pôles d'emploi attractifs et structurants se distinguent parmi les sept zones d'activités du Lochois :*

En 2009, le territoire du Lochois offrait 9 118 emplois au total alors que la CCVA en offrait 10 495<sup>5</sup>. Le taux de chômage au sens du recensement des 15-64 ans s'élevait alors à 9,1 % soit deux points de moins que dans la CCVA puisqu'il était de 11,1 %. Pourtant, le Lochois ne bénéficie pas de la proximité de Tours pour se développer économiquement et présente une situation géographique moins stratégique que la CCVA. La communauté de communes de Loches Développement, en charge de la compétence du développement économique, a donc dû mettre en œuvre des actions pour parvenir à dynamiser son économie. Elle a notamment en charge les **sept zones d'activités** répertoriées sur le territoire.

- *Node Park Touraine* : 16 entreprises et 1 266 salariés
- *Vauzelles et Saint-Blaise* : 53 entreprises et 1 170 salariés
- *La Gare* : 17 entreprises et 190 salariés

---

<sup>1</sup> Source : INSEE. Dossier local de la CCLD, EPCI 243700465, in [http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL\\_EPCI243700465.pdf](http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL_EPCI243700465.pdf), consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : VILLE DE LOCHES, « Commerce et artisanat », in <http://www.ville-loches.fr/commerces.php>, consulté en juin 2012.

<sup>3</sup> Source : VILLE DE LOCHES, « Commerce et artisanat », in <http://www.ville-loches.fr/commerces.php>, consulté en juin 2012.

<sup>4</sup> Source : AGENCE TOURISTIQUE DE LA TOURAINE COTE SUD. *Présentation de l'Agence touristique de la Touraine Côté Sud*, Présentation du 7 octobre 2011, 2011. 18 p.

<sup>5</sup>Source : INSEE. Dossier local de la CCLD, EPCI 243700465, in [http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL\\_EPCI243700465.pdf](http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL_EPCI243700465.pdf), consulté en juin 2012.

- *La Prioterie* : 8 entreprises et 94 salariés
- *Les Marcosses* : 11 entreprises et 59 salariés
- *Bridoré* : 3 entreprises et 53 salariés
- *Les Jardins de l'abbaye* : 4 entreprises et 40 salariés

Au total, ce sont donc **112 entreprises qui sont implantées sur ces zones d'activités et 2 872 salariés** qui y travaillent. Parmi ces zones, deux se distinguent particulièrement et connaissent un essor certain. Les deux zones d'activités de *Vauzelles* et *Saint-Blaise*, situées à Loches forme un pôle d'emploi de plus de 1 000 salariés. La zone du *Node Park Touraine*, implantée à Tauxigny, bénéficie, elle de la proximité de Tours et de l'autoroute A85 et regroupe le plus grand nombre de salariés sur une zone avec 1 266 salariés soit un nombre presque aussi élevé que les deux principales zones d'activités de la CCVA. **Elle s'étend déjà sur près de 50 hectares, possède 13 hectares disponibles à la construction et bénéficie encore d'une réserve foncière de 40 hectares.** Ceci permet donc d'envisager un développement économique encore plus important d'ici quelques années.

#### *iv. Une présence d'entreprises de qualité :*

De nombreuses activités sont représentées au sein des entreprises des zones d'activités. Le secteur industriel est notamment caractérisé par des entreprises de mécanique et d'électronique. Mais **le secteur des nouvelles technologies est en plein développement** avec des entreprises positionnées sur la production de matériel scientifique comme l'entreprise *MALPELO-MEDIPREMA* spécialisée dans la fabrication d'équipements médicaux pour les nouveaux nés.

La situation territoriale du Lochois apparaît moins attractive que celle de la CCVA. Pourtant, le territoire connaît un certain dynamisme économique. Nous allons donc étudier quelles ont été les actions mises en œuvre afin de parvenir à conserver un tissu économique local dans ce territoire rural. En effet, les territoires ruraux français font aujourd'hui face à un véritable enjeu pour maintenir une activité économique en leur sein.

## **2. De nombreuses actions en faveur du développement économique ont dynamisé ce territoire rural :**

### **a. La mise en place de diverses structures a contribué au développement économique :**

#### *i. Une réflexion pour l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) initiée de longue date :*

La Communauté de Communes de Loches Développement a, dès 1997, réfléchi à l'élaboration d'un schéma directeur. C'est pourquoi, la communauté de communes a ensuite **été parmi les premières à approuver son SCOT** suite aux changements dus à la loi SRU du 13 décembre 2000. En effet, la procédure initiée de mise en place d'un schéma directeur a pu être reprise pour s'adapter aux nouvelles orientations voulues par la loi SRU. De ce fait, le SCOT de Loches Développement a pu être approuvé dès le 14 octobre 2004. **Cette mise en place précoce permet aujourd'hui au territoire d'avoir un temps d'avance par rapport aux autres territoires d'Indre-et-Loire** dont certains n'ont toujours pas signé de tels documents. Ce SCOT présente la particularité de s'identifier à la communauté de communes et non d'en regrouper plusieurs. Une des raisons de l'élaboration de ce SCOT était de « *préserver et mettre en valeur les atouts de*

développement » des territoires des vingt communes<sup>1</sup>. Ce SCOT avait également pour vocation première de « *faire contrepoids à l'agglomération de Tours* ». Sur les huit grandes orientations décidées, trois relèvent du développement économique, signe d'une forte volonté de dynamiser l'économie du territoire. Les deux pôles structurants ont été mis en avant dans ce SCOT et ont bénéficié de mesures afin de renforcer encore plus leur développement. Par exemple, afin de renforcer l'attractivité de la zone d'activités du *Node Park Touraine*, le **SCOT prévoyait la mise en place d'une charte de qualité environnementale et sociale**. Ceci s'est traduit par l'installation d'un restaurant et d'une crèche interentreprises à destination des 1 266 salariés.

ii. *La mise en place de Pôles d'Excellence Rurale (PER) a renforcé le tissu économique local :*

Les **Pôles d'Excellence Rurale (PER)** constituent une politique de l'Etat de « *relance de l'activité économique française dans les territoires ruraux* »<sup>2</sup>. Cette procédure a été mise en place pour aider des projets de développement économique dans des zones de revitalisation rurale. La CCLD faisant partie de ces territoires ruraux, a déposé deux projets lors des deux appels d'offre effectués par l'Etat. Pour être retenus, les projets devaient respecter des ambitions en termes d'emplois et de développement durable. C'est le cas des deux projets de la CCLD.

Le premier d'entre eux s'intitulait « *poursuivre la coopération public-privé pour la création d'emplois et d'activités par l'innovation et la solidarité dans un contexte de crise* ». Il a notamment permis d'obtenir des **subventions de l'Etat à destination de deux zones d'activités** déjà structurantes que sont les zones du *Node Park Touraine* et de *Vauzelles* mais également des autres pôles secondaires. Par exemple, une subvention à hauteur de 294 300 euros soit 30 % du montant total a été versée pour la construction d'un bâtiment supplémentaire de 1 000 m<sup>2</sup> à destination de l'entreprise *SDEC*<sup>3</sup>. En effet, cette entreprise est positionnée sur un marché de niche en produisant du matériel de mesures de paramètres environnementaux et de pollution et en exportant dans le monde entier sa production. En outre, cette entreprise a privilégié l'innovation et les nouvelles technologies avec des fortes perspectives de croissance. L'entreprise prévoit un accroissement de sa production et donc d'embaucher au minimum dix nouveaux salariés d'ici cinq années<sup>4</sup>. Par conséquent, l'entreprise répondait parfaitement aux critères établis par l'Etat pour obtenir une subvention. De même, la société *MALPELO* a obtenu un soutien de l'Etat à travers ce PER à hauteur de 500 000 euros sur les 3,7 millions d'euros qu'a coûté l'opération de déménagement. Cette entreprise, jusqu'alors implantée aux Deux Lions à Tours, a en effet, choisi de déménager ses locaux sur la

---

<sup>1</sup> Source : LEROUSSÉAU, Nicole, DELAUNAY, Bénédicte, MANSON, Corinne. *Le Schéma de Cohérence Territoriale de Loches Développement*. 23 f. Université de Tours : Octobre 2007. in [http://www.gridauh.fr/fileadmin/gridauh/MEDIA/2010/contrats\\_de\\_recherche/evaluation\\_scot/47fb39c9cbf96.pdf](http://www.gridauh.fr/fileadmin/gridauh/MEDIA/2010/contrats_de_recherche/evaluation_scot/47fb39c9cbf96.pdf), consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : DATAR, in <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr>, consulté en juin 2012.

<sup>3</sup> Source : BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, <http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.

<sup>4</sup> Source : FOUBERT, Claude. « SDEC France double sa surface d'exploitation à Reignac-sur-Indre ». *Territoire*, n° 33, 2011, 12 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, [http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire\\_33.pdf](http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire_33.pdf), consulté en juin 2012.

zone du *Node Park Touraine* pour pouvoir regrouper ses différentes entités et notamment la production et la R&D, domaine stratégique pour l'innovation. Un bâtiment de 6 000 m<sup>2</sup> a ainsi été construit<sup>1</sup>. Ce sont donc 65 salariés supplémentaires qui travaillent depuis janvier 2012 dans la zone du *Node Park Touraine* et 30 embauches sont déjà prévues d'ici cinq ans pour cette entreprise en plein essor.

**Ce premier PER a donc constitué un levier pour participer au développement économique du territoire en privilégiant les entreprises innovantes et engagées dans la R&D.** Il a plus que contribué au maintien du tissu économique de ce territoire rural puisque des emplois ont été créés.

Forte de ce succès, la CCLD a engagé un deuxième projet lors de la deuxième phase d'appel qui a eu lieu fin 2010. Ce projet s'inscrit dans le cadre du plan d'action départemental pour la **croissance verte** élaboré à la fin de l'année 2009. Ce plan contient diverses actions dont une destinée à « élaborer une stratégie départementale pour la **filière bois-énergie** »<sup>2</sup> ce qui s'est notamment traduit concrètement par l'élaboration d'un PER sur cette filière bois dans le pays de la Touraine Côté Sud dont fait partie le Lochois. **Ce PER aura pour but de développer économiquement cette filière aujourd'hui encore peu organisée et de créer des emplois dans ce secteur.**

Ce dispositif, initié par l'Etat pour redynamiser l'économie rurale, a contribué à l'essor économique de Loches Développement avec notamment l'arrivée d'une nouvelle entreprise, *MALPELO*, comptant 65 salariés et envisageant de recruter de nouveaux salariés dans les années futures. L'emploi salarié est donc pérennisé sur ce territoire. **En outre, les deux PER ont orienté l'économie du Lochois vers l'innovation et la R&D ce qui permet d'envisager un maintien de l'économie du territoire sur le long-terme.**

Toutefois, ce dispositif n'est pas applicable à la CCVA du fait qu'elle ne se situe pas dans une zone éligible à la formation d'un PER.

b. La communauté de communes engage de nombreuses actions en faveur d'un développement économique durable :

i. *Un engagement fort de la CCLD pour un développement économique durable :*

La Communauté de Communes de Loches Développement, à l'initiative de son Président M. Pierre LOUAULT, s'implique fortement pour développer une économie durable sur son territoire. Ceci s'est notamment traduit en 2011 par **trois projets auxquels la CCLD a apporté sa contribution**<sup>3</sup>. **Ces trois projets ont consisté en la construction de nouveaux bâtiments dans les zones d'activités à destination de trois entreprises innovantes et en pleine croissance de leurs activités.** Il s'agit, en effet, du groupe *MALPELO* qui s'est nouvellement implanté dans la CCLD et des sociétés *STIN* et *SDEC* qui ont vu leurs locaux agrandis. Toutes les trois produisent des matériels scientifiques et ont privilégié l'innovation et les nouvelles technologies et prévoient d'embaucher respectivement 30, 10 et 4 salariés d'ici cinq ans soit un total de 44

---

<sup>1</sup> Source : FOUBERT, Claude. « Les sociétés du groupe Malpelo s'implantent sur le Node Park Touraine ». *Territoire*, n° 33, 2011, 12 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, [http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire\\_33.pdf](http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire_33.pdf), consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE. *Plan d'action pour la croissance verte en Indre-et-Loire*. 2010. 57 p.

<sup>3</sup> Source : FOUBERT, Claude. « Edito ». *Territoire*, n° 33, 2011, p. 3. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, [http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire\\_33.pdf](http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire_33.pdf), consulté en juin 2012.

nouveaux emplois situés sur des secteurs innovants. Ces travaux constituent donc bien des initiatives pour un développement économique durable et pérenne sur le long terme. Pour chacun de ces projets, la CCLD a contribué au financement des coûts de construction comme par exemple le plus gros investissement réalisé pour le groupe *MALPELO* qui s'est élevé à hauteur de 3 221 000 euros pour un total de 3 721 000 euros soit 86,56 % du montant total<sup>1</sup>.

Ainsi, selon Pierre LOUAULT, la CCLD « *joue un rôle majeur dans la dynamique économique du Lochois. Le défi aujourd'hui est d'entraîner l'ensemble du Lochois et de la Touraine Côté Sud vers un véritable projet de Territoire, avec des développements économiques créateurs d'emplois* »<sup>2</sup>. Le président de la CCLD a donc bien perçu **l'enjeu du regroupement des territoires ruraux** pour faire face à « *l'emprise de l'agglomération tourangelle dans le département* ».

## ii. *Un engagement qui se traduit par des actions variées :*

Pour augmenter son attractivité, la Communauté de Communes de Loches Développement a mis en œuvre des actions lui donnant un **avantage concurrentiel par rapport aux autres en « renforçant les services dits à la pointe de la haute technologie »**<sup>3</sup> notamment dans le domaine des **Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**. Ainsi, la zone d'activités du *Node Park Touraine* bénéficie déjà de **la fibre optique pour garantir aux entreprises le meilleur débit Internet possible**. En 2011, la CCLD a même engagé une opération de sécurisation de cette installation qui lui a permis de doubler les moyens et d'éviter les éventuelles ruptures qui sont très pénalisantes pour les entreprises. La CCLD a versé 51 000 euros pour cette sécurisation, preuve de la grande attention portée aux évolutions des technologies afin de toujours rester à la pointe et ce malgré le caractère rural du territoire. Il s'agit donc d'une initiative forte de la CCLD.

Parmi les actions engagées à l'échelle du pays de la Touraine Côté Sud, une **Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services (OCMACS)** a été engagée en 2011 et pour une période de trois ans<sup>4</sup>. Ce type d'opération fait partie du programme de Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) et a pour objectif de « *dynamiser le tissu commercial et artisanal, par un soutien aux investissements des entreprises dans le cas d'un dossier individuel, ou la réalisation d'actions collectives* ». Cet outil correspond à une « *démarche de développement ou d'amélioration de l'outil de production* ». Par conséquent, l'investissement effectué doit apporter une

---

<sup>1</sup> Source : BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, <http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : FOUBERT, Claude. « Edito ». *Territoire*, n° 33, 2011, p. 3. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, [http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire\\_33.pdf](http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire_33.pdf), consulté en juin 2012.

<sup>3</sup> Source : BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, <http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.

<sup>4</sup>Source : FOUBERT, Claude. « Chef d'entreprises, commerçants, artisans...Donnez un coup de pouce à vos projets ». *Territoire*, n° 33, 2011, p. 2. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, [http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire\\_33.pdf](http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire_33.pdf), consulté en juin 2012.



« *réelle plus-value* » pour être éligible et obtenir ainsi une subvention à hauteur de 30 % du montant total avec un plafond à 10 500 euros. **Ce type d'aides permet non seulement de soutenir le commerce et l'artisanat mais aussi de favoriser son développement et contribuer à renforcer l'attractivité de ces territoires ruraux par le maintien de commerces et d'activités.**

En outre, la CCLD a récemment entrepris une démarche originale en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et Sud-Touraine Entreprises. Il s'agissait de « créer du lien économique entre entreprises locales qui s'ignorent souvent » en organisant un « networking » ou encore un réseautage<sup>1</sup>. Ainsi, 65 responsables d'entreprises du Lochois ont été conviés à se réunir en juin 2012. Sur le principe des speed-dating, les responsables devaient présenter leur entreprise à quatre ou cinq autres entrepreneurs réunis autour d'une table ronde. Loïc BARBARY, Président de la CCI parle alors de « *développement endogène* » et explique que « *la crise est là, il faut redémarrer le développement à la base, réinvestir sur place les réseaux. Le développement économique repartira du territoire* ». De plus, cette réunion a permis à la CCLD de **mesurer les attentes des entrepreneurs du territoire mais aussi les problèmes qu'ils rencontrent dans leurs activités** et donc d'essayer de les résoudre afin de contribuer à l'essor économique du territoire.

*iii. Des démarches innovantes, durables et engagées en faveur des salariés :*

Pour améliorer l'attractivité de son territoire, la CCLD ne s'est pas contentée d'engager des démarches en faveur des entrepreneurs mais s'est aussi intéressée à la qualité de vie des salariés des différentes zones d'activités présentes sur le territoire. Ainsi, **la CCLD a lancé en 2011 une étude sur la mobilité des salariés des zones d'activités** du *Node Park Touraine* et de la *Vauzelles* qui emploient chacune plus de 1 100 salariés<sup>2</sup>. Ces deux zones font face, en effet, à des problématiques de déplacements des salariés récurrentes. L'étude a permis de réaliser une cartographie des déplacements domiciles-travail de ces salariés afin de connaître les différents lieux de résidence des salariés ainsi que leur éloignement à leur lieu de travail. Un bilan des horaires d'embauche et de sortie des salariés a également été effectué. **L'analyse des résultats obtenus permettra ensuite d'élaborer un plan d'action et de mettre en place des solutions de transport alternatives à la voiture.** Cette démarche a donc un double intérêt, celui d'améliorer les conditions de vie des salariés en leur offrant des solutions pour se rendre à leur lieu de travail et celui d'encourager un développement durable en offrant des alternatives à la voiture individuelle.

---

<sup>1</sup> Source : ROCHE-BAYARD, Xavier, « Ca "réseaute" dur dans les affaires lochoises », 2 juin 2012, in *Site Internet de La Nouvelle République*, <http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Economie-social/n/Contenus/Articles/2012/06/02/Ca-reseaute-dur-dans-les-affaires-lochoises>, consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, <http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.

Dans cette même optique, le SCOT de Loches Développement prévoyait de renforcer l'attractivité de la zone d'activités du *Node Park Touraine* par la mise en place d'une **charte de qualité au niveau environnemental et social**<sup>1</sup>. De fait, la *Maison de la petite enfance* a été construite en 2008 et est désormais gérée par la CCLD au titre de sa compétence petite enfance/jeunesse<sup>2</sup>. Celle-ci s'ajoute à la crèche déjà existante, *La maison des petits pas* à Loches. Ces deux structures proposent chacune 40 places. **La crèche construite sur la zone d'activités du Node Park Touraine est une structure interentreprises** et constitue un « *service public supplémentaire à la disposition des personnes travaillant sur cette zone* » en **réservant 25 places aux personnes travaillant sur la zone**. Sa mise en place a engendré l'emploi de douze personnes pour la faire fonctionner. Cette crèche connaît d'ailleurs un certain succès puisqu'elle a connu un taux de croissance de 6 % entre 2010 et 2011 pour subvenir aux besoins de 162 familles. Parmi ces familles, certaines sont originaires de communes situées en dehors de la CCLD. Par exemple, quatre familles originaires de Saint-Martin-le-Beau et trois de Saint-Cyr-sur-Loire y ont fait appel en 2011. Des familles des autres communes alentours de Tours et d'Amboise ont également sollicité les services de cette crèche interentreprises. La fréquentation sur les communes de la CCLD s'élève à 84 familles. Ceci illustre de **l'utilité de réserver des places aux salariés de la zone d'activités**, ceux-ci ne résidant pas tous dans les communes de Loches Développement. La communauté de communes a également mis en place un **Relais Assistantes Maternelles (RAM)** afin d'accueillir les parents dans leur recherche d'un mode de garde pour leurs enfants et de les assister dans leurs démarches d'employeurs en cas d'appel à une assistante maternelle.

Par l'ensemble de ces démarches, la CCLD souhaite **améliorer la qualité de vie des salariés des zones d'activités et par conséquent rendre ces zones d'activités plus attractives aux yeux de futurs entrepreneurs**. La mise en place de cette charte de qualité sociale est associée à des **démarches environnementales qui contribuent également à renforcer l'attractivité des zones d'activités** en leur donnant des valeurs ajoutées par rapport aux zones d'activités situées sur des territoires comparables.

### **3. La CCLD a mis en œuvre des outils facteurs d'attractivité de son territoire :**

Malgré son caractère rural et une position géographique moins favorable dans le département, le territoire de Loches Développement connaît une croissance démographique importante avec un taux de variation annuel de sa population de 0,8 %. De même, l'économie du pays est dynamique grâce à une politique mettant en œuvre des outils de différenciation par rapport à d'autres territoires. De fait, Pierre LOUAULT, le Président de la CCLD, a mis en place des éléments pour créer un développement endogène. Par exemple, les chefs d'entreprises sont amenés à se rencontrer pour mieux se connaître et développer leurs activités. Surtout, **la politique de la CCLD s'attache à toujours rester innovante en accordant une attention particulière aux domaines qui évoluent rapidement et prennent une importance croissante dans le choix d'implantation des futurs entrepreneurs**. Ainsi, les services dits de haute technologie comme la **fib**

---

<sup>1</sup> Source : LEROUSSÉAU, Nicole, DELAUNAY, Bénédicte, MANSON, Corinne. *Le Schéma de Cohérence Territoriale de Loches Développement*. 23 f. Université de Tours : Octobre 2007. in

[http://www.gridauh.fr/fileadmin/gridauh/MEDIA/2010/contrats\\_de\\_recherche/evaluation\\_scot/47fb39c9cbf96.pdf](http://www.gridauh.fr/fileadmin/gridauh/MEDIA/2010/contrats_de_recherche/evaluation_scot/47fb39c9cbf96.pdf), consulté en juin 2012.

<sup>2</sup> Source : BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT,

<http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.



**optique** ont été mis en place dans la zone d'activités du *Node Park Touraine* afin de répondre aux besoins toujours plus importants en termes de débit Internet. De même, à l'heure d'un réchauffement climatique annoncé, la CCLD a mis en œuvre des éléments contribuant à développer une économie plus durable et plus écologique. De fait, un PER portant sur le **développement de la filière bois-énergie** est en place. En outre, une **charte de qualité environnementale et sociale** a été mise en place dans la zone d'activités du *Node Park Touraine*. Le développement économique durable est alors associé à une thématique sociale en faveur des salariés comme la mise à disposition d'une crèche au cœur de la zone d'activités.

**Toutes ces actions contribuent à renforcer l'attractivité du territoire en général et celle des zones d'activités en particulier aux yeux des entrepreneurs qui y voient les conditions d'une réussite de leur entreprise et d'une qualité de vie supérieure à d'autres territoires.** Ainsi, ces actions pourraient être reprises, adaptées au territoire de la CCVA et améliorées afin de donner au territoire des facteurs d'attractivité supérieurs et dynamiser son économie.

## **II. ACTIONS DEJA MENEES PAR VAL D'AMBOISE ET PROPOSITIONS D'ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA :**

### **A. LES ACTIONS DEJA MENEES PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE EN TERMES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :**

Dans cette partie nous allons voir quelles sont les principales actions mises en œuvre par la CCVA en faveur du développement économique. Elle a été écrite à l'aide des renseignements fournis par Madame Marie-Line DESLANDES.

#### ***1. La CCVA met à disposition des entreprises une offre foncière mais aussi immobilière :***

La Communauté de Communes du Val d'Amboise assure la **gestion de quatre zones d'activités**. Deux d'entre elles possèdent encore des terrains disponibles : la zone d'activités des Sables - Saint-Maurice et celle de la Boitardière avec respectivement 2,5 et 72 hectares à aménager. La CCVA dispose donc d'une **offre foncière** lui permettant à la fois de répondre aux besoins des entreprises déjà présentes sur son territoire, mais aussi d'en accueillir de nouvelles.

D'autre part, la Communauté de Communes du Val d'Amboise est **propriétaire d'un bâtiment industriel avec 2500 mètres carrés d'ateliers et 250 mètres carrés de bureaux, actuellement loué** par deux entreprises. Elle assure aussi la maîtrise d'ouvrage d'une **pépinière d'entreprises**. Un bâtiment dédié à l'accueil d'entreprises relevant de l'Economie Sociale et Solidaire est également en projet. Enfin, des réflexions sont en cours concernant la construction d'un pôle vitivinicole sur le territoire.

La pépinière dont Val d'Amboise assure la maîtrise d'ouvrage sera la **première pépinière « production et tertiaire » d'Indre-et-Loire selon la norme AFNOR<sup>1</sup>**. Cette norme NF X 50-770 certifie la marque NF services « *Activité des pépinières d'entreprises* » et garantit aux créateurs d'entreprises la fiabilité des prestations offertes par la pépinière. Elle sera implantée sur la zone d'activités du Prieuré-La Commanderie et ouvrira en septembre 2013. Cette pépinière, composée d'un bâtiment de 1 150m<sup>2</sup>, a

---

<sup>1</sup> Source : AFNOR CERTIFICATION, in [www.marque-nf.com](http://www.marque-nf.com), consulté en mai 2012.

vocation à **accueillir des start-up innovantes** ainsi que leurs jeunes créateurs. Un **partenariat avec l'université François Rabelais de Tours** pourra également être signé pour offrir aux doctorants et chercheurs des locaux adaptés. En accord avec la certification NF services, elle proposera un certain nombre de garanties comme la mise à disposition de locaux, un secrétariat permanent, des salles de réunion ainsi qu'un service d'accompagnement.

## ***2. La CCVA apporte un soutien aux entreprises et à certaines associations de son territoire :***

Ce soutien peut prendre différentes formes : tout d'abord **les entreprises ont accès par l'intermédiaire de la CCVA à tout un réseau d'acteurs**, ensuite elles peuvent bénéficier d'aides à l'investissement.

En effet, la Communauté de Communes du Val d'Amboise dispose d'un **service de développement économique** et si cette compétence est aujourd'hui une compétence obligatoire pour les communautés de communes, la CCVA possède cette compétence depuis les années 1990. En effet, la CCVA est issue du District d'Amboise et celui-ci aurait été le premier district de France à posséder la compétence du développement économique.

**Ce service de développement économique peut être considéré comme un service aux entreprises à part entière.** En effet, les entreprises peuvent contacter Madame Marie-Line DESLANDES en cas de problème et obtenir des conseils pour leur implantation, leur changement de locaux, ou encore pour l'obtention d'aides. Et prochainement, un deuxième poste va être créé pour assister Marie-Line DESLANDES. La personne qui sera embauchée devrait avoir son bureau au sein de la pépinière d'entreprises quand celle-ci sera ouverte. **Par l'intermédiaire de ce service, la CCVA entretient des relations privilégiées avec les entreprises de son territoire** et acquiert une bonne connaissance de son tissu économique.

Ensuite, la Communauté de Communes du Val d'Amboise accueille dans ses locaux une **permanence et une antenne des chambres consulaires** ce qui contribue à faciliter les démarches des entreprises.

D'autre part, la CCVA agit en **partenariat avec les services économiques du Conseil Général et du Conseil Régional.**

Enfin, **la Communauté de Communes du Val d'Amboise collabore activement avec le GEIDA**, groupement des entreprises du Val d'Amboise.

**Concernant les aides à l'investissement, le premier dispositif est l'Apeva**, Aide en faveur des Petites Entreprises du Val d'Amboise. La Communauté de Communes du Val d'Amboise a été la première à mettre en place un tel dispositif en Région Centre. Depuis sa création, 80 entreprises ont été soutenues et 300 000 euros de subventions ont été accordés pour un investissement de près de 3,5 millions d'euros par les entreprises. Cette subvention s'adresse aux entreprises relevant de la Chambre de Commerce ou de la Chambre des Métiers et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 800 000 euros hors taxes. Elle est accordée pour des projets d'investissements dans le cadre d'une création (46% des dossiers) ou d'une reprise d'entreprise (18% des dossiers) mais aussi pour la modernisation des outils de travail des entreprises existantes (36% des dossiers). Ainsi, l'Apeva participe au maintien et au développement de l'emploi dans les petites entreprises avec près de 100 emplois créés en cinq ans. Ce dispositif touche tous les secteurs d'activités même si 38% des dossiers Apeva concerne les secteurs de la restauration et de la coiffure.

**D'autre part, la CCVA a créé le dispositif Assova**, Aide en faveur de l'investissement économique des associations du Val d'Amboise, pour soutenir l'investissement de certaines associations ayant une activité

économique proche de l'entreprise. Par exemple, la CCVA a aidé l'association *OBJECTIF* dans le financement de cyclomoteurs afin de renforcer la mobilité des demandeurs d'emplois.

**Une aide à l'immobilier a également été mise en place en partenariat avec le Conseil Général.** Cette aide est destinée aux entreprises qui développent des projets de construction assortis de création d'emplois et/ou de la mise en œuvre de nouvelles activités.

Par ailleurs, la Communauté de Communes du Val d'Amboise participe au **financement de diagnostics inondations sur son territoire**, en partenariat avec l'Europe, la Région Centre et le Conseil Général. Et la Communauté de Communes du Val d'Amboise a pour **projet de participer aux fonds de l'IDIL** (Institut de Développement d'Indre-et-Loire) afin de renforcer l'aide, sous forme de prêts d'honneur auprès des créateurs ou des repreneurs d'entreprises.

Maintenant que nous avons vu les actions menées par la CCVA en faveur du développement économique, nous allons voir quelles actions elle pourrait mettre en œuvre en complément pour que sa politique soit encore plus efficace. Nous pensons qu'elle devrait concentrer ses efforts sur deux domaines, l'économie sociale et solidaire et le développement durable, qui sont des domaines porteurs et encore assez innovants.

## **B. DEVELOPPER L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE :**

**Le territoire de la CCVA se doit de se distinguer de celui de Tour(s)Plus** auquel il est de plus en plus dépendant notamment sur le plan du développement économique. En effet, la différenciation d'un territoire par rapport aux autres constitue un **moyen d'obtenir un avantage concurrentiel** certain. De ce fait, **l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) apparaît comme une opportunité pour la CCVA de se différencier** en favorisant l'émergence de ce secteur innovant et actuellement en pleine croissance. Toutefois, ce secteur s'avère encore peu développé et peu organisé. La mise en place d'actions en faveur du développement de l'ESS sur le territoire du Val d'Amboise lui procurerait donc une source d'attractivité face à la tendance à la mono-polarisation des activités au sein du pôle urbain de Tours.

### **1. L'ESS, un secteur de l'économie en plein développement mais qui reste encore méconnu :**

#### **a. L'ESS, une manière « d'entreprendre autrement » :**

##### **i. L'ESS combine l'activité économique avec une finalité d'utilité sociale :**

Par définition, **l'ESS regroupe « les associations, les coopératives, les mutuelles et les fondations ainsi que les organismes de l'Economie Solidaire telles que les structures d'insertion par l'activité économique »<sup>1</sup> et combine « engagement social et initiative économique pour mettre la personne humaine au centre des activités et replacer l'économie dans son contexte »<sup>2</sup>.** De ce fait, l'ESS se caractérise par son **mode d'entreprendre spécifique** reposant sur cinq principes fondateurs définis par la charte de l'économie sociale de 1980 et dont la dernière version date de 1995 :

---

<sup>1</sup> Source : CRESS CENTRE. *Construire une économie au service de l'homme*. 2012. 2 p.

<sup>2</sup> Source : COMMUNAUTE URBAINE DE LYON, « Economie sociale et solidaire : définition », in *Site Internet de la Communauté urbaine de Lyon*, <http://www.economie.grandlyon.com/economie-sociale-solidaire-ess-definition.278.0.html>, consulté le 16 juillet 2012.

- Une gouvernance démocratique
- La solidarité
- La juste répartition des excédents
- La gestion autonome et indépendante
- La liberté d'adhésion<sup>1</sup>

Ainsi, la gestion démocratique se traduit par l'application du principe « une personne=une voix » lors des prises de décisions au sein des assemblées générales. La personne et l'intérêt commun des projets sociaux mis en œuvre priment sur la recherche de profit individuel.

Par l'ensemble de ses spécificités, **l'ESS forme un acteur économique à part entière et un des axes du développement économique local** reconnu par les collectivités locales ainsi que les instances politiques.

## *ii. L'ESS, un paysage d'une grande diversité :*

L'ESS regroupe des structures aux profils très différents allant des associations aux coopératives comme les Sociétés Coopératives de Production (SCOP) ou Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC). A l'origine, une distinction était faite entre l'économie sociale et l'économie solidaire. L'économie sociale regroupe les entreprises appelées du Tiers Secteur car n'étant ni des sociétés de capitaux ni des entreprises publiques et ayant des principes de démocratie, de solidarité et de liberté<sup>2</sup>. L'économie sociale rassemble donc toutes les entreprises à statut juridique d'association, de mutuelle, de coopérative et de fondation. L'économie solidaire, elle, a vu le jour en réaction à la crise économique des années 1980 et qui a suivi la période faste des Trente Glorieuses. Aujourd'hui, elle s'est étendue avec l'apparition du commerce équitable et de la notion de développement durable mais aussi d'autres thèmes se développant depuis peu comme la Responsabilité Sociale Entreprise (RSE) ou encore la réinsertion des personnes en difficultés sociales ou professionnelles. Or, ces entreprises s'avèrent avoir majoritairement les mêmes statuts juridiques que les entreprises sociales à savoir ceux d'une association, d'une fondation ou coopérative. C'est pourquoi, les deux thèmes d'économie sociale et solidaire sont désormais souvent associés.

Du fait de leurs origines variées, les organismes de l'ESS présentent des formes d'organisation diverses. Certains sont devenus des grandes entreprises alors que d'autres peuvent être qualifiés « *d'émergents, associant innovations sociales et volonté d'entreprendre autrement* »<sup>3</sup>. Les plus grosses entreprises comme la MACIF ou l'Association nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) regroupent même plus de 5 000 salariés.

---

<sup>1</sup> Source : BISSAULT Laurent. « Le « tiers secteur », un acteur économique important 10 % de l'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles, associations et fondations ». *INSEE PREMIERE*, n° 1342, 2011, p. 4.

<sup>2</sup> Source : CRESS CENTRE, « Qu'est-ce que l'Economie Sociale et Solidaire ? », in [http://www.cresscentre.org/a/index.php?option=com\\_content&view=article&id=61&Itemid=54](http://www.cresscentre.org/a/index.php?option=com_content&view=article&id=61&Itemid=54), consulté le 16 juillet 2012.

<sup>3</sup> Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

De même, les entreprises d'ESS recouvrent des secteurs d'activités très divers et aussi bien des activités non marchandes que des activités marchandes. En effet, de nombreuses entreprises d'ESS œuvrent dans le domaine de l'intérêt général et de la protection sociale avec les activités des mutuelles mais aussi dans d'autres domaines comme la culture ou le sport ou encore plus récemment dans des domaines à dimension écologique que sont les énergies renouvelables ou la valorisation des déchets. Mais l'ESS est également fortement présente dans des secteurs marchands comme la banque et l'assurance. Parmi tous ces domaines, six se distinguent et rassemblaient 80 % de l'emploi salarié de l'ESS en 2006<sup>1</sup>. Le premier d'entre eux est le domaine de l'action sociale avec 34 %, les activités financières se placent, elles, en troisième place avec 11,8 % et les services aux entreprises en cinquième position avec 4,4 % de l'emploi total. Ce dernier secteur s'avérait donc encore peu développé en 2006 dans le domaine de l'ESS et des perspectives de croissance peuvent être envisagées.

b. Un secteur encore mal connu mais à l'essor futur certain :

i. *L'ESS connaît une croissance dynamique mais demeure encore mal connue :*

Depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, l'ESS connaît une dynamique de croissance supérieure au reste de l'économie. **La dynamique de croissance de l'emploi dans l'ESS a notamment été deux fois et demie supérieure à celle des entreprises privées entre 2001 et 2006 avec une croissance annuelle de 2,6 % au lieu de 1,1 % dans le secteur privé<sup>2</sup>.** En 2008, l'ESS employait ainsi 9,9 % de l'ensemble des salariés français soit **près d'un salarié sur dix qui travaille dans ce secteur**. De la même manière, le nombre d'établissements a progressé plus rapidement dans l'ESS que dans le privé avec une différence de croissance annuelle de + 0,7 % sur la période 2001-2006. En 2007, 215 000 établissements ont été recensés comme appartenant au secteur de l'ESS. En outre, les études statistiques démontrent que celui-ci a moins subi la crise économique de 2008. En effet, des chercheurs de l'association « Recherches-Solidarités » ont conclu après étude que *« dans un contexte de crise économique, le secteur associatif continue à créer des emplois, y compris au cours du premier semestre 2009, alors que l'ensemble du secteur privé en perd nettement »*<sup>3</sup>.

Tous ces éléments illustrent de l'essor de ce secteur dans l'économie. Pourtant, il demeure encore *« mal connu et insuffisamment reconnu »* bien qu'il soit *« porteur de potentialités réelles »*<sup>4</sup>. L'ESS gagnerait donc à être soutenue et aidée par les pouvoirs publics et notamment les collectivités locales. En effet, l'ESS peut constituer un réel axe de développement économique local.

---

<sup>1</sup> Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

<sup>2</sup> Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

<sup>3</sup> Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

<sup>4</sup> Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

ii. *L'ESS, un secteur innovant, facteur de différenciation des territoires :*

Les entreprises appartenant au secteur de l'ESS se caractérisent par de nombreuses qualités qui en font des « *opérateurs recherchés par les collectivités locales* ». En effet, celles-ci font preuve d'innovations, facteur de différenciation dans leur domaine. **En outre, les emplois créés dans ces entreprises sont par nature « moins délocalisables »<sup>1</sup>** que d'autres et concourent donc au maintien et même au développement de l'emploi salarié des territoires où elles s'implantent. De ce fait, **les entreprises de l'ESS présentent un fort ancrage territorial et leur présence contribue à dynamiser l'économie de ce territoire**. En conclusion, mettre en place des politiques publiques en faveur de l'implantation d'entreprises du secteur de l'ESS constitue une stratégie durable et pérenne de développement économique.

2. *L'ESS, un secteur à soutenir dans la CCVA afin d'en tirer un avantage concurrentiel par différenciation :*

a. L'exemple de la démarche entreprise par le pays Sologne Val de Sud :

i. *Un territoire présentant une situation comparable au pays Loire-Touraine dont fait partie la CCVA :*

**Le pays Sologne Val de Sud se situe au sud de l'agglomération orléanaise dans le département du Loiret (45) en région Centre<sup>2</sup>**. Il bénéficie d'une **bonne accessibilité** grâce à la présence de deux autoroutes, l'A71 traversant le pays et rejoignant Orléans et l'A10 reliant le pays à l'agglomération parisienne en 1h30. Du fait de sa proximité, **le pays est fortement influencé par l'agglomération orléanaise** tout comme l'est le pays Loire-Touraine avec Tours. Composé de 29 communes et rassemblant 44 359 habitants, la Sologne Val de Sud connaît d'ailleurs un dynamisme démographique important puisque sa population a augmenté de 7,0 % entre 1999 et 2006 alors qu'elle n'augmentait que de 4,4 % dans le département sur la même période. Le taux de variation annuelle de la population s'établit à 1,0 % tout comme dans la CCVA. Ceci s'explique par l'accroissement du phénomène de périurbanisation et l'arrivée d'habitants voulant fuir l'agglomération orléanaise. En effet, le solde migratoire compte pour 0,7 % du taux de variation de la population. Là encore, **cette situation est comparable à celle du pays Loire-Touraine où le même phénomène est en jeu avec l'agglomération tourangelle**.

**De même que le territoire de la CCVA, le pays de la Sologne Val de Sud bénéficie d'un cadre de vie attrayant**. En effet, le pays s'étend sur le Val de Loire, classé au patrimoine mondial de l'Unesco mais également sur la Sologne, région réputée par la qualité de ses paysages. A ce titre, le tourisme constitue un pilier de l'économie du pays comme c'est le cas du Val d'Amboise. Par ailleurs, l'économie est portée grâce notamment à deux pôles industriels qui emploient 2 800 salariés. L'industrie, tout comme l'artisanat, est représentée par de nombreuses PMI du secteur de l'agroalimentaire. Le pays a mis particulièrement l'accent sur le développement économique dans son projet de territoire. D'ailleurs, le pays fait preuve d'un certain dynamisme économique comme le montre des indicateurs économiques favorables. Entre 2000 et 2008, le nombre d'entreprises implantées sur le territoire a progressé plus rapidement que dans le département et

---

<sup>1</sup> Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

<sup>2</sup> Source : PAYS SOLOGNE VAL DE SUD, *Charte de développement, pays Sologne Val de Sud*, 2010. 52 p.



dans la Région Centre, à hauteur de 22,7 % au lieu de 13,7 % au niveau régional. Le taux de chômage était inférieur de 3 points à celui de la région en 2006. De nombreux dispositifs d'aides existent pour favoriser l'implantation de nouvelles entreprises comme un prêt d'avance à taux zéro pour les entrepreneurs mis en place par le groupement Loiret Initiative. Le dispositif de Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC) a également été mis en place dans ce territoire rural et a permis le lancement d'une Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services (OCMACS).

**Tous ces éléments illustrent des similitudes qui existent entre les deux pays Sologne Val de Sud et Loire-Touraine. Ceux-ci présentent des situations comparables en tout point, que ce soit la proximité avec une grande agglomération, un cadre de vie de qualité ou encore un important dynamisme démographique.** En outre, les deux pays engagent les mêmes politiques en faveur du développement économique. Toutefois, nous allons voir que le pays de la Sologne Val de Sud a récemment engagé un processus unique dans la région qui pourrait lui donner un avantage concurrentiel et des éléments de différenciation par rapport aux autres territoires comparables comme l'est, par exemple, Amboise.

ii. *Un territoire « pilote en matière de promotion et de soutien aux acteurs de l'ESS » :*

Le pays Sologne Val de Sud s'est doté de documents déterminant les orientations stratégiques en termes de développement. Ainsi, une **Charte de Développement durable** a été élaborée en 2004. Le pays s'est également doté d'un troisième Contrat Régional de Pays pour la période 2011-2015 dans l'optique de se structurer et de se développer. Ce contrat, signé le 26 septembre 2011, contient un certain nombre d'actions phares. L'une des actions phares de ce contrat consiste en la **mise en place d'un « partenariat pilote avec la Chambre Régionale pour l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS Centre) »**<sup>1</sup>. Une convention a été signée entre la CRESS Centre, la Région Centre et le pays ce qui en fait une « *démarche exemplaire et unique en son genre en région Centre* »<sup>2</sup> selon les propos de Monsieur Hubert FOURNIER, Président du pays Sologne Val de Sud. Plusieurs objectifs ont été dégagés lors de la signature de la convention dont l'objectif final consiste à « *favoriser sur le territoire une économie multiple, plus proche des personnes, et dont les vocations premières sont la solidarité, les rapports sociaux, le respect de notre environnement* »<sup>3</sup> d'après les termes employés par Guy JANVROT, vice-président de la CRESS Centre. Il s'agit donc de **développer concrètement des emplois locaux et durables grâce à l'ESS et à son caractère non délocalisable.**

Pour cela, un état des lieux précis des acteurs de l'ESS présents dans le pays a été dressé par la CRESS Centre. Ceci a abouti à une restitution publique le 7 juin 2012 et à la rédaction d'un hors-série du périodique *Panorama de l'ESS en région Centre*. Le territoire présente un riche tissu d'associations œuvrant dans des domaines très divers comme la culture, le sport ou encore le monde socioprofessionnel. Environ 300 organisations relevant de l'ESS ont été recensées au total. Il apparaît que 11,2 % des établissements employeurs du pays appartiennent au secteur de l'ESS ce qui correspond à la moyenne régionale. En

---

<sup>1</sup> Source : CRESS CENTRE. « L'ESS sur le pays Sologne Val Sud ». *Panorama de l'économie sociale et solidaire en région Centre*, hors-série n° 1, 2012, p. 1.

<sup>2</sup> Source : CRESS CENTRE, « L'ESS sur le pays Sologne Val Sud ». *Panorama de l'économie sociale et solidaire en région Centre*, hors-série n° 1, 2012, p. 1.

<sup>3</sup> Source : CRESS CENTRE, « L'ESS sur le pays Sologne Val Sud ». *Panorama de l'économie sociale et solidaire en région Centre*, hors-série n° 1, 2012, p. 1.

revanche, l'emploi salarié de l'ESS ne représente que 6,3 % de l'emploi total dans le pays au lieu de 9,9 % en Région Centre. Il ressort également de l'étude qu'aucun salarié de l'ESS ne travaille dans le secteur du soutien aux entreprises. De ce fait, de « *réelles perspectives de développement de l'ESS* »<sup>1</sup> existent sur le territoire. Suite à ce diagnostic, des groupes de travail vont être mis en place sur différentes thématiques dégagées comme potentiellement porteuses de développement dans le but de faire émerger des « *pistes d'actions pour soutenir le développement de l'ESS* »<sup>1</sup>. Des actions vont être mises en œuvre pour promouvoir l'ESS encore méconnue aujourd'hui et insuffisamment développée au regard de son potentiel. Il s'agira donc aussi d'organiser la structuration de tous les nombreux acteurs de l'ESS et de les accompagner pour favoriser la création de nouvelles activités et d'emplois. En effet, pour Frédéric FRENARD, chargé de mission territoires à la CRESS Centre, **l'ESS apparaît aujourd'hui comme un levier du développement économique des territoires ruraux** et la soutenir « *renforcera la robustesse du Pays Sologne Val Sud* »<sup>2</sup>.

Cette démarche, pilote aujourd'hui en région Centre, apparaît, du fait des nombreuses similarités entre les pays Sologne Val de Sud et Loire-Touraine, comme un exemple d'actions qui pourrait être mise en œuvre sur le pays Loire-Touraine à l'initiative de la CCVA. En effet, l'ESS reste encore méconnue mais gagnerait à se développer puisqu'elle contribue à l'essor économique des territoires et s'inscrit dans une démarche de développement durable et d'économie raisonnée inscrite sur du long terme.

b. **Un facteur de différenciation de la CCVA : la mise en place d'une organisation économique durable grâce à l'ESS :**

i. *La CCVA dispose des facteurs pour organiser le développement de l'ESS :*

**La CCVA vient d'engager une démarche de regroupement d'entreprises du secteur de l'ESS déjà implantées sur le territoire au sein d'un même pôle. Ce « pôle ESS » verra le jour en 2014**, et alors la communauté de communes pourra offrir des locaux aux entreprises de l'ESS souhaitant rejoindre ce pôle tout en leur faisant bénéficier de prix attractifs. En effet, les entreprises de l'ESS bénéficieraient de nombreux avantages par une telle implantation. Tout d'abord, elles gagneraient en visibilité en étant toutes regroupées en un même lieu. Elles pourraient bénéficier d'une meilleure communication auprès de leur clientèle potentielle pour envisager de développer leur activité et de créer des emplois. De ce fait, certaines entreprises de l'ESS sont encore méconnues du grand public mais aussi du monde professionnel et des entreprises. Leur implantation dans les locaux du pôle leur garantirait une publicité faite par la CCVA. De plus, une mutualisation de certains coûts inhérents à la vie des entreprises pourra être envisagée en partageant certains services.

**La mise en place de ce pôle ESS aura pour conséquence une meilleure structuration de ce secteur de l'économie en plein essor et constituera un facteur de différenciation notable** en raison de son caractère encore innovant et de sa sous-utilisation par les collectivités publiques. En effet, la CCVA dispose d'un tissu riche d'associations qui gagneraient à coopérer ensemble et à se regrouper au sein de ce que l'on pourrait appeler un « cluster d'entreprises de l'ESS ». Cette notion de cluster a été développée par Michael

---

<sup>1</sup> Source : CRESS CENTRE. *Economie Sociale et Solidaire : quel développement sur le Pays Sologne Val Sud ? Quelles pistes pour accompagner le développement de ce secteur ?*, Compte-rendu, restitution publique, Vienne-en-Val, 2012, 8 p.

<sup>2</sup> Source : PAYS SOLOGNE VAL DE SUD. « Zoom sur le partenariat avec la CRESS ». *La lettre du pays Sologne Val Sud*, n° 13, 2011-2012, p. 3.



PORTER au début des années 1990 et renvoie aujourd'hui à de nombreuses définitions en raison des diverses formes que peut prendre un cluster. Les auteurs Marie-France BARTHET et Muriel THOIN définissent les clusters dans leur livre *Les Pôles de compétitivité* comme s'apparentant à « *un réseau d'entreprises, généralement d'un même secteur d'activité, interconnectées, fortement compétitives avec un réel ancrage géographique, tournées vers l'innovation* »<sup>1</sup>. L'idée de base est alors de « *favoriser l'agglomération et la collaboration, au niveau local, d'acteurs complémentaires et/ou rivaux au sein de secteurs d'activités spécifiques, notamment autour de projets d'innovation* »<sup>2</sup>. Un des résultats attendus se traduit par des « *retombées positives endogènes et durables à l'échelle locale – en termes d'emplois, de capacités d'innovation, d'attractivité, etc.* »<sup>3</sup>. **La constitution d'un tel pôle peut donc constituer un moyen de développement économique local durable et ancré dans son territoire.**

**Quelques entreprises de la CCVA parmi les nombreuses du secteur de l'ESS se sont déjà engagées pour s'installer dans ce pôle.** Dans le domaine de la formation, l'antenne de l'ARPEC Touraine d'Amboise s'implantera dans ce pôle. Cet organisme délivre des formations en apprentissage à destination des jeunes mais aussi des formations professionnelles principalement pour les demandeurs d'emplois dans les domaines que sont la vente et la gestion. Outre ce centre de formation, deux associations se sont déjà montrées intéressées par une localisation au sein du pôle. Il s'agit d'associations œuvrant dans le domaine des services à la personne. L'ASSAD réalise des prestations visant au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées et apporte des aides aux familles et personnes en difficulté. Le dispositif d'*Hospitalisation A Domicile* (HAD) ouvert en septembre 2007 sur Amboise viendra également s'installer dans le pôle ESS.

*ii. Quelques exemples d'actions à mettre en œuvre pour développer et pérenniser le pôle ESS :*

En France comme en Région Centre, **le secteur de l'ESS présente de potentialités de développement. Ceci est notamment vrai pour le secteur des services à l'entreprise.** En 2006, ce domaine ne représentait que 4,4 % de l'emploi salarié total de l'ESS en France alors qu'il pesait pour 17,2 % de l'emploi salarié privé hors ESS<sup>4</sup>. Dans le domaine des services aux entreprises, le secteur privé hors ESS rassemblait en 2006 plus des quatre cinquièmes de l'emploi salarié, le secteur public 14,7 % et le secteur de l'ESS seulement 3,2 %. La situation était identique en région Centre avec 4,9 % des établissements employeurs de l'ESS exerçant dans le domaine des services aux entreprises.

**Par conséquent, la CCVA pourrait mettre en valeur la construction future du pôle ESS pour attirer de nouvelles entreprises de l'ESS. En effet, la présence des quatre zones d'activités regroupant presque 200 entreprises et plus de 4 000 salariés constitue une clientèle potentielle importante.** Au regard des

---

<sup>1</sup>Source : BARTHET, Marie-France, THOIN, Muriel. *Les Pôles de compétitivité*. Paris : La Documentation française, 2009. 128 p.

<sup>2</sup> Source : HAMDOUCH Abdelillah. « Les clusters et la géographie économique locale : mythes, réalités et enjeux », *La Vie de la Recherche Scientifique*, n° 379, octobre/novembre/décembre 2009, p. 24-28.

<sup>3</sup> Source : HAMDOUCH Abdelillah. « Les clusters et la géographie économique locale : mythes, réalités et enjeux », *La Vie de la Recherche Scientifique*, n° 379, octobre/novembre/décembre 2009, p. 24-28.

<sup>4</sup>Source : VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.

demandes exprimées par les dirigeants des entreprises rencontrées et de la localisation de ce pôle, des actions pourraient être mises en œuvre par la CCVA. Ce pôle se situera dans la zone d'activités des Sables-Saint-Maurice, à proximité de la gare SNCF. En conséquence, il pourrait constituer un lieu idéal pour la mise en place d'une **aire de covoiturage** mais également d'une **station de vélos électriques** mis à disposition des salariés qui souhaiteraient se rendre dans la zone de la Boitardière, sur la rive gauche de la Loire et implantée au sommet d'un coteau. La navette reliant actuellement la gare à la zone de la Boitardière pourrait desservir ce nouveau pôle.

La CCVA pourrait éventuellement envisager d'**aider une Association pour le Maintien d'une Agriculture de Proximité (AMAP) à mettre en place un point de vente de sa production** au sein du pôle afin de toucher un plus large public. Dans cette optique, la CCVA devra organiser une **campagne de communication autour des différentes prestations de services sociaux et solidaires qui seront offerts dans le pôle à destination de l'ensemble des salariés des zones industrielles**. Une politique d'aides au financement et au développement des entreprises du secteur solidaire comme les magasins de commerce équitable ou des associations du domaine du développement durable comme *Vitruvie* pourrait renforcer l'attractivité de ce pôle.

En conclusion, la présence d'un tel pôle de l'ESS contribuerait à renforcer l'attractivité du territoire de la CCVA qui bénéficie déjà d'un cadre de vie de qualité et de la présence de nombreuses aménités. Le secteur de l'ESS présente de nombreuses potentialités de développement et forme aujourd'hui un domaine innovant en matière d'économie en prônant un retour à une économie plus viable et plus durable, ancrée dans les territoires et créatrices de réelles valeur-ajoutées pour les territoires sachant le mettre en valeur. Développer l'ESS permet de se différencier du territoire de Tour(s)Plus et de dégager ainsi un avantage concurrentiel.

## **C. AGIR EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE :**

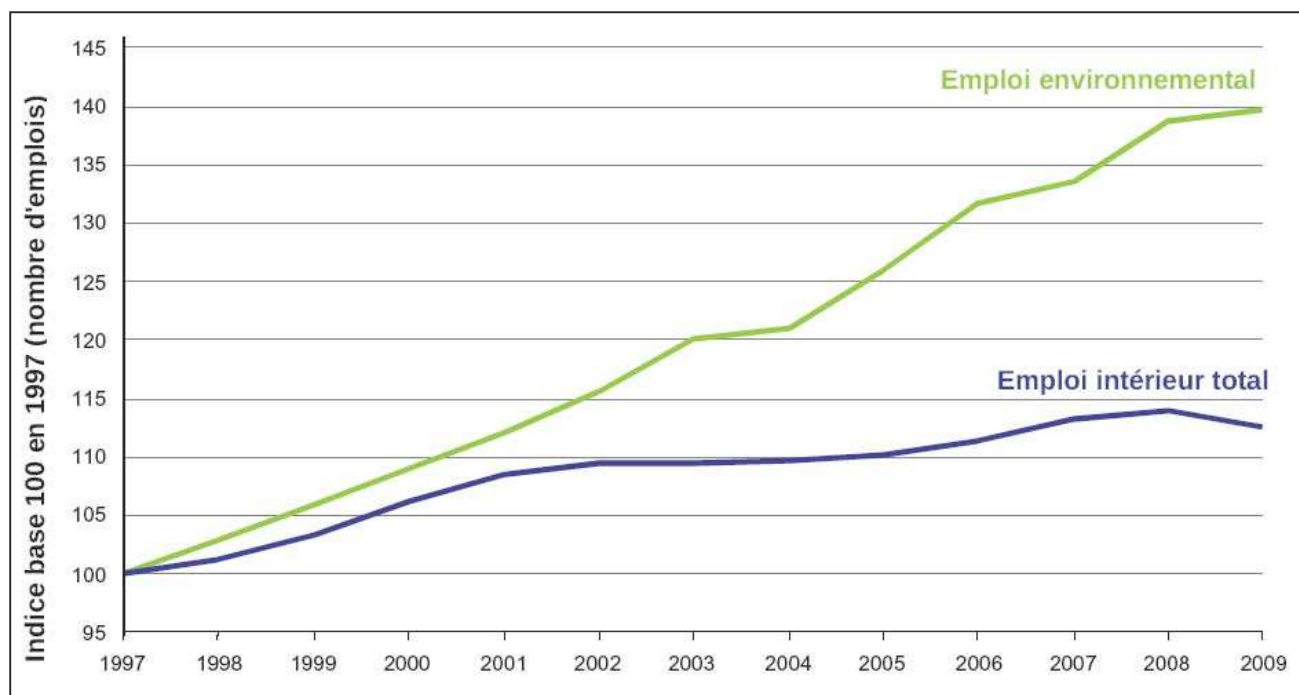
### **1. L'environnement, un secteur porteur que soutient déjà la CCVA :**

**Agir en faveur de l'environnement est complémentaire au développement de l'ESS dans la recherche d'un développement économique durable.** En effet, le développement durable repose sur trois piliers que sont l'environnement, le social et l'économie.

De plus, **tout comme l'ESS, le secteur de l'environnement est un secteur porteur de l'économie** où le nombre d'emplois augmente d'année en année et de manière plus rapide que les autres emplois. En effet, comme on peut le voir sur le graphique page suivante, l'emploi environnemental a augmenté à un rythme annuel moyen de 2,9 % entre 2004 et 2009 contre une augmentation d'un peu moins de 1 % pour les emplois de l'ensemble des secteurs de l'économie<sup>1</sup>. **Le secteur de l'environnement offre donc de réelles potentialités de développement économique.**

---

<sup>1</sup> Source : INSEE, « Emplois dans les éco-activités », in *Site Internet de l'INSEE*, [http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers\\_web/dev\\_durable/emploi\\_eco-activites.htm](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/dev_durable/emploi_eco-activites.htm), consulté en juillet 2012.



Graphique 49 : Evolution de l'emploi environnemental en France (Source : INSEE, « Emplois dans les éco-activités », in Site Internet de l'INSEE, [http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers\\_web/dev\\_durable/emploi\\_eco-activites.htm](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/dev_durable/emploi_eco-activites.htm), consulté en juillet 2012.)

La CCVA mène déjà des actions en faveur de l'environnement et notamment pour le **développement des énergies renouvelables**. En effet, elle a donné son accord pour l'**implantation d'un parc photovoltaïque** à l'est de la zone d'activités de la Boitardièr<sup>1</sup>. Ce parc devrait être mis en service en 2013 et sera aménagé sur une surface de 23 hectares. Il devrait avoir une production d'énergie correspondant à la consommation de 5 500 habitants. Le terrain sera loué à un opérateur pour une longue durée, limitée à 23 ans, et à l'issue de l'exploitation de ce parc photovoltaïque, le site pourra être remis dans son état initial.

Mais comme le sait Val d'Amboise, « **le développement des énergies renouvelables prend tout son sens quand il s'accompagne de projets favorables à l'environnement, de mesures de maîtrise de l'énergie et d'actions de sensibilisation du public au développement durable.** »<sup>2</sup>. C'est pourquoi « le patrimoine de la Communauté de Communes va faire l'objet d'une étude diagnostique qui permettra de définir un plan d'actions visant à réduire les consommations énergétiques. »<sup>3</sup>. Et c'est pourquoi le parc photovoltaïque accueillera les ruches d'un apiculteur.

Nous encourageons donc la Communauté de Communes à encore développer les actions en faveur du développement durable. Pour cela, nous allons lui proposer plusieurs pistes d'actions.

<sup>1</sup> Source : LAGEDAMON, Sandra. « Parc photovoltaïque : économie verte, esprit durable. ». *Val d'Amboise Info*, n° 29, printemps 2011. p. 5-7.

<sup>2</sup> Source : LAGEDAMON, Sandra. « Parc photovoltaïque : économie verte, esprit durable. ». *Val d'Amboise Info*, n° 29, printemps 2011. p. 7.

<sup>3</sup> Source : Identique à la précédente.

## 2. Exemples d'actions en faveur de l'environnement que pourrait mettre en place la CCVA :

- a. Val d'Amboise pourrait inciter les entreprises à intégrer des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) à leur activité :

Si la CCVA veut mener une politique de développement durable efficace sur son territoire, elle ne peut pas agir seule et doit favoriser l'implication d'autres acteurs du territoire dans la mise en œuvre de cette politique. Et il serait particulièrement intéressant de **mobiliser les entreprises**. La participation des entreprises à la mise en œuvre d'un développement durable sur le territoire du Val d'Amboise pourrait se faire par la mise en place de démarches de RSE.

Selon le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, « *La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est la **contribution des entreprises aux enjeux du développement durable**. La démarche consiste pour les entreprises à prendre en compte les impacts sociaux et environnementaux de leur activité pour adopter les meilleures pratiques possibles et contribuer ainsi à l'amélioration de la société et à la protection de l'environnement. La RSE permet d'associer logique économique, responsabilité sociale et écoresponsabilité.* »<sup>1</sup>

Or, les grandes entreprises intègrent souvent la RSE dans leur activité car elles disposent de moyens humains et financiers importants mais **les PME éprouvent plus de difficultés à s'investir dans le domaine du développement durable** en raison d'un manque de temps, de moyens, et de connaissances<sup>2</sup>. Val d'Amboise pourrait remédier à ce problème en s'inspirant des actions menées par la Communauté de communes Caux vallée de Seine.

En effet, « *consciente de la nécessité de faciliter l'implication des acteurs économiques dans le développement durable, la Communauté de communes Caux vallée de Seine a décidé d'élaborer une **Charte de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) avec le soutien du Conseil Général de la Seine Maritime**. Elle a pour but de fournir des pistes d'actions détaillées et opérationnelles aux entreprises du territoire afin que ces dernières puissent facilement se lancer dans une démarche de développement durable. [...] Cette charte RSE a été **conçue comme un guide pratique** destiné à toutes les entreprises, quelque soit leur secteur d'activité, leur taille, leur maturité en termes de développement durable et les moyens dont elles disposent. Elle s'articule autour de **25 fiches actions** qui couvrent toutes les dimensions du développement durable et regorgent de conseils pratiques, d'outils, de contacts... **Pour faciliter son appropriation par les entreprises, les fiches sont organisées par : Secteur d'activité de l'entreprise** : industries, commerce, activités tertiaires, agriculture ; **Piliers du développement durable** poursuivis : environnement, social, économique et gouvernance ; **Département de l'entreprise** devant porter l'action : Direction générale, RH, Finance, Conception des produits et services, Production, Marketing, Distribution, Suivi commercial ; **Niveau de faisabilité de l'action** : très simple à mettre en œuvre, peu contraignant à mettre en œuvre, lourd à mettre en œuvre ; **Types d'actions souhaitées** : actions de sensibilisation et de formation, actions relevant des*

---

<sup>1</sup> Source : MINISTERE DE L'ÉCOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE, « Responsabilité sociétale des entreprises » in <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Responsabilite-societale-des.html>, consulté en juillet 2012.

<sup>2</sup> Source pour ce paragraphe : LA MANUFACTURE DURABLE, « La coopération autrement ! », in <http://www.lamanufacturedurable.com/actus/121/la-cooperation-autrement->, consulté en juillet 2012.

*bonnes pratiques, actions structurantes nécessitant un déploiement en plusieurs phases, actions nécessitant des investissements et actions de type partenarial.»<sup>1</sup> Les entreprises qui s'engagent dans la mise en place des actions préconisées dans la charte RSE de la Communauté de Communes obtiennent « une sorte de label RSE » leur permettant de se valoriser.*

Cet outil innovant mis en place par la Communauté de communes Caux vallée de Seine pourrait être repris par Val d'Amboise. Cela pourrait contribuer à un développement économique durable du territoire.

**b. LA CCVA pourrait mettre en place une charte de qualité environnementale et paysagère pour les ZA de son territoire :**

La charte de qualité environnementale et paysagère est un outil qui englobe moins d'aspects du développement durable que la charte RSE, outil que nous avons vu précédemment. En effet, la charte de qualité environnementale et paysagère est plutôt tournée vers l'environnement, alors que la charte RSE comprend à la fois des aspects environnementaux mais aussi sociaux et économique. Néanmoins, **la charte de qualité environnementale et paysagère est un outil intéressant qui peut être mobilisé dans le cadre d'une politique de développement économique.**

Cet outil a déjà été mis en place dans plusieurs territoires. Par exemple, nous avons vu qu'il a été utilisé dans le territoire du Chinonais. Mais d'autres territoires l'ont mobilisé, comme la Communauté de Communes de la Région de Pouancé-Combrée dont nous allons étudier le contenu de la charte de qualité environnementale et paysagère.

**La charte de qualité environnementale et paysagère de la Communauté de Communes de la Région de Pouancé-Combrée comprend huit objectifs** que nous allons détailler.<sup>2</sup> Le premier objectif est de « **garantir une image positive des zones d'activités** ». Cela passe par un entretien des ZA, une prise en compte de l'aménagement paysager et de la signalétique sur les zones d'activités. Le deuxième objectif est de « **garantir la fonctionnalité des zones d'activités** ». Pour atteindre cet objectif, les acteurs publics comme privé s'engagent à effectuer des actions en matière d'accessibilité, de stationnement, de voirie et d'éclairage public. Ensuite, les trois objectifs suivants sont de « **garantir la bonne gestion des eaux pluviales** », de « **garantir la bonne gestion des rejets liquides** », et de « **garantir la bonne gestion des déchets** ». Pour satisfaire à ces objectifs, cela suppose de respecter les normes en vigueur et de privilégier, quand cela est possible, le recyclage et la valorisation. Le sixième objectif est de « **garantir la bonne maîtrise des risques naturels** » notamment par une analyse et une prévention des risques sur chacune des zones d'activités mais aussi par une meilleure information au sujet de ces risques. L'objectif suivant est de « **garantir un chantier à faible nuisance** », ce qui sous-entend d'essayer de réduire toutes les nuisances que peut générer un chantier (comme, par exemple, le bruit). Enfin, le dernier objectif est de « **garantir l'accueil et l'accompagnement des entreprises** ». En effet, « *La réussite et la pérennité de cette démarche de qualité environnementale sur les zones d'activités ne seront possibles que si la collectivité et les entreprises établissent un dialogue durable et s'engagent dans une approche gagnant-gagnant, permettant à chacun de capitaliser une image de*

---

<sup>1</sup> Source : LA MANUFACTURE DURABLE, « La coopération autrement ! », in <http://www.lamanufacturedurable.com/actus/121/la-cooperation-autrement->, consulté en juillet 2012.

<sup>2</sup> Source pour ce paragraphe : COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE POUANCE-COMBREE, « Objectifs de la charte et engagements de chacun », in <http://www.cc-pouance-combree.fr/Objectifs-de-la-charte-et>, consulté en juillet 2012.

marque dans le domaine de la prise en compte de l'environnement. »<sup>1</sup> Au cours de toutes leurs démarches, la Communauté de Communes de la Région de Pouancé-Combrée accompagne les entreprises en leur fournissant des informations (veille d'informations techniques, juridiques ...), en les mettant en relation avec d'autres acteurs, et en les aidant dans leurs décisions.

Cette charte permet aux entreprises qui s'implantent dans les zones d'activités « *de répondre plus facilement à leurs obligations réglementaires en matière d'environnement et de trouver un cadre favorable au développement de leur démarche environnementale interne.* » De plus, la mise en place d'une telle charte améliore l'image de marque du territoire et peut fournir un avantage concurrentiel. La CCVA devrait donc réfléchir à la mise en place d'une charte de qualité environnementale et paysagère sur son territoire.

#### c. Autres actions qui pourraient être mises en œuvre par la CCVA :

Par ailleurs, du fait que la CCVA possède la compétence du **logement**, elle pourrait également mener des actions en faveur de l'environnement dans ce domaine, notamment en travaillant sur la **réduction des consommations énergétiques des bâtiments**.

La CCVA pourrait par ailleurs réfléchir à la **mise en place de plans de déplacement** sur son territoire, afin de fournir de réelles alternatives à l'utilisation de la voiture individuelle à laquelle sont contraints une grande majorité des salariés de son territoire.

Par ailleurs, **une association, Vitruvie, s'est positionnée dans le domaine de l'écologie et du développement durable**<sup>2</sup>. Cette Société par Action Simplifiée (SAS) regroupe des professionnels de la construction compétents en matière de construction écologique dans l'ensemble des métiers impliqués. Son champ d'intervention est large puisqu'elle réalise aussi bien des projets de construction neuve que de réhabilitation pour des bâtiments individuels, collectifs ou encore d'activités. L'expertise de chacun des professionnels de ce regroupement garantit la meilleure réalisation possible en termes écologiques. **La présence d'une telle société, innovante dans le domaine de l'écologie et du développement durable, constitue un atout pour la collectivité qui devrait être valorisé.** En effet, on peut considérer ce regroupement d'entreprises comme un « cluster » positionné sur la thématique innovante du développement durable. Cette société pourrait constituer le point de départ d'une dynamique d'innovations dans ce domaine appelé à prendre un poids de plus en plus important dans l'économie globale.

L'implantation de services de conseil en efficacité énergétique ou en énergie alternative pourrait également être un atout pour Val d'Amboise et pourrait susciter l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire.

#### D. RETOUR SUR LES ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE :

Tout d'abord, **à court terme**, Val d'Amboise devrait essayer de **satisfaire les besoins exprimés par les entreprises lors de notre enquête**.

---

<sup>1</sup> COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE POUANCE-COMBREE, « Objectifs de la charte et engagements de chacun », in <http://www.cc-pouance-combree.fr/Objectifs-de-la-charte-et>, consulté en juillet 2012.

<sup>2</sup> Source : VITRUVIE, <http://blog.vitruvie.com/>, consulté le 19 juillet 2012.

Au niveau des services à améliorer, la mise en place d'un **meilleur débit Internet** semble prioritaire. Mais la CCVA doit également régler les problèmes de la dégradation et de l'engorgement de certaines **infrastructures routières** ainsi que de la **signalétique** des entreprises sur les zones d'activités. Une meilleure adaptation des **transports en commun** aux contraintes des salariés est également nécessaire. Concernant les services manquants, des **études de quantification de la demande concernant la mise en place d'un restaurant et d'une crèche pour les entreprises** devraient être menées.

**A plus long terme**, la mise en place de **partenariats entre l'Université François Rabelais de Tours et la pépinière** pourrait aboutir à la **mise en place d'une antenne universitaire** puis à **l'implantation d'entreprises innovantes**. La présence de telles entreprises pourrait renforcer l'ancrage territorial des 4 grandes entreprises du Val d'Amboise. Actuellement, l'absence de services de R&D, de services de marketing et de publicité, et plus largement de services à haute valeur ajoutée, constitue un frein au dynamisme des entreprises industrielles locales. Des **efforts supplémentaires au sujet de la communication et de l'image du territoire** devraient être faits pour que le Val d'Amboise gagne en visibilité. Le regroupement des communautés de communes de Bléré, de Château-Renault, des Deux Rives et du Val d'Amboise pourrait être un moyen efficace d'augmenter le rayonnement de la CCVA. Par ailleurs, **la CCVA devrait continuer à développer l'Economie Sociale et Solidaire et à agir en faveur de l'environnement et se concentrer sur ces deux secteurs d'activités**.

En effet, « Une ville moyenne ne dispose, généralement, que de moyens limités voire modestes. Cela ne condamne pas à l'inaction mais impose de bien choisir une ligne d'objectifs limités et de s'y tenir : une ville moyenne peut être en pointe dans un ou deux domaines, pas dans tous. Choisir des opérations peu coûteuses et faire flèche de tout bois, mais sans disperser ses efforts. »<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Source : LEO, Pierre-Yves, MONNOYER, Marie-Christine, PHILIPPE, Jean, « Eléments d'une stratégie de développement tertiaire pour les villes moyennes » in LEO, Pierre-Yves, PHILIPPE, Jean, *Villes moyennes et services aux entreprises : Enjeux et stratégies*. Paris : L'Harmattan, 2011. p. 112, 254 p.

## CONCLUSION :

La Communauté de Communes du Val d'Amboise (CCVA), située dans le département de l'Indre-et-Loire (37) et à 30 km de l'agglomération tourangelles, regroupe neuf communes dont Amboise, la ville-centre de 12 860 habitants. Le territoire constitue le deuxième pôle industriel du département grâce à ses quatre zones d'activités et ses plus de 4 000 emplois salariés. La mission qui nous a été confiée s'inscrit dans le cadre de la compétence de développement économique de la collectivité. En effet, celle-ci a consisté à l'établissement d'un diagnostic de l'offre et de la demande en matière de services aux entreprises afin d'en dégager les principaux enjeux du développement économique du territoire. Ensuite, des propositions d'actions répondant à ces enjeux ont été établies.

Ainsi, il apparaît que la CCVA présente une offre en prestataires de services globalement satisfaisante même si certains domaines de haute valeur ajoutée comme la R&D ou encore les études techniques et d'ingénierie font défaut. Ces résultats sont confirmés par l'étude de la demande effectuée auprès des entreprises qui révèlent surtout des besoins en termes d'aménagement des zones d'activités et la mise en place d'un accès au Très Haut Débit (THD) Internet. Ainsi, les chefs d'entreprises souhaiteraient que les infrastructures routières soient améliorées tout comme la signalétique et l'entretien paysager ; tous ces éléments conférant une meilleure image aux zones d'activités et renforçant leur attractivité. Par ailleurs, les demandes se sont également portées sur une amélioration de la qualité de vie des salariés avec des souhaits d'installation de restaurants et crèches interentreprises ainsi que de moyens de transports en commun plus adaptés.

Afin de donner au territoire de la CCVA les clés d'un avantage concurrentiel sur les autres territoires, les préconisations d'actions se sont accentuées sur l'innovation en termes de développement économique. Ainsi, promouvoir un développement économique durable et pérenne par une politique portée sur les deux thèmes novateurs que sont l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et le Développement Durable (DD) conférerait au territoire des facteurs clés d'attractivité économique. Ceci pourrait passer par la mise en place d'un « pôle ESS » regroupant des activités non délocalisables et offrant des services aux salariés mais aussi aux entreprises. La mise en œuvre d'une politique de développement économique mais durable regroupe un champ vaste d'action, d'un meilleur traitement des déchets industriels en passant par l'isolation thermique des bâtiments d'entreprises jusqu'à la mise en place de moyens de déplacements de salariés alternatifs à la voiture. Enfin, la CCVA doit s'appuyer sur son projet de pépinière d'entreprises pour attirer des entreprises de haut niveau intellectuel et engager des partenariats avec l'université François Rabelais de Tours dans l'optique de l'élaboration d'un pôle vitivinicole innovateur.

Mots clés : Amboise, Communauté de Communes du Val d'Amboise (CCVA), Indre-et-Loire (37), région Centre, développement économique, zones d'activités, services aux entreprises, services aux salariés, prestataires de services, externalisation des services aux entreprises, prospective territoriale, Très Haut Débit (THD), Economie Sociale et Solidaire (ESS), Développement Durable (DD), pépinière d'entreprises.



## **ANNEXES :**

Bibliographie -----	Pages 145 à 150
Questionnaire Internet -----	Pages 151 à 155
Trame du guide d'entretien -----	Pages 156 à 157
Guide d'entretien -----	Pages 158 à 166
Codes et intitulés retenus comme étant des services aux entreprises -----	Pages 167 à 170
Tables des illustrations -----	Pages 171 à 173
Glossaire -----	Pages 174 à 179
Index des sigles -----	Pages 180 à 182

## BIBLIOGRAPHIE :

- ✓ AFNOR CERTIFICATION, in [www.marque-nf.com](http://www.marque-nf.com), consulté en mai 2012.
- ✓ AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS. « Le territoire de vie tourangeau : jusqu'où ? ». *Vues d'agglo*, n° 18, 2012, p. 1-6.
- ✓ AGENCE TOURISTIQUE DE LA TOURAINE COTE SUD. *Présentation de l'Agence touristique de la Touraine Côté Sud*, Présentation du 7 octobre 2011, 2011. 18 p.
- ✓ ASSOCIATION AMBOISE COMMERCES, « Union commerciale du Val d'Amboise » in <http://www.amboisecommerce.com/>, consulté le 19 juillet 2012.
- ✓ ASSOCIATION REGIONALE POUR LA PROMOTION DE LA METALLURGIE, « Association Régionale Promotion de la Métallurgie » in <http://fr.kompass.com/live/fr/FR0267962/association-regionale-promotion-de-la-metallurgie.html>, consulté le 19 juillet 2012.
- ✓ BARTHET, Marie-France, THOIN, Muriel. *Les Pôles de compétitivité*. Paris : La Documentation française, 2009. 128 p.
- ✓ BAUDRY, Julie. « Un pôle vitivinicole régional sur le territoire ? », *Val d'Amboise Info*, n° 34, 2012. p. 8.
- ✓ BISSAULT Laurent. « Le « tiers secteur », un acteur économique important 10 % de l'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles, associations et fondations ». *INSEE PREMIERE*, n° 1342, 2011, p. 4.
- ✓ BOLESVES, Nelly, BRACONNIER, Stéphanie, KUHN, Violaine, LE CUNFF, Gilles, MAGNO, Florence. *Rapport d'activités 2011* de la CCLD. COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, 2011. 68 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, <http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/rapportdactivite2012.pdf>, consulté en juin 2012.
- ✓ BRAUDO, Serge, BAUMANN, Alexis, « Définition de établissement », in *dictionnaire du droit privé de Serge BRAUDO consultable en ligne*, [www.dictionnaire-juridique.com/definition/etablissement.php](http://www.dictionnaire-juridique.com/definition/etablissement.php), consulté en mai 2012.
- ✓ CABINET CERIS CONSULTING. *Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique 37-V1*. Première version du SDTAN pour le CONSEIL GENERAL DE L'INDRE-ET-LOIRE par le Cabinet Ceris Consulting, 2011. 76 p.
- ✓ CCIR CENTRE – CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION CENTRE, in Fiche entreprise, [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), consulté en avril/mai/juin 2012.
- ✓ CFAI, « ... Nos Formations » in <http://www.cfai-centre.fr/Nos-formations>, consulté le 19 juillet 2012.
- ✓ CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION CENTRE, [www.fichentreprise.com](http://www.fichentreprise.com), consulté en mai 2012.
- ✓ COMMUNAUTE URBAINE DE LYON, « Economie sociale et solidaire : définition », in *Site Internet de la Communauté urbaine de Lyon*, <http://www.economie.grandlyon.com/economie-sociale-solidaire-ess-definition.278.0.html>, consulté le 16 juillet 2012.

- ✓ COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE POUANCE-COMBREE, « Objectifs de la charte et engagements de chacun », in <http://www.cc-pouance-combree.fr/Objectifs-de-la-charte-et>, consulté en juillet 2012.
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012.
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, « Les fiches sectorielles » in <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012. (Fiche sectorielle de la production)
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, « Les fiches sectorielles » in <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012. (Fiche sectorielle des services)
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET. « Grande affluence pour les rencontres « Entreprises & Territoires » », *Entreprendre Infos*, n° 3, 2009. In <http://www.entreprendreenchinonais.fr/EntreprendreInfos3.html>, consulté en juin 2012.
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET. « Un stand au SIMI », *Entreprendre Infos*, n° 2, 2008. In <http://www.entreprendreenchinonais.fr/EntreprendreInfos2.html>, consulté en juin 2012.
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET. « Implantations récentes », *Entreprendre Infos*, n° 1, 2008. In <http://www.entreprendreenchinonais.fr/EntreprendreInfos.html>, consulté en juin 2012.
- ✓ COMMUNAUTES DE COMMUNES DES PAYS D'AZAY-LE-RIDEAU, DE BOURGUEIL ET DE RIVIERE / CHINON / ST-BENOIT-LA-FORET, « Les fiches sectorielles » in <http://www.entreprendreenchinonais.fr/>, consulté en juin 2012. (Fiche sectorielle du commerce)
- ✓ CRESS CENTRE, « Qu'est-ce que l'Economie Sociale et Solidaire ? », in [http://www.cresscentre.org/a/index.php?option=com\\_content&view=article&id=61&Itemid=54](http://www.cresscentre.org/a/index.php?option=com_content&view=article&id=61&Itemid=54), consulté le 16 juillet 2012.
- ✓ CRESS CENTRE. « L'ESS sur le pays Sologne Val Sud ». *Panorama de l'économie sociale et solidaire en région Centre*, hors-série n° 1, 2012, p. 1.
- ✓ CRESS CENTRE. *Construire une économie au service de l'homme*. 2012. 2 p.
- ✓ CRESS CENTRE. *Economie Sociale et Solidaire : quel développement sur le Pays Sologne Val Sud ? Quelles pistes pour accompagner le développement de ce secteur ?*, Compte-rendu, restitution publique, Vienne-en-Val, 2012, 8 p.
- ✓ DATAR, in <http://poles-excellence-rurale.datar.gouv.fr>, consulté en juin 2012.
- ✓ DIGITIP. « Services à l'industrie », *La lettre de la DIGITIP*, n° 15, 2003, p. 3-4.

- ✓ DIGUET, Anne-Françoise, TERNISIEN, Michel. *Indicateurs et facteurs de compétitivité des services rendus à l'industrie*. Paris : Les Editions de l'Industrie, 2001. 158 p. (Collection Etudes)
- ✓ EDF. *La centrale nucléaire de Chinon, une production d'électricité au cœur de la région Centre. Dossier de presse*, 2012. 18 p. in EDF, [http://energie.edf.com/fichiers/fckeditor/Commun/Production\\_et\\_Ingenierie/Nucleaire/Chinon/DP%20Chinon%20010112.pdf](http://energie.edf.com/fichiers/fckeditor/Commun/Production_et_Ingenierie/Nucleaire/Chinon/DP%20Chinon%20010112.pdf), consulté en juillet 2012.
- ✓ ESPACE METROPOLITAIN DU VAL DE LOIRE-MAINE. *Protocole de coopération métropolitaine*, 2006.
- ✓ ESTIVAL, Laurence, ORNAIN, Luce. « Les services à l'industrie ». *Cahier Industries*, n° 76, 2002, p. 13-21.
- ✓ ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE, in <http://www.eptb-loire.fr/>, consulté en juin 2012.
- ✓ FOUBERT, Claude. *Territoire*, n° 33, 2011, 12 p. in COMMUNAUTE DE COMMUNES LOCHES DEVELOPPEMENT, [http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire\\_33.pdf](http://www.lochesdeveloppement.com/joomla/telechargement/territoire/territoire_33.pdf), consulté en juin 2012.
- ✓ GIE Infogreffe, in *Infogreffe.fr*, [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr), consulté en avril/mai/juin 2012.
- ✓ HAMDouch Abdelillah. « Les clusters et la géographie économique locale : mythes, réalités et enjeux », *La Vie de la Recherche Scientifique*, n° 379, octobre/novembre/décembre 2009, p. 24-28.
- ✓ HUGUENIN, Laure. « L'emploi sur le pays du Chinonais ». OE2T.
- ✓ HUGUENIN, Laure. *Diagnostic socio-économique sur le territoire Amboise-Bléré-Château-Renault*. Observatoire de l'Economie et des Territoires de Touraine (OE2T), 2011. 36 p.
- ✓ INSEE, « Chômeur (BIT) », in <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/chomeur-au-sens-du-bit.htm>, consulté en mai 2012.
- ✓ INSEE, « Emplois dans les éco-activités », in *Site Internet de l'INSEE*, [http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers\\_web/dev\\_durable/emploi\\_eco-activites.htm](http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/dev_durable/emploi_eco-activites.htm), consulté en juillet 2012
- ✓ INSEE, « Population légales 2009 », in <http://www.insee.fr/fr/ppp/bases-de-donnees/recensement/populations-legales/default.asp>, consulté le 15 juillet 2012.
- ✓ INSEE, RP1968 à 2009 pour la CC Val d'Amboise, in [http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL\\_EPCI243700176.pdf](http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL_EPCI243700176.pdf), consulté en juin 2012.
- ✓ INSEE. « Fiches thématiques Les services dans l'économie », in INSEE, *Les services en France : Services aux entreprises*. INSEE, 2007. 17 p.
- ✓ INSEE. « Les entreprises des services en 2006, résultats de l'Enquête Annuelle d'Entreprises ». *INSEE Résultats, série Economie*, n° 37, 2008.
- ✓ INSEE. Dossier local de la CCLD, EPCI 243700465, in [http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL\\_EPCI243700465.pdf](http://www.statistiques-locales.insee.fr/FICHES/DL/EPCI/DL_EPCI243700465.pdf), consulté en juin 2012.

- ✓ INSTITUT STATISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE, « Définition de la nomenclature », in <http://www.ispf.pf/bases/Repertoires/Entreprises/Nomenclatures.aspx>, consulté en mai 2012.
- ✓ JACOD, Claire. « Entreprises industrielles et prestataires de services des relations durables ». *Le 4 pages du SESSI*, n° 247, 2008. p. 4.
- ✓ JACOD, Claire. « Les grandes entreprises externalisent une gamme de services plus diverse que les PME ». *Le 4 Pages du SESSI*, n° 242, 2008. 4 p.
- ✓ JOLY, Bernard. *Exercice de prospective : Touraine 2030 explorer collectivement des futurs possibles*. DDT37, 2009. 6 p.
- ✓ LACITY Marie, HIRSCHHEIM Rudy, *Beyond the Information Systems Outsourcing Bandwagon : the insourcing response*. J. WILEY & SONS, 1995. 237 p.
- ✓ LAGEDAMON, Sandra. « Parc photovoltaïque : économie verte, esprit durable. ». *Val d'Amboise Info*, n° 29, printemps 2011. p. 5-7.
- ✓ LAGEDAMON, Sandra. « Petite enfance, une offre adaptée et diversifiée », *Val d'Amboise Info*, n° 34, 2012. p. 5.
- ✓ LAROUSSE, in <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/>, consulté en juin 2012.
- ✓ LEO, Pierre-Yves, MONNOYER, Marie-Christine, PHILIPPE, Jean, « Eléments d'une stratégie de développement tertiaire pour les villes moyennes » in LEO, Pierre-Yves, PHILIPPE, Jean, *Villes moyennes et services aux entreprises : Enjeux et stratégies*. Paris : L'Harmattan, 2011. p. 112, 254 p.
- ✓ LEROUSSIEU, Nicole, DELAUNAY, Bénédicte, MANSON, Corinne. *Le Schéma de Cohérence Territoriale de Loches Développement*. 23 f. Université de Tours : Octobre 2007. in [http://www.gridauh.fr/fileadmin/gridauh/MEDIA/2010/contrats\\_de\\_recherche/evaluation\\_sco/47fb39c9cbf96.pdf](http://www.gridauh.fr/fileadmin/gridauh/MEDIA/2010/contrats_de_recherche/evaluation_sco/47fb39c9cbf96.pdf), consulté en juin 2012.
- ✓ LEVI-VALENSIN, Mickaël. « Extension des aires urbaines en région Centre et nouveaux espaces périurbains ». *INSEE Centre Info*, n° 157, 2009. 6 p.
- ✓ LYCEE JEAN CHAPTAL, « La plasturgie » in <http://lpchaptal.fr/pivotx/?w=plasturgie>, consulté le 19 juillet 2012.
- ✓ LA MANUFACTURE DURABLE, « La coopération autrement ! », in <http://www.lamanufacturedurable.com/actus/121/la-cooperation-autrement->, consulté en juillet 2012.
- ✓ MARKETING STRATEGIQUE, in *Marketing Stratégique*, <http://www.marketing-strategique.com/>, consulté en juin 2012.
- ✓ MINISTERE DE L'ARTISANAT DU COMMERCE ET DU TOURISME, <http://www.pme.gouv.fr>, consulté en mai 2012.
- ✓ MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, « Les Greta, la formation tout au long de la vie » in <http://www.education.gouv.fr/cid50753/la-formation-continue-des-adultes-a-l-education-nationale.html>, consulté le 19 juillet 2012.

- ✓ MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ? DU COMMERCE ? DE L'ARTISANAT ET DES PROFESSIONS LIBERALES, in [http://www.pme.gouv.fr/economie/brefTPE\\_fev06.pdf](http://www.pme.gouv.fr/economie/brefTPE_fev06.pdf), consulté en juin 2012.
- ✓ OBSERVATOIRE DES STRATEGIES INDUSTRIELLES. *Externalisation des services à l'industrie : enjeux du développement des groupes multiservices*. Rapport final pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE par l'observatoire des stratégies industrielles, 2007. 123 p.
- ✓ OFFICE DU TOURISME D'AMBOISE, <http://www.amboise-valdeloire.com/>, consulté le 19 juillet 2012.
- ✓ PAGESJAUNES, in *PagesPro Annuaire de professionnels pour les professionnels*, [www.pagespro.com](http://www.pagespro.com), consulté en avril/mai/juin 2012.
- ✓ PAYS DE BOURGUEIL, <http://www.paysdebourgueil.fr/>, consulté en juin 2012.
- ✓ PAYS DU CHINONNAIS, « Découvrir le pays du Chinonais », in <http://www.pays-du-chinonais.fr/decouvrir.html>, consulté en juin 2012.
- ✓ PAYS SOLOGNE VAL DE SUD, *Charte de développement, pays Sologne Val de Sud*, 2010. 52 p.
- ✓ PAYS SOLOGNE VAL DE SUD. « Zoom sur le partenariat avec la CRESS ». *La lettre du pays Sologne Val Sud*, n° 13, 2011-2012, p. 3.
- ✓ POSITIV'ENERGIES, « Gestion durable des zones d'activité » in <http://www.positiv-energies.fr/prestations/gestion-durable-des-za.html>, consulté en juin 2012.
- ✓ PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE. *Plan d'action pour la croissance verte en Indre-et-Loire*. 2010. 57 p.
- ✓ PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE. *Projet de Schéma de Coopération Intercommunale en Indre-et-Loire*. 2011. 63 p.
- ✓ RECYCONSULT, in <http://www.dictionnaire-environnement.com>, consulté en juin 2012.
- ✓ ROCHE-BAYARD, Xavier, « Ca "réseaute" dur dans les affaires lochoises », 2 juin 2012, in *Site Internet de La Nouvelle République*, <http://www.lanouvellerepublique.fr/Indre-et-Loire/Actualite/Economie-social/n/Contenus/Articles/2012/06/02/Ca-reseaute-dur-dans-les-affaires-lochoises>, consulté en juin 2012.
- ✓ ROSSIGNOL, Benoit. *Démarche « industrielle » de réduction de la vulnérabilité aux inondations des activités économiques du bassin de la Loire*. ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE, 2011. 22 p. in <http://www.eptb-loire.fr/>, consulté en mai 2012.
- ✓ SOCIETE SAS, in *Societe.com*, [www.societe.com](http://www.societe.com), consulté en avril/mai/juin 2012.
- ✓ SOLVIMO IMMOBILIER, in <http://www.solvimo.com/>, consulté en juin 2012.
- ✓ SOUQUET, Catherine. « Les services à l'industrie, prestations intellectuelles et gestion du quotidien ». *Le 4 Pages du SESSI*, n° 149, 2001, p. 1.
- ✓ SYNDICAT MIXTE DE LA BASSE VALLEE DE L'AUDE, « Qu'est ce qu'un Syndicat Mixte ? », in <http://smbva.fr/definition-syndicat-mixte.html>, consulté en juin 2012.

- ✓ TALPIN, J., « L'agence de développement du Chinonais liquidée », in *Site Internet de la Gazette des communes*, <http://www.lagazettedescommunes.com/42829/l%e2%80%99agence-de-developpement-du-chinonais-liquidee/>, consulté le 23 juillet 2010.
- ✓ UNIVERSITE FRANÇOIS RABELAIS TOURS, « Espace entreprises », in <http://www.univ-tours.fr/recherche/espace-entreprises-178424.kjsp?RH=1179211275478&RF=1179489307712>, consulté en juin 2012.
- ✓ VERCAMER, Francis. *Rapport sur l'Economie Sociale et Solidaire : « L'Economie Sociale et Solidaire, entreprendre autrement pour la croissance et l'emploi »*, Rapport parlementaire pour le MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI, 2010, 176 p.
- ✓ VERIF.COM in *Verif.com*, [www.verif.com](http://www.verif.com), consulté en avril/mai/juin 2012.
- ✓ VILLE DE CHINON. « Le développement durable au cœur du projet de territoire », in <http://www.ville-chinon.com/communaute-de-communes/index.html>, consulté en juin 2012.
- ✓ VILLE DE LOCHES, « Commerce et artisanat », in <http://www.ville-loches.fr/commerces.php>, consulté en juin 2012.
- ✓ VITRUVIE, <http://blog.vitruvie.com/>, consulté le 19 juillet 2012.

**Entreprise répondant à l'enquête :**

Nom de l'entreprise : .....  
ou Siren si possible : .....  
Année d'installation sur le territoire de la CCVA : .....  
Activité : .....  
ou Code APE si possible : .....  
Effectif : .....  
Qualité du répondant : .....

**Enquête réalisée par :**

Barbusse, Forestier, Urbain, Vallée, stagiaires à la  
Communauté de Communes du Val d'Amboise  
9 bis rue d'Amboise 37530 Nazelles Négron  
Tél : 02 47 23 47 44 Fax : 02 47 23 47 50  
Email : [enquete.services@cc-valdamboise.fr](mailto:enquete.services@cc-valdamboise.fr)

Envoyer par messagerie

Imprimer le formulaire

**1. CONDITIONS D'IMPLANTATION DE VOTRE ENTREPRISE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'AMBOISE :**

Vous avez choisi de vous implanter sur le territoire de la CCVA, quels avantages vous offre cette localisation ?

- ☐ Cadre de vie agréable  
☐ Prix/ politique avantageuse  
☐ Proximité de Tours  
☐ Proximité des clients  
☐ Proximité des fournisseurs  
☐ Raison familiale  
☐ Situation entre les autoroutes A10 et A85  
☐ Autre : .....

Dans quelle Zone d'Activité votre entreprise est-elle implantée ?

- ☐ ZA de la Boitardière ☐ ZA des Poujeaux ☐ ZA du Prieuré - La Commanderie ☐ ZA des Sables - Saint-Maurice

Quels avantages vous offre la localisation dans cette ZA par rapport à une localisation dans les autres ZA de la CCVA ?

- ☐ Possibilité d'extension  
☐ Prix du terrain  
☐ Proximité d'un axe routier important  
☐ Proximité de services  
☐ Terrain non-inondable  
☐ Meilleure visibilité  
☐ Zone plus dynamique  
☐ Autre : .....



## 2. SERVICES UTILISES PAR VOTRE ENTREPRISE :

### A. SERVICES LIES A L'ADMINISTRATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE

Utilisez-vous les services suivants ?

Si oui, en interne/  
externe ?

Si en externe, où sont-ils situés ?

1. Services de gestion (y compris financière, comptable, fiscale) – ☐ Oui ☐ Non
2. Crédit, affacturage – ☐ Oui ☐ Non
3. Secrétariat, photocopies, documentation – ☐ Oui ☐ Non
4. Services juridiques – ☐ Oui ☐ Non
5. Assurances – ☐ Oui ☐ Non
6. Recrutement, intérim – ☐ Oui ☐ Non
7. Formation – ☐ Oui ☐ Non
8. Autres : Lesquels ? .....
- .....
- .....
- .....

- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France

### B. SERVICES D'INSTALLATION, DE MAINTENANCE, OU DE GESTION DES EAUX ET DES DECHETS

Utilisez-vous les services suivants ?

Si oui, en interne/  
externe ?

Si en externe, où sont-ils situés ?

1. Installation d'équipements – ☐ Oui ☐ Non
2. Maintenance des bâtiments, nettoyage, sécurité – ☐ Oui ☐ Non
3. Maintenance d'équipements/ machines/ véhicules – ☐ Oui ☐ Non
4. Assainissement des eaux, collecte et traitement des déchets – ☐ Oui ☐ Non
5. Autres : Lesquels ? .....
- .....
- .....
- .....

- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France
- ☐ CCVA ☐ Tour(s) Plus ☐ Région Centre ☐ France

### C. SERVICES DE LOGISTIQUE OU DE TRANSPORTS

	Utilisez-vous les services suivants ?	Si oui, en interne/ externe ?	Si en externe, où sont-ils situés ?
1. Transport de marchandises, messagerie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
2. Entreposage et conditionnement	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
3. Courrier	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
4. Groupements et centrales d'achats (y compris virtuels)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
5. Autres : Lesquels ?	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France

### D. SERVICES INFORMATIQUES ET TELECOMMUNICATIONS

	Utilisez-vous les services suivants ?	Si oui, en interne/ externe ?	Si en externe, où sont-ils situés ?
1. Services informatiques	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
2. Services de télécommunications	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France

### E. SERVICES DE LOCATION

	Utilisez-vous les services suivants ?	Si oui, en interne/ externe ?	Si en externe, où sont-ils situés ?
1. Location immobilière	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
2. Location de véhicules	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
3. Location de matériel industriel	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
4. Autres : Lesquels ?	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France



#### F. SERVICES AUX SALAIRES

	Utilisez-vous les services suivants ?	Si oui, en interne/ externe ?	Si en externe, où sont-ils situés ?
1. Restauration, hôtellerie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
2. Transports des salariés	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
3. Autres : Lesquels ?	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France

#### G. SERVICES DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

	Utilisez-vous les services suivants ?	Si oui, en interne/ externe ?	Si en externe, où sont-ils situés ?
1. R&D	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
2. Etudes techniques, architecture, ingénierie	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
3. Autres : Lesquels ?	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France

#### H. SERVICES DE MARKETING ET DE PUBLICITE

	Utilisez-vous les services suivants ?	Si oui, en interne/ externe ?	Si en externe, où sont-ils situés ?
1. Marketing, études de marché	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
2. Publicité, conseil en communication, création graphique	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
3. Autres : Lesquels ?	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France
	.....	<input type="checkbox"/> Interne <input type="checkbox"/> Externe	<input type="checkbox"/> CCVA <input type="checkbox"/> Tour(s) Plus <input type="checkbox"/> Région Centre <input type="checkbox"/> France

#### I. AUTRES SERVICES

Utilisez-vous d'autres services ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, lesquels ?

Si oui, en interne/  
externe ?

☐ Interne ☐ Externe  
☐ Interne ☐ Externe  
☐ Interne ☐ Externe

Si en externe, où sont-ils situés ?

☐ CCVA ☐ Tour(s)Plus ☐ Région Centre ☐ France  
☐ CCVA ☐ Tour(s)Plus ☐ Région Centre ☐ France  
☐ CCVA ☐ Tour(s)Plus ☐ Région Centre ☐ France

#### 3. SERVICES MANQUANTS SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVA :

Quels types de services aimeriez-vous voir s'implanter sur la CCVA ?

Quels services ne vous satisfont pas ?

Pourquoi ?

#### 4. SERVICES PROPOSES PAR VOTRE ENTREPRISE :

Avez-vous une activité de service aux entreprises ?

☐ Oui ☐ Non (Si non, passez à la partie 5)

Si oui, quels types de services proposez-vous ?

Où sont majoritairement situées vos entreprises clientes ?

☐ CCVA ☐ Tour(s)Plus ☐ Région Centre ☐ France

Existe-t-il une concurrence à votre activité de service ?

☐ Forte ☐ Modérée ☐ Faible ☐ Nulle

Envisagez-vous une augmentation de votre activité à court-terme ?

☐ Oui ☐ Non

Rencontrez-vous des difficultés dans votre activité ?

☐ Oui ☐ Non

#### 5. QUALITE DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT / UTILITE DE LA PEPINIERE :

Avez-vous rencontré des difficultés lors de la création de votre établissement ?

Quels services ont fait défaut ?

Auriez-vous fait appel aux services de la pépinière pour vous soutenir dans la création de votre entreprise ? ☐ Oui ☐ Non

Pourquoi ?

Juin 2012

Enquête sur les services aux entreprises, Barbusse, Forestier, Urbain, Vallée

Page 5 sur 5

Envoyer par messagerie

## Trame du guide d'entretien

L'entretien durera environ une trentaine de minutes. L'ensemble des entretiens effectués sera traité de manière collective et anonyme.

Il vous sera d'abord demandé quelques informations générales sur votre entreprise, afin de tenir à jour une liste recensant les entreprises présentes sur le territoire de la Communauté de Communes du Val d'Amboise.

Ensuite, l'entretien se déroulera en suivant la trame suivante :

### 1. Conditions d'implantation :

Cette section contient quelques brèves questions sur votre implantation sur le territoire (date, raison de votre implantation), et les avantages que vous en tirez.

### 2. Type de services consommés :

Il vous sera demandé de citer le plus exhaustivement possible, les services auxquels vous faites appel pour le fonctionnement de votre entreprise, ainsi que quelques informations sur ces prestations, telles que la localisation du prestataire et les critères de choix du fournisseur.

Une nomenclature de ce qui est ici entendu comme service aux entreprises est fournie en annexe à ce document.

Enfin, une estimation globale des dépenses en service pour votre entreprise vous sera demandée.

### 3. Services réalisés en interne :

Nous vous demanderons dans cette partie quels services vous prenez en charge au sein de votre entreprise, et pour quelles raisons.

### 4. Services manquants sur le territoire de la CCVA :

Cette partie a pour but de cerner votre satisfaction sur les services que vous consommez, ainsi que sur l'offre de services présente sur le territoire de la CCVA.

### 5. Services proposés par l'entreprise :

Cette partie concernera essentiellement les entreprises ayant une activité de service aux entreprises, pour cibler en détail leurs activités et leurs perspectives pour l'avenir.

### 6. Qualité des services d'accompagnement / Utilité de la pépinière :

Pour conclure, cette section a pour objectif de mieux comprendre les difficultés rencontrées par les entreprises lors de leur création sur le territoire du Val d'Amboise. Dans ce cadre, quelques questions sur votre création vous seront posées, de même que sur votre avis à propos de l'utilité de la future pépinière d'entreprise, implantée courant 2013 sur la Zone d'Activités du Prieuré.

BARBUSSE, FORESTIER, URBAIN, VALLEE

## **ANNEXE : Catégories de services aux entreprises**

### **A. Services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise**

1. Services de gestion (y c. financière, comptable, fiscale)
2. Crédit, affacturage
3. Secrétariat, photocopies, documentation
4. Services juridiques
5. Assurances
6. Recrutement, intérim
7. Formation
8. Autres

### **B. Installation, maintenance**

1. Installation d'équipements
2. Maintenance des bâtiments, nettoyage, sécurité
3. Maintenance d'équipements, de machines et de véhicules
4. Assainissement des eaux, collecte et traitement des déchets
5. Autres

### **C. Logistique, transports**

1. Transport de marchandises, messagerie
2. Entreposage et conditionnement
3. Courrier
4. Groupements et centrales d'achats (y c. virtuels)
5. Autres

### **D. Services informatiques et télécommunications**

1. Services informatiques
2. Services de télécommunication

### **E. Location**

1. Location immobilière
2. Location de véhicules
3. Location de matériel industriel
4. Autres

### **F. Services aux salariés**

1. Restauration, hôtellerie
2. Transports des salariés
3. Autres services à la personne

### **G. Services de recherche et technologie**

1. R&D
2. Etudes techniques, architecture, ingénierie
3. Autres

### **H. Marketing, publicité**

1. Marketing, études de marché
2. Publicité, conseil en communication, création graphique
3. Autres

### **I. Autres services**

BARBUSSE, FORESTIER, URBAIN, VALLEE

## Guide d'entretien

Entreprise :

Filiale :

Localisation :

Secteur :

Activité :

Qualité de l'interviewé :

Date d'installation :

SIREN :

Code APE :

Effectif :

### 1. Conditions d'implantation :

Pourquoi vous êtes-vous implantés sur le territoire Val d'Amboise ?

Avantage d'une localisation dans la CCVA ?

Avantage d'une localisation dans cette ZA par rapport aux autres de la CCVA ?



## 2. Types de services consommés :

### A. Services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Services de gestion (y c. financière, comptable, fiscale)								
2. Crédit, affacturage								
3. Secrétariat, photocopies, documentation								
4. Services juridiques								
5. Assurances								
6. Recrutement, intérim								
7. Formation								
8. Autres								



### B. Installation, maintenance

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Installation d'équipements								
2. Maintenance des bâtiments, nettoyage, sécurité								
3. Maintenance d'équipements, de machines et de véhicules								
4. Assainissement des eaux, collecte et traitement des déchets								
5. Autres								

### C. Logistique, transports

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Transport de marchandises, messagerie								
2. Entreposage et conditionnement								
3. Courrier								
4. Groupements et centrales d'achats (y c. virtuels)								
5. Autres								

### D. Services informatiques et télécommunications

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Services informatiques								
2. Services de télécommunication								

### E. Location

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Location immobilière								
2. Location de véhicules								
3. Location de matériel industriel								
4. Autres								

### F. Services aux salariés

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Restauration, hôtellerie								
2. Transports des salariés								
3. Autres services à la personne								

### G. Services de recherche et technologie

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. R&D								
2. Etudes techniques, architecture, ingénierie								
3. Autres								

### H. Marketing, publicité

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1. Marketing, études de marché								
2. Publicité, conseil en communication, création graphique								
3. Autres								

### I. Autres services

	Spécificités du service	Nom de l'entreprise	Fréquence	Localisation	Existence sur		Critères de choix	Chgmt si création
					CCVA	T+		
1.								
2.								
3.								
4.								
5.								

Quelle part de vos dépenses engagez-vous dans des prestations de services externes à votre entreprise ?

### 3. Services réalisés en interne :

Quels services prenez-vous en charge en interne (informatique, R&D, transport, administration, publicité, maintenance) ? Existe-t-il des prestataires pour ce type de service sur la CCVA ? Si oui, pourquoi réalisez-vous quand même ce service en interne ? Externaliserez-vous les services que vous remplissez en interne si une offre de service équivalente était offerte sur la CCVA ?

Nom du service pris en charge	Existence		Si oui, pourquoi ?	Création	
	Oui	Non		Oui	Non
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Quelle part de vos dépenses engagez-vous dans vos services internes ?

### 4. Services manquants sur le territoire de la CCVA :

Globalement, êtes-vous satisfaits des services que vous contractez ?

☐ Oui

☐ Non

Quels services ne conviennent pas ? Pourquoi ?

Êtes-vous satisfaits des services offerts sur le territoire de la CCVA ?

☐ Oui

☐ Non

Si non, quels services ne conviennent pas ? Pourquoi ?

Quels types de services aimeriez-vous voir s'implanter sur la CCVA ?

### 5. Services proposés par l'entreprise :

Si entreprise industrielle : Offrez-vous des services aux entreprises en accompagnement de votre production (installation, formation, mode de financement, réparation) ? ☐ Oui ☐ Non

Quels types de services ?

Avez-vous une activité de service aux entreprises ? ☐ Oui ☐ Non (si non, aller à la partie 6)

Quels types de services ?

Si oui, quelles entreprises font appel à vos services ? Où sont-elles localisées ?

Existe-t-il une concurrence à votre activité de service dans la CCVA ?

☐ Forte

☐ Modérée

☐ Faible

☐ Nulle

Sur Tour(s)Plus ?

☐ Forte

☐ Modérée

☐ Faible

☐ Nulle

Envisagez-vous une augmentation de votre activité à court-terme ?

Rencontrez-vous des difficultés dans votre activité ?

### 6. Qualité des services d'accompagnement / Utilité de la pépinière :

Quelles ont été les difficultés rencontrées lors de la création de votre établissement ?

Quels services ont été utiles ?

Quels services ont fait défaut ?

Que pensez-vous de l'intérêt, de l'utilité de la création de la pépinière d'entreprise ?

Quelle pourrait être son influence sur l'économie de la CCVA ?

Auriez-vous fait appel à ses services pour vous soutenir dans votre entreprise ? ☐ Oui ☐ Non

Pour quoi ?

## CODES ET INTITULES RETENUS COMME ETANT DES SERVICES AUX ENTREPRISES

### A. SERVICES LIES A L'ADMINISTRATION, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE

#### 1. SERVICES DE GESTION (Y C. FINANCIERE, COMPTABLE, FISCALE)

6420Z-Activités des sociétés holding ; 6430Z-Fonds de placement et entités financières similaires ; 6499Z-Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a. ; 6630Z-Gestion de fonds ; 6832A- Administration d'immeubles et autres biens immobiliers ; 6920Z-Activités comptables ; 7010Z-Activités des sièges sociaux ; 7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 2. CREDIT, AFFACTURAGE

6419Z-Autres intermédiations monétaires ; 6491Z-Crédit-bail ; 6492Z-Autre distribution de crédit ; 8291Z-Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 3. SECRETARIAT, PHOTOCOPIES, DOCUMENTATION

1820Z-Reproduction d'enregistrements ; 5812Z-Édition de répertoires et de fichiers d'adresses ; 5819Z-Autres activités d'édition ; 6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes ; 6399Z-Autres services d'information n.c.a. ; 7430Z-Traduction et interprétation ; 8211Z-Services administratifs combinés de bureau ; 8219Z-Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. ; 9411Z-Activités des organisations patronales et consulaires.

#### 4. SERVICES JURIDIQUES

6832B-Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier ; 6910Z-Activités juridiques ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 5. ASSURANCES

6512Z-Autres assurances ; 6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances ; 6629Z-Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 6. RECRUTEMENT, INTERIM

7810Z-Activités des agences de placement de main-d'œuvre ; 7820Z-Activités des agences de travail temporaire ; 7830Z-Autre mise à disposition de ressources humaines ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 7. FORMATION

8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a. ; 8559A-Formation continue d'adultes

#### 8. AUTRES

8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### B. INSTALLATION, MAINTENANCE, GESTION DES EAUX ET DES DECHETS

#### 1. INSTALLATION D'EQUIPEMENTS

3320A-Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie ; 3320B-Installation de machines et équipements mécaniques ; 3320C-Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels ; 3320D-Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels ; 4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux ; 4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux ; 4322B-Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation ; 4329B-Autres travaux d'installation n.c.a. ; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.



## 2. MAINTENANCE DES BATIMENTS, NETTOYAGE, SECURITE

2561Z-Traitement et revêtement des métaux; 3311Z-Réparation d'ouvrages en métaux; 6832A-Administration d'immeubles et autres biens immobiliers; 8010Z-Activités de sécurité privée; 8020Z-Activités liées aux systèmes de sécurité; 8030Z-Activités d'enquête; 8110Z-Activités combinées de soutien lié aux bâtiments; 8121Z-Nettoyage courant des bâtiments; 8122Z-Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel; 8129A-Désinfection, désinsectisation, dératisation; 8129B-Autres activités de nettoyage n.c.a.; 8130Z-Services d'aménagement paysager; 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.; 8425Z-Services du feu et de secours

## 3. MAINTENANCE D'EQUIPEMENTS, DE MACHINES ET DE VEHICULES

2211Z-Fabrication et rechapage de pneumatiques, 2561Z-Traitement et revêtement des métaux, 3311Z-Réparation d'ouvrages en métaux, 3312Z-Réparation de machines et équipements mécaniques, 3313Z-Réparation de matériels électroniques et optiques, 3314Z-Réparation d'équipements électriques, 3315Z-Réparation et maintenance navale, 3316Z-Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux, 3317Z-Réparation et maintenance d'autres équipements de transport, 3319Z-Réparation d'autres équipements, 4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers, 4520B-Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles, 4540Z-Commerce et réparation de motocycles, 7120A-Contrôle technique automobile, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a., 9511Z-Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques, 9512Z-Réparation d'équipements de communication, 9521Z-Réparation de produits électroniques grand public, 9601A-Blanchisserie-teinturerie de gros

## 4. ASSAINISSEMENT DES EAUX, COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

3700Z-Collecte et traitement des eaux usées, 3811Z-Collecte des déchets non dangereux, 3812Z-Collecte des déchets dangereux, 3821Z-Traitement et élimination des déchets non dangereux, 3822Z-Traitement et élimination des déchets dangereux, 3832Z-Récupération de déchets triés, 3900Z-Dépollution et autres services de gestion des déchets, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## 5. AUTRES

8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

# C. LOGISTIQUE, TRANSPORTS

## 1. TRANSPORT DE MARCHANDISES, MESSAGERIE

4920Z-Transports ferroviaires de fret, 4941A-Transports routiers de fret interurbains, 4941B-Transports routiers de fret de proximité, 4941C-Location de camions avec chauffeur, 4942Z-Services de déménagement, 5020Z-Transports maritimes et côtiers de fret, 5040Z-Transports fluviaux de fret, 5121Z-Transports aériens de fret, 5229A-Messagerie, fret express, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## 2. ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET CONDITIONNEMENT

5210A-Entreposage et stockage frigorifique, 5210B-Entreposage et stockage non frigorifique, 5224A-Manutention portuaire, 5224B-Manutention non portuaire, 8292Z-Activités de conditionnement, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## 3. COURRIER

5310Z-Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel, 5320Z-Autres activités de poste et de courrier, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## 4. GROUPEMENTS ET CENTRALES D'ACHATS (Y C. VIRTUELS)

4611Z-Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis, 4612A-Centrales d'achat de carburant, 4613Z-Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction, 4614Z-Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions, 4615Z-Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie, 4616Z-Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, fourrures, chaussures et articles en cuir, 4617A-Centrales d'achat alimentaires, 4618Z-Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques, 4619A-Centrales d'achat non alimentaires, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## 5. AUTRES

5229B-Affrètement et organisation des transports, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### D. SERVICES INFORMATIQUES ET TELECOMMUNICATIONS

#### 1. SERVICES INFORMATIQUES

6201Z-Programmation informatique, 6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques, 6202B-Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques, 6203Z -Gestion d'installations informatiques, 6209Z-Autres activités informatiques, 6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes, 6312Z-Portails Internet, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 2. SERVICES DE TELECOMMUNICATION

6110Z-Télécommunications filaires, 6120Z-Télécommunications sans fil, 6130Z-Télécommunications par satellite, 6190Z-Autres activités de télécommunication, 8220Z-Activités de centres d'appels, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### E. LOCATION

#### 1. LOCATION IMMOBILIERE

6820B Location de terrains et d'autres biens immobiliers, 8299Z Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 2. LOCATION DE VEHICULES

7711A-Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers, 7711B-Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers, 7712Z-Location et location-bail de camions, 7734Z-Location et location-bail de matériels de transport par eau, 7735Z-Location et location-bail de matériels de transport aérien, 7739Z-Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a., 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

#### 3. LOCATION DE MATERIEL PROFESSIONNEL

7731Z-Location et location-bail de machines et équipements agricoles, 7732Z-Location et location-bail de machines et équipements pour la construction, 7733Z-Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique, 7739Z-Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a., 8299Z- Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a., 9601A-Blanchisserie-teinturerie de gros

#### 4. AUTRES

7729Z-Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques, 7739Z-Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a., 7740Z-Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### F. SERVICES AUX SALAIRES

#### 1. RESTAURATION, HOTELIERIE

5510Z-Hôtels et hébergement similaire, 5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée, 5530Z-Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs, 5590Z-Autres hébergements, 5610A-Restauration traditionnelle, 5610B-Cafétérias et autres libres-services, 5610C-Restauration de type rapide, 5621Z-Services des traiteurs, 5629B-Autres services de restauration n.c.a., 5630Z-Débits de boissons

#### 2. TRANSPORT DES SALAIRES

4910Z-Transport ferroviaire interurbain de voyageurs, 4931Z-Transports urbains et suburbains de voyageurs, 4932Z-Transports de voyageurs par taxis, 4939A-Transports routiers réguliers de voyageurs, 4939B-Autres transports routiers de voyageurs, 5010Z-Transports maritimes et côtiers de passagers, 5030Z-Transports fluviaux de passagers, 5110Z-Transports



aériens de passagers, 7911Z-Activités des agences de voyage, 7912Z-Activités des voyagistes, 7990Z-Autres services de réservation et activités connexes

### 3. AUTRES SERVICES A LA PERSONNE

8010Z-Activités de sécurité privée, 8621Z-Activité des médecins généralistes, 8810C-Aide par le travail, 8891A-Accueil de jeunes enfants

## G. SERVICES DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

### 1. R&D

7211Z-Recherche-développement en biotechnologie, 7219Z-Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles, 7220Z-Recherche-développement en sciences humaines et sociales, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### 2. ETUDES TECHNIQUES, ARCHITECTURE, INGENIERIE

6621Z-Évaluation des risques et dommages, 7111Z-Activités d'architecture, 7112A-Activité des géomètres, 7112B-Ingénierie, études techniques, 7120B-Analyses, essais et inspections techniques, 7490A-Activité des économistes de la construction, 7490B-Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### 3. AUTRES

8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## H. MARKETING, PUBLICITE

### 1. MARKETING, ETUDES DE MARCHÉ

4332C-Agencement de lieux de vente, 7320Z-Études de marché et sondages, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### 2. PUBLICITE, CONSEIL EN COMMUNICATION, CREATION GRAPHIQUE

4332C-Agencement de lieux de vente, 5819Z-Autres activités d'édition, 5911B-Production de films institutionnels et publicitaires, 7021Z-Conseil en relations publiques et communication, 7311Z-Activités des agences de publicité, 7312Z-Régie publicitaire de médias, 7410Z-Activités spécialisées de design, 7420Z-Activités photographiques, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

### 3. AUTRES

8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.

## I. AUTRES SERVICES

0161Z-Activités de soutien aux cultures, 0162Z-Activités de soutien à la production animale, 0240Z-Services de soutien à l'exploitation forestière, 0910Z-Activités de soutien à l'extraction d'hydrocarbures, 0990Z-Activités de soutien aux autres industries extractives, 7500Z-Activités vétérinaires, 8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a., 9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant, 9411Z-Activités des organisations patronales et consulaires

## TABLE DES ILLUSTRATIONS :

Carte 1 : Le territoire de la Communauté de Communes du Val d'Amboise .....	15
Carte 2 : L'aire urbaine de Tours incluant les neuf communes de la CCVA .....	17
Carte 3 : La zone d'emploi de Tours .....	18
Carte 4 : Déplacements domicile-travail vers le pôle d'Amboise.....	20
Carte 5 : Déplacements domicile-travail au départ du pôle d'Amboise .....	20
Carte 6 : Accessibilité du territoire d'Amboise.....	21
Graphique 1 : Evolution de la population de la CCVA entre 1968 et 2008 .....	23
Graphique 2 : Evolution du taux de variation de la population de la CCVA entre 1968 et 2008.....	24
Graphique 3 : Evolution du taux de chômage au sens du BIT en région Centre et au sein des zones d'emplois de Tours et d'Amboise entre 1999 et 2011.....	26
Graphique 4 : L'emploi dans la CCVA par catégories socioprofessionnelles en 2008.....	27
Graphique 5 : Répartition de l'emploi par secteurs d'activité dans la CCVA en 2008 .....	28
Graphique 6 : Répartition des entreprises dans chacune des 4 zones d'activités de la CCVA.....	29
Graphique 7 : Répartition des salariés dans chacune des 4 zones d'activité de la CCVA .....	29
Graphique 8 : Répartition des entreprises des 4 zones d'activités selon le type d'activité.....	30
Graphique 9 : Répartition des salariés par secteurs d'activité dans les 4 zones d'activités .....	31
Tableau 1 : Sections d'activités délimitées par la NAF révision 2 de 2008 .....	31
Graphique 10 : Répartition des entreprises des zones d'activités par sections d'activités de la NAF révision 2 de 2008.....	32
Graphique 11 : Répartition des salariés des zones d'activités selon leur section d'activités .....	32
Tableau 2 : Catégories et sous-catégories d'entreprises selon leur effectif salarié.....	33
Graphique 12 : Répartition des entreprises des 4 zones d'activités selon leur nombre de salariés .....	33
Graphique 13 : Répartition des salariés des 4 zones d'activités selon la taille de l'entreprise .....	34
Graphique 14 : Répartition des entreprises des zones d'activités selon leur forme juridique .....	34
Graphique 15 : Répartition des salariés des 4 zones d'activités selon le statut juridique de leur entreprise..	35
Graphique 16 : Définition de l'externalisation par les entreprises .....	41
Graphique 17 : Les avantages de l'externalisation selon les entreprises .....	42
Graphique 18: Les inconvénients apportés par l'externalisation selon les entreprises .....	43
Graphique 19: Les services les plus externalisés par les entreprises .....	45
Graphique 20 : La demande en services dépend de la taille de l'entreprise .....	46
Tableau 3 : Nombre de prestataires de services réguliers selon la taille de l'entreprise .....	47
Graphique 21: Les achats de prestations multiservices selon la taille de l'entreprise .....	48
Graphique 22 : Répartition des prestataires de services aux entreprises de la CCVA par catégories .....	53
Tableau 4 : Les huit catégories de services aux entreprises.....	53
Graphique 23 : Répartition des prestataires de services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise de la CCVA.....	54
Graphique 24 : Répartition des prestataires de services d'installation et de maintenance dans la CCVA.....	55
Graphique 25 : Répartition des prestataires de services de logistique et transports dans la CCVA.....	56
Graphique 26 : Répartition des prestataires de services de recherche et de technologie dans la CCVA.....	58
Graphique 27 : Répartition des prestataires de services informatiques et de télécommunications dans la CCVA .....	59
Graphique 28 : Répartition des prestataires de services de marketing, publicité dans la CCVA .....	61
Graphique 29 : Répartition des prestataires de services de location dans la CCVA .....	62

Graphique 30 : Répartition des prestataires de services aux salariés dans la CCVA.....	63
Carte 8 : Localisation des prestataires de services par catégorie de services au sein des 9 communes de la CCVA .....	65
Carte 9 : Répartition des salariés des entreprises de services par commune et par secteur d'activité .....	66
Carte 10 : Localisation des prestataires de services par catégorie de services au sein des 4 zones d'activités de la CCVA .....	67
Carte 11 : Répartition des salariés des entreprises de services par zone d'activité et par secteur d'activité..	68
Tableau 5 : Répartition du nombre d'entretiens à réaliser entre les différents secteurs d'activités .....	78
Tableau 6 : Répartition du nombre d'entretiens à effectuer entre les différentes tailles d'entreprises en termes d'effectif .....	79
Tableau 7 : Répartition du nombre d'entretiens à réaliser entre les différentes catégories d'entreprises préalablement définies (croisement du secteur d'activités et de l'effectif salarié) .....	79
Tableau 8 : Nombre d'entretiens effectivement réalisés comparé à l'objectif de nombre d'entretiens par secteur d'activité et par classe d'effectif .....	81
Graphique 31 : Répartition de la réalisation des services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	87
Graphique 32 : Répartition des localisations des prestataires de services liés à l'administration, la gestion et l'exploitation de l'entreprise selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	88
Graphique 33 : Répartition de la réalisation des services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux et déchets selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	89
Graphique 34 : Répartition des localisations des prestataires de services d'installation, de maintenance, ou de gestion des eaux et déchets selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	90
Graphique 35 : Répartition de la réalisation des services de logistique ou de transports selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	91
Graphique 36 : Répartition des localisations des prestataires de services de logistique ou de transports selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	92
Graphique 37 : Répartition de la réalisation des services informatiques ou de télécommunications selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	93
Graphique 38 : Répartition des localisations des prestataires de services informatiques ou de télécommunications selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	94
Graphique 39 : Répartition de la réalisation des services de location selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	95
Graphique 40 : Répartition des localisations des prestataires de services de location selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	95
Graphique 41 : Répartition de la réalisation des services aux salariés selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	97
Graphique 42 : Répartition des localisations des prestataires de services aux salariés selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	98
Graphique 43 : Répartition de la réalisation des services de recherche et de technologie selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	99
Graphique 44 : Répartition des localisations des prestataires de services de recherche et de technologie selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	100
Graphique 45 : Répartition de la réalisation des services de marketing et de publicité selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne.....	101

Graphique 46 : Répartition des localisations des prestataires de services de marketing et de publicité selon les réponses des responsables au questionnaire en ligne .....	102
Tableau 9 : La demande des entreprises de moins de 20 salariés en services à améliorer selon les responsables interrogés .....	103
Tableau 10 : La demande des entreprises de moins de 20 salariés en services manquant selon les responsables interrogés .....	104
Tableau 11 : La demande des entreprises de plus de 20 salariés en services à améliorer selon les responsables interrogés .....	104
Tableau 12 : La demande des entreprises de plus de 20 salariés en services à améliorer selon les responsables interrogés .....	105
Tableau 13 : Estimation de l'augmentation de la population sur le territoire du groupement « <i>Entreprendre en Chinonais</i> » .....	110
Graphique 47 : Répartition des entreprises industrielles sur le territoire du groupement « <i>Entreprendre en Chinonais</i> » .....	111
Graphique 48 : Répartition des entreprises de services sur le territoire « <i>Entreprendre en Chinonais</i> » .....	116
Graphique 49 : Evolution de l'emploi environnemental en France .....	138

## GLOSSAIRE :

- ✓ **Agglomération** : voir Unité urbaine.
- ✓ **Agriculture** : Selon l'INSEE, « ce secteur de l'économie comprend les cultures, l'élevage, la chasse, la pêche et la sylviculture. La nomenclature d'activités française établit une distinction entre l'activité agricole (exploitation des ressources naturelles en vue de la production des divers produits de la culture et de l'élevage), la sylviculture et l'activité de pêche (exploitation professionnelle des ressources halieutiques en milieu marin ou en eau douce). »
- ✓ **Aire urbaine** : Selon l'INSEE, « Une aire urbaine [...] est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. »
- ✓ **Artisanat** : « Selon la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, « doivent être immatriculées au répertoire des métiers les personnes physiques et les personnes morales qui n'emploient pas plus de 10 salariés et qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste établie par décret en Conseil d'État ». Sous certaines conditions, les entreprises qui le souhaitent peuvent rester immatriculées au répertoire des métiers au-delà du seuil des 10 salariés (on parle de « droit de suite »). Seules les personnes ayant la qualification requise peuvent se prévaloir auprès de leur clientèle de la qualité d'artisan ou du titre de maître artisan. Le nombre d'entreprises artisanales ne coïncide pas avec celui des artisans, car plusieurs artisans peuvent être associés au sein d'une même entreprise. » (Source : INSEE)
- ✓ **Association** : Selon l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, une association est « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices... ».
- ✓ **Bassin de vie** : Selon l'INSEE, « le bassin de vie est le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès à la fois aux équipements de la vie courante et à l'emploi. »
- ✓ **BIT** : Selon l'INSEE, « le Bureau international du travail (BIT) est un organisme rattaché à l'ONU et chargé des questions générales liées au travail dans le monde, il réside à Genève. Il harmonise les concepts et définitions relatives au travail et à l'emploi, en particulier celles relatives à la population active occupée et aux chômeurs. »
- ✓ **Cadre** : Selon le dictionnaire Larousse, consulté en ligne sur le site Internet suivant : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/> , un cadre est un « salarié ayant acquis une formation supérieure et qui exerce en principe une fonction de commandement, de contrôle ou de direction dans une entreprise ou une administration [...] en assumant des responsabilités, et qui bénéficie d'un statut particulier par rapport aux employés et ouvriers, dans de nombreuses conventions collectives. »
- ✓ **Catégorie socioprofessionnelle** : Selon le glossaire du marketing stratégique, consulté en ligne sur le site Internet suivant : <http://www.marketing-strategique.com/>, une catégorie socioprofessionnelle est un « critère de segmentation de la population basé sur l'activité professionnelle de l'individu ou du représentant de la famille. » Ces catégories sont définies selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS de l'INSEE.

- ✓ **Certification NF Service** : La certification NF Service « définit un niveau minimum obligatoire en termes de moyens à mettre en œuvre pour apporter une prestation de qualité, reconnue par les acteurs du marché [dans le cadre d'une norme collective spécifique à chaque profession]. Les exigences fixées par le référentiel [NF Service] sont identiques pour tous : il repose sur la définition des règles de l'art du métier concerné, décrites dans une norme et traduisant le consensus entre professionnels, utilisateurs, pouvoirs publics.... ». Source : <http://www.marque-nf.com/>
- ✓ **Chômage** : Selon l'INSEE, « le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Sa mesure est complexe. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir, ce qui amène souvent à parler d'un "halo" autour du chômage. Il y a en France deux sources statistiques principales sur le chômage : les statistiques mensuelles du Ministère du travail, élaborées à partir des fichiers de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi et l'enquête Emploi de l'Insee, qui mesure le chômage au sens du BIT. »
- ✓ **Commerce** : Selon l'INSEE, « le commerce consiste à acheter des produits à des tiers pour la revente en état, sans transformation (ou après transformations mineures). L'activité des intermédiaires du commerce qui mettent en rapport les acheteurs et les vendeurs (ou bien exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers), sans être propriétaires des produits concernés, fait partie du commerce. »
- ✓ **Commission départementale de coopération intercommunale** :
- ✓ **Communauté d'agglomération** :
- ✓ **Communauté de communes** : Selon l'INSEE, une communauté de communes est « un EPCI regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace. Les conditions "d'un seul tenant et sans enclave" ne sont pas exigées pour les communautés de communes existant à la date de la publication de la loi du 12 juillet 1999 ou issues de la transformation d'un district ou d'une communauté de villes en application de cette même loi (cf. art. 51 et 56). »
- ✓ **Communes périurbaines** : Selon l'INSEE, « Les communes périurbaines sont les communes des couronnes périurbaines et les communes multipolarisées. »
- ✓ **Couronne** : Selon l'INSEE, « la couronne recouvre l'ensemble des communes de l'aire à l'exclusion de son pôle. »
- ✓ **Déplacements domicile travail (ou navette)** : Selon l'INSEE, on appelle déplacements domicile travail « les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail. » L'étude des déplacements domicile travail permet de délimiter les zones d'emploi.
- ✓ **Direction Départementale des Territoires** : « La direction départementale des territoires met en œuvre les politiques publiques d'aménagement et de développement durable des territoires. La DDT regroupe l'essentiel de la DDE, la DDAF, [ainsi qu'une] partie des services de la préfecture. [Son rôle consiste à] promouvoir le développement durable, connaître et veiller à l'équilibre des territoires urbains et ruraux, mettre en œuvre les politiques agricoles et développer des filières de qualité, mettre en œuvre les politiques en matière d'environnement, d'urbanisme, de logement, de construction et de transport ; [et enfin à] prévenir les risques naturels ». Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-DDT-directions-departementales.html>.
- ✓ **Employé** : Selon le dictionnaire français Larousse, consulté sur le site Internet suivant : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/>, un employé est un « salarié qui travaille dans un bureau, une administration, un magasin, ou chez un particulier. »



- ✓ **Employeur** : Selon le dictionnaire français Larousse, consulté sur le site Internet suivant : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/>, un employeur est une « *personne qui emploie du personnel salarié.* »
- ✓ **Entreprise** : Selon l'INSEE, une entreprise est « *une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché ; les unités qui relèvent des administrations publiques ou privées et dont le fonctionnement n'est pas financé par une activité marchande sont appelées organismes (associations, hôpitaux par exemple)* ».
- ✓ **EPCI** : Selon l'INSEE, « *Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de "projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité". Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.* »
- ✓ **Etablissement** : Selon le dictionnaire du droit privé de Serge BRAUDO, « *Un établissement, qui exerce une activité économique constitue une unité géographiquement individualisée, mais juridiquement et financièrement dépendante de l'entreprise qui l'a créé.* »
- ✓ **Etablissement Public Loire** : L'établissement public Loire est un syndicat mixte reconnu comme Etablissement Public Territorial de Bassin pour le bassin de la Loire. Il assume la maîtrise d'ouvrage d'opérations menées à cette échelle, ou présentant un caractère interrégional ou interdépartemental ; et mène des actions de coordination, d'animation, d'information et de conseil auprès des acteurs ligériens. Il agit essentiellement dans les domaines de la prévention et la réduction des inondations, la stimulation de la recherche/données/information, la gestion des ressources en eau stratégique des deux ouvrages de Naussac et Villerest, l'aménagement et la gestion des eaux. Source : <http://www.eptb-loire.fr/> .
- ✓ **ETI** : Selon l'INSEE, « *Une entreprise de taille intermédiaire est une entreprise qui a entre 250 et 4999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliards d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan est aussi considérée comme une ETI. Les ETI constituent une catégorie d'entreprises intermédiaire entre les PME et les grandes entreprises.* »
- ✓ **Foyer (fiscal)** : Selon l'INSEE, « *le terme foyer fiscal désigne l'ensemble des personnes inscrites sur une même déclaration de revenus. Il peut y avoir plusieurs foyers fiscaux dans un seul ménage : par exemple, un couple non marié où chacun remplit sa propre déclaration de revenus compte pour deux foyers fiscaux.* »
- ✓ **Industrie** : Selon l'INSEE, « *en première approximation, relèvent de l'industrie les activités économiques qui combinent des facteurs de production (installations, approvisionnements, travail, savoir) pour produire des biens matériels destinés au marché.* »
- ✓ **Ménage** : Selon l'INSEE, « *de manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.* »
- ✓ **Microentreprise** : Selon l'INSEE, « *une microentreprise est une entreprise occupant moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.* »
- ✓ **Monument historique** : Selon le lexique immobilier de Solvimo, consulté en ligne sur le site Internet suivant : <http://www.solvimo.com/>, « *un Monument Historique est un bien classé " Monument Historique ", faisant*

*parti du patrimoine national en raison d'un caractère historique ou artistique spécifique ou faisant partie de l'inventaire supplémentaire. »*

- ✓ **Niveau de vie** : Selon l'INSEE, « *le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.* »
- ✓ **Ouvriers** : Selon le dictionnaire français Larousse, consulté sur le site Internet suivant : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/>, un ouvrier est un « *travailleur manuel salarié qui a une fonction de production dans l'entreprise.* »
- ✓ **PME** : Selon l'INSEE, « *La catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes, et qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.* »
- ✓ **Pôle urbain** : Selon l'INSEE, un « *pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 10 000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne d'un autre pôle urbain. On distingue également des moyens pôles- unités urbaines de 5 000 à 10 000 emplois et les petits pôles - unités urbaines de 1 500 à moins de 5 000 emplois.* »
- ✓ **Population active** : Selon l'INSEE, « *La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi "population active ayant un emploi") et les chômeurs. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales : au sens du BIT, au sens du recensement de la population, au sens de la Comptabilité nationale.* »
- ✓ **RSE** : Selon le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, « *La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est la contribution des entreprises aux enjeux du développement durable. La démarche consiste pour les entreprises à prendre en compte les impacts sociaux et environnementaux de leur activité pour adopter les meilleures pratiques possibles et contribuer ainsi à l'amélioration de la société et à la protection de l'environnement. La RSE permet d'associer logique économique, responsabilité sociale et écoresponsabilité.* »
- ✓ **Salarié** : Selon l'INSEE, « *Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente. Les non salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.* »
- ✓ **Secteur d'activités** : Selon l'INSEE, « *un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres items de la nomenclature que celui du secteur considéré. Au contraire, une branche regroupe des unités de production homogènes.* »
- ✓ **Secteur primaire** : Selon l'INSEE, « *le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mines, gisements.* »
- ✓ **Secteur secondaire** : Selon l'INSEE, « *Le secteur secondaire regroupe l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières (industries manufacturières, construction).* »

- ✓ **Secteur tertiaire** : Selon l'INSEE, « le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui va du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale. Le périmètre du secteur tertiaire est de fait défini par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire). »
- ✓ **Services** : Selon l'INSEE, « une activité de service se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une capacité technique ou intellectuelle. A la différence d'une activité industrielle, elle ne peut pas être décrite par les seules caractéristiques d'un bien tangible acquis par le client. »
- ✓ **Services marchands** : Selon l'INSEE, « une unité rend des services marchands lorsqu'elle les vend (en grande partie ou en totalité) à des prix économiquement significatifs. »
- ✓ **Services non marchands** : Selon l'INSEE, « une unité rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration. »
- ✓ **Seveso** : Selon le dictionnaire environnement, consulté en ligne sur le site Internet suivant : <http://www.dictionnaire-environnement.com>, les établissements Seveso sont « [des] installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation, [...] où la quantité de produits dangereux dépasse les seuils fixés dans la directive européenne Seveso. [Ils] sont soumis à une réglementation plus stricte et doivent répondre à des exigences particulières : obligation de réaliser des études de dangers ; obligation de réaliser des plans de secours et d'informer les populations ; ... ».
- ✓ **Solde des entrées-sorties (ou solde migratoire)** : Selon l'INSEE, « le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité. »
- ✓ **Solde naturel** : Selon l'INSEE, « le solde naturel (ou accroissement naturel ou excédent naturel de population) est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. »
- ✓ **Syndicat Mixte** : « Le syndicat mixte est un établissement public (article L721-1 du Code des Collectivités territoriales) qui donne aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec d'autres établissements publics. Le plus souvent, cette structure rassemble des communes, des intercommunalités, des départements et des régions qui se donnent des missions de grande envergure comme : la gestion d'espaces naturels, l'exploitation de réseaux, la gestion des déchets, l'aménagement touristique... » Source : <http://smbva.fr/definition-syndicat-mixte.html>.
- ✓ **Tourisme** : Selon l'INSEE, « Le tourisme comprend les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs non liés à l'exercice d'une activité rémunérée dans le lieu visité. »
- ✓ **TPE** : Selon le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales en 2006, les TPE « sont des entreprises indépendantes de moins de 20 salariés. Ces TPE sont un sous-ensemble des [...] PME, entreprises indépendantes de moins de 250 personnes [...]. S'agissant de la notion d'indépendance, [...] la DCASPL considère que sont indépendantes les entreprises qui ne sont pas têtes de groupe ou filiales (possédant majoritairement une autre entreprise ou possédées majoritairement par un groupe) d'un groupe français ou étranger ; cependant les têtes de groupe ou filiales d'un "microgroupe"

*français (groupe de moins de 250 salariés) sont également considérées comme indépendantes. Les entreprises qui ne sont pas indépendantes sont ainsi exclues des TPE et des PME et regroupées avec les grandes entreprises. » Source : [http://www.pme.gouv.fr/economie/brefTPE\\_fev06.pdf](http://www.pme.gouv.fr/economie/brefTPE_fev06.pdf).*

- ✓ **Unité Urbaine** : Selon l'INSEE, une unité urbaine est une « *une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. Si l'unité urbaine se situe sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, et si chacune de ces communes concentre plus de la moitié de sa population dans la zone de bâti continu, elle est dénommée agglomération multicommunale.* »
- ✓ **Zone d'activités** : Une zone d'activités désigne « **le regroupement sur un territoire dédié d'activités industrielles, commerciales ou de services.** Cela désigne aussi bien un parc d'activités, une zone industrielle ou zone commerciale. » Source : <http://www.positiv-energies.fr/prestations/gestion-durable-des-za.html>.
- ✓ **Zone d'emploi** : Selon l'INSEE, « *une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoires pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM. Le découpage actualisé se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006.* »

## INDEX DES SIGLES :

- ✓ **ADMR** : Aide à Domicile en Milieu Rural
- ✓ **ADSL** : Asymmetric Digital Subscriber Line
- ✓ **AFNOR** : Association Française de Normalisation
- ✓ **AFPA** : Association nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes
- ✓ **AMAP** : Association pour le Maintien d'une Agriculture de Proximité
- ✓ **APE** : Activité Principale Exercée
- ✓ **Apeva** : Aide en faveur des petites entreprises du Val d'Amboise
- ✓ **ASSAD** : Association de Soin et de Services A Domicile
- ✓ **Assova** : Aide en faveur de l'investissement économique des associations du Val d'Amboise
- ✓ **BIT** : Bureau International du Travail
- ✓ **BTS** : Brevet de Technicien Supérieur
- ✓ **CAP** : Certificat d'Aptitude Professionnelle
- ✓ **CC** : Communauté de Communes
- ✓ **CCLD** : Communauté de Communes de Loches Développement
- ✓ **CCP** : Classification Centrale des Produits
- ✓ **CCRCSB** : Communauté de Communes de Rivière, Chinon, Saint-Benoît-la-Forêt
- ✓ **CCVA** : Communauté de Communes du Val d'Amboise
- ✓ **CDCI** : Commission Départementale de Coopération Intercommunale
- ✓ **CER** : Centre d'Etude et de Recherche
- ✓ **CFAI** : Centre de Formations d'Apprentis de l'Industrie
- ✓ **CG** : Conseil Général
- ✓ **CITI** : Classification Internationale Type par Industrie
- ✓ **CPA** : Classification des Produits associés aux Activités
- ✓ **CSP** : Catégorie Socioprofessionnelle
- ✓ **DATAR** : Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale

- ✓ **DD** : Développement Durable
- ✓ **DDT** : Direction Départementale des Territoires
- ✓ **DIGITIP** : Direction Générale de l'Industrie, des Technologies de l'Information et des Postes
- ✓ **EAE** : Enquête Annuelle d'Entreprises
- ✓ **EMVLM** : Espace Métropolitain Val de Loire Maine
- ✓ **EPCI** : Etablissement Public de Coopération Intercommunal
- ✓ **ESS** : Economie Sociale et Solidaire
- ✓ **ETI** : Entreprise de Taille Intermédiaire
- ✓ **FANT** : Fonds d'Aménagement Numérique des Territoires
- ✓ **FEDER** : Fonds Européen de Développement Régional
- ✓ **FISAC** : Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce
- ✓ **GE** : Grande Entreprise
- ✓ **GEIDA** : Groupement des Entreprises du Val d'Amboise
- ✓ **GMAO** : Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur
- ✓ **HAD** : Hospitalisation A Domicile
- ✓ **IDIL** : Institut de Développement d'Indre-et-Loire
- ✓ **IFSI** : Institut de Formations en Soins Infirmiers
- ✓ **INSEE** : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
- ✓ **NACE** : Nomenclature des Activités dans la Communauté Européenne
- ✓ **NAF** : Nomenclature des Activités Françaises
  - ✓ NAF rév.1 : NAF révision 1 / NAF rév.2 : NAF révision 2
- ✓ **NES** : Nomenclature Economique de Synthèse
- ✓ **NF** : Norme Française
- ✓ **NIC** : Numéro Interne de Classement
- ✓ **OCMACS** : Opération Collective de Modernisation de l'Artisanat, du Commerce et des Services
- ✓ **OE2T** : Observatoire Economique des Territoires de Touraine
- ✓ **ONU** : Organisation des Nations Unies

- ✓ **ORAC** : Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce
- ✓ **PCS** : (Nomenclature des) Professions et Catégories Socioprofessionnelles
- ✓ **PER** : Pôle d'Excellence Rurale
- ✓ **PIB** : Produit Intérieur Brut
- ✓ **PME** : Petite et Moyenne Entreprise
- ✓ **R&D** : Recherche et Développement
- ✓ **RCT** : Réforme des Collectivités Territoriales
- ✓ **RIPFTTO** : Réseau d'Initiative Publique Fiber To The Office
- ✓ **RSE** : Responsabilité Sociétale des Entreprises
- ✓ **SA** : Société Anonyme
- ✓ **SARL** : Société Anonyme à Responsabilité Limitée
- ✓ **SAS** : Société par Actions Simplifiées
- ✓ **SCIC** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif
- ✓ **SCOP** : Société Coopérative de Production
- ✓ **SCOT** : Schéma de COhérence Territoriale
- ✓ **SDTAN** : Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique
- ✓ **SIRENE** : Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises et de leurs Etablissements
- ✓ **SNIT** : Schéma National des Infrastructures de Transport
- ✓ **SRADDT** : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
- ✓ **THD** : Très Haut Débit
- ✓ **TIC** : Technologies de l'Information et de la Communication
- ✓ **Tour(s)Plus** : Communauté d'agglomération de Tours
- ✓ **TPE** : Très Petite Entreprise
- ✓ **UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization)
- ✓ **ZA** : Zone d'Activités





**Tuteur :** HAMDOUCH Abdelillah

**Etudiants :** BARBUSSE Florent  
FORESTIER Pauline  
URBAIN Anne-Laure  
VALLEE Pascaline

**Stage de groupe DA 4**  
**2011 - 2012**

La Communauté de Communes du Val d'Amboise (CCVA), située dans le département de l'Indre-et-Loire (37), regroupe neuf communes dont Amboise, la ville-centre de 12 860 habitants. Le territoire constitue le deuxième pôle industriel du département grâce à ses quatre zones d'activités et ses plus de 4 000 emplois salariés. La mission qui nous a été confiée s'inscrit dans le cadre de la compétence de développement économique de la collectivité et consiste à l'établissement d'un diagnostic de l'offre et de la demande en matière de services aux entreprises afin d'en dégager les principaux enjeux du développement économique du territoire. Ensuite, des propositions d'actions répondant à ces enjeux ont été établies.

Ainsi, il apparaît que la CCVA présente une offre en prestataires de services globalement satisfaisante même si certains domaines de haute valeur ajoutée comme la R&D ou encore les études techniques et d'ingénierie font défaut. Ces résultats sont confirmés par l'étude de la demande effectuée auprès des entreprises qui révèlent surtout des besoins en termes d'aménagement des zones d'activités et la mise en place d'un accès au Très Haut Débit (THD) Internet. Par ailleurs, les demandes se sont également portées sur une amélioration de la qualité de vie des salariés avec des souhaits d'installation de restaurants et crèches interentreprises ainsi que de moyens de transports en commun plus adaptés.

Afin de donner au territoire de la CCVA les clés d'un avantage concurrentiel sur les autres territoires, les préconisations d'actions se sont accentuées sur l'innovation en termes de développement économique. Ainsi, promouvoir un développement économique durable et pérenne par une politique portée sur les deux thèmes novateurs que sont l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et le Développement Durable (DD) conférerait au territoire des facteurs clés d'attractivité économique. Ceci pourrait passer par la mise en place d'un « pôle ESS » regroupant des activités non délocalisables et offrant des services aux salariés mais aussi aux entreprises. La mise en œuvre d'une politique de développement économique mais durable regroupe un champ vaste d'action, d'un meilleur traitement des déchets industriels en passant par l'isolation thermique des bâtiments d'entreprises jusqu'à la mise en place de moyens de déplacements de salariés alternatifs à la voiture.

**Mots clés :** Amboise, Communauté de Communes du Val d'Amboise (CCVA), Indre-et-Loire (37), région Centre, développement économique, zones d'activités, services aux entreprises, services aux salariés, prestataires de services, externalisation des services aux entreprises, Très Haut Débit (THD), Economie Sociale et Solidaire (ESS), Développement Durable (DD), pépinière d'entreprises.